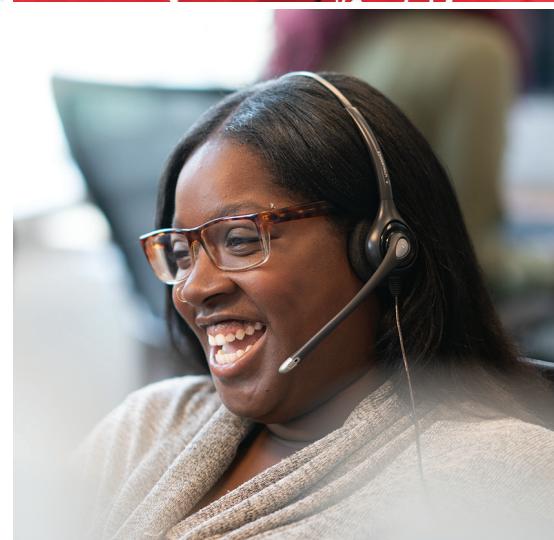




Se donner plus de possibilités

Rogers Communications Inc. | Rapport annuel 2018



Notre raison d'être

Brancher les Canadiens sur
un monde de possibilités
et orchestrer les moments
inoubliables qui importent
le plus pour eux



À propos de Rogers



Rogers est une équipe de Canadiens qui s'emploie fièrement à offrir à ses clients un monde de possibilités jour après jour.

Notre fondateur, Ted Rogers, croyait fermement que les communications pouvaient contribuer à enrichir, divertir et inspirer les Canadiens. Il marchait sur les traces de son père, et c'est à l'âge de 27 ans qu'il a acheté sa première chaîne de radio, CHFI.

Sur la base de ces débuts modestes, nous sommes devenus une extraordinaire société de télécommunications déterminée à offrir à la population et aux entreprises du Canada les meilleurs services résidentiels, sans fil et média.

Table des matières

PAGE 3

À propos de Rogers

PAGE 4

Message d'Edward

PAGE 6

Message de Joe

PAGE 8

L'exercice en quelques mots

PAGE 10

Hauts dirigeants

PAGE 11

Administrateurs

PAGE 12

Rapport financier 2018

PAGE 168

Renseignements relatifs à la Société et à l'intention des actionnaires

MESSAGE D'EDWARD



Edward Rogers

Président du conseil d'administration
Rogers Communications Inc.

Chers actionnaires,

C'est avec l'acquisition d'une simple chaîne de radio que l'histoire de Rogers a commencé, il y a près de 60 ans. Encore jeune entrepreneur à l'époque, Ted Rogers caressait déjà l'idée de bâtir une affaire prospère, certes, mais aussi une grande entreprise panafricaine, qui comblerait les besoins des populations locales et contribuerait au leadership et à l'épanouissement d'une jeune nation en pleine croissance. Il savait que pour atteindre son but, il lui fallait adopter une visée à long terme, faire preuve de rigueur et investir sans relâche. C'est sur ces bases qu'il a fondé et développé Rogers Communications.

Fidèle à ces principes fondateurs, Rogers a dégagé en 2018 de solides résultats opérationnels et financiers. Nous avons été à la tête de notre secteur d'activité selon bien des indicateurs. Sous la direction de Joe Natale, notre président et chef de la direction, notre équipe de direction et les 26 000 employés de Rogers ont accompli d'immenses progrès dans la concrétisation du plan et des priorités stratégiques de l'entreprise. Rogers a trouvé un juste équilibre entre la performance à court terme et les investissements à long terme.

Nos résultats de 2018 témoignent de notre détermination de longue date à investir de manière durable, ce qui en retour procure des rendements élevés et stables à tous les actionnaires. Pendant la dernière décennie, Rogers a dégagé un rendement

total de 178 % pour ses actionnaires, et la valeur de la société a doublé au cours des neuf dernières années.

La valeur de notre stratégie n'est plus à démontrer, et pourtant nous savons qu'il reste toujours du travail à accomplir. Notre marque est devenue l'une des plus réputées du Canada. Nos services sans fil, de câblodistribution et de médias, nos services aux entreprises et nos divertissements sportifs atteignent maintenant 98 % des Canadiens. C'est une grande responsabilité, dont nous nous acquittons avec sérieux pour continuer de mériter leur confiance. Nous ne cesserons jamais de nourrir et de respecter la relation qui nous unit à eux.

En 2018, toutes nos activités ont dû faire face à une forte concurrence. Pour plusieurs d'entre elles, le contexte continue de se transformer, mais nous sommes bien positionnés pour accueillir ces changements et offrir à nos clients le contenu, les réseaux et les produits les plus novateurs qui soient.

Dans notre secteur Sans-fil, nous sommes restés le plus grand fournisseur de services du Canada, avec plus de 10,7 millions d'abonnés. En 2018, Sans-fil a inscrit des produits d'exploitation et une croissance de sa rentabilité parmi les meilleurs de l'industrie. Nous avons renforcé la fidélité de la clientèle et poursuivi les investissements nécessaires pour établir un réseau 5G parmi les plus rapides et les plus sûrs du monde. Nous



« Je fais entièrement confiance à notre équipe de direction, qui s'emploie jour après jour à faire de Rogers une entreprise encore plus florissante. »

prévoyons de faire d'autres importants investissements dans ce secteur afin d'améliorer encore le service à la clientèle et de faire en sorte que les Canadiens aient accès aux réseaux les plus puissants, les plus sécurisés et les plus fiables qui soient.

Dans notre secteur Cable, nous avons effectué des investissements afin d'offrir à nos clients l'expérience télévisuelle la plus novatrice et avant-gardiste qui soit, grâce au lancement l'an dernier du service Télé Élan. Cable offre toujours à l'ensemble de son territoire de desserte les vitesses Internet les plus rapides et les plus fiables, ce qui n'aurait pas été possible sans les sommes consenties pendant toutes ces années.

Rogers s'illustre aussi par son formidable portefeuille d'actifs dans le domaine des sports et des médias. Aujourd'hui, nous sommes le chef de file national dans les divertissements sportifs, les radios locales, l'édition, les achats à domicile et la programmation télévisuelle. Ce portefeuille nous positionne à merveille pour l'avenir, tandis que ces secteurs d'activité s'adaptent à l'évolution des préférences audio-visuelles des Canadiens.

Comme les amateurs du pays tout entier qui applaudissent fièrement nos équipes, en personne ou via nos transmissions, nous sommes fiers de la présence de Rogers sur la scène sportive nationale et de sa contribution à la mosaïque culturelle canadienne. Avec les Blue Jays de Toronto, nous possédons l'unique équipe nationale de baseball. Nous sommes aussi copropriétaires de la seule équipe nationale de basketball, les Raptors, et nous administrons en exclusivité les droits de diffusion nationale des matchs de la LNH, phare incontesté du sport préféré des Canadiens. Nous sommes heureux de

partager ces actifs avec l'ensemble de la population canadienne, et nous investirons encore dans ceux-ci pour le plus grand plaisir des générations futures.

Les assises de Rogers sont solides et nous sommes bien positionnés pour l'avenir. Je fais entièrement confiance à notre équipe de direction, qui s'emploie jour après jour à faire de Rogers une entreprise encore plus florissante. Nous nous efforcerons de mériter notre position de chef de file de notre secteur, de notre pays et de nos collectivités tout en maintenant nos investissements pour enrichir le quotidien des Canadiens.

Je tiens à remercier les membres du conseil d'administration de Rogers de leur confiance et de leur précieuse collaboration. Grâce à leur détermination, nous avons renforcé encore la gouvernance et les pratiques du conseil d'administration. Les administrateurs apportent une expérience et des compétences immenses à notre conseil et à ses sous-comités, et leur contribution s'est révélée inestimable.

Enfin, je tiens à exprimer ma gratitude envers vous, nos actionnaires, pour le soutien que vous offrez à Rogers. Nous sommes une entreprise pleine d'énergie et d'enthousiasme, prête à poursuivre ses investissements, à relever le défi de la concurrence et à servir ses clients dans l'industrie en plein essor des communications et des médias pour les années à venir. 

Edward S. Rogers
Président du conseil
Rogers Communications Inc.

MESSAGE DE JOE

Joe Natale

Président et chef de la direction
Rogers Communications Inc.



À tous les actionnaires,

Je crois que nous jouons un rôle important dans la vie des Canadiens, jour après jour. Fondamentalement, notre tâche consiste à brancher des personnes, des entreprises et des communautés les unes aux autres ainsi qu'au monde qui les entoure.

Plus que jamais, les consommateurs et les entreprises font confiance à notre technologie. Notre raison d'être va bien au-delà de la faculté de regarder un film, de fureter sur le Web ou d'envoyer des textos. Nous voulons que notre technologie ouvre un monde de possibilités – des connexions plus solides entre les personnes, des modes de vie plus sains, la croissance et la prospérité, des expériences mémorables – et que sa puissance enrichisse la société. C'est une grande responsabilité, dont nous nous acquittons avec fierté et passion.

Nous sommes aux portes de l'ère numérique. En tant que pays, c'est le début d'une nouvelle grande phase d'innovations et d'investissements. Bientôt, la 5G rendra possibles des solutions et des fonctionnalités tout aussi remarquables que celles que la 4G nous procure aujourd'hui : des services arrivés il y a à peine quelques années et déjà devenus indispensables à nos activités quotidiennes. Chez Rogers, nous investissons

pour être au cœur même de cette formidable occasion. Nous faisons les investissements nécessaires pour offrir ce monde de possibilités aux Canadiens. Je suis extrêmement fier de tous les membres de notre personnel et des efforts qu'ils déploient pour servir notre clientèle.

Nos réalisations en 2018

Avoir la bonne équipe et la bonne culture d'entreprise est une condition essentielle à la bonne performance d'une société. À mon sens, notre équipe est parmi les meilleures du monde dans notre secteur. En 2018, nous avons obtenu la meilleure cote de motivation des employés de notre catégorie, à l'échelle mondiale, et nous avons été nommés parmi les 100 meilleurs employeurs du Canada.

La priorité absolue de notre équipe est de toujours faire passer les clients en premier. Cette culture centrée sur le client nous occupe le cœur et l'esprit et transparaît dans notre performance. L'an dernier, notre secteur Sans-fil a obtenu le meilleur ratio de fidélité de la clientèle des dix dernières années. Le nombre de clients ayant adopté nos applications Web et mobiles s'est amélioré de façon substantielle. Plus encore, nous avons écouté attentivement les commentaires de nos clients et apporté des centaines d'améliorations à nos services.



Avec le lancement du service Télé Élan, nous avons entrepris de fournir aux Canadiens le foyer branché de l'avenir. Notre plateforme Internet de premier ordre et notre plan d'action visant le service résidentiel branché continueront de représenter un avantage concurrentiel à mesure que nous mettrons ces puissantes solutions à la disposition des Canadiens.

Nous avons investi stratégiquement dans nos réseaux et notre technologie, qui sont l'âme de nos activités. Nous avons mis à niveau notre réseau 4G pour qu'il soit prêt pour la 5G et conclu un partenariat stratégique clé avec Ericsson, le partenaire mondial de référence en matière de technologie 5G. Grâce à ces investissements, nous offrons dès aujourd'hui une expérience client de choix – et dès demain, des fonctionnalités de pointe.

Nous avons aussi été à la hauteur de nos cibles financières, puisque nous avons inscrit les meilleurs résultats financiers et le nombre d'abonnés le plus élevé en près de dix ans. Le total des produits a progressé de 5 % et le BAIIA ajusté, de 9 %. Les flux de trésorerie disponibles après impôt ont monté de 5 %; nous avons consenti des dépenses d'investissement de 2,8 milliards de dollars et distribué 988 millions de dollars aux actionnaires. Ces résultats se reflètent dans le rendement total pour les actionnaires, qui s'est établi à 12,5 %. Nous en sommes très fiers, car ces résultats vont nous permettre de financer la croissance et les investissements à venir.

En tant que fière entreprise canadienne, nous avons reversé des sommes considérables à notre pays, en investissant 2,8 milliards de dollars dans les infrastructures, en payant 1,1 milliard de dollars d'impôts, taxes et droits et en affectant 679 millions de dollars à la production de contenu canadien.

Nous avons versé des contributions significatives à des collectivités de tout le pays pour enrichir et bonifier le

quotidien de ses habitants. Le bénévolat, les Bourses d'études Ted Rogers et les subventions aux organismes communautaires sont autant de sujets de fierté pour nous. En tout, nous avons donné 60 millions de dollars à 1 900 organismes de bienfaisance, distribué 313 bourses d'études et effectué 20 000 heures de bénévolat.

« La priorité absolue de notre équipe est de toujours faire passer les clients en premier. »

Vers l'avenir

Nous restons déterminés à devenir une société de technologie de renommée mondiale. Une société qui veille sans relâche à l'expansion de ses activités de base, investit dans son avenir et rémunère généreusement ses actionnaires. Nous mettons tout en œuvre pour faire de Rogers l'une des marques les plus réputées du Canada, l'un des meilleurs endroits où travailler – et l'entreprise à laquelle les Canadiens accordent leur préférence.

Nous vivons des temps exceptionnels, pour notre entreprise elle-même comme pour l'ensemble de notre secteur. C'est en travaillant ensemble que nous cultiverons l'héritage de notre fondateur et que nous écrirons le chapitre suivant de l'histoire de Rogers.

Notre avenir est exaltant. C'est avec une grande fierté que je remercie notre équipe, qui ouvre tant de possibilités pour les Canadiens.

Sincères salutations,
Joe

L'exercice en quelques mots



Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Notre secteur Sans-fil a obtenu le meilleur ratio de fidélité de la clientèle des dix dernières années.
- Nous avons perfectionné nos services en libre-service et augmenté le nombre de clients qui adoptent nos services numériques.
- Nous avons embauché 1 000 employés de plus pour le soutien à la clientèle.

Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent

- Nous avons lancé le service Télé Élan dans notre territoire de desserte de Cable en Ontario.
- Nous avons investi 679 millions de dollars dans la création et la production de contenu canadien pertinent.
- Nous avons célébré 50 ans de programmation locale sur les ondes de TV Rogers.



Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité

- Nous avons investi pour que les Canadiens puissent profiter du service LTE évolué.
- Nous avons conclu un partenariat stratégique clé avec Ericsson, le partenaire mondial de référence en matière de technologie 5G.
- Nous avons reçu le prix Speedtest® 2018 du fournisseur d'accès Internet le plus rapide du Canada décerné par Ookla®.



Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays

- Nous avons contribué à la prospérité de nos collectivités en y investissant 60 millions de dollars sous forme de dons en argent et en nature.
- Nous avons étendu notre programme d'accès Internet abordable « Branché sur le succès » à 300 fournisseurs de logement sans but lucratif.
- Nous avons consacré plus de 20 000 heures de bénévolat à des organismes de bienfaisance de tout le pays.



Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons

- Nous avons atteint les cibles prévisionnelles de 2018 et avons revu à la hausse les prévisions en ce qui a trait au BAIIA ajusté au troisième trimestre.
- Le total des produits a progressé de 5 % et le BAIIA ajusté, de 9 %.
- Nous avons dégagé un rendement total de 12,5 % pour nos actionnaires, soit 21 points au-dessus de l'indice composé TSX.



Former notre personnel et créer une culture de rendement élevé

- Nous avons obtenu la meilleure cote de motivation des employés de notre catégorie.
- Nous avons été nommés parmi les 100 meilleurs employeurs du Canada et parmi les meilleurs employeurs pour les jeunes.
- Nous avons investi 43 millions de dollars dans la formation de nos employés.

Hauts dirigeants



1. Joe Natale
Président et chef de la direction

2. Rick Brace
Président, Media

3. Lisa Durocher
Chef de la direction des Services numériques

4. Jorge Fernandes
Chef de la direction de la Technologie et de l'Information

5. Phil Hartling
Président, Services résidentiels

6. Brent Johnston
Président, Sans-fil

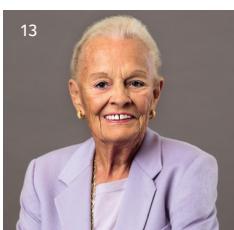
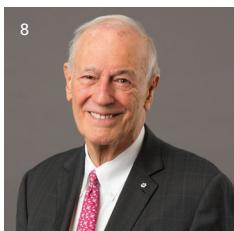
7. Graeme McPhail
Chef de la direction des Affaires juridiques et réglementaires, et secrétaire

8. Dean Prevost
Président, Rogers services Affaires

9. Jim Reid
Chef de la direction des Ressources humaines

10. Tony Staffieri, FCPA, FCA
Chef de la direction des Finances

Administrateurs



1. Edward S. Rogers
Président du conseil

2. John H. Clappison, FCPA, FCA
Administrateur principal

3. Bonnie R. Brooks, CM
Administratrice de l'entreprise

4. Robert K. Burgess
Administrateur de l'entreprise

5. Robert Dépatie
Administrateur de l'entreprise

6. Robert J. Gemmell
Administrateur de l'entreprise

7. Alan D. Horn, CPA, CA
Président et chef
de la direction, Rogers
Telecommunications Limited

8. Philip B. Lind, CM
Vice-président du conseil

9. John A. MacDonald
Administrateur de l'entreprise

10. Isabelle Marcoux
Présidente du conseil,
Transcontinental Inc.

11. Joe Natale
Président et chef
de la direction

12. L'hon. David R. Peterson, PC, QC
Président du conseil émérite,
Cassels Brock & Blackwell LLP

13. Loretta A. Rogers
Administratrice de l'entreprise

14. Martha L. Rogers
Administratrice de l'entreprise

15. Melinda M. Rogers
Vice-présidente du conseil

Rapport financier 2018

13 RAPPORT DE GESTION

15 Sommaire

- 15 À propos de Rogers
- 15 Principaux résultats financiers de 2018
- 17 Faits saillants financiers

18 Comprendre nos activités

- 18 Produits et services
- 20 Concurrence
- 22 Tendances dans le secteur

24 Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques

- 24 Nos priorités stratégiques
- 25 Objectifs pour 2018
- 25 Principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques de 2018
- 27 Objectifs pour 2019
- 28 Objectifs financiers et opérationnels

29 Capacité à produire des résultats

- 29 Réseaux de pointe
- 31 Marques fortes
- 32 Distribution de produits à grande échelle
- 32 Contenu média de premier ordre
- 32 Expérience client
- 33 Employés jouant un rôle actif
- 33 Vigueur et souplesse sur le plan financier
- 34 Solides volumes de transactions et dividendes

34 Résultats financiers de 2018

- 34 Sommaire des résultats consolidés
- 35 Principales variations des résultats financiers par rapport à 2017
- 36 Sans-fil
- 37 Cable
- 39 Media
- 40 Dépenses d'investissement
- 41 Revue de la performance consolidée
- 45 Résultats trimestriels
- 49 Survol de l'état de la situation financière

50 Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

- 50 Provenance et affectation de la trésorerie
- 54 Situation financière
- 56 Gestion des risques financiers
- 60 Données sur les dividendes et les actions
- 61 Engagements et obligations contractuelles
- 61 Ententes hors bilan

62 Gouvernance et gestion des risques

- 62 Gouvernance chez Rogers
- 63 Responsabilité sociale
- 65 Impôt sur le résultat et autres paiements destinés aux gouvernements
- 65 Gestion des risques
- 66 Risques et incertitudes influant sur les secteurs d'activité de la Société
- 75 Contrôles et procédures

76 Réglementation de notre secteur

- 78 Sans-fil
- 80 Cable
- 83 Media

85 Information supplémentaire

- 85 Méthodes comptables
- 93 Indicateurs clés de performance
- 95 Mesures non conformes aux PCGR
- 98 Sommaire des résultats financiers du garant de la dette à long terme
- 99 Sommaire quinquennal des résultats financiers consolidés

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Le présent rapport de gestion doit être lu à la lumière de nos états financiers consolidés audités de l'exercice 2018 et des notes y afférentes, lesquels ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 6 mars 2019 et a été approuvé par le conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « premier trimestre », « deuxième trimestre », « troisième trimestre » et « quatrième trimestre » désignent, respectivement, les trimestres clos le 31 mars 2018, le 30 juin 2018, le 30 septembre 2018 et le 31 décembre 2018. Les expressions l'« exercice considéré » et l'« exercice à l'étude » désignent l'exercice clos le 31 décembre 2018 et l'expression l'« exercice précédent » désigne l'exercice clos le 31 décembre 2017. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait aux périodes correspondantes de 2017 ou au 31 décembre 2017, selon le cas.

Le 1^{er} janvier 2018, nous avons adopté de nouvelles normes comptables, qui sont présentées à la rubrique « Méthodes comptables » du présent rapport de gestion. L'application de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (l'« IFRS 15 ») a eu un effet considérable sur les résultats que nous avons présentés pour notre secteur Sans-fil. Les chiffres de 2017 concernés figurant dans le présent rapport de gestion ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à l'IFRS 15.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, nous avons redéfini nos secteurs à présenter et commencé à utiliser le BAIIA ajusté comme indicateur clé du résultat. Les chiffres de 2017 concernés figurant dans le présent rapport de gestion ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités » pour obtenir de plus amples renseignements.

À PROPOS DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs :

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais tous ne contiennent pas nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficience continus;
- les facteurs qui influent sur le ratio d'endettement;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Les énoncés prospectifs figurant au présent document ou qui y sont intégrés comprennent, sans toutefois s'y limiter, les informations et énoncés figurant à la rubrique « Objectifs financiers et opérationnels » ayant trait à nos objectifs consolidés pour 2019 en matière de produits, de BAIIA ajusté, de dépenses d'investissement et de flux de trésorerie disponibles. Tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés sont des énoncés prospectifs.

Nous fondons nos conclusions, prévisions et projections (y compris les objectifs ci-dessus) sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

RISQUES ET INCERTITUDES

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information ou des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces

facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

AVANT DE PRENDRE TOUTE DÉCISION D'INVESTISSEMENT

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » du présent rapport de gestion, ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web [sedar.com](#) et [sec.gov](#).

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Vous trouverez des renseignements additionnels à notre sujet, ainsi que notre notice annuelle, sur notre site Web ([investisseurs.rogers.com](#)), sur SEDAR ([sedar.com](#)) et sur EDGAR ([sec.gov](#)) ou en envoyant votre demande par courriel à l'adresse investor.relations@rci.rogers.com. L'information sur les sites en question ou sur des sites Web liés et d'autres sites Web mentionnés aux présentes ne fait pas partie du rapport de gestion.

Vous pouvez également en apprendre davantage sur nos pratiques de gouvernance et notre présentation de rapports sur la responsabilité sociale, obtenir un glossaire des termes des communications et des médias et d'autres renseignements sur nos activités à la page [investisseurs.rogers.com](#).

Sommaire

À PROPOS DE ROGERS

Rogers est une société canadienne de premier plan diversifiée dans les communications et les médias. Elle est le principal fournisseur de services de transmission sans fil de la voix et des données et l'un des plus importants fournisseurs de services de télévision, d'accès Internet haute vitesse et de téléphonie par câble aux particuliers et aux entreprises au Canada. Par l'intermédiaire de Rogers Media, nous exerçons des activités de radiodiffusion et de télédiffusion, de téléachat et de magasinage en ligne, nous proposons des divertissements sportifs, nous publions des magazines et nous sommes présents dans le secteur des médias numériques. Nos actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et à la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Les activités et les ventes de Rogers se déroulent presque exclusivement au Canada. Notre personnel hautement qualifié et diversifié compte environ 26 100 salariés. Notre siège social est situé à Toronto, en Ontario, et nous avons de nombreux bureaux à l'échelle du Canada. Nous présentons nos résultats selon trois secteurs à présenter. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités » pour obtenir de plus amples renseignements.

PRINCIPAUX RÉSULTATS FINANCIERS DE 2018

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

(en millions de dollars, sauf les marges et leurs montants par action)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
Données consolidées			
Total des produits	15 096	14 369	5
Total des produits tirés des services ²	12 974	12 550	3
BAlIA ajusté ³	5 983	5 502	9
Marge du BAlIA ajusté ³	39,6 %	38,3 %	1,3 pt
Résultat net	2 059	1 845	12
Résultat net ajusté ³	2 241	1 902	18
Bénéfice de base par action	4,00 \$	3,58 \$	12
Résultat par action de base ajusté ³	4,35 \$	3,69 \$	18
Dépenses d'investissement ⁴	2 790	2 436	15
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	4 288	3 938	9
Flux de trésorerie disponibles ³	1 771	1 685	5
Sans-fil			
Produits tirés des services	7 091	6 765	5
Produits	9 200	8 569	7
BAlIA ajusté	4 090	3 726	10
Marge du BAlIA ajusté	44,5 %	43,5 %	1,0 pt
Cable⁵			
Produits	3 932	3 894	1
BAlIA ajusté	1 874	1 819	3
Marge du BAlIA ajusté	47,7 %	46,7 %	1,0 pt
Media			
Produits	2 168	2 153	1
BAlIA ajusté	196	127	54
Marge du BAlIA ajusté	9,0 %	5,9 %	3,1 pts

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAlIA ajusté, la marge du BAlIA ajustée, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.

⁵ Ces chiffres ont été modifiés de manière rétrospective par suite du remaniement de nos secteurs à présenter. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités ».

INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

	Aux 31 décembre ou pour les exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation
Résultats d'abonnements (en milliers)²			
Ajouts nets d'abonnés aux services facturés de Sans-fil	453	354	99
Ajouts nets (réductions nettes) d'abonnés aux services prépayés de Sans-fil	(152)	61	(213)
Abonnés aux services sans fil	10 783	10 482	301
Ajouts nets d'abonnés aux services d'accès Internet ³	109	95	14
Abonnés aux services d'accès Internet ³	2 430	2 321	109
Réductions nettes d'abonnés aux services de télévision	(55)	(80)	25
Abonnés aux services de télévision	1 685	1 740	(55)
Ajouts nets d'abonnés aux services de téléphonie	8	14	(6)
Abonnés aux services de téléphonie	1 116	1 108	8
Ajouts nets au nombre total d'abonnés ^{3,4}	62	29	33
Nombre total d'abonnés ^{3,4}	5 231	5 169	62
Mesures additionnelles sur les services sans fil²			
Taux d'attrition des services facturés (mensuel)	1,10 %	1,20 %	(0,10)pt
MFMPA mixte (mensuel)	64,74 \$	62,31 \$	2,43 \$
PMPA mixtes (mensuels) ⁵	55,64 \$	54,23 \$	1,41 \$
Ratios			
Intensité du capital ²	18,5 %	17,0 %	1,5 pt
Ratio de distribution de dividendes en pourcentage du bénéfice net ²	48,0 %	53,6 %	(5,6)pts
Ratio de distribution de dividendes en pourcentage des flux de trésorerie disponibles ^{2,6}	55,8 %	58,6 %	(2,8)pts
Rendement de l'actif ²	6,5 %	6,1 %	0,4 pt
Ratio d'endettement ⁶	2,5	2,7	(0,2)
Données liées au personnel			
Nombre total d'employés actifs (approximatif)	26 100	24 500	1 600

¹ Certains chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Ces chiffres ont été modifiés de manière rétrospective par suite du remaniement de nos secteurs à présenter. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités ».

⁴ Comprend les abonnés aux services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

⁵ Les PMPA mixtes ont été retraités pour 2017 selon des méthodes de comptabilisation des produits conformes à l'IFRS 15.

⁶ Le ratio de distribution des dividendes en pourcentage des flux de trésorerie disponibles et le ratio d'endettement sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

HAUSSE DES PRODUITS

- Les produits ont augmenté de 5 % au cours de l'exercice considéré sous l'effet principalement de la croissance de 5 % des produits tirés des services du secteur Sans-fil.
- La croissance du secteur Sans-fil est attribuable à notre approche équilibrée qui consiste à poursuivre la monétisation de la demande grandissante à l'égard des données ainsi qu'à notre approche disciplinée de gestion des abonnés.
- Les produits de Cable ont quelque peu augmenté grâce à la croissance de 7 % des produits tirés des services d'accès Internet découlant de la migration généralisée des clients vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, à l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet et à l'accroissement du nombre d'abonnés. Cette augmentation a été annulée en partie par le recul des produits tirés des services de télévision et de téléphonie, principalement causé par la diminution du nombre d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent et l'incidence des prix promotionnels offerts aux abonnés. La migration vers les services d'accès Internet à marge supérieure se poursuit, 60 % de nos abonnés résidentiels bénéficiant à la fin de 2018 d'un forfait offrant des vitesses de téléchargement de 100 mégabits par seconde ou plus, comparativement à 54 % à la fin de l'exercice précédent.
- Les produits tirés de Media ont légèrement augmenté en raison de la hausse des produits provenant des Blue Jays de Toronto, par suite surtout d'une distribution versée par la ligue majeure de baseball, et de l'accroissement des produits tirés des abonnements au réseau, facteurs en partie annulés par le recul global des produits tirés de la publicité.

PROGRESSION DU BAIIA AJUSTÉ

- Le BAIIA ajusté a augmenté de 9 % au cours de l'exercice considéré; la marge du BAIIA ajusté consolidée s'est établie à 39,6 %, soit une hausse de 130 points de base attribuable surtout au secteur Sans-fil, dont la marge a progressé de 100 points de base pour atteindre 44,5 %, et à Cable, dont la marge a monté de 100 points de base pour atteindre 47,7 %.
- Le BAIIA ajusté de Sans-fil a progressé de 10 % au cours de l'exercice à l'étude grâce aux solides retombées de la hausse des produits tirés des services décrite précédemment, en partie annulées par les coûts plus importants associés aux volumes d'abonnés accrus et au coût plus élevé des appareils.
- Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 3 % au cours de l'exercice en raison de la forte croissance des produits tirés des services d'accès Internet, de la migration constante de la composition des produits au profit des services d'accès Internet à marge supérieure et de diverses mesures de réduction des coûts.
- Le BAIIA ajusté de Media a augmenté de 54 % au cours de l'exercice à l'étude, principalement sous l'effet de l'accroissement des produits dont il est question plus haut et de la baisse des charges opérationnelles découlant des

améliorations que nous avons apportées à notre structure de coûts dans toutes les divisions, ce qui a donné une marge de 9,0 %, en hausse de 310 points de base par rapport à l'exercice précédent.

ACCROISSEMENT DU BÉNÉFICE NET ET DU BÉNÉFICE NET AJUSTÉ

- Le bénéfice net a augmenté de 12 % en raison surtout de la progression du BAIIA ajusté, facteur annulé en partie par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat connexe, l'accroissement des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et l'augmentation des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. Se reporter à la rubrique « Revue de la performance consolidée » pour en savoir plus à ce sujet.
- Le bénéfice net ajusté a augmenté de 18 % au cours de l'exercice considéré sous l'effet de la hausse du BAIIA ajusté, facteur qui a été en partie contrebalancé par l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES CONSIDÉRABLES

ASSURANT LA SOUPLESSE FINANCIÈRE

- Les importants flux de trésorerie dégagés nous ont permis de réduire l'encours de la dette nette, de continuer d'investir dans notre réseau et de verser des dividendes substantiels à nos actionnaires. Nous avons ainsi versé des dividendes de 988 millions de dollars en 2018 et annoncé, en janvier 2019, une hausse de 4,2 % de notre taux de dividende annualisé.
- Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles ont augmenté de 9 % pour l'exercice à l'étude, surtout grâce à l'augmentation du bénéfice net et à la baisse de l'impôt sur le résultat payé, facteurs en partie annulés par la variation nette des soldes des actifs sur contrat. Les flux de trésorerie disponibles ont progressé de 5 % pour l'exercice considéré pour se chiffrer à 1 771 millions de dollars grâce à la hausse du BAIIA ajusté, en partie annulée par la hausse des dépenses d'investissement.
- Notre ratio d'endettement s'est amélioré, puisqu'il est passé de 2,7 au 31 décembre 2017 à 2,5 au 31 décembre 2018 grâce à la diminution de la dette nette ajustée et à la hausse du BAIIA ajusté.
- Le coût de financement moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait globalement à 4,45 % au 31 décembre 2018 (4,70 % en 2017) et le terme moyen pondéré à l'échéance de notre dette s'établissait à 10,7 années au 31 décembre 2018 (9,9 années en 2017).
- À la clôture de l'exercice, nos liquidités disponibles se chiffraient à environ 2,4 milliards de dollars (2,7 milliards de dollars en 2017), dont un solde de 1,6 milliard de dollars au titre de nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit (2,3 milliards de dollars en 2017), un solde de 0,4 milliard de dollars (0,4 milliard de dollars en 2017) disponible aux termes de notre programme de titrisation des débiteurs de 1,05 milliard de dollars et un solde de 0,4 milliard de dollars (néant en 2017) en trésorerie et équivalents de trésorerie.

Comprendre nos activités

Rogers est une société canadienne de premier plan diversifiée dans les communications et les médias au Canada.

TROIS SECTEURS À PRÉSENTER

Nous présentons nos résultats d'exploitation selon trois secteurs à présenter. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme, de médias numériques et d'édition.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capacité à produire des résultats » pour obtenir de plus amples renseignements sur nos réseaux étendus de câblodistribution et sans fil et sur nos importantes licences d'utilisation de spectre.

Nos secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, nous avons redéfini nos secteurs à présenter en raison de l'évolution de la technologie et des recouplements de plus en plus grands entre les différentes gammes de produits de nos anciens secteurs Cable et Solutions d'Affaires, ainsi que de notre façon d'affecter les ressources entre nos différents secteurs et de la gestion générale de nos secteurs. Les résultats de nos anciens secteurs Cable et Solutions d'Affaires et du Système de domotique Rogers sont présentés ensemble, au sein d'un secteur Cable redéfini. Les résultats financiers se rapportant au Système de domotique Rogers étaient auparavant présentés parmi les éléments relevant du siège social et les éliminations intersociétés. Nous avons modifié de manière

rétrospective les résultats sectoriels correspondants de 2017 afin de refléter la nouvelle définition du secteur.

De plus, toujours depuis le 1^{er} janvier 2018, nous avons commencé à utiliser le BAIIA ajusté comme indicateur clé du résultat net aux fins de l'évaluation de la performance de chaque secteur et de la prise des décisions relatives à l'affectation des ressources. Cette mesure a remplacé l'ancienne mesure non conforme aux PCGR qu'était le résultat d'exploitation ajusté. Nous estimons que le BAIIA ajusté reflète avec plus d'exactitude la rentabilité des secteurs et de l'entreprise consolidée. La différence entre le résultat d'exploitation ajusté et le BAIIA ajusté est que ce dernier inclut la charge de rémunération fondée sur des actions. Le recours à cette mesure a modifié notre définition des flux de trésorerie disponibles. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

PRODUITS ET SERVICES

SANS-FIL

Rogers est un leader canadien du déploiement d'une gamme de technologies et de services novateurs de réseau sans fil. Nos services sans fil, facturés ou prépayés, sont offerts sous les marques Rogers, Fido et chatr, et nous offrons aux consommateurs et aux entreprises les plus récents appareils, services et applications, notamment :

- un accès Internet haute vitesse mobile et fixe;
- des services de transmission de la voix sans fil et fonctionnalités de transmission de la voix évoluées;
- des services de téléphonie sans fil résidentielle;
- une garantie de l'appareil;
- la messagerie texte;
- les courriels;
- des services de transmission de la voix et des données en itinérance à l'échelle mondiale, notamment le service Partout chez vous et Fido Nomade;
- la communication entre téléphones filaires et sans fil au moyen de produits comme Rogers Unisson;
- des solutions machine à machine et des solutions fondées sur l'Internet des objets (« IoT »);
- des solutions sans fil évoluées à l'usage des entreprises.

CABLE

Notre réseau de câblodistribution procure des services novateurs et de premier plan d'accès Internet à large bande à haute vitesse, de télévision numérique et d'écoute en ligne, de téléphonie et de Wi-Fi résidentiels de pointe aux particuliers en Ontario, au Nouveau-Brunswick et sur l'île de Terre-Neuve. Nous offrons également des services à des entreprises de tout le Canada qui

souhaitent répondre à la demande croissante d'applications d'affaires essentielles de notre époque. En 2018, nous avons lancé notre nouveau produit de télévision entièrement par IP, Télé Élan, sur l'ensemble du territoire de desserte de Cable en Ontario. Télé Élan, qui est sous licence de Comcast Corporation (« Comcast »), est un service de premier ordre et de grande qualité comportant des fonctions évoluées et des expériences vidéo, et il est à la base d'un plan solide en matière d'innovation afin de procurer un service résidentiel réellement branché.

Nous avons l'intention d'adopter la nouvelle solution Digital Home de Comcast comme première étape de notre plan d'innovation. Cette nouvelle solution de réseau pour toute la maison permettra aux clients de contrôler et de gérer rapidement, simplement et de manière intuitive tous leurs appareils connectés. La plateforme infonuagique se connectera aux appareils de la passerelle sans fil DOCSIS (*Data Over Cable Service Interface Specifications*) 3.1 et fournira une connexion rapide et fiable pour la maison. Elle permettra aux utilisateurs d'ajouter ou de contrôler des appareils facilement, de jumeler des prolongateurs sans fil pour amplifier le signal et d'utiliser la commande vocale pour savoir qui est sur le réseau, et ce, de manière sécurisée.

Les services d'accès Internet comprennent :

- l'accès à Internet (qui comprend des accès de base et des forfaits à utilisation illimitée), les solutions de sécurité et les courriels;
- des vitesses d'accès pouvant atteindre jusqu'à 1 gigabit par seconde (« Gb/s ») accessibles sur l'ensemble du territoire de desserte de Cable;
- les forfaits illimités Élan de Rogers et les services Internet illimités de Fido, qui allient le plaisir des vitesses rapides et fiables, la liberté que procure l'utilisation illimitée et des possibilités d'installation en libre-service;
- le Système de domotique Rogers, qui comprend entre autres des services de surveillance, de sécurité, d'automatisation, d'efficacité énergétique et de contrôle intelligent au moyen d'une application pour téléphone intelligent.

Les services de télévision comprennent :

- la télévision locale et la télévision réseau, offerte sous forme de service numérique traditionnel ou de la Télé Élan IP, qui comprennent aussi bien des forfaits d'entrée de gamme que des forfaits de chaînes à supplément et des chaînes à la carte;
- la télévision sur demande;
- les enregistreurs vidéo numériques (« EVN ») basés sur l'infonuagique offerts avec les services Télé Élan;
- les télécommandes vocales, les fonctions de redémarrage et les applications intégrées à Télé Élan, comme YouTube et Netflix;
- les enregistreurs vidéo personnels (« EVP »), y compris l'EVP Partout chez vous et l'EVP 4K;
- la fonction Téléchargez et partez, qui vous permet de télécharger des émissions enregistrées sur votre téléphone intelligent ou votre tablette pour les regarder plus tard à l'aide de l'application Télé Élan;
- la programmation linéaire et les déplacements d'horaire;
- les chaînes spécialisées numériques;
- la programmation télévisuelle 4K, y compris tous les matchs à domicile des Blue Jays de Toronto des saisons régulières et les grands événements de la Ligue nationale de hockey (la « LNH ») et de la National Basketball Association (la « NBA »);

- le contenu télévisuel offert sur téléphones intelligents, tablettes et ordinateurs personnels grâce aux applications Télé Élan et Télétransportée Rogers.

Les services de téléphonie comprennent :

- les services de téléphonie locaux aux consommateurs et aux petites entreprises;
- les fonctions supplémentaires, comme la messagerie vocale, l'appel en attente et les appels interurbains.

Nos services aux entreprises comprennent :

- des services de transmission de la voix, de réseau de données, de protocole IP et Ethernet au moyen de dispositifs d'accès multiservice qui permettent aux clients de moduler et d'ajouter des services tels que des solutions de réseau privé, d'accès Internet, de voix sur IP et d'infonuagique facilement intégrables pour répondre à la demande croissante;
- des services Onde Optique, Internet, Ethernet et Commutation D'étiquettes Multiprotocoles rendant possible la mise sur pied de réseaux privés métropolitains et étendus modulables et sécuritaires permettant l'exploitation et l'interconnexion d'applications d'affaires essentielles aux entreprises qui ont un ou plusieurs bureaux, centres de données ou points de présence (ainsi que des applications d'infonuagique) à l'échelle du Canada;
- des technologies de l'information (« TI ») et de réseau simplifiées agrémentées de solutions infonuagiquestes à sécurité intégrée générées professionnellement;
- des services étendus de réseaux d'accès sans fil et par câble visant à assurer une connexion principale, de transition et de secours.

MEDIA

Notre portefeuille d'actifs de médias rejoint les Canadiens d'un océan à l'autre.

Dans le secteur du divertissement et des médias sportifs, nous sommes propriétaires des Blue Jays de Toronto, la seule équipe de baseball canadienne de la ligue majeure de baseball (*Major League Baseball* ou « MLB »), ainsi que du Centre Rogers, un amphithéâtre qui accueille les matchs des Blue Jays à domicile et des concerts, des expositions commerciales et des événements spéciaux.

Notre contrat avec la LNH, qui va jusqu'à la saison 2025-2026 de la LNH, nous permet d'offrir une couverture jamais vue du hockey professionnel couvrant plus de 1 200 rencontres de la saison régulière et diffusée sur l'ensemble des plateformes, soit la télévision, les téléphones intelligents, les tablettes et Internet, au moyen de services de diffusion en continu classiques ou de LIVE de la LNH par Rogers (auparavant GameCentre LIVE de la LNH par Rogers). Il nous confère aussi les droits de télédiffuser et de diffuser sur ces plateformes les séries éliminatoires et la finale de la Coupe Stanley de même que tous les événements spéciaux de la LNH (tels que le match des étoiles et le repêchage), de céder à Groupe TVA et à la Canadian Broadcasting Corporation (« CBC ») les droits de télédiffusion et d'utiliser la marque Hockey Night in Canada aux termes d'un accord de sous-licence.

Dans le secteur de la télédiffusion, nous exploitons plusieurs chaînes de télévision conventionnelles et spécialisées :

- les quatre réseaux régionaux de Sportsnet, ainsi que Sportsnet One, Sportsnet 360 et Sportsnet World;
- le réseau City qui, conjointement avec des stations affiliées, est diffusé chez environ 83 % des Canadiens;
- les stations de télévision par ondes hertziennes multiculturelles OMNI, dont OMNI Regional, qui diffusent des journaux télévisés multilingues à l'échelle nationale à l'ensemble des abonnés aux services de télévision numérique de base;
- les chaînes spécialisées, qui comprennent FX (Canada), FXX (Canada) et Outdoor Life Network (« OLN »);
- TSC, le seul service de téléachat d'envergure nationale au Canada, dont une part importante et croissante des produits est tirée des ventes en ligne.

Dans le secteur de la radiodiffusion, nous exploitons 55 stations de radio AM et FM sur des marchés à l'échelle du Canada, dont des stations de radio populaires telles que 98,1 CHFI, 680 NEWS, Sportsnet The FAN, KiSS, JACK FM et SONiC.

Nous offrons également une gamme de produits et de services numériques, notamment :

- nos actifs numériques liés aux sports, comme LIVE de la LNH par Rogers, Sportsnet NOW et Sportsnet NOW+;
- de nombreuses marques grand public bien connues telles que Maclean's, Châtelaine, Today's Parent et Hello! Canada;
- une variété d'autres sites Web, applications, balados et produits numériques associés à nos différentes marques et entreprises.

AUTRES

Nous offrons la carte World Elite Mastercard de Rogers, la carte Platine Mastercard de Rogers et la carte Mastercard Fido, cartes de crédit qui permettent aux clients d'accumuler des points échangeables contre des remises en argent sur les achats qu'ils portent à leur carte de crédit.

AUTRES PLACEMENTS

Nous détenons des participations dans d'autres entreprises associées et partenariats, notamment :

- notre participation à hauteur de 37,5 % dans Maple Leaf Sports & Entertainment Ltd. (« MLSE »), qui détient les Maple Leafs de Toronto, les Raptors de Toronto, le Toronto FC, les Argonauts de Toronto et les Marlies de Toronto, ainsi que divers actifs immobiliers connexes;
- notre participation de 50 % dans Glentel Inc. (« Glentel »), grand détaillant de produits et de services filaires et sans fil de télécommunicateurs multiples ayant plusieurs centaines de points de distribution de services sans fil au Canada.

Nous détenons également un certain nombre de participations dans des titres négociables de sociétés cotées en bourse, notamment Cogeco inc. et Cogeco Communications inc.

CONCURRENCE

La concurrence dans le secteur des télécommunications continue de s'intensifier, plusieurs entreprises nationales et régionales et divers revendeurs offrant aux consommateurs un plus vaste choix de fournisseurs de services et de forfaits. Ce contexte concurrentiel impose des pressions à la baisse sur les prix, réduisant

éventuellement les marges bénéficiaires, et pourrait influer sur le taux d'attrition des abonnés.

Des services de téléphonie et de télévision traditionnels sont maintenant offerts sur Internet, ce qui a permis à des fournisseurs moins conventionnels d'accéder au marché et modifié la façon dont les fournisseurs traditionnels se livrent concurrence. Il en a découlé des modifications quant aux forfaits et aux tarifs offerts par les fournisseurs de services, ce qui pourrait avoir une incidence sur le taux d'attrition.

Dans le secteur des médias, la migration vers les médias numériques et en ligne se poursuit et les annonceurs consacrent une plus grande partie de leur budget à ces nouveaux médias. Par ailleurs, nous sommes maintenant en concurrence avec une grande variété de sociétés de médias numériques et en ligne, dont d'importantes sociétés d'envergure mondiale.

SANS-FIL

La concurrence pour les abonnés concerne les tarifs, l'expérience des clients, la qualité des services, la gamme de services, la zone de couverture, le raffinement de la technologie sans fil, l'ampleur du réseau de distribution, le choix offert en matière de matériel ainsi que la marque et le positionnement.

- Technologie sans fil : notre réseau de technologie d'évolution à long terme (*long-term evolution* ou « LTE ») étendu est au service des clients recherchant la capacité et la vitesse accrues offertes par cette technologie. Nous livrons concurrence à BCE Inc. (« Bell »), TELUS Corporation (« Telus »), Shaw Communications Inc. (« Shaw »), Vidéotron, SaskTel et Eastlink Inc. (« Eastlink »), qui exploitent toutes des réseaux LTE. Nous sommes également en concurrence avec ces fournisseurs en ce qui concerne les réseaux d'accès par paquets à haut débit (*high-speed packet access* ou « HSPA ») et le système mondial de communications mobiles (*global system for mobile communications* ou « GSM ») et avec des fournisseurs qui utilisent d'autres technologies sans fil, comme les points d'accès Wi-Fi, et avec des exploitants de réseaux mobiles virtuels (« ERMV ») tels que Primus.
- Produits, marques et tarifs : nous faisons concurrence à trois fournisseurs nationaux, soit Bell, Telus et Shaw, et à leurs marques dérivées Virgin Mobile (Bell), Lucky Mobile (Bell), Koodo (Telus), Public Mobile (Telus) et Freedom Mobile (Shaw). Nous livrons également concurrence à divers fournisseurs régionaux et à des revendeurs.
- Distribution de services et d'appareils : nous sommes en concurrence avec d'autres fournisseurs de services sur le plan des détaillants et des emplacements de choix pour nos propres magasins, ainsi que pour de l'espace d'étagage dans les points de vente indépendants.
- Réseaux sans fil : les regroupements parmi divers acteurs régionaux ou avec des fournisseurs de services titulaires pourraient changer la donne à l'échelle régionale ou nationale en matière de concurrence pour Sans-fil.
- Itinérance de clients étrangers : nous livrons concurrence à d'autres grands fournisseurs nationaux pour offrir des services d'itinérance aux opérateurs internationaux dont les clients séjournent au Canada.
- Spectre : Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE Canada ») a annoncé la mise aux enchères d'une licence de spectre de 600 MHz, qui aura lieu en mars 2019, et la mise aux enchères future de licences de spectre de

haute fréquence au cours des deux prochaines années. L'issue de ces mises aux enchères pourrait être l'accroissement de la concurrence. Se reporter à la rubrique « Réglementation de notre secteur » pour obtenir de plus amples renseignements.

CABLE

Services d'accès Internet

Nous livrons concurrence à d'autres fournisseurs de services Internet (« FSI ») offrant des services résidentiels d'accès Internet haute vitesse. Les services d'accès Internet haute vitesse de Rogers et de Fido font directement concurrence, entre autres :

- aux services d'accès Internet de Bell et de Bell Aliant en Ontario, au Nouveau-Brunswick et sur l'île de Terre-Neuve;
- à divers revendeurs utilisant les services d'accès Internet par ligne d'accès numérique (*digital subscriber line* ou « DSL ») d'entreprises de télécommunications de gros ou les services d'accès Internet par câble de tiers sur les marchés locaux.

Un certain nombre d'acteurs se livrent également concurrence sur le marché canadien des services de communications et de réseaux pour les entreprises. Il y a en effet relativement peu de fournisseurs à l'échelle nationale, mais chaque marché présente ses propres concurrents qui se concentrent habituellement sur les marchés des régions où ils possèdent les réseaux les plus vastes. Dans le marché des services aux entreprises, nous devons faire face à des fournisseurs de services de télécommunications exploitant, ou non, leurs propres installations. Dans les marchés où nous détenons une infrastructure de réseau, nous sommes en concurrence avec les fournisseurs titulaires de services par fibre optique. Nos principaux concurrents sont les suivants :

- Ontario : Bell, Cogeco Data Services et Zayo;
- Québec : Bell, Telus et Vidéotron;
- Région de l'Atlantique : Bell Aliant et Eastlink;
- Ouest canadien : Shaw et Telus.

Services de télévision

Nous livrons concurrence :

- à d'autres entreprises de distribution de radiodiffusion (« EDR ») canadiennes à canaux multiples, y compris les services de télévision de Bell, de Shaw et d'autres fournisseurs de services de télévision par satellite et par IP;
- aux services vidéo par contournement offerts par des fournisseurs tels que Netflix, YouTube, Hulu, Apple, Prime Video d'Amazon, Crave, Google et d'autres canaux diffusant leur propre contenu;
- aux signaux de télédistribution par ondes hertziennes locaux ou régionaux reçus directement au moyen d'antennes, à la distribution illégale de canaux canadiens et internationaux au moyen de dispositifs de diffusion vidéo en continu et à la réception illégale de services de diffusion directe par satellite des États-Unis.

Services de téléphonie

Nous sommes en concurrence avec :

- les services de téléphonie filaire de Bell et Bell Aliant en Ontario, au Nouveau-Brunswick et sur l'île de Terre-Neuve;
- les entreprises de services locaux titulaires (les « ESLT »), les revendeurs de boucles locales et les fournisseurs de services de transmission de la voix sur IP (« VoIP ») (comme Primus et

Comwave), d'autres fournisseurs dédiés exclusivement aux services de transmission de la voix sur IP (comme Vonage et Skype) et d'autres applications de transmission de la voix utilisant l'accès Internet des réseaux des FSI;

- le remplacement de produits filaires par des produits sans fil, y compris les téléphones mobiles et les produits de téléphonie résidentielle sans fil.

MEDIA

Le secteur du divertissement et des médias sportifs est en concurrence avec, notamment :

- d'autres diffuseurs d'émissions sportives télévisuelles ou en ligne;
- d'autres équipes professionnelles de Toronto, en ce qui concerne l'assistance aux matchs des Blue Jays de Toronto;
- les autres équipes de la MLB, sur les plans des joueurs et des amateurs des Blue Jays de Toronto;
- d'autres lieux qui accueillent des événements sportifs et spéciaux à l'échelle locale;
- d'autres équipes sportives professionnelles en ce qui a trait aux produits tirés de la vente de marchandises;
- de nouvelles sociétés de médias sportifs numériques.

Les services de télévision et les services spécialisés livrent principalement concurrence pour une part de l'auditoire et du marché publicitaire :

- aux autres stations de télévision canadiennes diffusant sur leurs marchés locaux respectifs, y compris celles détenues et exploitées par CBC/Radio-Canada, Bell Media et Corus Entertainment;
- à d'autres chaînes spécialisées;
- aux stations canadiennes et américaines situées près de la frontière en raison de la capacité de déplacement d'horaires dont profitent les abonnés;
- à d'autres médias comme les journaux, les magazines, la radio et la publicité extérieure;
- au contenu offert dans Internet, tels les services de diffusion en continu sur le Web.

Nos stations de radio livrent principalement concurrence à des stations indépendantes sur des marchés locaux, mais elles sont également en concurrence avec :

- d'autres grands radiodiffuseurs nationaux, dont CBC/Radio-Canada, Bell Media, Corus Entertainment et l'exploitant de la radio par satellite SiriusXM;
- des plateformes de diffusion et des webradios, comme iHeartRadio, qui combinent les services de musique sur demande gratuite et les émissions de radio et les balados en direct;
- iTunes, Spotify, Radioplayer Canada et des applications semblables, qui offrent de la musique gratuite ou payante et la diffusion continue directement sur le téléphone intelligent des utilisateurs;
- d'autres médias comme les journaux, les magazines, la télévision et la publicité extérieure;
- de nouvelles technologies, comme les services d'information en ligne, les assistants numériques, le téléchargement de musique et les lecteurs de média portables.

TSC est en concurrence avec :

- des magasins de vente au détail;

- des détaillants Internet, des détaillants par catalogue et des détaillants recourant au publipostage;
- des publireportages diffusés à la télévision;
- d'autres chaînes de télévision pour l'alignement des canaux et la conquête et la fidélisation des spectateurs.

Nos produits des médias numériques et d'édition sont en concurrence pour une part du lectorat et du marché publicitaire avec :

- d'autres magazines canadiens, numériques ou imprimés;
- des titres étrangers, principalement américains, vendus directement au Canada, numériques ou imprimés;
- des sites Web et des applications d'information et de divertissement en ligne, comme les services de nouvelles numériques, les services de diffusion en continu et le contenu offert par les services de réseaux sociaux;
- d'autres médias traditionnels, comme la télévision et la radio.

TENDANCES DANS LE SECTEUR

Le secteur des télécommunications au Canada et nos secteurs à présenter subissent l'influence de diverses tendances très marquées au chapitre du développement technologique, des besoins des consommateurs, de la conjoncture économique et de l'évolution de la réglementation. Se reporter aux rubriques « Risques et incertitudes influant sur les secteurs d'activité de la Société » et « Réglementation de notre secteur » pour en savoir plus sur ces tendances. Les paragraphes qui suivent présentent les tendances de l'industrie qui influent sur chacun de nos secteurs à présenter.

TENDANCES DE SANS-FIL

Les réseaux et appareils sans fil plus évolués et l'avènement des applications multimédias et Internet rendent la réception de données plus facile et plus rapide, stimulant ainsi la croissance des services sans fil. La demande des consommateurs à l'égard d'appareils mobiles, de médias numériques et de contenu à la demande force les fournisseurs à établir des réseaux capables de prendre en charge l'utilisation de plus en plus grande des applications, de la vidéo mobile, de la messagerie et d'autres données sans fil. Le commerce mobile continue de prendre de l'expansion, car de plus en plus d'appareils et de plateformes adoptent une technologie sûre pour traiter les opérations sans fil.

Les fournisseurs de services sans fil investissent dans les réseaux de données sans fil à large bande de prochaine génération, comme les réseaux LAA (accès assisté sous licence), 4.5G et les technologies 5G à venir, pour soutenir la croissance de la demande de données et pour être en mesure d'offrir les nouveaux produits et applications.

D'après les résultats du rapport sur les prévisions du marché publié en août 2018 par l'International Data Corporation, la pénétration du marché des services sans fil au Canada avoisine 87 % de la population et devrait continuer de croître.

Le code des services sans fil du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») restreint à deux ans plutôt qu'à trois la durée des contrats sans fil à l'intention des consommateurs. Il y a donc en tout temps un plus grand nombre de clients qui arrivent en fin de contrat et renouvellent leur contrat. Le raccourcissement de la durée des contrats fait en sorte que les

fournisseurs ont moins de temps pour recouvrer les subventions accordées.

Les abonnés possèdent de plus en plus leurs propres appareils ou conservent leurs appareils plus longtemps; par conséquent, ils n'ont pas toujours besoin de signer de contrat pour les services sans fil. Cette tendance pourrait se répercuter défavorablement sur notre taux d'attrition, mais crée en revanche des occasions d'accroître notre nombre brut de nouveaux abonnés, puisque les autres fournisseurs voient leur propre taux d'attrition augmenter. Cette tendance pourrait également avoir une incidence défavorable sur les frais de service facturés mensuellement aux abonnés.

Les fournisseurs de services sans fil collaborent avec les entreprises offrant d'autres services de contournement pour proposer à leurs clients des avantages et des gammes de services uniques à valeur ajoutée.

TENDANCES DE CABLE

Les progrès technologiques, la concurrence non traditionnelle, les comportements des consommateurs et l'évolution de la réglementation sont les principaux aspects qui influent sur Cable. Internet et les médias sociaux sont de plus en plus utilisés en remplacement des services de téléphonie filaires, et le contenu télévisuel est de plus en plus offert en ligne. Le passage à des services télévisuels inférieurs (branchement minimaliste ou *cord shaving*) et l'annulation de services télévisuels en vue de leur remplacement (débranchement ou *cord cutting*) semble augmenter en fréquence en raison de la plus grande adoption de services par contournement, tels Apple TV, Netflix et les terminaux Android. La décision du CRTC d'abaisser les tarifs d'accès Internet de gros pourrait aussi avoir une incidence défavorable sur les sociétés qui offrent des services d'accès Internet de gros.

La technologie qui sous-tend la télédiffusion continue de s'améliorer, notamment avec la télé 4K et l'imagerie à grande gamme dynamique, ce qui permet une résolution plus grande et une meilleure couleur et une saturation plus élevée de l'image vidéo.

La décision du CRTC sur les services de télécommunication de base a défini plusieurs critères visant l'amélioration de l'accès Internet pour les abonnés canadiens résidentiels et commerciaux. Selon le CRTC, les abonnés à des services à large bande fixes devraient donc avoir accès à des vitesses d'au moins 50 mégabit par seconde en aval et de 10 mégabit par seconde en amont ainsi qu'à la bande passante illimitée.

Le CRTC envisage de créer un nouveau code qui régirait les services d'accès Internet et établirait des lignes directrices pour les interactions entre les consommateurs et leur fournisseur de services Internet.

Nos services de câblodiffusion numérique et de téléphonie par VoIP font concurrence aux nouveaux services de télévision par IP d'autres fournisseurs et aux fournisseurs de services non dotés d'installations, respectivement, ce qui continue d'intensifier la concurrence influant défavorablement sur le secteur; cette influence pourrait continuer de se manifester.

Les sociétés de câblodistribution et de services filaires élargissent leurs gammes de services pour y inclure des accès Internet à large

bande plus rapides. Certaines sociétés canadiennes, dont Rogers, proposent de plus en plus des vitesses de téléchargement de 1 Gb/s ainsi que des services d'accès Internet à bande passante illimitée. Les consommateurs exigent en effet des vitesses toujours plus vertigineuses pour les médias vidéo en continu, les jeux vidéo en ligne et le fonctionnement de leurs appareils branchés, qui se font de plus en plus nombreux. Pour être en mesure de soutenir la demande, les sociétés de câblodistribution et de services filaires accroissent progressivement la vitesse et la capacité de leurs réseaux en adoptant les spécifications DOCSIS 3.1 et la technologie de fibre optique jusqu'au domicile. Ces technologies procurent des vitesses accrues de transmission de données par rapport aux technologies précédentes, de sorte que les signaux de télévision et d'Internet parviennent aux consommateurs plus rapidement. Grâce aux vitesses fiables que ces technologies procurent à leurs réseaux, les fournisseurs peuvent prendre en charge les appareils capables d'accéder à Internet, toujours plus nombreux.

Nos clients d'affaires utilisent des services d'accès Internet fondés sur la fibre optique ainsi que l'infonuagique pour saisir et partager des données dans des environnements plus sûrs et plus accessibles. Cette tendance, alliée à la montée du multimédia et des applications d'affaires Internet engendre une croissance exponentielle de la demande de données.

Les entreprises et tous les ordres de gouvernement adaptent leur infrastructure de centre de données en passant au stockage et à l'hébergement virtuels des données. Cela suscite une demande à l'égard de fonctionnalités de réseau plus évoluées, de services solides et modulables et d'infrastructures de réseau auxiliaires.

Les sociétés de services filaires démantèlent les réseaux traditionnels et investissent dans des plateformes et des centres de données de prochaine génération qui regroupent les solutions de transmission de la voix, des données et de vidéo sur une unique plateforme aux fins de distribution et d'accès. À mesure que les plateformes de la prochaine génération gagneront en popularité, nos concurrents vont commencer à comprendre également des intégrateurs de systèmes et des fabricants.

Nos clients d'affaires recourent à des tiers pour resserrer la sécurité de leurs données et de leur information pour composer avec les menaces informatiques et d'autres risques liés à la sécurité de l'information.

L'interconnexion des appareils et des machines prend de plus en plus d'ampleur, et on recourt davantage à Internet et à d'autres réseaux pour faciliter les mises à jour et faire un suivi de l'utilisation.

TENDANCES DE MEDIA

L'accès à du contenu de première qualité, dans les sports en direct et autres, est devenu encore plus important afin d'acquérir et de fidéliser des auditoires attirant en retour les annonceurs et les abonnés. La propriété de contenu ou les ententes à long terme avec des propriétaires de contenu sont aussi par conséquent devenues de plus en plus importantes pour les sociétés œuvrant dans les médias. Les ligues, les équipes, les réseaux de sports et les nouveaux venus dans le domaine numérique doivent aussi composer avec la diffusion de contenu sportif en temps réel en ligne, sur les réseaux sociaux et sur les plateformes virtuelles, et des sports non traditionnels attirent de plus en plus l'intérêt des consommateurs.

La demande de la clientèle à l'égard des médias numériques, des appareils mobiles et du contenu sur demande croît sans cesse, et les produits médias, comme les magazines, incorporent de plus en plus de contenu numérique, ce qui force les acteurs du secteur à intensifier leurs efforts à l'égard du contenu et des capacités numériques pour rester concurrentiels. Cette tendance incite également les annonceurs à détourner leurs dépenses de la télévision conventionnelle et de la publicité imprimée pour la consacrer aux plateformes numériques.

La concurrence ayant changé, les actifs de médias traditionnels au Canada sont de plus en plus contrôlés par un petit nombre de concurrents d'envergure appréciable possédant des ressources financières considérables afin de rivaliser contre des facteurs de concurrence numériques. La technologie a permis à de nouveaux venus, et même à des particuliers, de devenir des acteurs à part entière du secteur des médias.

Certains acteurs ont accru l'intégration verticale de leurs plateformes traditionnelles et émergentes. Les relations entre les fournisseurs et les acheteurs de contenu se font plus complexes. Des regroupeurs de nouvelles d'envergure mondiale se créent également et se livrent concurrence pour le contenu et ses lecteurs.

Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques

Dans le cadre de notre stratégie et des priorités qui en sont dérivées, nous établissons des objectifs chaque année pour mesurer nos progrès en vue de l'atteinte de nos priorités stratégiques à long terme et pour réagir aux occasions et aux risques à court terme.

NOS PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Notre stratégie s'appuie sur nos nombreuses forces, y compris la composition unique de nos actifs de réseau et de médias. Notre objectif est clair : offrir la meilleure expérience client, faire croître nos principales activités et procurer une valeur de premier ordre dans le secteur pour les actionnaires.

Pour atteindre ces objectifs, nos priorités stratégiques sont les suivantes :

- Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier
- Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité
- Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent
- Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons
- Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé
- Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays

OFFRIR AUX CLIENTS UNE EXPÉRIENCE EXCEPTIONNELLE EN LES FAISANT TOUJOURS PASSER EN PREMIER

Notre clientèle est au centre de nos activités. L'amélioration de l'expérience client est donc au cœur de notre stratégie. Nous songeons continuellement à nos expériences de service à la clientèle de bout en bout et écoutons attentivement ce que nous disent nos clients et notre personnel de première ligne. Nous continuerons de faire l'effort de rendre les choses claires, simples et équitables pour nos clients tout en mettant au point des fonctionnalités numériques permettant à nos clients de vivre une expérience fiable et constante sur tous nos canaux.

INVESTIR DANS NOS RÉSEAUX ET NOS TECHNOLOGIES POUR EXCELLER EN MATIÈRE DE PERFORMANCE ET DE FIABILITÉ

Nous sommes convaincus que les réseaux sont l'âme de nos activités et qu'une performance de tout premier ordre est déterminante pour notre avenir. Nous prévoyons d'offrir un service de réseau très performant à nos clients en misant sur la performance et la fiabilité fondamentales. Les investissements que nous consacrons à notre réseau de câblodistribution assureront la poursuite de l'amélioration de la performance et de la fiabilité de nos services d'accès Internet par câble. Pour répondre à la demande croissante de données de nos clients, nous devons accélérer les investissements dans notre réseau sans fil en préparant notre migration sans heurts vers la technologie 5G.

FOURNIR LES SOLUTIONS NOVATRICES ET LE CONTENU CAPTIVANT QUE NOS CLIENTS ADORENT

L'innovation a toujours fait partie de notre ADN. Nous mettons tout en œuvre pour offrir à nos clients des produits attrayants et des

solutions innovantes qui leur rendent la vie plus agréable. Pour ce faire, nous tirons parti des technologies éprouvées et des innovations exceptionnelles de partout dans le monde et les adaptons afin de les rendre plus rentables pour nous.

Rogers possède certains des actifs de médias les plus convoités au Canada, dont un impressionnant alignement d'actifs sportifs, des stations de radio de premier plan et des émissions de télévision primées. Les Canadiens s'attendent à pouvoir consommer le contenu qu'ils désirent où ils le désirent et quand ils le désirent. Nous allons poursuivre nos investissements dans un contenu que nos publics estiment et recherchent et le leur proposer sur le média de leur choix.

GÉNÉRER UNE CROISSANCE RENTABLE DANS TOUS LES MARCHÉS QUE NOUS DESSERVONS

L'objectif fondamental de notre stratégie consiste à stimuler la croissance des produits de manière durable et à traduire cette croissance en marges, en bénéfice et en flux de trésorerie disponibles élevés, tout en accroissant le rendement des actifs et des distributions versées aux actionnaires. Nous ciblons les principaux moteurs de notre croissance tout en acquérant de solides capacités de gestion des coûts aptes à soutenir les investissements qui stimulent notre avenir.

DÉVELOPPER LE POTENTIEL DE NOS EMPLOYÉS ET CRÉER UNE CULTURE DE RENDEMENT ÉLEVÉ

Notre personnel et notre culture sont le cœur et l'esprit de notre réussite, et la passion de nos employés pour nos clients et pour notre Société est vraiment incroyable. Notre stratégie consiste à investir davantage dans nos employés grâce à la formation et au perfectionnement, et à établir des responsabilités claires pour l'ensemble des employés. Nous travaillons à consolider notre réputation en matière d'emploi et de faire de Rogers un employeur de premier plan se démarquant par sa capacité à attirer et à retenir les meilleurs talents. Il nous faut donc favoriser un milieu de travail qui soit ouvert, basé sur la confiance et diversifié ainsi qu'axé sur la responsabilité et la performance.

ÊTRE UN IMPORTANT CHEF DE FILE SUR LE PLAN DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DANS NOS COMMUNAUTÉS PARTOUT AU PAYS

Redonner aux collectivités où nous vivons et travaillons est une part importante de qui nous sommes. Nous visons à être un chef de file estimé et respecté dans toutes les régions du pays. Nous mobilisons donc nos solides équipes locales pour que leurs membres soient des bénévoles actifs et engagés dans leur collectivité et qu'ils participent à notre solide programme pris en charge à l'échelle régionale.

OBJECTIFS POUR 2018

Nous avons établi pour l'année 2018 les objectifs suivants, qui s'inscrivent dans nos priorités stratégiques.

Priorité stratégique	Objectifs pour 2018
Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier	Améliorer nos expériences de service à la clientèle de bout en bout en perfectionnant nos processus de bout en bout essentiels; investir dans des fonctionnalités multicanaux; simplifier les outils de première ligne; et offrir des outils et des applications en ligne qui améliorent l'expérience de nos clients
Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité	Offrir une performance réseau et une stabilité des systèmes supérieures en améliorant la performance et la fiabilité de nos réseaux sans fil et par câble
Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent	Proposer des solutions qui assureront la croissance de nos principales activités grâce au lancement sans heurt du forfait Télé Élan et à la sortie d'autres solutions au contenu novateur et attrayant
Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons	Atteindre nos cibles financières pour 2018 tout en investissant pour soutenir la croissance future et stimuler la gestion des coûts et l'amélioration des marges
Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé	Faire de Rogers un des meilleurs endroits où travailler au Canada en consolidant notre réputation en matière d'emploi; soutenir le cheminement personnel et professionnel de nos dirigeants et des membres de nos équipes; améliorer l'expérience des employés, surtout ceux qui sont en première ligne; parfaire nos régimes de rémunération incitative pour favoriser une culture axée avant tout sur le client
Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays	Établir une meilleure présence locale sur nos principaux marchés régionaux par le lancement de notre programme d'investissement communautaire; offrir un programme et un plan solides pris en charge à l'échelle régionale; élargir l'offre des services Internet à tous les Canadiens

PRINCIPAUX MOTEURS DE LA PERFORMANCE ET FAITS SAILLANTS STRATÉGIQUES DE 2018

Les réalisations suivantes témoignent des progrès que nous avons accomplis vers l'atteinte des priorités stratégiques recentrées et des objectifs que nous nous sommes fixés en parallèle, exposés ci-dessus.

OFFRIR AUX CLIENTS UNE EXPÉRIENCE EXCEPTIONNELLE EN LES FAISANT TOUJOURS PASSER EN PREMIER

- Nous avons obtenu le nombre le plus élevé d'ajouts nets d'abonnés aux services facturés et le plus bas taux d'attrition des services facturés annuel depuis 2009 pour le secteur Sans-fil.
- Nous avons investi dans la modernisation de nos magasins de détail Fido et Rogers.
- Nous avons réitéré notre intérêt pour les options numériques en libre-service, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de clients qui adoptent nos services numériques et de permettre à nos clients d'accéder à leurs comptes et d'acheter des produits facilement.
- Nous avons accru l'importance de la mesure de l'expérience client pour qu'elle représente une composante de 50 % de notre programme de primes de 2018 pour l'ensemble de l'entreprise.

INVESTIR DANS NOS RÉSEAUX ET NOS TECHNOLOGIES POUR EXCELLER EN MATIÈRE DE PERFORMANCE ET DE FIABILITÉ

- Nous avons investi dans la technologie LTE Advanced visant la capacité des réseaux sans fil et leur performance.
- En collaboration avec Ericsson, le partenaire nord-américain de référence en matière de technologie 5G, nous avons procédé à la densification de notre réseau au moyen de macrocellules et de petites cellules et mis à niveau notre réseau 4.5G en y intégrant la plus récente technologie prête pour la 5G.
- Nous avons conclu un partenariat de trois ans avec l'Université de la Colombie-Britannique (« UBC ») prévoyant la création, sur le campus de l'UBC, d'un centre de recherche sur la 5G en conditions réelles pour favoriser la recherche et le développement d'applications 5G.
- Grâce à nos investissements constants dans notre réseau, nous avons reçu le prix Speedtest® 2018 du fournisseur d'accès Internet le plus rapide au Canada décerné par Ookla®, un chef de file mondial en évaluation de réseaux fixes à large bande et mobiles.

FOURNIR LES SOLUTIONS NOVATRICES ET LE CONTENU CAPTIVANT QUE NOS CLIENTS ADORENT

- Nous avons lancé le service Télé Élan dans notre territoire de desserte de Cable en Ontario et entrepris des essais auprès des employés dans notre territoire de desserte de Cable du Canada Atlantique.
- Nous avons investi près de 700 millions de dollars pour produire et créer une programmation de divertissements, de nouvelles et de sports au cours de l'année de diffusion 2018.
- Pour la quatrième année de suite, Sportsnet s'est classé en première place des réseaux de télévision sportive au Canada.
- Nous avons célébré 50 ans de programmation locale sur les ondes de TV Rogers.
- Nous avons étendu notre présence sur les marchés locaux grâce au lancement de CityNews à Vancouver, à Montréal et à Calgary, à l'acquisition de CJCY-FM (102,1) à Medecine Hat et au lancement de sites de nouvelles hyperlocales à Ottawa et à Kitchener en partenariat avec Village Media.
- Nous avons conclu avec succès la quatrième année de notre contrat national exclusif de 12 ans avec la LNH et attiré un auditoire de 24,6 millions de spectateurs avec les séries éliminatoires de la Coupe Stanley de 2018, dont la finale a obtenu la plus grosse cote d'écoute depuis 2014.

GÉNÉRER UNE CROISSANCE RENTABLE DANS TOUS LES MARCHÉS QUE NOUS DESSERVONS

- Nous avons atteint les cibles prévisionnelles de 2018 après avoir revu à la hausse les prévisions en ce qui a trait au BAIJA ajusté au troisième trimestre. Se reporter à la rubrique « Objectifs financiers et opérationnels » pour obtenir un complément d'information.
- Le total des produits a progressé de 5 % et le BAIJA ajusté, de 9 %.
- Nous avons dégagé des rendements de 12,5 % pour nos actionnaires en 2018, soit 21 points de pourcentage de plus que celui de l'indice composé TSX.

DÉVELOPPER LE POTENTIEL DE NOS EMPLOYÉS ET CRÉER UNE CULTURE DE RENDEMENT ÉLEVÉ

- Nous avons obtenu la meilleure cote de motivation des employés de notre catégorie.
- Pour une sixième année de suite, Rogers a été nommée en 2018 parmi les 100 meilleurs employeurs au Canada et comme l'un des meilleurs employeurs de la région du Grand Toronto, l'un des meilleurs employeurs pour les jeunes, l'un des meilleurs employeurs en matière de diversité et l'un des employeurs les plus écologiques du Canada, selon des études publiées par Mediabase Inc.

- Nous avons été désignés par Achievers comme l'une des 50 entreprises les plus actives dans la mobilisation des employés pour 2018 (50 Most Engaged Workplaces).
- Les femmes occupent 30 % des postes de vice-présidence et d'échelons supérieurs.
- En janvier 2018, Rogers a accédé à l'indice d'égalité des sexes de Bloomberg pour 2018, lequel fournit des données sur plus de 100 entreprises qui jouent un rôle de premier plan dans l'égalité des sexes à l'échelle mondiale. Cet indice tient compte de nos statistiques, de nos politiques, de notre engagement et d'autres programmes internes intégrant l'égalité des sexes qui témoignent de notre volonté de favoriser l'avancement des femmes en milieu de travail et sur le marché.

ÊTRE UN IMPORTANT CHEF DE FILE SUR LE PLAN DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DANS NOS COMMUNAUTÉS PARTOUT AU PAYS

- Nous avons investi plus de 60 millions de dollars dans nos collectivités sous forme de dons en argent et en nature à divers organismes de bienfaisance et causes.
- Nous avons remis 313 bourses par l'entremise de nos partenaires communautaires ainsi qu'à des personnes à charge de nos employés les plus travaillants. Le programme a aussi accordé 105 bourses à des organismes communautaires du pays qui offrent des formations inédites aux jeunes.
- Nous avons effectué plus de 20 000 heures de bénévolat au profit d'organismes de bienfaisance locaux à l'échelle du Canada, notamment dans le cadre des toutes premières journées de bénévolat de la campagne Générosité partagée au cours desquelles les membres de nos équipes ont consacré bénévolement plus de 10 000 heures à plus de 50 organismes de bienfaisance.
- Nous avons amassé plus de 2,5 millions de dollars au cours de notre deuxième campagne annuelle de dons à l'intention des employés aux termes de laquelle Rogers a versé un don équivalent à celui de chaque employé à l'organisme de bienfaisance de son choix, jusqu'à un maximum de 1 000 \$.
- Nous avons publié le Rapport de Rogers de 2018 sur la transparence, qui décrit de quelle façon nous communiquons les données sur nos clients lorsque des autorités juridiques en font la demande, de façon à nous acquitter de notre obligation de contribuer à la sécurité publique, sans négliger de protéger la vie privée de nos clients.
- Nous avons élargi l'accès à notre programme « Branché sur le succès », qui offre un service d'accès Internet à haute vitesse abordable à plus de 200 000 ménages canadiens à faible revenu au moyen de 300 partenaires fournissant des logements subventionnés sur notre territoire de desserte par câble.
- Nous participons à l'initiative Familles branchées du gouvernement du Canada en offrant des services Internet à faible coût.

OBJECTIFS POUR 2019

Priorité stratégique	Objectifs pour 2019
Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier	Améliorer nos expériences de service à la clientèle de bout en bout en créant des fonctionnalités multicanaux sans heurts; investir dans l'amélioration de la distribution; simplifier les outils de première ligne; et offrir des outils et des applications personnalisés en ligne qui améliorent l'expérience de nos clients
Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité	Offrir une performance réseau et un programme de stabilité des systèmes qui prend en charge nos plans d'action visant la technologie 5G et le service résidentiel branché au moyen du déploiement additionnel de fibre optique, de la densification de notre réseau et de la modernisation de nos systèmes de TI
Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent	Proposer des solutions qui assureront la croissance de nos principales activités en étendant les fonctionnalités de notre réseau 5G, en élargissant notre gamme de services résidentiels branchés Élan et en lançant d'autres solutions publicitaires au contenu attrayant fondées sur les données
Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons	Rehausser les résultats financiers de l'entreprise dans son ensemble en atteignant nos cibles financières et nos objectifs pour 2019 tout en investissant pour soutenir la croissance future et stimuler la gestion des coûts et l'amélioration des marges
Former notre personnel et créer une culture de rendement élevé	Établir notre culture et notre réputation en formant des meneurs solides et fiables dans une culture du rendement, en démontrant une motivation durable et grandissante hors du commun et en devenant une destination incontournable pour les personnes de talent
Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays	Devenir une solide équipe locale dans chaque région en augmentant nos engagements communautaires et nos programmes de dons, en portant une attention particulière aux régions et en soutenant nos programmes d'accès abordable dans les régions rurales

OBJECTIFS FINANCIERS ET OPÉRATIONNELS

Nous présentons des fourchettes prévisionnelles annuelles pour certaines mesures financières qui cadrent avec les plans annuels approuvés par le conseil d'administration.

RÉSULTATS DE 2018 PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS

Le tableau qui suit présente les fourchettes prévisionnelles que nous avions fournies au préalable, ainsi que les résultats réels et le degré de réalisation pour certaines mesures financières présentées pour l'ensemble de l'exercice 2018.

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2017 (chiffres retraités) ¹	Fourchettes prévisionnelles de 2018	Résultats réels de 2018	Atteinte des objectifs
Objectifs consolidés²				
Produits	14 369	Augmentation de 3 % à 5 %	15 096 5,1 %	✓
BAlIA ajusté ³	5 502	Augmentation de 7 % à 9 %	5 983 8,7 %	✓
Dépenses d'investissement ⁴	2 436	De 2 650 à 2 850	2 790 n. s.	✓
Flux de trésorerie disponibles ³	1 685	Augmentation de 5 % à 7 %	1 771 5,1 %	✓

n. s. - non significatif

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Ce tableau présente les fourchettes prévisionnelles pour certaines mesures financières consolidées de l'ensemble de l'exercice 2018 fournies dans notre communiqué du 25 janvier 2018 et mises à jour le 19 octobre 2018. Les fourchettes prévisionnelles présentées en pourcentage reflètent l'augmentation en pourcentage par rapport aux résultats réels de 2017.

³ Le BAlIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Comprendent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.

OBJECTIFS CONSOLIDÉS POUR L'ENSEMBLE DE L'EXERCICE 2019

Pour l'exercice 2019 complet, nous nous attendons à ce qu'une croissance soutenue des produits et du BAlIA ajusté fera augmenter les flux de trésorerie disponibles, et ce, malgré la hausse des dépenses d'investissement. En 2019, nous nous attendons à disposer de la souplesse financière nécessaire pour conserver les avantages de notre réseau, réduire encore notre dette et continuer à verser des fonds à nos actionnaires.

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Résultats réels de 2018	Fourchettes prévisionnelles pour 2019 ¹
Objectifs consolidés		
Produits	15 096	Augmentation de 3 % à 5 %
BAlIA ajusté ^{2,3}	5 983	Augmentation de 7 % à 9 %
Dépenses d'investissement ⁴	2 790	2 850 à 3 050
Flux de trésorerie disponibles ^{2,3,5}	2 134	Augmentation de 200 à 300

¹ Les fourchettes prévisionnelles présentées en pourcentages correspondent aux pourcentages d'augmentation par rapport aux résultats de l'exercice 2018 complet. Les montants de 2019 devant servir à évaluer notre performance par rapport à nos prévisions seront calculés conformément aux méthodes comptables après l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location* (l'« IFRS 16 ») le 1^{er} janvier 2019. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables » pour obtenir un complément d'information.

² Le BAlIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

³ Nous comptabiliserons les effets initiaux de l'adoption de l'IFRS 16 dans notre bilan d'ouverture le 1^{er} janvier 2019. Quant aux effets permanents, ils seront pris en compte dans nos résultats de façon prospective à compter de cette date. Nos résultats de 2018 ne seront pas retraités, si bien que les fourchettes prévisionnelles pour 2019 à l'égard du BAlIA ajusté et des flux de trésorerie disponibles tiennent compte de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16. Si nous adoptons l'IFRS 16 sur une base rétrospective, le BAlIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles de 2018 augmenteraient chacun de 174 millions de dollars.

⁴ Comprendent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.

⁵ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous modifierons la définition des flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles présentés ci-dessus reflètent ce changement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour obtenir plus de précisions ainsi qu'un rapprochement illustrant l'incidence de ce changement sur les flux de trésorerie disponibles pour l'exercice 2018 complet.

Le tableau qui précède présente les fourchettes prévisionnelles pour certaines mesures financières consolidées présentées pour l'ensemble de l'exercice 2019. Ces fourchettes tiennent compte de nos perspectives actuelles, de nos résultats de 2018 ainsi que de l'incidence estimée de l'adoption de l'IFRS 16, le 1^{er} janvier 2019, sur une base cumulative mais non rétrospective. La présentation de ces perspectives financières a pour but d'aider les investisseurs, les actionnaires et les autres parties intéressées à comprendre certaines mesures financières se rapportant aux résultats financiers prévus pour 2019 afin qu'ils puissent évaluer le rendement de nos activités. Ces informations peuvent ne pas convenir à d'autres usages. Les informations sur nos prévisions, notamment les diverses hypothèses qui les sous-tendent, sont prospectives et devraient être lues de concert avec la rubrique « À propos des énoncés prospectifs », la rubrique « Risques et incertitudes influant sur les secteurs d'activité de la Société » et les informations connexes concernant les hypothèses, les facteurs et les risques économiques, concurrentiels et réglementaires qui pourraient faire en sorte que nos résultats financiers et nos résultats opérationnels futurs réels diffèrent de ceux prévus à l'heure actuelle.

Toute mise à jour de nos objectifs financiers annuels au cours de l'exercice ne serait apportée qu'à l'égard des fourchettes prévisionnelles consolidées présentées précédemment.

Hypothèses clés sous-jacentes

Nos fourchettes prévisionnelles pour 2019 sont fondées sur de nombreuses hypothèses importantes, notamment les suivantes pour l'ensemble de l'exercice 2019 :

- la concurrence continuera de s'intensifier dans tous les secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités;
- une tranche importante de nos dépenses de 2019 libellées en dollars américains est couverte à un taux de change moyen de 1,25 \$ CA/1 \$ US;
- les taux d'intérêt clés resteront relativement stables pendant tout l'exercice 2019;
- aucun nouveau développement important au chapitre de la réglementation ou de la législation ni aucun changement

majeur de la conjoncture ou d'ordre macroéconomique dans l'environnement concurrentiel n'aura de répercussion sur nos activités. Nous soulignons que les décisions des organismes de réglementation rendues en 2019 pourraient modifier considérablement nos hypothèses sous-jacentes concernant les résultats de Sans-fil, de Cable et de Media pour 2019, tant pour l'exercice considéré que pour les exercices futurs. Ces conséquences sont pour le moment inconnues et ne sont pas prises en considération dans nos objectifs;

- les clients de Sans-fil continueront d'acquérir des téléphones intelligents à valeur élevée ou de mettre leurs téléphones à niveau, et de choisir des forfaits à utilisation de données accrue au même rythme en 2019 qu'en 2018, et une proportion semblable des abonnés garderont leur contrat à terme;
- la pénétration globale du marché sans fil au Canada croîtra en 2019 au même rythme qu'en 2018;
- la part de marché relative que possèdent nos secteurs Sans-fil et Cable ne devrait pas subir l'incidence défavorable de la dynamique changeante de la concurrence;

- la croissance du nombre d'abonnés aux services sans fil et aux services d'accès Internet se poursuivra; le nombre d'abonnés aux services de télévision restera stable et le nombre d'abonnés aux services de téléphonie diminuera;
- dans le secteur Media, la croissance des actifs liés aux sports et la décroissance de certaines activités traditionnelles se poursuivront;
- en ce qui concerne l'accroissement des dépenses d'investissement :
 - nous continuerons d'investir de façon judicieuse pour que nous ayons des réseaux sans fil et par câble concurrentiels au moyen i) de la mise en place d'un réseau sans fil 4.5G à 5G et ii) de la mise à niveau de notre réseau hybride fibre optique-câble coaxial, ce qui nous permettra de réduire le nombre de foyers branchés par noeud, d'utiliser les technologies les plus récentes et d'offrir une expérience encore plus fiable à la clientèle;
 - nous continuerons d'engager des dépenses relativement à notre plan d'action visant le service résidentiel branché en 2019.

Capacité à produire des résultats

RÉSEAUX DE POINTE

SANS-FIL

Rogers possède l'un des réseaux sans fil indépendants les plus vastes et les plus évolués au Canada :

- c'est le premier réseau LTE haute vitesse au Canada;
- il atteint 96 % de la population canadienne au 31 décembre 2018 (réseau LTE uniquement);
- il repose sur des ententes d'itinérance pour la transmission des données et de la voix avec des fournisseurs dans plus de 200 destinations, y compris un nombre croissant de fournisseurs de services d'itinérance LTE;
- il comprend des ententes de partage de réseau avec trois fournisseurs de services sans fil régionaux exerçant leurs activités dans des régions urbaines et rurales au Canada.

Nous améliorons constamment notre infrastructure de services IP pour l'ensemble de nos services sans fil. Les avancées technologiques ont façonné les modes d'interaction de nos clients et la façon dont ils utilisent l'éventail d'outils à leur disposition dans leurs vies personnelle et professionnelle. La technologie a également révolutionné le monde des affaires.

Nous étendons notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4.5G afin de nous faire migrer vers un environnement 5G. Nous augmenterons le nombre d'essais liés à la technologie 5G sur les applications clés et des fréquences multiples en 2019. De nombreuses dépenses d'investissement

seront nécessaires pour assurer la réussite du lancement du réseau 5G, dont celles visant :

- le redéploiement vers la technologie LTE des spectres actuellement utilisés pour les technologies 2G et 3G;
- la densification de notre réseau sans fil sur les principaux marchés au moyen de macrocellules et de petites cellules;
- l'achat de matériel de réseau de radiodiffusion prêt à prendre en charge la technologie 5G à des coûts unitaires et opérationnels moindres, la capacité à regrouper davantage d'ondes porteuses radioélectriques et une efficience accrue en matière de spectre.

Importantes licences d'utilisation de spectre

Nos services sans fil sont soutenus par nos importantes licences d'utilisation de spectre sans fil, à la fois dans les bandes de fréquences à bande haute et à bande basse. Dans le cadre de notre stratégie de réseau, nous prévoyons continuer à faire d'importantes dépenses d'investissement liées au spectre visant :

- le soutien de la croissance rapide de l'utilisation des services de transmission de données sans fil;
- le soutien du lancement d'un réseau pouvant prendre en charge la technologie 5G;
- l'introduction de nouvelles caractéristiques et fonctionnalités réseaucentriques novatrices.

Le tableau suivant présente nos avoirs de spectre au 31 décembre 2018 :

Type de spectre	Licence de Rogers	Prise en charge
700 MHz	24 MHz dans les grands centres géographiques du Canada, couvrant 92 % de la population canadienne.	Abonnés du réseau LTE 4G / 4.5G
850 MHz	25 MHz à l'échelle du Canada.	Abonnés des réseaux GSM 2G, HSPA + 3.5G et LTE 4G / 4.5G
1900 MHz	60 MHz à l'échelle du Canada, sauf le nord du Québec (40 MHz), le sud de l'Ontario (50 MHz) et le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut (40 MHz).	Abonnés des réseaux GSM 2G, HSPA + 3.5G et LTE 4G / 4.5G
SSFE 1700/2100 MHz	40 MHz en Colombie-Britannique et en Alberta, 30 MHz dans le sud de l'Ontario, 10 MHz additionnels dans la région du Grand Toronto et 20 MHz dans le reste du Canada.	Abonnés du réseau LTE 4G / 4.5G
2500 MHz	40 MHz DRF à l'échelle du Canada, mais 20 MHz dans certaines régions du Québec, et 25 MHz DRT de plus dans les principaux centres urbains du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.	Abonnés du réseau LTE 4G / 4.5G

Nous avons également accès à du spectre supplémentaire par le truchement des ententes de partage de réseau suivantes :

Type de spectre	Type d'entreprise	Prise en charge
Bandes de fréquences 2,3 GHz/3,5 GHz	Inukshuk Wireless Partnership est une entreprise commune avec BCE Inc. dans laquelle Rogers détient une participation à hauteur de 50 %. Inukshuk détient 30 MHz (dont 20 MHz est utilisable) du spectre de 2,3 GHz DRF, principalement dans l'est du Canada, y compris dans certains centres urbains du sud et de l'est de l'Ontario et du sud du Québec et des avoirs de moindre envergure au Nouveau-Brunswick, au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique. Inukshuk détient également des licences d'utilisation du spectre de 3,5 GHz DRT (entre 50 et 175 MHz) dans la plupart des grands centres urbains à l'échelle du Canada. Le réseau sans fil LTE mobile et fixe national actuel utilise les fréquences du spectre détenu conjointement de 2,3 GHz et 3,5 GHz.	Abonnés des services sans fil fixes
850 MHz, - 1900 MHz - spectre des SSFE, 700 MHz	Trois ententes de partage de réseau afin d'améliorer la couverture et les capacités du réseau : <ul style="list-style-type: none"> • avec Bell MTS couvrant 98 % de la population du Manitoba; • avec TbayTel couvrant notre clientèle combinée dans le nord-ouest de l'Ontario; • avec Québecor (Vidéotron) pour fournir des services LTE à l'échelle du Québec et à Ottawa. 	Abonnés des réseaux HSPA + 3.5G / 4G et LTE 4G Abonnés des réseaux HSPA + 3.5G / 4G et LTE 4G Abonnés du réseau LTE 3.5G / 4G

CABLE

Notre vaste infrastructure de réseau hybride fibre optique-câble coaxial offre des services aux consommateurs et aux entreprises de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de l'île de Terre-Neuve. Nous exploitons également un réseau de fibre optique transcontinental axé sur les installations qui comprend 72 000 kilomètres de câble de fibre optique et offre des services aux clients d'affaires, notamment les administrations gouvernementales et autres fournisseurs de services de télécommunications. Nous utilisons aussi notre vaste réseau de fibre optique pour la liaison terrestre du trafic des stations cellulaires sans fil. Au Canada, le réseau s'étend d'un océan à l'autre et comprend les fibres locales et régionales, les systèmes et circuits de transmission, les stations pivots, les points de présence et l'infrastructure de commutation et d'acheminement IP. Par ailleurs, le réseau s'étend également aux États-Unis, à partir de Vancouver, vers le sud, jusqu'à Seattle, de la frontière du Manitoba et du Minnesota jusqu'à Minneapolis, Milwaukee et Chicago, de Toronto jusqu'à Buffalo et de Montréal jusqu'à New York et à Ashburn en passant par Albany, permettant de lier les plus grands marchés du Canada tout en atteignant les

principaux marchés des États-Unis pour l'échange du trafic de la transmission des données et de la voix.

Le réseau est conçu de manière à optimiser la performance et la fiabilité et à permettre la transmission simultanée de vidéos, de la voix et d'Internet au moyen d'une seule plateforme. Le réseau est généralement configuré en anneaux reliant ses stations pivots de distribution, ce qui procure la redondance nécessaire pour réduire les interruptions pouvant découler du sectionnement d'une fibre ou d'autres événements.

Les immeubles résidentiels et commerciaux sont reliés à notre réseau par l'intermédiaire de noeuds hybrides fibre optique-câble coaxial (« HFC ») ou par fibre optique jusqu'au domicile (fibre-to-the home ou « FTTH »). Nous relierons chaque noeud HFC au réseau à l'aide de fibre optique, puis chaque immeuble au noeud par câble coaxial ou fibre optique. Faisant appel au spectre de la câblodistribution de 860 MHz et de 750 MHz en Ontario et dans le Canada Atlantique, respectivement, nous acheminons nos services de transmission des vidéos et de la voix, ainsi que les services à large bande vers nos abonnés. La segmentation en

nœuds de fibre coaxiale hybride réduit le nombre de foyers branchés par nœud HFC, ce qui accroît la largeur de bande et la capacité par abonné.

Nous mettons sans cesse à niveau le réseau pour en améliorer la capacité, en accroître la performance et la fiabilité, réduire les coûts opérationnels et introduire de nouvelles caractéristiques et fonctionnalités. Nos investissements visent :

- le rehaussement de la capacité de notre réseau HFC à 1,2 GHz et l'amélioration simultanée de la performance, de la qualité et de la fiabilité du réseau au moyen du déploiement de câbles de fibre optique numérique, de l'élimination des amplificateurs radiofréquences et de la réduction du nombre de foyers branchés par nœud à une moyenne de 60;
- l'augmentation de la capacité par abonné grâce à l'activation du spectre de 1,2 GHz au moyen de canaux additionnels DOCSIS 3.1 en aval et en amont et du duplex intégral DOCSIS qui, avec le temps, devraient permettre des vitesses de téléchargement en aval pouvant aller jusqu'à 10 Gb/s;
- l'amélioration de la compression du signal vidéo par le passage à des protocoles vidéo plus avancés;
- la hausse de la capacité des canaux existants et des services sur demande grâce à la vidéo commutée numérique;
- l'augmentation de la couverture de la connexion par fibre optique jusqu'au domicile au moyen du raccordement direct de davantage de maisons et d'immeubles d'habitation au réseau de fibre optique.

Le service d'accès Internet à large bande est offert au moyen d'une plateforme convergente d'accès au câble (CCAP) DOCSIS 3.0/3.1, qui combine des canaux radioélectriques de multiples fréquences en un seul accès chez le consommateur, offrant une performance exceptionnelle. Au cours des 20 dernières années, la segmentation des nœuds HFC, jumelée à la réattribution de bandes de spectre à la télévision numérique et au passage de la technologie DOCSIS 1.0 à DOCSIS 3.1, a permis de multiplier la capacité de téléchargement en aval et en amont par 1000 et par 200, respectivement. Cet historique d'investissements dans nos réseaux et la démonstration de notre capacité à déployer de manière rentable un service de premier plan constituent une de nos stratégies clés afin de nous assurer de demeurer concurrentiels par rapport aux autres fournisseurs de services qui offrent un service d'accès Internet sur fil de cuivre aux clients résidentiels et aux entreprises. À la fin de 2016, l'ensemble de notre réseau par câble avait été mis à niveau à la technologie CCAP et prenait en charge la norme DOCSIS 3.1 et l'accès Internet Gigabit Élan.

Depuis 2005, nous avons déployé la technologie de fibre jusqu'au point de concentration (*fibre-to-the curb* ou « FTTC ») de 1 GHz dans de nouveaux ensembles résidentiels et sommes passés à la FTTH. En 2018, nous avons entrepris la mise à niveau de notre réseau HFC vers une combinaison de FTTC et de FTTH à 1,2 GHz. La technologie FTTC sert d'assise aux prochaines générations de la technologie DOCSIS, dont le système Remote-PHY et le duplex intégral, qui amélioreront l'accessibilité des services d'accès Internet à haute vitesse, leur qualité et l'atteinte des vitesses cibles, tout en augmentant la capacité de notre réseau HFC. La FTTH sera fondée sur la technologie de réseau optique passif XGS et devrait prendre en charge des vitesses de téléchargement symétrique en aval et en amont allant jusqu'à 10 Gb/s par nœud dans certaines agglomérations.

Nous continuons d'investir dans les services offerts par notre réseau de câblodistribution et de les perfectionner; par exemple, en l'équipant de la technologie capable de prendre en charge des débits Internet à 1 Gb/s, de la Télé Élan et de la télé 4K de Rogers, en mettant en marché notre terminal EVP 4K et en prenant un important engagement en matière de diffusion d'événements sportifs en direct au format 4K, dont tous les matchs de la saison régulière que les Blue Jays de Toronto joueront à domicile en 2019 ainsi qu'un grand nombre de matchs de la LNH et de la NBA.

Les services de téléphonie par câble sont actuellement fournis à partir d'un réseau DOCSIS dédié. Nous assurons un service de grande qualité en offrant la redondance géographique et l'alimentation de secours du réseau. Notre service de téléphonie présente une vaste gamme de fonctionnalités, tels l'affichage des appels sur le téléviseur (offert sur les terminaux TerminalPlus), les conférences téléphoniques et les fonctions avancées de boîte vocale qui permettent aux consommateurs d'être informés de leurs messages vocaux et de les écouter sur leur boîte vocale résidentielle, sur leur téléphone cellulaire ou sur Internet.

Nous possédons et exploitons certains des réseaux et centres de données les plus sophistiqués au Canada. Nous tirons parti de nos réseaux nationaux de fibre optique, câblés et sans fil et de notre infrastructure de centre de données pour permettre aux entreprises d'offrir une plus grande valeur à leurs clients grâce à une surveillance du réseau et à une résolution de problèmes proactive assortie d'une fiabilité, d'une sécurité et d'une performance de haut calibre. Nos centres d'exploitation primaires et secondaires du réseau surveillent de façon proactive les réseaux de Rogers pour atténuer le risque d'interruption de service et permettre une réponse rapide en cas de panne.

Nos centres de données garantissent le temps de disponibilité et une expertise en solutions de colocation, d'infonuagique et de services gérés. Nous possédons et exploitons à l'échelle du Canada 16 centres de données à la fine pointe de la technologie hautement fiables, certifiés, y compris :

- le premier centre de données pour de multiples utilisateurs au Canada à recevoir la certification de niveau III pour la construction et la conception;
- le premier centre de données à recevoir la certification de niveau III en Alberta;
- le troisième centre de données ayant reçu la certification de niveau III à Ottawa.

MARQUES FORTES

La marque Rogers jouit d'une forte reconnaissance à l'échelle nationale grâce :

- à ses réseaux établis;
- à ses vastes réseaux de distribution;
- au contenu et à la programmation média qui lui sont associés;
- à la publicité;
- aux commandites d'événements tels la Coupe Rogers;
- à ses engagements communautaires tels la Bourse d'études Ted Rogers;
- à la nomination d'immeubles phares au Canada.

Nous détenons ou utilisons également certaines des marques les plus reconnues du Canada, y compris :

- les marques sans fil de Rogers, Fido et chatr;
- 24 stations de télévision et de chaînes spécialisées, dont Sportsnet, FX (Canada) et FXX (Canada), OMNI et City;
- des publications, dont Maclean's, Chatelaine, Today's Parent, Flare et Hello! Canada;
- 55 stations de radio, dont 98,1 CHFI, 680 NEWS, Sportsnet The FAN, KiSS, JACK FM et SONiC;
- des équipes des ligues majeures telles les Blue Jays de Toronto et les équipes appartenant à MLSE, comme les Maple Leafs de Toronto, les Toronto Raptors, le Toronto FC et les Argonauts de Toronto;
- un contrat de licence exclusif de 12 ans conclu avec la LNH, s'étendant jusqu'à la saison 2025-2026, qui nous autorise à assurer une couverture sans précédent du hockey professionnel au Canada;
- TSC, un détaillant de premier plan de téléachat et d'achat en ligne.

DISTRIBUTION DE PRODUITS À GRANDE ÉCHELLE

SANS-FIL

Nous distribuons nos produits sans fil à l'échelle nationale au moyen de divers canaux de distribution, dont :

- les magasins Rogers, Fido et chatr détenus par la Société;
- les sites rogers.com, fido.ca et chatrwireless.com et leur option de libre-service, de même que divers sites Web d'affaires électroniques;
- un vaste réseau de détaillants indépendants;
- les grandes chaînes de vente au détail et les dépanneurs;
- d'autres canaux de distribution tels que WOW! boutique mobile, les magasins Wave sans fil et La cabine T sans fil, par l'intermédiaire de notre participation dans Glentel;
- nos centres d'appels;
- le télémarketing.

CABLE

Nous distribuons nos produits résidentiels de Cable au moyen de divers canaux de distribution, dont :

- les magasins Rogers et Fido détenus par la Société;
- les sites rogers.com et fido.ca et leur option de libre-service;
- nos centres d'appels, le télémarketing et les agents faisant du porte-à-porte;
- les grandes chaînes de vente au détail.

Notre équipe de vente et divers tiers détaillants vendent des services aux marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros. Un vaste réseau de distributeurs de canaux de vente indépendants conclut des ententes avec des intégrateurs des TI, des consultants, des fournisseurs de services locaux, ainsi que d'autres relations de vente indirecte. Cette approche diversifiée permet une couverture plus vaste et une forte croissance des ventes pour les services de prochaine génération.

CONTENU MÉDIA DE PREMIER ORDRE

Nous offrons un contenu de divertissement sportif très recherché et amélioré grâce aux initiatives suivantes :

- un contrat de licence exclusif d'une durée de 12 ans conclu avec la LNH, s'étendant jusqu'à la saison 2025-2026, qui nous autorise à assurer une couverture sans précédent du hockey professionnel au Canada sur de multiples plateformes (télévision, téléphones intelligents, tablettes et Internet);
- LIVE de la LNH par Rogers, une destination en ligne par contournement pour porter plus loin l'action de la LNH sur tout écran;
- Sportsnet NOW, le premier service de divertissement sportif par contournement du Canada, qui procure un accès 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux émissions sportives télédiffusées sur Sportsnet;
- Sportsnet NOW+, qui propose du contenu supplémentaire, comme d'autres matchs de la LNH, le championnat d'Allemagne de football (Bundesliga), le championnat d'Angleterre de rugby (Premiership Rugby) et le championnat d'Écosse de football (Scottish Premiership);
- MatchPlus, une expérience innovante et interactive à même LIVE de la LNH par Rogers qui présente des prises de vue améliorées, des entrevues et des analyses exclusives, ainsi que du contenu vidéo sur demande original;
- Rogers Hometown Hockey Tour, une tournée s'arrêtant dans 25 communautés à l'échelle du Canada pendant la saison 2018-2019 de la LNH et organisant des festivités sur le thème du hockey, ainsi que l'écoute de matchs en plein air;
- MLB Network, une chaîne en ondes 24 heures sur 24 vouée au baseball, lancée au Canada par l'entremise des services de télévision de Rogers;
- une convention de cession de droits de huit ans conclue avec MLB Properties et MLB Advanced Media pour la diffusion en direct des matchs ainsi que des faits saillants de ceux-ci au Canada jusqu'en 2021;
- une entente multiplateforme de dix ans, en vigueur jusqu'en août 2024, aux termes de laquelle Rogers sera le grossiste exclusif et un distributeur de la programmation vedette de la World Wrestling Entertainment (« WWE ») au Canada;
- les droits de télédiffusion et de diffusion exclusifs pour les Blue Jays de Toronto en raison de notre propriété de l'équipe.

EXPÉRIENCE CLIENT

Nous sommes déterminés à offrir à nos clients la meilleure expérience possible. C'est pourquoi nous avons investi dans divers domaines afin de rendre plus simples et pratiques les interactions que nos clients ont avec nous. Voici quelques exemples :

- des centres d'appels répartis dans tout le Canada;
- un système de réponse vocale intégrée, ou RVI, novateur qui peut répondre en quatre langues, à savoir le français, l'anglais, le mandarin et le cantonais;
- une technologie d'authentification de la voix dans tous nos centres d'appels qui identifie automatiquement nos abonnés grâce à leur voix, ce qui renforce la sécurité et protège nos clients d'une fraude potentielle;

- des options libre-service, notamment :
 - la possibilité, pour les clients de Fido et de Rogers, d'effectuer en ligne des changements de forfaits tarifaires et des rehaussements de matériel;
 - une ouverture de session simplifiée qui permet aux abonnés Fido de se connecter à leur compte en ligne ou au moyen de l'application Mon Compte de Fido en utilisant leurs données d'identification Facebook, ce qui élimine la multiplication des données de connexion à retenir et simplifie l'accès à nos options en libre-service;
 - la possibilité pour les clients d'installer leurs produits d'accès Internet et de télévision à leur convenance, sans que l'installation nécessite l'intervention d'un technicien à domicile;
 - l'outil Rogers EnRoute, qui permet aux clients de faire le suivi, sur leur téléphone, du moment où un technicien arrivera chez eux pour une installation ou un appel de service;
 - le service à la clientèle accessible à l'aide de Facebook Messenger, de Twitter et de séances de clavardage en ligne sur nos sites Web;
 - un gestionnaire de données pour les familles et le réapprovisionnement de données, qui sont des options donnant aux clients de Sans-fil la possibilité de gérer et de personnaliser leur consommation de données en temps réel grâce à MonROGERS;
 - les Moments Extras de Fido, qui procurent aux abonnés des forfaits Branchés une heure de données additionnelle, cinq fois par cycle de facturation, sans frais supplémentaires;
 - Fido XTRA, un programme qui propose aux abonnés des services sans fil facturés et des services d'accès Internet de Fido un accès gratuit à de nouveaux avantages tous les jeudis, comme des offres et des cadeaux de la part de grandes marques d'aliments, de boissons, de vêtements, de divertissement et plus encore;
 - une facturation en ligne simple rendant la lecture et la compréhension des frais mensuels plus aisées pour les clients;
 - les services d'itinérance sans fil Partout chez vous et Fido Nomade, qui permettent aux Canadiens de se servir sans souci de leur forfait de services sans fil quand ils se trouvent dans l'une des destinations désignées, exactement comme ils le feraien chez eux.

EMPLOYÉS JOUANT UN RÔLE ACTIF

Pour nos quelque 26 100 employés, nous nous efforçons de créer un milieu où il fait bon travailler, en mettant l'accent sur toutes les dimensions de l'expérience employé, soit :

- l'engagement des employés et la mise sur pied d'équipes très performantes en utilisant des outils tels des sondages sur l'engagement des employés et des programmes de perfectionnement du leadership;
- le recrutement et le maintien en poste d'éléments prometteurs grâce à une formation et à un perfectionnement efficaces, à des programmes de reconnaissance des employés liés au rendement, et des programmes d'avancement de carrière pour les employés de première ligne;
- le maintien de notre engagement envers la diversité et l'inclusion;

- l'offre d'un environnement de travail sécuritaire, coopératif et souple procurant aux employés les outils et la formation menant à leur réussite.

VIGUEUR ET SOUPLESSE SUR LE PLAN FINANCIER

Nous affichons un bilan de première qualité, utilisons l'effet de levier de l'endettement de façon prudente et possédons d'importantes liquidités disponibles à hauteur de 2 391 millions de dollars au 31 décembre 2018. Les ressources en capital de la Société se composent essentiellement des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles, des lignes de crédit disponibles, des fonds disponibles dans le cadre de notre programme de titrisation des débiteurs et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains, et des émissions de titres d'emprunt à long terme. Nous détenons également environ 1 051 millions de dollars de titres de participation négociables de sociétés cotées en bourse au 31 décembre 2018.

Les informations qui suivent sont prospectives et devraient être lues de concert avec les rubriques « À propos des énoncés prospectifs », « Objectifs financiers et opérationnels » et « Risques et incertitudes influant sur les secteurs d'activité de la Société », ainsi qu'avec nos informations connexes concernant les hypothèses, les facteurs et les risques économiques, concurrentiels et réglementaires qui pourraient faire en sorte que les résultats financiers et les résultats opérationnels futurs réels diffèrent de ceux prévus à l'heure actuelle.

Nous prévoyons dégager comme en 2018 des flux de trésorerie disponibles positifs en 2019. Nous prévoyons disposer de ressources en capital suffisantes pour satisfaire à nos besoins de trésorerie en 2019, dont le financement des dividendes versés sur nos actions ordinaires, le remboursement de la dette à long terme arrivant à échéance et d'autres activités de financement, les activités d'investissement et autres obligations. Ces ressources tiennent compte du solde de trésorerie à l'ouverture, des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles et des disponibilités aux termes de notre facilité de crédit bancaire de 3,2 milliards de dollars, de notre programme de titrisation des débiteurs, de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains et des fonds dont nous disposons par suite de l'émission de temps à autre de titres d'emprunt bancaire, de titres cotés en bourse ou de titres de sociétés privées. Au 31 décembre 2018, aucune restriction importante n'était applicable aux mouvements de trésorerie entre RCI et ses filiales.

Nous sommes d'avis que nous pouvons combler tout besoin de financement supplémentaire prévisible en contractant des emprunts supplémentaires, ce qui, selon la conjoncture du marché, pourrait nécessiter la restructuration de nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit existantes, la conclusion de nouvelles facilités de crédit bancaire ou l'émission de titres d'emprunt publics ou privés à court et à long terme, la modification des modalités de notre programme de titrisation des débiteurs ou de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains ou l'émission de titres de participation. De plus, la Société pourrait également profiter de l'occasion pour refinancer une partie de sa dette existante selon la conjoncture du marché et

d'autres facteurs. Toutefois, rien ne garantit que ces initiatives en matière de financement seront ou pourront être réalisées lorsqu'elles seront nécessaires.

SOLIDES VOLUMES DE TRANSACTIONS ET DIVIDENDES

Les actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote de RCI (« actions de catégorie B sans droit de vote ») se négocient activement aux bourses de Toronto et de New York, le volume moyen combiné des opérations quotidiennes étant d'environ 1,3 million d'actions en 2018. En outre, les actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (« action de catégorie A ») sont négociées à la Bourse de Toronto. À la discrétion du conseil, les dividendes déclarés sont les mêmes pour les deux catégories d'actions. En 2018, un dividende annualisé de 1,92 \$ a été versé pour chaque action. En janvier 2019, nous avons annoncé une augmentation du taux de dividende annualisé de 4,2 %, portant notre dividende annualisé à 2,00 \$ par action.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	(chiffres retraités) ¹	Variation en %
(en millions de dollars, sauf les marges et leurs montants par action)			
Produits			
Sans-fil	9 200	8 569	7
Cable ²	3 932	3 894	1
Media	2 168	2 153	1
Eléments relevant du siège social et éliminations intersociétés ²	(204)	(247)	(17)
Produits	15 096	14 369	5
Total des produits tirés des services ³	12 974	12 550	3
BAlIA ajusté ⁴			
Sans-fil	4 090	3 726	10
Cable ²	1 874	1 819	3
Media	196	127	54
Eléments relevant du siège social et éliminations intersociétés ²	(177)	(170)	4
BAlIA ajusté ⁴	5 983	5 502	9
Marge du BAlIA ajusté ⁴	39,6 %	38,3 %	1,3 pt
Bénéfice net	2 059	1 845	12
Bénéfice de base par action	4,00 \$	3,58 \$	12
Bénéfice dilué par action	3,99 \$	3,57 \$	12
Résultat net ajusté ⁴	2 241	1 902	18
Résultat par action de base ajusté ⁴	4,35 \$	3,69 \$	18
Résultat par action dilué ajusté ⁴	4,34 \$	3,68 \$	18
Dépenses d'investissement	2 790	2 436	15
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	4 288	3 938	9
Flux de trésorerie disponibles ⁴	1 771	1 685	5

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Ces chiffres ont été modifiés de manière rétrospective par suite du remaniement de nos secteurs à présenter. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités ».

³ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

⁴ Le BAlIA ajusté, la marge du BAlIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Résultats financiers de 2018

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables » dans le présent rapport de gestion ainsi qu'aux notes afférentes aux états financiers consolidés audités de 2018 pour obtenir de l'information importante sur ces méthodes et estimations comptables dans le contexte de l'analyse qui suit.

Nous avons recours à divers indicateurs clés de performance nous permettant de mesurer adéquatement notre performance par rapport à notre stratégie, de même que par rapport aux résultats de nos pairs et de nos concurrents. Bon nombre de ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et ne doivent pas être considérées comme des substituts au bénéfice net ni à toute autre mesure financière indicatrice de performance conforme aux IFRS. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Indicateurs clés de performance » et « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements.

PRINCIPALES VARIATIONS DES RÉSULTATS FINANCIERS PAR RAPPORT À 2017

PRODUITS

Au cours de l'exercice considéré, les produits tirés des services de Sans-fil se sont accrus en raison de notre approche équilibrée qui consiste à poursuivre la monétisation de la demande grandissante à l'égard des données ainsi que de notre approche disciplinée de gestion des abonnés. Les produits tirés du matériel de Sans-fil se sont accrus de 17 % sous l'effet de la hausse des ventes d'appareils à valeur plus élevée et de l'augmentation du nombre de rehaussements d'appareils.

Les produits de Cable ont augmenté pour l'exercice à l'étude grâce à l'accroissement des produits tirés des services d'accès Internet, découlant de la migration générale de nos clients vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, à l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet et à l'augmentation du nombre d'abonnés à nos produits Internet. Cette augmentation a été en partie annulée par les prix promotionnels offerts aux abonnés et la perte d'abonnés aux services de télévision par rapport à l'exercice précédent.

Les produits de Media ont légèrement augmenté en raison de la hausse des produits provenant des Blue Jays de Toronto, par suite surtout d'une distribution versée par la ligue majeure de baseball, et de l'accroissement des produits tirés des abonnements au réseau, facteurs en partie annulés par le recul global des produits tirés de la publicité.

BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a augmenté au cours de l'exercice considéré principalement grâce aux solides retombées de l'accroissement des produits tirés des services décrit plus haut, qui a été en partie annulé par les dépenses plus importantes associées aux volumes d'abonnés accrus et au coût plus élevé des appareils. Ces facteurs ont donné une marge de 44,5 %, en hausse de 100 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de Cable pour l'exercice considéré a augmenté en raison de la forte croissance des produits tirés des services d'accès Internet, de la migration constante de la composition des produits au profit des services d'accès Internet à marge supérieure et de diverses mesures de réduction des coûts. Ces facteurs ont donné une marge de 47,7 %, en hausse de 100 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Enfin, le BAIIA ajusté de Media a augmenté au cours de l'exercice considéré principalement sous l'effet de l'accroissement des produits dont il est question plus haut et de la baisse des charges opérationnelles découlant des améliorations que nous avons apportées à notre structure de coûts dans toutes les divisions, ce qui a donné une marge de 9,0 %, en hausse de 310 points de base par rapport à l'exercice précédent.

BÉNÉFICE NET ET RÉSULTAT NET AJUSTÉ

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont tous les deux augmenté pour l'exercice considéré sous l'effet surtout de la hausse du BAIIA ajusté, en partie annulée par la hausse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

SANS-FIL

ROGERS EST LE PRINCIPAL FOURNISSEUR DE SERVICES DE COMMUNICATIONS SANS FIL AU CANADA

Au 31 décembre 2018, nous avions :

- environ 10,8 millions d'abonnés;
- une part de marché représentant environ 33 % des abonnés des services sans fil et des produits tirés du marché canadien des services sans fil.

RÉSULTATS FINANCIERS DE SANS-FIL

(en millions de dollars, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	Variation en %
		(chiffres retraités) ¹	
Produits			
Produits tirés des services	7 091	6 765	5
Produits tirés du matériel	2 109	1 804	17
Produits	9 200	8 569	7
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	2 264	2 002	13
Autres charges opérationnelles ²	2 846	2 841	–
Charges opérationnelles	5 110	4 843	6
BAlIA ajusté	4 090	3 726	10
Marge du BAlIA ajusté	44,5 %	43,5 %	1,0 pt
Dépenses d'investissement	1 086	806	35

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Les autres charges opérationnelles de 2017 ont été modifiées de manière rétrospective pour que la rémunération fondée sur des actions y soit incluse. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités ».

RÉSULTATS D'ABONNEMENTS DE SANS-FIL¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	Variation
Services facturés			
Ajouts bruts d'abonnés	1 632	1 599	33
Ajouts nets d'abonnés	453	354	99
Total des abonnés aux services facturés ²	9 157	8 704	453
Attrition (mensuelle)	1,10 %	1,20 %	(0,10)pt
Services prépayés			
Ajouts bruts d'abonnés	751	782	(31)
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(152)	61	(213)
Total des abonnés aux services prépayés ²	1 626	1 778	(152)
Attrition (mensuelle)	4,38 %	3,48 %	0,90 pt
MFMPA mixte (mensuel)	64,74 \$	62,31 \$	2,43 \$
PMPA mixtes (mensuels) ³	55,64 \$	54,23 \$	1,41 \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Depuis le 1^{er} janvier 2018, dans le cadre de notre passage à l'IFRS 15, nous avons commencé à présenter le MFMPA mixte en tant que nouvel indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

³ Les PMPA mixtes ont été retraités pour 2017 selon des méthodes de comptabilisation des produits conformes à l'IFRS 15.

PRODUITS

Nos produits sont tributaires du nombre d'abonnés, des produits par abonné et des produits tirés de la vente d'appareils sans fil et des autres produits tirés du matériel.

Produits tirés des services

Les produits tirés des services comprennent les services facturés de la transmission de la voix et des données composés :

- des frais mensuels pour les services facturés et prépayés;
- de l'utilisation des services de transmission des données;
- du temps d'antenne;
- des appels interurbains;
- des services essentiels;
- des frais d'itinérance;
- de certains autres frais.

La hausse de 5 % des produits tirés des services au cours de l'exercice considéré est attribuable aux facteurs suivants :

- une augmentation de 3 % des PMPA mixtes, par suite essentiellement de l'adoption accrue de forfaits à tarifs plus élevés de nos diverses marques;
- un nombre d'abonnés accru aux services facturés.

L'augmentation de 4 % du MFMPA mixte est attribuable à la croissance des produits tirés des services mentionnée plus haut.

Nous croyons que la hausse des ajouts bruts et nets d'abonnés aux services facturés et le taux d'attrition moindre pour l'exercice considéré découlent de notre stratégie visant la bonification de l'expérience client grâce à l'amélioration de notre service à la clientèle et de la qualité toujours supérieure de notre réseau.

Produits tirés du matériel

Les produits tirés du matériel comprennent les produits tirés des ventes aux abonnés par l'intermédiaire des groupes de service à la clientèle de Sans-fil, de ses sites Web, de la télévente, des magasins de la Société et des courtiers, agents et détaillants indépendants.

La hausse de 17 % des produits tirés du matériel pour l'exercice considéré découle des éléments suivants :

- l'augmentation du nombre d'appareils à valeur plus élevée vendus;
- l'augmentation du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants.

CHARGES OPÉRATIONNELLES

Nous classons les charges opérationnelles en deux catégories :

- le coût des appareils et du matériel sans fil;
- toutes les autres charges engagées pour exercer les activités sur une base quotidienne, administrer les abonnements existants et attirer de nouveaux abonnés.

La hausse de 13 % du coût du matériel pour l'exercice considéré s'explique par les facteurs suivants :

- une migration constante des ventes d'appareils vers des téléphones intelligents à coût plus élevé;
- l'augmentation du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants.

La légère hausse des autres charges opérationnelles pour l'exercice à l'étude s'explique par les dépenses plus importantes associées aux volumes d'abonnés accrus et au coût plus élevé des appareils.

BAIJA AJUSTÉ

L'augmentation de 10 % du BAlIA ajusté au cours de l'exercice considéré s'explique par les solides retombées de la hausse des produits tirés des services, contrebalancées en partie par l'augmentation susmentionnée des charges opérationnelles.

CABLE

UN DES PLUS IMPORTANTS FOURNISSEURS DE SERVICES D'ACCÈS INTERNET HAUTE VITESSE, DE TÉLÉVISION PAR CÂBLE ET DE TÉLÉPHONIE

Au 31 décembre 2018, nous avions :

- environ 2,4 millions d'abonnés à nos services d'accès Internet haute vitesse;
- environ 1,7 million d'abonnés aux services de télévision, ce qui représente environ 27 % de tous les abonnés aux services de télévision par câble au Canada;
- environ 1,1 million d'abonnés à nos services de téléphonie;
- un réseau desservant environ 4,4 millions de foyers en Ontario, au Nouveau-Brunswick et sur l'île de Terre-Neuve.

RÉSULTATS FINANCIERS DE CABLE

(en millions de dollars, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
Produits			
Services d'accès Internet	2 114	1 967	7
Services de télévision	1 442	1 501	(4)
Services de téléphonie	363	411	(12)
Produits tirés des services	3 919	3 879	1
Produits tirés du matériel	13	15	(13)
Produits	3 932	3 894	1
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	21	20	5
Autres charges opérationnelles ²	2 037	2 055	(1)
Charges opérationnelles	2 058	2 075	(1)
BAlIA ajusté	1 874	1 819	3
Marge du BAlIA ajusté	47,7 %	46,7 %	1,0 pt
Dépenses d'investissement	1 429	1 334	7

¹ Depuis le 1^{er} janvier 2018 et de manière rétrospective, nous avons redéfini nos secteurs à présenter et les résultats financiers s'y rapportant. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités ».

² Les autres charges opérationnelles de 2017 ont été modifiées de manière rétrospective pour que la rémunération fondée sur des actions y soit incluse. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités ».

RÉSULTATS D'ABONNEMENTS DE CABLE¹

(en milliers)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	Variation
Services d'accès Internet ²			
Ajouts nets d'abonnés	109	95	14
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ³	2 430	2 321	109
Services de télévision			
Réductions nettes d'abonnés	(55)	(80)	25
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ³	1 685	1 740	(55)
Services de téléphonie			
Ajouts nets d'abonnés	8	14	(6)
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ³	1 116	1 108	8
Foyers branchés ³	4 361	4 307	54
Nombre total d'abonnés ⁴			
Ajouts nets d'abonnés	62	29	33
Nombre total d'abonnés ³	5 231	5 169	62

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Depuis le 1^{er} janvier 2018 et de manière rétrospective, les résultats portant sur le nombre d'abonnés à nos services d'accès Internet comprennent les abonnés au Système de domotique Rogers.

³ À la clôture de la période.

⁴ Comprend les services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie.

PRODUITS

Les produits tirés des services d'accès Internet comprennent :

- les produits tirés des abonnements mensuels et de l'utilisation excédentaire des consommateurs, petites entreprises, grandes sociétés, organismes du secteur public et revendeurs de services Internet en gros;
- les produits tirés des abonnements mensuels au Système de domotique Rogers;
- les produits tirés de la location de modems.

Les produits tirés des services de télévision comprennent :

- les services IPTV et les services de câble numériques, comme :
 - les frais de base;
 - les frais des forfaits;
 - les frais d'accès imposés à des tiers pour l'utilisation des réseaux;
 - les frais d'abonnement aux services supérieurs et spécialisés, notamment les frais de la programmation à la carte et liés à la vidéo sur demande;
- la location de terminaux de télévision.

Les produits tirés des services de téléphonie comprennent les produits tirés des services de téléphonie pour les consommateurs et les petites entreprises découlant :

- des frais de service mensuels;
- des fonctions supplémentaires comme la messagerie vocale, l'appel en attente et l'afficheur;
- des appels interurbains.

L'augmentation de 1 % des produits au cours de l'exercice considéré s'explique par :

- la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme offrant des vitesses et des capacités supérieures;
- l'incidence des modifications de tarifs pour les services;
- un nombre accru d'abonnés aux services d'accès Internet;
- facteurs en partie contrebalancés par l'offre de prix promotionnels aux abonnés;
- les réductions d'abonnés aux services de télévision.

Produits tirés des services d'accès Internet

L'augmentation de 7 % des produits tirés des services d'accès Internet est attribuable aux facteurs suivants :

- une migration générale des clients vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, 60 % de notre clientèle résidentielle abonnée aux services d'accès Internet bénéficiant d'un forfait de 100 mégabits par seconde ou plus (54 % en 2017);
- l'incidence des modifications de tarifs pour les services d'accès Internet;
- un nombre accru d'abonnés;
- facteurs partiellement contrebalancés par l'offre de prix promotionnels aux abonnés.

Produits tirés des services de télévision

La baisse de 4 % des produits tirés des services de télévision au cours de l'exercice considéré s'explique par :

- la réduction du nombre d'abonnés aux anciens services de télévision par rapport à l'exercice précédent;
- facteur en partie compensé par les nouveaux abonnés à Télé Élan pour l'exercice à l'étude par suite du lancement de ce service;
- les modifications de tarifs pour les services de télévision, déduction faite des prix promotionnels offerts aux abonnés.

Produits tirés des services de téléphonie

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 12 % au cours de l'exercice à l'étude en raison de l'offre de prix promotionnels aux abonnés.

Produits tirés du matériel

Les produits tirés du matériel comprennent les produits tirés de la vente de terminaux, de modems pour l'accès Internet et de matériel de domotique. Les produits tirés du matériel au cours de l'exercice considéré concordent avec ceux de l'exercice précédent.

CHARGES OPÉRATIONNELLES

Nous classons les charges opérationnelles de Cable en trois catégories :

- le coût de la programmation;
- le coût des produits tirés du matériel (terminaux, modems Internet et matériel de domotique);
- toutes les autres charges engagées pour exercer les activités sur une base quotidienne, administrer et fidéliser les abonnés existants et attirer de nouveaux abonnés.

Les charges opérationnelles ont diminué de 1 % au cours de l'exercice considéré, en raison de diverses mesures visant une hausse de l'efficience et de la productivité.

BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté a augmenté de 3 % au cours de l'exercice considéré en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

MEDIA

SOCIÉTÉ CANADIENNE DIVERSIFIÉE DANS LES MÉDIAS

Nous possédons un vaste portefeuille d'actifs de médias, qui comprend principalement :

- des actifs de divertissement et de médias sportifs, comme Sportsnet et les Blue Jays de Toronto;
- notre contrat national exclusif de 12 ans avec la LNH;
- des actifs de télédiffusion et de radiodiffusion de premier plan;
- des services d'achat multiplateformes télévisés et en ligne;
- des médias numériques;
- des actifs d'édition.

RÉSULTATS FINANCIERS DE MEDIA

(en millions de dollars, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	Variation en %
Produits	2 168	2 153	1
Charges opérationnelles ¹	1 972	2 026	(3)
BAlIA ajusté	196	127	54
Marge du BAlIA ajusté	9,0 %	5,9 %	3,1 pts
Dépenses d'investissement	90	83	8

¹ Les charges opérationnelles de 2017 ont été modifiées de manière rétrospective pour que la rémunération fondée sur des actions y soit incluse. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités ».

PRODUITS

Les produits de Media proviennent des sources suivantes :

- les ventes de publicité dans l'ensemble de ses propriétés de télédiffusion, de radiodiffusion, de médias numériques et d'édition;

- les abonnements aux produits de télévision et à ceux offerts par contournement;
- les ventes de billets, la redistribution de fonds et d'autres distributions de la ligue majeure de baseball et les ventes des concessions;
- la vente de produits aux particuliers;
- la diffusion des produits imprimés.

Les produits se sont légèrement accrus au cours de l'exercice considéré en raison des facteurs suivants :

- la hausse des produits provenant des Blue Jays de Toronto, par suite surtout d'une distribution versée par la ligue majeure de baseball;
- l'accroissement des produits tirés des abonnements à Sportsnet et des autres produits tirés des abonnements au réseau;
- facteurs en partie annulés par une diminution des produits tirés de la publicité.

CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles de Media se répartissent comme suit :

- le coût du contenu diffusé, y compris de la programmation sportive et de la production;
- les hausses salariales des joueurs des Blue Jays de Toronto;
- le coût des marchandises vendues;
- toutes les autres charges engagées pour exercer les activités sur une base quotidienne.

Les charges opérationnelles ont baissé de 3 % au cours de l'exercice considéré en raison de diverses mesures de réduction des coûts et d'amélioration de la productivité mises en application dans toutes les divisions.

BAlIA AJUSTÉ

L'accroissement de 54 % du BAlIA ajusté pour l'exercice considéré est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement comprennent les coûts liés à l'acquisition et à la mise en service d'immobilisations corporelles. Les activités ayant trait aux télécommunications nécessitent des investissements importants et soutenus, y compris des investissements dans de nouvelles technologies et dans l'expansion de la couverture géographique et de la capacité. Les dépenses liées à l'acquisition de licences de spectre ne figurent pas dans les dépenses d'investissement et n'entrent pas dans le calcul des flux de trésorerie disponibles ou de l'intensité du capital. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières », « Indicateurs clés de performance » et « Mesures non conformes aux PCGR » pour en savoir davantage.

Les dépenses d'investissement sont importantes et ont une incidence significative sur nos flux de trésorerie. C'est pourquoi la direction se concentre sur leur planification, leur financement et leur gestion.

Les dépenses d'investissement avant les variations connexes du fonds de roulement hors trésorerie représentent des immobilisations dont la Société a acquis le titre de propriété. Nous sommes d'avis que cette mesure rend mieux compte du coût des immobilisations corporelles pour une période donnée et représente une mesure plus simple aux fins de comparaison entre deux périodes.

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
Dépenses d'investissement²			
Sans-fil	1 086	806	35
Cable	1 429	1 334	7
Media	90	83	8
Siège social	210	287	(27)
Dépenses d'investissement avant le produit de la sortie			
Produit de la sortie	2 815	2 510	12
Produit de la sortie	(25)	(74)	(66)
Dépenses d'investissement²			
Intensité du capital ³	18,5 %	17,0 %	1,5 pt

¹ Depuis le 1^{er} janvier 2018 et de manière rétrospective, nous avons redéfini nos secteurs à présenter et les résultats financiers s'y rapportant. Par conséquent, certains chiffres ont été retraités à des fins de comparaison. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités ».

² Comptiennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.

³ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

SANS-FIL

L'augmentation des dépenses d'investissement de Sans-fil pour l'exercice à l'étude découle des investissements consacrés à la mise à niveau de notre réseau sans fil pour que nous puissions continuer d'offrir à nos clients une performance fiable. Nous avons continué d'étendre notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4,5G qui est aussi prête pour la 5G.

En 2017, nous avons acquis une licence d'utilisation de spectre pour 184 millions de dollars, qui ne figure pas dans le tableau ci-dessus. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».

CABLE

L'augmentation des dépenses d'investissement de Cable au cours de l'exercice considéré découle des investissements plus importants que nous avons consacrés à l'infrastructure du réseau, en partie pour le lancement du service Télé Élan qui utilise la plateforme vidéo IP X1 de Comcast, et des ajouts accrus de matériel installé chez l'abonné en 2018. Nous avons continué la mise à niveau de notre infrastructure hybride fibre optique-câble coaxial au moyen du déploiement additionnel de fibre optique et d'améliorations apportées à la technologie DOCSIS. Ce déploiement et ces améliorations viendront réduire le nombre de foyers branchés par noeud et intégreront les technologies les plus récentes qui contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable.

MEDIA

La hausse des dépenses d'investissement du secteur Media au cours de l'exercice considéré découle des investissements plus importants dans le Centre Rogers, en partie annulés par les investissements moins élevés dans notre infrastructure de diffusion.

SIÈGE SOCIAL

La diminution des dépenses d'investissement du siège social pour l'exercice à l'étude s'explique par les investissements supérieurs consacrés à la technologie de l'information en 2017.

PRODUIT DE LA SORTIE D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nous avons vendu certains actifs pour un produit totalisant 25 millions de dollars en 2018 (74 millions de dollars en 2017).

INTENSITÉ DU CAPITAL

L'intensité du capital a augmenté au cours de l'exercice en raison de la hausse des dépenses d'investissement décrite plus haut, qui a été compensée en partie par l'augmentation des produits.

REVUE DE LA PERFORMANCE CONSOLIDÉE

La présente rubrique analyse notre bénéfice net ainsi que d'autres charges qui n'ont pas été analysées au préalable.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
BAlIA ajusté ²	5 983	5 502	9
Déduire (ajouter) :			
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	2 211	2 142	3
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(16)	(49)	(67)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	210	152	38
Charges financières	793	746	6
Autres produits	(32)	(19)	68
Charge d'impôt sur le résultat	758	685	11
Bénéfice net	2 059	1 845	12

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

BAIJA AJUSTÉ

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Principales variations des résultats financiers par rapport à 2017 » pour obtenir une analyse de la hausse du BAlIA ajusté de l'exercice considéré.

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	2 174	2 087	4
Amortissement des immobilisations incorporelles	37	55	(33)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	2 211	2 142	3

Le montant total des amortissements a augmenté au cours de l'exercice considéré en raison principalement de la hausse des dépenses d'investissement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

FRAIS DE RESTRUCTURATION, COÛTS D'ACQUISITION ET AUTRES CHARGES

Au cours de l'exercice à l'étude, nous avons engagé 210 millions de dollars (152 millions de dollars en 2017) en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. En 2018, ces charges se comptaient principalement d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs et de certains frais de résiliation de contrats liés aux événements sportifs. En 2017, ces charges se comptaient principalement d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs et des coûts se rapportant à des recours collectifs.

CHARGES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	709	740	(4)
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	14	12	17
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	28	-	n. s.
Perte (profit) de change	136	(107)	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	(95)	99	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(20)	(18)	11
Autres	21	20	5
Total des charges financières	793	746	6

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et la dette à long terme.

Intérêts sur les emprunts

Les intérêts sur les emprunts ont été moins élevés pour l'exercice considéré en raison de la proportion plus grande par rapport à 2017 des emprunts effectués aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains, sur lequel les intérêts sont moins élevés, et du rachat anticipé de nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains, en avril 2018. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les charges financières connexes.

Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme

Nous avons comptabilisé une perte liée aux remboursements sur la dette à long terme de 28 millions de dollars au cours de l'exercice à l'étude, ce qui reflète le paiement des primes de remboursement liées au remboursement de billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains effectué en avril 2018, lesquels billets étaient remboursables en août 2018.

Change et variation de la juste valeur des instruments dérivés

En 2018, la totalité de nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains était couverte à des fins comptables. Les pertes de change comptabilisées en 2018 étaient principalement liées à nos emprunts effectués aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains, dont les dérivés liés à la dette connexes n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables en raison de leur nature à court terme. Les profits de change enregistrés en 2017 découlait aussi d'emprunts effectués aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains, ainsi que d'emprunts sur les facilités de crédit libellés en dollars

américains. Les profits et les pertes de change sont généralement contrebalancés en grande partie par un montant correspondant comptabilisé dans la variation de la juste valeur des instruments dérivés.

Au cours de l'exercice, nous avons déterminé qu'il nous serait désormais impossible d'exercer certains dérivés liés aux contrats à terme sur obligations sur dix ans dans le respect de la période désignée initiale. Par conséquent, nous avons mis fin à la comptabilité de couverture visant ces dérivés liés aux contrats à terme et reclassé une perte de 21 millions de dollars de la réserve de couverture comprise dans les capitaux propres aux charges financières (comptabilisées dans la variation de la juste valeur des instruments dérivés). Par la suite, nous avons prolongé la durée des contrats à terme sur obligations jusqu'au 31 mai 2019, avec la possibilité de la prolonger davantage, et les avons désignés à nouveau comme couvertures efficaces.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les charges financières connexes.

AUTRES PRODUITS

En 2017, nous avons comptabilisé un recouvrement de 20 millions de dollars sur la reprise d'une provision se rapportant à shomi.

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le tableau présenté ci-après fait état des écarts entre la charge d'impôt sur le résultat calculée en appliquant le taux d'impôt prévu par la loi au bénéfice avant impôt sur le résultat et la charge d'impôt sur le résultat réelle pour l'exercice.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)		
Taux d'impôt prévu par la loi	26,7 %	26,7 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	2 817	2 530
Charge d'impôt sur le résultat calculée	752	676
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :		
Rémunération fondée sur des actions non déductible	5	9
Partie non déductible des pertes au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	1	-
Perte non déductible sur des placements évalués à la JVAÉRG	-	7
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	-	2
Tranche non imposable des gains en capital	(9)	(10)
Autres éléments	9	1
Total de la charge d'impôt sur le résultat	758	685
Taux d'impôt effectif	26,9 %	27,1 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	370	475

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

Le taux d'impôt effectif de la Société a atteint 26,9 % pour l'exercice considéré, contre 27,1 % pour 2017. Le taux d'impôt effectif pour 2018 était supérieur au taux d'impôt prévu par la loi essentiellement en raison de la rémunération fondée sur des actions non déductible.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours de l'exercice à l'étude a diminué principalement en raison du calendrier des versements d'acomptes provisionnels.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net a progressé de 12 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Principales variations des résultats financiers par rapport à 2017 » pour un complément d'information.

	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	(chiffres retraités) ¹	Variation en %
(en millions de dollars, sauf les montants par action)			
Bénéfice net	2 059	1 845	12
Bénéfice de base par action	4,00 \$	3,58 \$	12
Bénéfice dilué par action	3,99 \$	3,57 \$	12

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

RÉSULTAT NET AJUSTÉ

Le résultat net ajusté a été plus élevé de 18 % comparativement à celui de 2017, principalement en raison de l'augmentation du BAIIA ajusté et des autres produits, partiellement contrebalancée par la hausse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et de la charge d'impôt sur le résultat.

	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	(chiffres retraités) ¹	Variation en %
(en millions de dollars, sauf les montants par action)			
BAIIA ajusté ²	5 983	5 502	9
Déduire (ajouter) :			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 211	2 142	3
Charges financières ³	744	746	-
Autres (produits) charges ⁴	(32)	1	n. s.
Charge d'impôt sur le résultat ⁵	819	711	15
Résultat net ajusté ²	2 241	1 902	18
Résultat par action de base ajusté ²	4,35 \$	3,69 \$	18
Résultat par action dilué ajusté ²	4,34 \$	3,68 \$	18

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison

avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

³ Les charges financières ne tiennent pas compte de la perte de 21 millions de dollars liée à l'abandon de la comptabilité de couverture à l'égard de certains contrats à terme sur obligations pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (néant en 2017) et de la perte de 28 millions de dollars liée aux remboursements sur la dette à long terme pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (néant en 2017).

⁴ Les autres charges de 2017 ne tiennent pas compte du recouvrement de 20 millions de dollars sur la reprise d'une provision se rapportant à la liquidation de shomi.

⁵ La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 61 millions de dollars (recouvrement de 28 millions de dollars en 2017) pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 lié à l'incidence fiscale des éléments ajustés. La charge d'impôt sur le résultat de 2017 excluait également une charge de 2 millions de dollars pour la réévaluation des soldes d'impôt différés en raison de changements apportés au taux d'impôt prévu par la loi.

MEMBRES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel représentent une part significative des charges de la Société. Au 31 décembre 2018, la Société comptait environ 26 100 employés (24 500 en 2017) dans l'ensemble de ses groupes opérationnels, y compris les services partagés et le siège social. Le total des salaires et avantages du personnel pour les membres du personnel à temps plein et à temps partiel en 2018 s'est chiffré à 2 089 millions de dollars (2 111 millions de dollars en 2017).

RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2017 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2016

Le 1^{er} janvier 2018, date d'adoption de l'IFRS 15, nous avons pris la décision de retraitier les chiffres présentés pour 2017, conformément à la nouvelle norme comptable. Les chiffres des périodes antérieures à 2017 n'ont pas été retraités. En raison de cette décision et à des fins de comparaison, les résultats de l'exercice 2017 complet comparativement à ceux de l'exercice 2016 complet figurant ci-dessous présentent les chiffres préparés conformément aux normes comptables en vigueur avant l'adoption de l'IFRS 15. Un sommaire de ces résultats est présenté dans le tableau ci-dessous.

De plus, depuis le 1^{er} janvier 2018, nous utilisons le BAIIA ajusté comme indicateur clé du résultat; cette mesure remplace notre précédente mesure non conforme aux PCGR, le résultat d'exploitation ajusté. Nous avons également redéfini nos secteurs à présenter de telle sorte que les résultats de nos anciens secteurs Cable et Solutions d'Affaires et du Système de domotique Rogers sont présentés ensemble, au sein d'un secteur Cable redéfini. Tous les résultats touchés par ces changements figurant dans le présent rapport de gestion ont été retraités de manière rétrospective pour que les changements apportés à la mesure du résultat net et la redéfinition de nos secteurs à présenter soient pris en compte.

(en millions de dollars, sauf les marges)	Exercices clos les 31 décembre		
	2017 ¹	2016 ¹	Variation en %
Produits			
Sans-fil	8 343	7 916	5
Cable	3 894	3 871	1
Media	2 153	2 146	-
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(247)	(231)	7
Produit	14 143	13 702	3
Total des produits tirés des services ²	13 560	13 027	4
BAIIA ajusté ³			
Sans-fil	3 542	3 262	9
Cable	1 819	1 773	3
Media	127	159	(20)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(170)	(163)	4
BAIIA ajusté ³	5 318	5 031	6
Marge du BAIIA ajusté ³	37,6 %	36,7 %	0,9 pt
Résultat net	1 711	835	105
Résultat net ajusté ³	1 768	1 432	23

¹ Montants calculés selon une méthode conforme aux méthodes de comptabilisation des produits que nous utilisions avant l'adoption de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Produits

Les produits consolidés avaient augmenté de 3 % en 2017, rendant compte de la croissance de 5 % des produits de Sans-fil et des légères hausses des produits de Cable et de Media. Les produits tirés du secteur Sans-fil avaient progressé sous l'effet de l'adoption soutenue des forfaits Partagez tout de Rogers. Les produits de Cable avaient augmenté de 1 % sous l'effet de la croissance des produits tirés des services d'accès Internet découlant de l'augmentation du nombre d'abonnés et de la migration des clients vers des vitesses d'accès Internet et des capacités d'utilisation supérieures, annulée en partie par le recul du nombre d'abonnés aux services de télévision et l'incidence des forfaits de téléphonie à tarifs réduits. Les produits tirés de Media avaient légèrement augmenté, car la hausse des produits liés aux sports grâce à la vigueur de Sportsnet, les ventes plus élevées de TSC et les produits plus élevés tirés de la publicité conventionnelle télévisée avaient été en partie annulés par la baisse des produits tirés des activités liées à l'édition imputable au repositionnement stratégique vers les médias numériques annoncé en 2016.

BAlIA ajusté

Le BAlIA ajusté consolidé s'était accru en 2017 pour se chiffrer à 5 318 millions de dollars, rendant compte des hausses de Sans-fil et de Cable, partiellement contrebalancées par la baisse de Media. Le BAlIA ajusté de Sans-fil avait augmenté de 9 % en raison de l'adoption constante de forfaits de services à tarifs plus élevés, qui avait été annulée en partie par des coûts plus importants associés aux volumes accrus et au coût plus élevé des appareils. Le BAlIA ajusté de Cable avait augmenté de 3 % en 2017 par suite de la solide croissance des produits tirés des services d'accès Internet et de diverses mesures favorisant l'efficience des coûts et la productivité. Enfin, le BAlIA ajusté de Media avait diminué principalement à cause des hausses salariales des joueurs des Blue Jays de Toronto (y compris l'incidence du change) et de la hausse des coûts liés aux marchandises vendues par TSC, facteurs qui avaient été compensés en partie par la hausse des produits mentionnée ci-dessus.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net avait augmenté, passant de 835 millions de dollars en 2016 à 1 711 millions de dollars en 2017, en raison surtout de la perte de valeur et des charges connexes que nous avions comptabilisées en 2016 par suite de notre décision d'interrompre le développement de notre produit IPTV traditionnel et de conclure un partenariat à long terme avec Comcast dans le but d'offrir sa plateforme vidéo IP X1 sous l'appellation Télé Élan, de la baisse des frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges ainsi que des pertes de l'exercice précédent au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence associées à la liquidation de shomi.

Le résultat net ajusté avait affiché une hausse, passant de 1 432 millions de dollars en 2016 à 1 768 millions de dollars en 2017, en raison de l'accroissement du BAlIA ajusté et de la baisse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, annulés en partie par l'augmentation de la charge d'impôt sur le résultat.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les résultats financiers consolidés trimestriels et les indicateurs clés de performance pour les exercices 2018 et 2017.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS TRIMESTRIELS

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2018				2017 ¹					
	Exercice complet	T4	T3	T2	T1	Exercice complet	T4	T3	T2	T1
Produits										
Sans-fil	9 200	2 464	2 331	2 214	2 191	8 569	2 288	2 203	2 076	2 002
Câble	3 932	989	983	991	969	3 894	981	977	976	960
Media	2 168	540	488	608	532	2 153	526	516	637	474
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(204)	(55)	(33)	(57)	(59)	(247)	(64)	(50)	(69)	(64)
Total des produits	15 096	3 938	3 769	3 756	3 633	14 369	3 731	3 646	3 620	3 372
Total des produits tirés des services ²	12 974	3 276	3 271	3 300	3 127	12 550	3 164	3 196	3 221	2 969
BAlIA ajusté										
Sans-fil	4 090	1 028	1 099	1 029	934	3 726	965	1 017	915	829
Câble	1 874	489	490	462	433	1 819	477	471	455	416
Media	196	40	73	60	23	127	37	61	59	(30)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(177)	(36)	(42)	(47)	(52)	(170)	(43)	(46)	(40)	(41)
BAlIA ajusté ³	5 983	1 521	1 620	1 504	1 338	5 502	1 436	1 503	1 389	1 174
Déduire (ajouter) :										
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 211	564	558	545	544	2 142	531	531	535	545
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(16)	-	(5)	-	(11)	(49)	-	-	(49)	-
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	210	94	47	26	43	152	31	59	34	28
Charges financières	793	205	176	193	219	746	184	183	189	190
Autres (produits) charges	(32)	(26)	15	2	(23)	(19)	3	20	(31)	(11)
Bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat	2 817	684	829	738	566	2 530	687	710	711	422
Charge d'impôt sur le résultat	758	182	235	200	141	685	188	202	183	112
Bénéfice net	2 059	502	594	538	425	1 845	499	508	528	310
Bénéfice par action										
De base	4,00 \$	0,97 \$	1,15 \$	1,04 \$	0,83 \$	3,58 \$	0,97 \$	0,99 \$	1,03 \$	0,60 \$
Dilué(e)	3,99 \$	0,97 \$	1,15 \$	1,04 \$	0,80 \$	3,57 \$	0,97 \$	0,98 \$	1,02 \$	0,60 \$
Bénéfice net	2 059	502	594	538	425	1 845	499	508	528	310
Ajouter (déduire) :										
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	210	94	47	26	43	152	31	59	34	28
Perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations	21	21	-	-	-	-	-	-	-	-
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	28	-	-	-	28	-	-	-	-	-
(Recouvrement) perte sur la liquidation de shomi	-	-	-	-	-	(20)	-	-	(20)	-
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(16)	-	(5)	-	(11)	(49)	-	-	(49)	-
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(61)	(32)	(11)	(10)	(8)	(28)	(7)	(16)	3	(8)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-
Résultat net ajusté ³	2 241	585	625	554	477	1 902	525	551	496	330
Résultat par action ajusté ³										
De base	4,35 \$	1,14 \$	1,21 \$	1,08 \$	0,93 \$	3,69 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,96 \$	0,64 \$
Dilué	4,34 \$	1,13 \$	1,21 \$	1,07 \$	0,90 \$	3,68 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,96 \$	0,64 \$
Dépenses d'investissement	2 790	828	700	657	605	2 436	841	658	451	486
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	4 288	1 051	1 304	1 048	885	3 938	1 142	1 377	823	596
Flux de trésorerie disponibles ³	1 771	275	550	562	384	1 685	230	523	607	325

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAlIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2018

L'analyse des résultats de la présente section compare le quatrième trimestre de 2018 avec le quatrième trimestre de 2017.

Hausse des produits

Les produits consolidés ont augmenté de 6 % au quatrième trimestre, en grande partie sous l'effet de la croissance de 5 % des produits tirés des services de Sans-fil.

La croissance du secteur Sans-fil est attribuable à notre approche équilibrée qui consiste à poursuivre la monétisation de la demande grandissante à l'égard des données ainsi qu'à notre approche disciplinée de gestion des abonnés. Les produits tirés du matériel de Sans-fil se sont accrus de 17 % au quatrième trimestre sous l'effet de la hausse des ventes d'appareils à valeur plus élevée et de l'augmentation du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants.

Les produits de Cable ont augmenté de 1 % au quatrième trimestre, car la croissance de 6 % des produits tirés des services d'accès Internet a continué de stimuler les résultats du secteur. Au cours du trimestre à l'étude, nous avons enregistré des ajouts nets de 25 000 abonnés aux services d'accès Internet.

Les produits de Media ont progressé de 3 % au quatrième trimestre en raison principalement de la hausse des produits tirés de la publicité et des événements sportifs.

Augmentation du BAIIA ajusté

Au quatrième trimestre, le BAIIA ajusté a augmenté de 6 % sous l'effet de la croissance de 7 % du BAIIA ajusté de Sans-fil qui a découlé de la solide progression des produits du secteur, en partie annulée par les investissements consacrés au personnel de première ligne.

Le BAIIA ajusté de Cable a augmenté de 3 % au quatrième trimestre, essentiellement grâce à la migration constante de la composition des produits au profit de services d'accès Internet à marge supérieure et à diverses mesures de réduction des coûts.

Le BAIIA ajusté du secteur Media a progressé de 8 % pour le quatrième trimestre sous l'effet de la hausse des produits.

Bénéfice net et résultat net ajusté supérieurs

Le bénéfice net et le résultat net ont augmenté au quatrième trimestre de 1 % et de 11 %, respectivement, sous l'effet surtout de la hausse du BAIIA ajusté, en partie annulée par l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

TENDANCES TRIMESTrielLES ET CARACTÈRE SAISONNIER

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres.

D'autres fluctuations du bénéfice net d'un trimestre à l'autre peuvent également être attribuées aux pertes liées aux remboursements sur la dette, aux profits et pertes de change, à la

variation de la juste valeur des instruments dérivés, aux autres produits et charges, à la dépréciation d'actifs ainsi qu'aux variations de la charge d'impôt sur le résultat.

Sans-fil

Les tendances à l'égard des produits et du BAIIA ajusté de Sans-fil reflètent :

- l'augmentation du nombre d'abonnés aux services sans fil de transmission de la voix et des données;
- l'utilisation accrue des services sans fil de transmission des données;
- la hausse des ventes d'appareils sans fil découlant de l'engouement des clients pour les téléphones intelligents;
- un taux d'attrition moindre des services facturés, qui commencent selon nous à refléter les effets de nos efforts d'amélioration du service à la clientèle;
- l'accroissement des produits tirés des services d'itinérance par suite de l'utilisation accrue de nos services Partout chez vous et Fido Nomade;
- facteurs en partie annulés par la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix, les plans tarifaires incorporant de plus en plus de minutes mensuelles et d'options d'appel, comme des appels interurbains.

Les tendances à l'égard du BAIIA ajusté de Sans-fil reflètent :

- la hausse des subventions visant les appareils sans fil, qui annule l'accroissement des ventes de ces appareils, puisque davantage de clients troquent leur appareil pour un téléphone intelligent à coût plus élevé;
- l'augmentation des coûts des services de transmission de la voix et des données découlant du nombre grandissant d'abonnés.

Nous continuons à cibler une croissance interne des abonnés aux services facturés générant des produits plus élevés. Nous avons conservé un équilibre relatif entre le nombre d'abonnés aux services facturés et aux services prépayés. Les forfaits prépayés se dotent de caractéristiques semblables à celles des forfaits facturés typiques. Nous pensons que cette évolution procure aux consommateurs un choix élargi en ce qui a trait aux services prépayés ou facturés. La croissance de notre clientèle au fil du temps a donné lieu à des coûts plus élevés au titre du service à la clientèle, de la fidélisation et du recouvrement; toutefois, la majeure partie de ces augmentations de coûts a été annulée par des gains d'efficience opérationnelle.

Les résultats opérationnels de Sans-fil fluctuent selon le moment auquel nous engageons des dépenses de commercialisation et de promotion et par suite d'une augmentation des ajouts d'abonnés et des subventions connexes, qui donnent lieu à une augmentation des coûts d'acquisition d'abonnés et des frais de mise en service connexes, généralement aux troisième et quatrième trimestres. Cependant, les périodes où l'activité est plus grande peuvent avoir une incidence défavorable sur les taux d'attrition des abonnés en raison de l'intensification de la concurrence. C'est aux troisième et quatrième trimestres que se manifestent des volumes d'activité plus élevés liés aux comportements saisonniers en matière de consommation que l'on attribue à la rentrée scolaire et à la période des Fêtes. Des offres promotionnelles énergiques sont souvent présentées pendant ces périodes et ont une incidence sur les résultats au chapitre du nombre d'abonnés. En revanche, les ajouts d'abonnés ont tendance à être moins nombreux au premier trimestre.

Le lancement de nouveaux appareils sans fil populaires peut aussi influer sur l'activité des abonnés. Le lancement d'appareils très attendus se produit en général à l'automne. Les produits tirés des services d'itinérance de Sans-fil dépendent, eux, des volumes de déplacements des clients et du moment où ils les font, qui dépendent à leur tour du taux de change du dollar canadien et de la conjoncture économique d'ensemble.

L'application de l'IFRS 15 a un effet considérable sur le moment où sont comptabilisés les résultats de notre secteur Sans-fil et sur leur classement. Elle n'a pas d'incidence sur nos flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ni sur les méthodes et les facteurs économiques sous-jacents que nous utilisons dans nos transactions avec nos clients. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables » pour obtenir de plus amples renseignements.

Cable

Les tendances à l'égard des produits tirés des services de Cable sont surtout attribuables :

- à la hausse des frais d'abonnement à Internet, les clients passant de plus en plus à des services offrant des vitesses supérieures, dont ceux à utilisation illimitée;
- à des augmentations généralisées des tarifs;
- à l'abandon progressif par les clients d'affaires des services traditionnels hors réseau à marge inférieure de transmission de la voix interurbains et des données au profit des services de prochaine génération à marge supérieure et des activités des centres de données;
- facteurs contrebalancés en partie par des réductions du nombre d'abonnés aux services de télévision au profit de la concurrence;
- le passage, par certains abonnés aux services de télévision, à des forfaits de services plus limités;
- l'augmentation moins marquée de l'utilisation des produits et services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie étant donné que les forfaits de services regroupent de plus en plus de fonctions comme l'utilisation illimitée ou un plus grand nombre de canaux de télédiffusion.

Les tendances à l'égard du BAIIA ajusté de Cable reflètent essentiellement :

- la hausse des marges opérationnelles liées à Internet sous l'effet de la migration vers des services d'accès Internet au détriment de la télédiffusion conventionnelle;
- facteur annulé en partie par l'augmentation des frais des fournisseurs de contenu de premier ordre pour les services de télévision en raison du regroupement de plus d'offres à valeur ajoutée dans les produits du secteur Cable.

Les résultats opérationnels de Cable sont soumis à de légères fluctuations saisonnières sur le plan des mises en service ou hors service résultant habituellement :

- du déménagement des étudiants des collèges et universités habitant dans des résidences pour étudiants, qui déménagent au début du deuxième trimestre et se désabonnent ou qui emménagent à la fin du troisième trimestre et s'abonnent à la câblodistribution;
- des clients qui se désabonnent temporairement pendant des vacances prolongées ou pendant des déplacements saisonniers;
- de la concentration habituelle de nos activités de commercialisation au quatrième trimestre.

Les résultats opérationnels de Cable suivent aussi les tendances en matière de branchement minimalistre et de débranchement, ce qui a donné lieu à une baisse du nombre d'abonnés qui recourent à la câblodistribution pour regarder la télévision et à moins de clients qui s'abonnent aux services de télévision. Par ailleurs, la tendance à utiliser des produits sans fil, Internet ou les médias sociaux au lieu de produits de téléphonie résidentielle traditionnels a entraîné une diminution des abonnés aux services de téléphonie. En règle générale, les résultats de Cable rattachés aux clients d'affaires ne présentent pas d'aspects saisonniers particuliers.

Media

Les tendances quant aux résultats de Media reflètent, en règle générale :

- les fluctuations des conditions des marchés au chapitre de la consommation et de la publicité;
- l'accroissement des tarifs d'abonnement;
- la hausse des droits afférents à la diffusion de divertissement sportif, y compris les hausses prévues par notre accord de licence avec la LNH;
- l'investissement soutenu dans la programmation télévisée spécialisée et aux heures de grande écoute se rapportant à nos réseaux de diffusion (comme City) et à nos chaînes spécialisées (comme FX Canada).

Les fluctuations saisonnières découlent :

- de périodes au cours desquelles la demande des consommateurs s'accroît et de leur incidence sur l'évolution des cycles de la publicité et des ventes au détail connexes, qui tend à être plus marquée au quatrième trimestre sous l'effet des dépenses des Fêtes et moins marquée au premier trimestre;
- de la saison de la MLB, dont les effets sont les suivants :
 - les matchs sont disputés surtout au printemps, à l'été et à l'automne, soit généralement aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice;
 - les produits tirés des ventes de billets le jour des matchs, de produits dérivés et de la publicité sont concentrés au printemps, à l'été et à l'automne, soit généralement aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, et les matchs hors saison régulière génèrent des produits publicitaires plus importants et des produits additionnels tirés des ventes de billets le jour des matchs et des ventes de produits dérivés lorsque les Blue Jays de Toronto font partie des séries éliminatoires, si c'est le cas;
 - les coûts de programmation et de production et les salaires des joueurs sont passés en charges en fonction du nombre de parties diffusées ou disputées, selon le cas;
- de la saison de la LNH, dont les effets sur la saisonnalité sont les suivants :
 - les matchs de la saison régulière sont disputés surtout à l'automne et en hiver, soit aux premier et quatrième trimestres de l'exercice, tandis que ceux des séries éliminatoires sont concentrés au printemps, soit le deuxième trimestre de l'exercice. Nous nous attendons à une corrélation entre la qualité des produits et du résultat et la durée de la participation des équipes canadiennes aux séries éliminatoires;
 - les coûts de programmation et de production sont passés en charges en fonction du calendrier de diffusion ou d'utilisation prévue des droits;

- les produits de publicité et les charges de programmation sont concentrés à l'automne, à l'hiver et au printemps, les matchs des séries éliminatoires générant des produits publicitaires plus importants.

Autres charges

Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont tendance à augmenter depuis quelques années par suite de l'accroissement de nos actifs amortissables,

considérablement lié au déploiement et à l'expansion récents de notre réseau sans fil. Cette hausse est due directement aux dépenses d'investissement accrues au cours de l'exercice considéré et du précédent, occasionnées par la mise à niveau de notre réseau sans fil, l'acquisition de matériel installé chez l'abonné ainsi que le lancement des services Télé Élan et Internet Gigabit Élan et l'ajout de la télévision 4K à notre réseau par câble. Nous prévoyons que les amortissements concorderont avec les dépenses d'investissement en cours.

SURVOL DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	2017		Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
	2018	(chiffres retraités) ¹			
Actifs					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	405	—	405	—	Se reporter à la rubrique « Provenance et affectation de la trésorerie ».
Débiteurs	2 259	2 035	224	11	Rend compte d'une hausse des créances clients entraînée par l'accroissement des produits et certaines autres charges à payer.
Stocks	466	435	31	7	n. s.
Partie courante des actifs sur contrat	1 052	820	232	28	Rend compte de la hausse nette des contrats conclus avec des clients.
Autres actifs courants	436	414	22	5	n. s.
Partie courante des instruments dérivés	270	421	(151)	(36)	Rend principalement compte du règlement des dérivés liés à la dette se rapportant au remboursement de nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des actifs courants	4 888	4 125	763	18	
Immobilisations corporelles	11 780	11 143	637	6	Rend principalement compte des dépenses d'investissement, contrebalancées en partie par la charge d'amortissement. Se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement ».
Immobilisations incorporelles	7 205	7 244	(39)	(1)	Rend compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles.
Placements	2 134	2 561	(427)	(17)	Rend principalement compte des diminutions de la juste valeur de certains placements négociables en bourse.
Instruments dérivés	1 339	953	386	41	Rend principalement compte des variations de la valeur de marché de nos dérivés liés à la dette et dérivés liés aux dépenses par suite de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Actifs sur contrat	535	413	122	30	Rend compte de la hausse nette des contrats conclus avec des clients.
Autres actifs à long terme	132	143	(11)	(8)	n. s.
Actifs d'impôt différé	—	3	(3)	(100)	n. s.
Goodwill	3 905	3 905	—	—	n. s.
Total des actifs	31 918	30 490	1 428	5	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Avances bancaires	—	6	(6)	n. s.	Se reporter à la rubrique « Provenance et affectation de la trésorerie ».
Emprunts à court terme	2 255	1 585	670	42	Rend compte des emprunts additionnels effectués aux termes du programme de papier commercial libellé en dollars américains.
Créditeurs et charges à payer	3 052	2 931	121	4	Rend principalement compte d'une hausse globale des dettes fournisseurs en raison du calendrier des paiements effectués.
Impôt sur le résultat à payer	177	62	115	185	Rend compte du calendrier des acomptes provisionnels effectués.
Autres passifs courants	132	132	—	—	n. s.
Passifs sur contrat	233	278	(45)	(16)	Rend compte de la baisse des dépôts de clients se rapportant aux Blue Jays de Toronto.
Partie courante de la dette à long terme	900	1 756	(856)	(49)	Rend compte du remboursement de nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains en avril 2018, en partie contrebalancé par le reclassement hors des éléments à long terme d'un montant totalisant 900 millions de dollars de nos billets de premier rang arrivant à échéance en 2019.
Partie courante des instruments dérivés	87	133	(46)	(35)	Rend principalement compte des variations des valeurs de marché de nos dérivés liés aux dépenses, par suite de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des passifs courants	6 836	6 883	(47)	(1)	
Provisions	35	35	—	—	n. s.
Dette à long terme	13 390	12 692	698	5	Rend principalement compte de l'émission de billets de premier rang de 750 millions de dollars américains et de la réévaluation du change, en partie contrebalancées par le reclassement dans les éléments courants d'un montant totalisant 900 millions de dollars de nos billets de premier rang.
Instruments dérivés	22	147	(125)	(85)	Rend compte des variations des valeurs de marché de nos dérivés liés à la dette, principalement par suite de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Autres passifs à long terme	546	613	(67)	(11)	Rend compte principalement d'une diminution de notre passif net lié aux régimes de retraite par suite de l'augmentation de la juste valeur des actifs des régimes.
Passifs d'impôt différé	2 910	2 624	286	11	Rend principalement compte de l'augmentation des différences temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs.
Total des passifs	23 739	22 994	745	3	
Capitaux propres	8 179	7 496	683	9	Rend compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	31 918	30 490	1 428	5	

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

PROVENANCE ET AFFECTATION DE LA TRÉSORERIE

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES, ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
(en millions de dollars)		
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	5 498	5 312
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(114)	(164)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	5 384	5 148
Impôt sur le résultat payé	(370)	(475)
Intérêts payés	(726)	(735)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	4 288	3 938
Activités d'investissement		
Dépenses d'investissement	(2 790)	(2 436)
Entrées de droits de diffusion	(54)	(59)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux dépenses d'investissement et aux immobilisations incorporelles	(125)	109
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	–	(184)
Autres	25	(60)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(2 944)	(2 630)
Activités de financement		
Produit reçu sur les emprunts à court terme, montant net	508	858
Remboursement sur les titres d'emprunt à long terme, montant net	(823)	(1 034)
Produit reçu (paiements versés) au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	388	(79)
Coûts de transaction engagés	(18)	–
Dividendes payés	(988)	(988)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(933)	(1 243)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	411	65
Avances bancaires à l'ouverture de l'exercice	(6)	(71)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à la clôture de l'exercice	405	(6)

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

La hausse des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour l'exercice considéré est attribuable à l'augmentation du résultat net, à la baisse de l'impôt sur le résultat payé et à la diminution de l'investissement net dans les éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement

Le montant net des dépenses d'investissement s'est chiffré à 2 790 millions de dollars pour l'exercice considéré, avant la variation connexe des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, soit 15 % de plus qu'en 2017. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Acquisitions et autres transactions stratégiques

Nous n'avons réalisé aucune acquisition importante ni autre transaction stratégique en 2018. En juin 2017, par suite de l'obtention des approbations requises des organismes de réglementation, nous avons acquis de Québecor inc. une licence d'utilisation du spectre SSFE-1, aux termes d'une convention déjà conclue, au prix de 184 millions de dollars. À la clôture de l'acquisition, nous avons comptabilisé la licence d'utilisation de spectre comme une immobilisation incorporelle de 184 millions de dollars, y compris les coûts directement attribuables. Cette licence nous procure une plus grande capacité sans fil dans la région du Grand Toronto.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pendant l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons reçu des sommes nettes de 55 millions de dollars (remboursé des sommes nettes de 255 millions de dollars en 2017) sur nos emprunts à court

terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des débiteurs et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-contre présente un sommaire de nos emprunts à court terme aux 31 décembre 2018 et 2017.

Le tableau ci-dessous et les paragraphes qui l'accompagnent présentent le sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Exercice clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	15 262	1,29	19 752	8 267	1,30	10 712
Remboursements sur le papier commercial libellé en dollars américains	(14 858)	1,30	(19 244)	(7 530)	1,29	(9 704)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net			508			1 008
Produit tiré de la titrisation de débiteurs			225			530
Remboursements sur la titrisation de débiteurs			(225)			(680)
Remboursements sur la titrisation de débiteurs, montant net			-			(150)
Produit tiré des emprunts à court terme, montant net			508			858

En mars 2017, nous avons mis sur pied un programme de papier commercial libellé en dollars américains qui nous permettait d'émettre jusqu'à un principal total de 1 milliard de dollars américains. En décembre 2017, nous avons augmenté le principal total permis aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains, le faisant passer à 1,5 milliard de dollars américains. Les fonds peuvent être empruntés aux termes de ce programme selon des durées jusqu'à l'échéance allant de 1 jour à 397 jours, sous réserve de la conjoncture des marchés. Toute émission réalisée dans le cadre de ce programme sera effectuée à escompte. Les obligations de RCI aux termes du programme de papier commercial libellé en dollars américains ont pour unique garantie le cautionnement de RCCI et

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Programme de titrisation des débiteurs	650	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	1 605	935
Total des emprunts à court terme	2 255	1 585

ont égalité de rang avec l'ensemble de nos débentures et billets de premier rang. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir un complément d'information.

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Dette à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire et de nos facilités de lettres de crédit ainsi qu'aux débentures et billets de premier rang que nous avons émis. Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'évolution de notre dette à long terme pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

	Exercice clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Taux de change	Montant notionnel (en \$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						
Montants prélevés sur les facilités de crédit (en \$ CA)			-			1 730
Montants prélevés sur les facilités de crédit (en \$ US)	125	1,26	157	960	1,32	1 269
Total des montants prélevés sur les facilités de crédit			157			2 999
Remboursements sur les facilités de crédit (en \$ CA)			-			(1 830)
Remboursements sur les facilités de crédit (en \$ US)	(125)	1,26	(157)	(1 110)	1,31	(1 453)
Total des remboursements sur les facilités de crédit			(157)			(3 283)
Remboursements sur les facilités de crédit, montant net			-			(284)
Émissions de billets de premier rang (en \$ US)	750	1,25	938	-	-	-
Remboursements sur les billets de premier rang (en \$ CA)			-			(750)
Remboursements sur les billets de premier rang (en \$ US)	(1 400)	1,26	(1 761)	-	-	-
Total des remboursements sur les billets de premier rang			(1 761)			(750)
Remboursement sur les billets de premier rang, montant net			(823)			(750)
Remboursement sur la dette à long terme, montant net			(823)			(1 034)

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de l'exercice	14 448	16 080
Remboursement sur la dette à long terme, montant net	(823)	(1 034)
Perte (profit) de change	672	(608)
Coûts de transaction différés engagés	(18)	(3)
Amortissement des coûts de transaction différés	11	13
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de l'exercice	14 290	14 448

La facilité de crédit renouvelable a pour unique garantie le cautionnement de RCCI et a égalité de rang avec la totalité de nos débentures et billets de premier rang.

Le 13 avril 2018, nous avons remboursé la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains (1,8 milliard de dollars) assortis d'un taux de 6,8 %, qui devaient initialement arriver à échéance en août 2018. En parallèle, les dérivés liés à la dette s'y rapportant ont été réglés pour un produit net reçu de 0,3 milliard de dollars. Nous avons donc remboursé un montant net de 1,5 milliard de dollars, y compris le règlement des dérivés liés à la dette connexes, qui a été financé de façon distincte par notre programme de papier commercial libellé en dollars américains et par notre facilité de crédit bancaire. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour un complément d'information.

Émissions de billets de premier rang et dérivés liés à la dette s'y rapportant

Le tableau ci-dessous présente un résumé des billets de premier rang que nous avons émis en 2018, le produit ayant été affecté au remboursement de la dette à long terme arrivant à échéance en 2018 et aux besoins généraux de l'entreprise. Nous n'avons émis aucun billet de premier rang en 2017.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt et les escomptes)

Date d'émission	Principal	Échéance	Taux d'intérêt	Escompte ou prime à l'émission	Produit brut total ¹ (en \$ CA)	Coûts de transaction et escomptes ² (en \$ CA)
Émission de 2018						
8 février 2018	750 US	2048	4,300 %	99,398 %	938	16

¹ Produit brut avant les coûts de transaction, les escomptes et les primes.

² Les coûts de transaction, les escomptes et les primes sont comptabilisés à titre de coûts de transaction et escomptes différés à même la valeur comptable de la dette à long terme et constatés en résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les billets de premier rang émis en 2018 s'inscrivaient dans le cadre d'un placement public qui a eu lieu aux États-Unis.

Simultanément à l'émission de 2018, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal sur les billets de premier rang. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour en savoir plus à ce sujet.

Les billets émis en 2018 ont pour unique garantie le cautionnement de RCCI et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres débentures et billets de premier rang non garantis et des facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de la Société.

Remboursement de billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Le tableau qui suit présente un sommaire des remboursements de billets de premier rang effectués en 2018 et en 2017.

(en millions de dollars)

Date d'échéance	Montant notionnel (en \$ US)	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Remboursement de 2018</i>		
Avril 2018	1 400	1 761
<i>Remboursements de 2017</i>		
Mars 2017	—	250
Juin 2017	—	500
Total pour 2017	—	750

Aucun dérivé lié à la dette n'était associé aux remboursements de 2017.

Dividendes

En 2018, nous avons déclaré et versé des dividendes sur nos actions de catégorie A et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation. Nous avons payé un montant total de 988 millions de dollars en dividendes en trésorerie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Données sur les dividendes et les actions » pour obtenir davantage d'information.

Prospectus préalables

Nous avons deux prospectus préalables visant le placement de temps à autre de titres d'emprunt. Un de ces prospectus préalables vise le placement public d'un montant maximal de 4 milliards de dollars de nos titres d'emprunt dans chacune des provinces du Canada (le « prospectus préalable canadien ») et l'autre prospectus préalable (conjointement avec une déclaration d'inscription connexe déposée auprès de la US Securities and Exchange Commission) vise le placement public d'un montant maximal de 4 milliards de dollars américains de nos titres d'emprunt aux États-Unis et en Ontario (le « prospectus préalable américain »). Les deux prospectus viendront à échéance en mai 2020.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹	Variation en %
BAlIA ajusté ²	5 983	5 502	9
Déduire (ajouter) :			
Dépenses d'investissement ³	2 790	2 436	15
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	689	722	(5)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions	363	184	97
Impôt sur le résultat en trésorerie ⁴	370	475	(22)
Flux de trésorerie disponibles ²	1 771	1 685	5

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Le BAlIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

³ Comportent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre.

⁴ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements d'impôt reçus.

L'augmentation de 5 % des flux de trésorerie disponibles pour l'exercice considéré provient essentiellement :

- de l'augmentation du BAlIA ajusté;
- facteur en partie annulé par des dépenses d'investissement plus élevées.

À compter du 1^{er} janvier 2019, nous redéfinirons les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuerons plus d'ajustement pour tenir compte de la variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions, comme le montre le tableau ci-contre. Nous redéfinirons les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres acteurs de l'industrie. Cet élément a été intégré de façon transitoire après l'adoption de l'IFRS 15 afin d'aider les parties prenantes à comprendre l'incidence que cette norme a eue sur nos résultats. Le tableau qui suit présente l'effet qu'aura ce changement sur nos flux de trésorerie disponibles pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	Variation en %
Flux de trésorerie disponibles, montants présentés ¹	1 771	1 685	5
Ajouter :			
Variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions	363	184	97
Flux de trésorerie disponibles (redéfinis) ¹	2 134	1 869	14

¹ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

SITUATION FINANCIÈRE

LIQUIDITÉS

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de nos facilités de crédit bancaire, lettres de crédit et emprunts à court terme.

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial	
				en dollars américains	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	—	9	1 605	1 586
Lettres de crédit en cours	982	—	982	—	—
Avances bancaires	—	—	—	—	—
Total des facilités de crédit bancaire	4 182	—	991	1 605	1 586
Titrisation de débiteurs	1 050	650	—	—	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	405	—	—	—	405
Total	5 637	650	991	1 605	2 391

Au 31 décembre 2017 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial	
				en dollars américains	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	—	9	935	2 256
Lettres de crédit en cours	87	—	87	—	—
Avances bancaires	—	6	—	—	(6)
Total des facilités de crédit bancaire	3 287	6	96	935	2 250
Titrisation de débiteurs	1 050	650	—	—	400
Total	4 337	656	96	935	2 650

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées, nous détenions 1 051 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 31 décembre 2018 (1 465 millions de dollars en 2017).

Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 4,45 % au 31 décembre 2018 (4,70 % en 2017) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 10,7 années (9,9 années en 2017).

CLAUSES RESTRICTIVES

Les modalités de notre facilité de crédit bancaire renouvelable de 3,2 milliards de dollars décrite à la rubrique « Provenance et affectation de la trésorerie » imposent certaines restrictions sur nos transactions et nos activités, dont les plus importantes portent sur le maintien de ratios d'endettement. Aux 31 décembre 2018 et 2017, la Société respectait l'ensemble des clauses restrictives financières, des ratios financiers et des modalités des conventions d'emprunt. Tout au long de 2018, ces clauses restrictives n'ont imposé aucune restriction ayant une quelconque conséquence importante sur nos activités.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Les notations de crédit offrent une mesure indépendante de la qualité du crédit d'une émission de titres et peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société d'obtenir du financement à court ou à long terme ainsi que sur les modalités du financement. Une révision à la baisse des cotes de crédit des titres d'emprunt de la Société par les agences de notation, plus particulièrement si elle fait en sorte que les titres de la Société ne constituent plus des investissements de qualité, pourrait influer défavorablement sur les coûts du financement et l'accès aux liquidités et aux capitaux.

Nous avons retenu les services des agences S&P Global Ratings Services (« S&P »), de Moody's Investors Service (« Moody's ») et de Fitch Ratings (« Fitch ») pour qu'elles procèdent à la notation de certaines de nos émissions de titres d'emprunt publics. Le tableau suivant présente les notations de crédit des débentures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 31 décembre 2018.

Émission	S&P	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Dette de premier rang non garantie ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Papier commercial libellé en dollars américains ¹	A-2	P-2	s. o. ²

¹ Notation inchangée pour l'exercice.

² Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme.

Les notations des instruments d'emprunt à long terme à taux composé sont attribuées selon une fourchette allant de « AAA », pour S&P et Fitch, et « Aaa », pour Moody's, cotes correspondant aux titres de la plus haute qualité, à « D », pour S&P, à « Risque important », pour Fitch et à « C », pour Moody's, cotes qualifiant les titres de la plus basse qualité. Les notations des titres de premier ordre se situent généralement dans une fourchette allant de BBB- (S&P et Fitch) ou Baa3 (Moody's) à AAA (S&P et Fitch) ou Aaa (Moody's).

Les notations des instruments d'emprunt à court terme à taux composé sont attribuées selon une fourchette allant de « A-1+ », pour S&P, « F1+ », pour Fitch, et « P-1 », pour Moody's, cotes correspondant aux titres de la plus haute qualité, à « C », pour S&P et Fitch, et à « Qualité inférieure », pour Moody's, cotes qualifiant les titres de la plus basse qualité. Les notations des titres de premier ordre se situent généralement à au moins « A-3 », pour S&P, « F3 », pour Fitch, et « P-3 », pour Moody's.

Les cotes de crédit ne sont pas des recommandations d'achat, de conservation ou de vente de titres, pas plus qu'elles ne constituent une appréciation du cours des titres ni de leur caractère convenable pour un investisseur donné. Rien ne garantit qu'une cote demeurera en vigueur pendant une période donnée ni qu'une cote ne sera pas révisée ou retirée par une agence dans l'avenir si celle-ci juge que les circonstances le justifient. Les notations de nos dettes de premier rang octroyées par S&P, Fitch et Moody's sont des notations de premier ordre.

OBLIGATIONS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE

Les régimes de retraite à prestations définies de la Société présentaient un déficit net de solvabilité d'approximativement 365 millions de dollars au 31 décembre 2018 (452 millions de dollars en 2017). En 2018, notre déficit net aux fins de solvabilité a diminué de 87 millions de dollars, surtout en raison d'une augmentation nette des actifs des régimes.

Nous avons versé des cotisations totales de 148 millions de dollars (145 millions de dollars en 2017) à nos régimes de retraite pour l'exercice à l'étude. Nous nous attendons à ce que les exigences de capitalisation estimées totales de nos régimes de retraite à prestations définies capitalisés s'établissent à 177 millions de dollars en 2019 et soient ajustées annuellement par la suite, en raison de l'incidence de divers facteurs de marché comme les taux d'intérêt, les rendements escomptés et les hypothèses à l'égard de l'effectif.

Les variations des facteurs comme le taux d'actualisation, les taux de participation, l'augmentation de la rémunération et le taux de rendement prévu de l'actif des régimes peuvent influer sur l'obligation au titre des prestations définies, la charge de retraite et l'insuffisance de l'actif des régimes par rapport à l'obligation au titre des prestations définies à l'avenir. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables » pour obtenir de plus amples renseignements.

Achat de rentes

De temps à autre, nous versons des cotisations forfaitaires supplémentaires à nos régimes de retraite et les régimes de retraite achètent des rentes auprès de compagnies d'assurance dans le but de financer les obligations au titre des prestations définies de certains membres du personnel à la retraite participant aux régimes en question. L'achat de ces rentes dégage la Société

de sa responsabilité première à l'égard de cette portion des obligations au titre des prestations définies des membres du personnel à la retraite et élimine le risque important qui y est associé.

En 2018 et en 2017, la Société n'a versé aucune cotisation forfaitaire supplémentaire à l'égard de ses régimes de retraite aux termes desquels aucune rente supplémentaire n'a été achetée.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Nous avons parfois recours à des instruments dérivés pour gérer les risques liés à nos activités, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Catégorie	Risque géré	Types d'instruments dérivés
Dérivés liés à la dette	Incidence des fluctuations des cours de change sur les paiements de principal et d'intérêts pour les débentures et billets de premier rang ainsi que les montants prélevés sur nos facilités de crédit et sur notre papier commercial libellés en dollars américains	Swaps de devises Contrats de change à terme (de temps à autre, selon le cas)
Contrats à terme sur obligations	Incidence des fluctuations des taux d'intérêt de marché applicables aux paiements d'intérêts prévus de la dette à long terme attendue	Contrats de taux d'intérêt à terme
Dérivés liés aux dépenses	Incidence des fluctuations des cours de change sur les charges prévisionnelles libellées en dollars américains	Contrats de change à terme
Dérivés liés aux capitaux propres	Incidence de la variation du cours de l'action sur la charge de rémunération fondée sur des actions	Swaps sur rendement total

Nous gérons également notre exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et, au 31 décembre 2018, nous avions un taux d'intérêt fixe pour 85,3 % de notre dette (89,5 % en 2017), y compris les emprunts à court terme.

Nous désignons les dérivés liés à la dette se rapportant à nos débentures et billets de premier rang comme couvertures à des fins comptables contre le risque de change associé à certains instruments d'emprunt précis. Nous ne désignons pas les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et notre papier commercial libellé en dollars américains comme couvertures à des fins comptables. Les contrats à terme sur obligations et dérivés liés aux dépenses ont également été désignés comme couvertures à des fins comptables.

DÉRIVÉS LIÉS À LA DETTE

Nous avons recours à des swaps de devises (« dérivés liés à la dette ») pour couvrir le risque de change lié à la totalité des obligations au titre du principal et des intérêts de nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains.

Nouveaux dérivés liés à la dette pour couvrir les billets de premier rang émis

	\$ US	Incidence de la couverture
	Montant du principal/ montant notionnel	Taux d'intérêt couvert
(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)		Taux fixe en \$ CA ¹ (en \$ CA)
Entrée en vigueur		
8 février 2018	750	2048 4,300 % 4,193 % 938

¹ Conversion d'un taux d'intérêt nominal fixe libellé en \$ US en un taux moyen pondéré fixe libellé en \$ CA.

En 2017, nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette relativement aux billets de premier rang.

Au cours de l'exercice, nous avons conclu des dérivés liés à la dette relativement aux prélèvements que nous avons effectués sur nos facilités de crédit et notre papier commercial libellés en dollars américains par suite de l'écart de taux d'intérêt favorable obtenu sur nos emprunts libellés en dollars américains. Nous avons utilisé ces dérivés pour atténuer le risque de change et le risque de taux d'intérêt liés aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et notre papier commercial libellés en dollars américains. En raison de la nature à court terme des dérivés liés à la dette, nous ne les avons pas désignés comme couvertures à des fins comptables.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des dérivés liés à la dette, conclus et réglés, se rapportant aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et notre programme de papier commercial en 2018 et en 2017.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Exercice clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Facilités de crédit						
Dérivés liés à la dette conclus	125	1,26	157	1 610	1,32	2 126
Dérivés liés à la dette réglés	125	1,26	157	1 760	1,32	2 327
Trésorerie nette payée			(1)			(17)
Programme de papier commercial						
Dérivés liés à la dette conclus	15 262	1,29	19 751	8 266	1,30	10 711
Dérivés liés à la dette réglés	14 833	1,29	19 148	7 521	1,29	9 692
Trésorerie nette reçue (payée)			63			(62)

Au 31 décembre 2018, nous avions des débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains d'un montant de 6,1 milliards de dollars américains, lesquels avaient tous été couverts au moyen de dérivés liés à la dette.

(en millions de dollars, sauf les taux de change, les pourcentages et les années)	Aux 31 décembre	
	2018	2017
Dette à long terme libellée en dollars américains ¹	6 050 \$ US	6 700 \$ US
Tranche couverte au moyen des dérivés liés à la dette	6 050 \$ US	6 700 \$ US
Cours de change couvert	1,1438	1,1070
Pourcentage de couverture ²	100,0 %	100,0 %
Tranche des emprunts à taux fixe ³		
Total des emprunts	15 320 \$	15 152 \$
Total des emprunts à taux fixe	13 070 \$	13 567 \$
Pourcentage des emprunts à taux fixe	85,3 %	89,5 %
Taux d'intérêt moyen pondéré des emprunts	4,45 %	4,70 %
Durée moyenne pondérée à l'échéance	10,7 ans	9,9 ans

¹ La dette à long terme libellée en dollars américains reflète le taux de change couvert et le taux d'intérêt couvert.

² Conformément aux exigences relatives à la comptabilité de couverture prescrites par l'IFRS 9, *Instruments financiers*, RCI a, aux 31 décembre 2018 et 2017, comptabilisé la totalité de ses dérivés liés à la dette relativement aux billets de premier rang comme des couvertures à l'égard de la dette libellée en dollars américains désignée. Par conséquent, aux 31 décembre 2018 et 2017, la totalité de nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains était couverte à des fins comptables et économiques.

³ Les emprunts comprennent la dette à long terme, compte tenu de l'incidence des dérivés liés à la dette, et les emprunts à court terme associés à nos programmes de papier commercial libellé en dollars américains et de titrisation des débiteurs.

Au 31 décembre 2018, le montant notionnel des contrats à terme sur obligations en cours totalisait 900 millions de dollars (900 millions de dollars en 2017), et l'ensemble de ces contrats étaient désignés comme couvertures à des fins comptables.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)

Échéance du GDC (en années)	Date de prise d'effet	Date d'échéance ¹	Montant notionnel	Taux d'intérêt du GDC couvert au 31 déc. 2018	Taux d'intérêt du GDC couvert au 31 déc. 2017 ¹	2018	2017
10	Décembre 2014	31 janvier 2019	500	3,01 %	2,85 %	500	500
30	Décembre 2014	28 février 2019	400	2,70 %	2,65 %	400	400
Total			900			900	900

¹ Les contrats à terme sur obligations venant à échéance au-delà du 31 décembre 2018 sont parfois assujettis à l'ajustement des taux du GDC. En 2018, la durée des contrats à terme sur obligations conclus pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur 10 ans et sur 30 ans a été prolongée jusqu'à leur échéance respective.

Au cours de l'exercice, nous avons déterminé qu'il nous serait désormais impossible d'exercer certains dérivés liés aux contrats à terme sur obligations sur dix ans dans le respect de la période désignée initiale. Par conséquent, nous avons mis fin à la comptabilité de couverture visant ces dérivés liés aux contrats à terme et reclassé une perte de 21 millions de dollars de la réserve de couverture comprise dans les capitaux propres aux charges financières. Par la suite, nous avons prolongé la durée des contrats à terme sur obligations jusqu'au 31 mai 2019, avec la possibilité de la prolonger davantage, et les avons désignés à nouveau comme couvertures efficaces.

DÉRIVÉS LIÉS AUX DÉPENSES

Nous avons recours aux contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») pour couvrir le risque de change lié au montant notionnel de certaines dépenses libellées en dollars américains prévues. Le tableau ci-dessous présente les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus et réglés pour gérer le risque de change découlant de certaines dépenses prévues.

	Exercice clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
(en millions de dollars, sauf les cours de change)						
Dérivés liés aux dépenses conclus	720	1,24	896	840	1,27	1 070
Dérivés liés aux dépenses réglés	840	1,30	1 093	930	1,33	1 240

Les dérivés liés aux dépenses susmentionnés ont été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 31 décembre 2018, les dérivés liés aux dépenses en cours totalisaient 1 080 millions de dollars américains (1 200 millions de dollars américains en 2017), au taux de change moyen de 1,24 \$ CA/1 \$ US (1,28 \$ CA/1 \$ US en 2017); les échéances allaient de janvier 2019 à décembre 2020 (de janvier 2018 à décembre 2019 en 2017). Au 31 décembre 2018, les dérivés liés aux dépenses en cours échéant en 2019 sont couverts au taux de change moyen de 1,24 \$ CA/1 \$ US.

DÉRIVÉS LIÉS AUX CAPITAUX PROPRES

Nous avons recours aux dérivés liés à la rémunération fondée sur des actions (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours des actions de catégorie B sans droit de vote attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Au 31 décembre 2018, nous avions conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,0 millions (5,4 millions en 2017) d'actions de catégorie B sans droit de vote assorties d'un cours moyen pondéré de 51,54 \$

(51,44 \$ en 2017). Ces dérivés n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables. Nous comptabilisons toute variation de leur juste valeur en tant que charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et cela contrebalance en grande partie l'incidence des fluctuations du cours des actions de catégorie B sans droit de vote sur la valeur accumulée du passif au titre de la rémunération fondée sur des actions lié aux programmes de rémunération fondée sur des actions.

En 2018, nous avons réglé 0,4 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 61,15 \$ pour un produit net de 4 millions de dollars. En 2017, nous avons réglé des dérivés liés aux capitaux propres existants pour un produit net de 6 millions de dollars et avons conclu des nouveaux dérivés visant 1,0 million d'actions de catégorie B sans droit de vote, qui expirent en mars 2018.

Nous avons signé des accords de prorogation pour nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2019 (auparavant en avril 2018).

ÉVALUATION DES DÉRIVÉS À LA VALEUR DE MARCHÉ

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

	Au 31 décembre 2018				Au 31 décembre 2017			
(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie			
En actifs	5 500	1,1243	6 184	1 354	En actifs	5 200	1,0401	5 409
En passifs	550	1,3389	736	(22)	En passifs	1 500	1,3388	2 008
Dérivés liés à la dette courante non comptabilisés comme des couvertures					Dérivés liés à la dette courante non comptabilisés comme des couvertures			
En actifs	1 178	1,3276	1 564	41	En passifs	746	1,2869	960
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 373				(23)
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie			
En passifs	-	-	900	(87)	En passifs	-	-	900
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie			
En actifs	1 080	1,2413	1 341	122	En actifs	240	1,2239	294
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif				122	En passifs	960	1,2953	1 243
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures					Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un passif			
En actifs	-	-	258	92	En actifs	-	-	68
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif				1 500	Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif			1 094

DETTE NETTE AJUSTÉE ET RATIO D'ENDETTEMENT

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

	Aux 31 décembre	
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Dette à long terme ²	14 404	14 555
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ³	(1 448)	(1 146)
Emprunts à court terme	2 255	1 585
(Trésorerie et équivalents de trésorerie) avances bancaires	(405)	6
Dette nette ajustée ⁴	14 806	15 000
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois ⁴	5 983	5 502
Ratio d'endettement ⁴	2,5	2,7

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction et escomptes différés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée » de la section « Mesures non conformes aux PCGR » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

³ Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

⁴ La dette nette ajustée, le BAILA ajusté et le ratio d'endettement sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

De plus, au 31 décembre 2018, nous détenions des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur de 1 051 millions de dollars (1 465 millions de dollars en 2017).

Notre dette nette ajustée a diminué de 194 millions de dollars depuis le 31 décembre 2017, en raison des facteurs suivants :

- une augmentation de notre situation de trésorerie nette;
- une réduction du montant couvert net de notre dette à long terme en raison des divers remboursements effectués au cours de l'exercice;
- facteurs en partie contrebalancés par l'accroissement de l'encours des emprunts à court terme.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Aperçu de la situation financière » pour obtenir de plus amples renseignements.

DONNÉES SUR LES DIVIDENDES ET LES ACTIONS

DIVIDENDES

Le tableau suivant présente un sommaire des dividendes déclarés et payés sur nos actions de catégorie A et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
25 janvier 2018	12 mars 2018	3 avril 2018	0,48	247
19 avril 2018	11 juin 2018	3 juillet 2018	0,48	247
15 août 2018	14 septembre 2018	3 octobre 2018	0,48	247
19 octobre 2018	11 décembre 2018	3 janvier 2019	0,48	247
26 janvier 2017	13 mars 2017	3 avril 2017	0,48	247
18 avril 2017	12 juin 2017	4 juillet 2017	0,48	247
17 août 2017	15 septembre 2017	3 octobre 2017	0,48	247
19 octobre 2017	11 décembre 2017	2 janvier 2018	0,48	247

En janvier 2019, le conseil a déclaré un dividende trimestriel de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, qui sera payé le 1^{er} avril 2019 aux actionnaires inscrits au 12 mars 2019.

Nous nous attendons à ce que les dates de clôture des registres et les dates de versement restantes à l'égard de la déclaration de dividendes pour 2019, sous réserve de la déclaration au gré du conseil, se présentent comme suit :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement
18 avril 2019	10 juin 2019	2 juillet 2019
5 juin 2019	9 septembre 2019	1 ^{er} octobre 2019
22 octobre 2019	11 décembre 2019	2 janvier 2020

ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	Aux 31 décembre	
	2018	2017
Actions ordinaires en circulation ¹		
De catégorie A avec droit de vote	111 155 637	112 407 192
De catégorie B sans droit de vote	403 657 038	402 403 433
Total des actions ordinaires	514 812 675	514 810 625
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	2 719 612	2 637 890
Options en circulation exercables	1 059 590	924 562

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

En avril 2018, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui nous donne la possibilité de racheter, pendant la période de douze mois close le 23 avril 2019, le moindre de 35,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars. Nous n'avons racheté aucune action dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de l'exercice 2018.

Au 28 février 2019, 111 155 021 actions de catégorie A et 403 657 654 actions de catégorie B sans droit de vote étaient en circulation, tandis que 2 356 547 options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote étaient en cours.

Nous utilisons le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour calculer le bénéfice par action et le résultat par action ajusté.

(nombre d'actions en millions)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	515	515
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - après dilution	516	517

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau ci-après présente les principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes de la Société au 31 décembre 2018. Il y a lieu de se reporter aux notes 3, 21 et 27 afférentes aux états financiers consolidés audités de 2018 pour obtenir de plus amples renseignements.

(en millions de dollars)	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Après 5 ans	Total
Emprunts à court terme	2 255	-	-	-	2 255
Dette à long terme ¹	900	2 350	2 442	8 712	14 404
Paiements d'intérêts nets	658	1 141	913	5 923	8 635
Instruments dérivés liés à la dette ²	(41)	-	(450)	(884)	(1 375)
Instruments dérivés liés aux dépenses ²	(101)	(31)	-	-	(132)
Contrats à terme sur obligations ²	87	-	-	-	87
Contrats de location simple	208	312	172	287	979
Contrats avec des joueurs ³	63	8	14	-	85
Obligations liées à des achats ⁴	448	332	202	80	1 062
Immobilisations corporelles	75	86	47	36	244
Immobilisations incorporelles	35	148	-	-	183
Droits de diffusion ⁵	667	1 048	1 079	1 346	4 140
Autres passifs à long terme	1	24	5	8	38
Total	5 255	5 418	4 424	15 508	30 605

¹ Obligations au titre du principal de la dette à long terme (y compris la partie courante) exigible à l'échéance.

² (Encassements nets) décaissements nets à l'échéance. Les montants exprimés en dollars américains ont été convertis en dollars canadiens aux cours de la Banque du Canada en vigueur à la clôture de l'exercice.

³ Les contrats avec des joueurs ont trait aux contrats salariaux des joueurs des Blue Jays de Toronto que nous avons conclus et que nous sommes tenus d'honorer.

⁴ Les obligations liées à des achats sont des obligations contractuelles aux termes de contrats de service, de produits et d'appareils sans fil par lesquels nous nous sommes engagés.

⁵ Les droits de diffusion sont des ententes d'achat de droits de diffusion d'émissions sportives et de films que nous avons conclues pour des périodes supérieures à un an à partir du moment de la passation du contrat.

ENTENTES HORS BILAN

GARANTIES

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des ententes prévoyant des indemnités et des garanties à l'intention des contreparties à des transactions concernant des ventes et regroupements d'entreprises, la vente de services ainsi que l'achat et la mise en valeur d'actifs. En raison de la nature de ces indemnités, la Société est incapable de faire une estimation raisonnable du montant éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser aux contreparties. Dans le passé, la Société n'a jamais fait de paiements importants aux termes de ces indemnités ou garanties. Il y a lieu de se reporter à la note 26 afférente aux états financiers consolidés audités de 2018.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La Société a conclu des contrats de location simple de locaux, d'installations de distribution, de matériel et de pylônes hertziens et d'autres contrats. La résiliation de l'un ou l'autre de ces contrats n'aurait pas d'incidence défavorable significative sur la Société dans son ensemble. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Engagements et autres obligations contractuelles » ainsi qu'à la note 27 afférente à nos états financiers consolidés audités de 2018 pour obtenir des chiffres à cet égard.

Gouvernance et gestion des risques

GOUVERNANCE CHEZ ROGERS

Rogers a été fondée par une famille et son contrôle est familial. Nous sommes fiers de notre approche proactive et disciplinée, qui nous assure que nos structures et pratiques de gouvernance inspirent confiance à nos actionnaires.

Le contrôle des voix de Rogers Communications Inc. est détenu par une fiducie, dont les bénéficiaires sont des membres de la famille Rogers. Cette fiducie détient le contrôle des voix de RCI en faveur des générations successives de la famille Rogers, au moyen de la propriété de 92 % des actions de catégorie A en circulation de RCI (91 % en 2017). La famille Rogers représente une partie prenante importante et détenait environ 27 % des capitaux propres de RCI au 31 décembre 2018 (27 % en 2017) au moyen de sa propriété d'un total combiné de 141 millions d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B de RCI (141 millions d'actions en 2017).

Le conseil compte quatre membres de la famille Rogers, ainsi que onze autres membres qui combinent un vaste éventail de compétences et d'expérience à titre de chefs de file du monde des affaires en Amérique du Nord. Tous les membres de notre conseil d'administration se sont engagés à exercer une gouvernance ferme et une surveillance accrue et à déployer des efforts en vue de créer de la valeur pour les actionnaires. Le conseil d'administration de Rogers s'emploie pleinement à une saine gouvernance d'entreprise; il examine continuellement ses pratiques de gouvernance et les mesure par rapport aux pratiques de meneurs reconnus et à l'évolution de la législation. Le conseil d'administration croit que le système de gouvernance de Rogers est efficace et que des structures et des procédures appropriées sont en place.

GOUVERNANCE ET MEILLEURES PRATIQUES

La majorité des membres de notre conseil d'administration sont indépendants et nous avons adopté une panoplie de pratiques exemplaires afin d'assurer une gouvernance efficace :

- séparation des rôles de chef de la direction et de président du conseil;
- administrateur principal indépendant;
- politiques et chartes officielles en matière de gouvernance;
- code de déontologie et ligne de dénonciation;
- lignes directrices sur la propriété d'actions par les administrateurs;
- discussions du conseil et des comités se déroulant à huis clos;
- examen annuel du rendement du conseil et des comités;
- réunions du comité d'audit et de risque se déroulant avec des auditeurs internes et externes;
- programme d'orientation à l'intention des nouveaux administrateurs;
- séances de formation régulières du conseil;
- autorisation donnée aux comités d'engager des conseillers indépendants;
- normes régissant les relations importantes des administrateurs.

Nous nous conformons aux lignes directrices et normes pertinentes en matière de gouvernance auxquelles sont assujetties les sociétés ouvertes canadiennes cotées à la TSX et à titre d'émetteur privé étranger coté à la NYSE aux États-Unis.

SURVEILLANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration délègue certaines responsabilités à ses sept comités permanents afin d'assurer une surveillance et une reddition de compte adéquates :

- Comité d'audit et de risque - Le comité d'audit et de risque examine nos méthodes et pratiques comptables, l'intégrité de nos processus de présentation de l'information financière, de même que les états financiers et autres documents pertinents à transmettre aux actionnaires et au public. Par ailleurs, ce comité vient épauler le conseil dans sa surveillance de notre conformité aux obligations prescrites par la loi et les règlements ayant trait à la communication de l'information financière, et il évalue nos systèmes de contrôles comptables et financiers ainsi que les compétences, l'indépendance et le travail des auditores internes et externes. Il examine également les politiques de gestion des risques et les processus employés dans la gestion des principaux risques.
- Comité de gouvernance - Le comité de gouvernance aide le conseil afin de s'assurer qu'il a élaboré des systèmes et procédures appropriées pour lui permettre de s'acquitter de ses responsabilités. Ce comité élabore des politiques et pratiques de gouvernance et les recommande au conseil aux fins d'approbation et il dirige le conseil dans son examen périodique du rendement du conseil et de ses comités.
- Comité des candidatures - Le comité des candidatures trouve des candidats potentiels au poste d'administrateur pour le conseil. Les membres du conseil d'administration sont élus par les actionnaires lors d'une assemblée ou, encore, nommés par le conseil d'administration. Le comité recommande également des candidatures pour chaque comité du conseil, y compris pour le poste de président de chaque comité.
- Comité des ressources humaines - Le comité aide le conseil à contrôler, à examiner et à approuver les politiques et pratiques de rémunération et d'avantages sociaux. Il est également responsable de la formulation de recommandations quant à la rémunération des hauts dirigeants et de la surveillance du plan de relève de ces derniers.
- Comité de direction - Le comité de direction aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités entre les réunions, y compris à agir dans des domaines expressément désignés et autorisés lors d'une réunion précédente du conseil et à étudier les questions éventuelles qui pourraient survenir de temps à autre.
- Comité des finances - Le comité des finances examine les questions relatives à nos stratégies d'investissement et à la structure générale de nos capitaux propres et d'emprunt, et il en fait rapport au conseil d'administration.
- Comité de retraite - Le comité de retraite supervise l'administration des régimes de retraite de la Société et examine les provisions de même que le rendement des placements de ceux-ci.

Il y a lieu de se reporter à la section Relations avec les investisseurs de notre site Web (investisseurs.rogers.com) pour obtenir de plus amples renseignements sur la gouvernance chez Rogers, y compris :

- un énoncé complet relatif à nos pratiques de gouvernance;
- notre code de déontologie;

- le mandat complet des comités du conseil;
- les biographies des membres de la direction;
- un résumé des différences entre les règles de gouvernance d'entreprise de la NYSE qui s'appliquent aux sociétés établies

aux États-Unis et nos pratiques de gouvernance en tant qu'émetteur non établi aux États-Unis qui est coté à la NYSE.

Le conseil d'administration et ses comités

● Président(e) ○ Membres

Au 6 mars 2019

	Audit et risque	Gouvernance	Candidatures	Ressources humaines	Direction	Finances	Retraite
Edward S. Rogers			●		●	●	
John H. Clappison, FCPA, FCA	●	●			○		
Bonnie R. Brooks, CM				○			○
Robert K. Burgess	○						
Robert Dépatie		○	○	○			
Robert J. Gemmell	○					○	
Alan D. Horn, CPA, CA					○	○	●
Philip B. Lind, CM							
John A. MacDonald	○		○	○			
Isabelle Marcoux		○		●			
Joe Natale							
L'hon. David R. Peterson, PC, QC			○				○
Loretta A. Rogers							
Martha L. Rogers							
Melinda M. Rogers			○			○	○

RESPONSABILITÉ SOCIALE

RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE

Chez Rogers, être une société socialement responsable forme la fibre même de nos activités. La responsabilité sociale d'entreprise comptait beaucoup pour notre fondateur, Ted Rogers, et continue d'être une valeur fondamentale pour nous.

Les principaux volets de notre responsabilité sociale d'entreprise sont regroupés en six priorités, exposées ci-après, tout comme nos approches pour les traiter :

Bonne gouvernance

- Gouvernance et éthique : Nous nous faisons un point d'honneur d'observer les normes d'intégrité, d'éthique et de responsabilité sociale les plus élevées, et c'est pourquoi des lignes directrices et des politiques régissent le comportement de nos administrateurs et employés et encouragent une conduite responsable en tout temps.

Expérience client

- Service à la clientèle et transparence : Nous estimons que nous devons faire passer nos clients en premier dans tout ce que nous faisons; c'est l'un des piliers de nos priorités stratégiques. Nous continuons de porter une attention particulière aux options en libre-service pour nos clients, et nous investissons dans la formation et les outils destinés à nos représentants du service à la clientèle. En 2018, nous avons commencé à mesurer nos progrès en matière de service à clientèle en évaluant la probabilité que nos clients nous recommandent, au lieu d'avoir

recours au score net de recommandations personnelles, pour apprendre ce que nos clients pensent de nous et de nos marques.

- Leadership en matière de réseau et innovation : L'innovation a toujours été au cœur de notre identité, qu'il s'agisse de lancer des produits novateurs ou de commercialiser une technologie de pointe. En 2018, nous avons consacré 2,8 milliards de dollars aux dépenses d'investissement, dont la plus grande partie a été affectée à nos réseaux sans fil et par câble. Nous continuons de mettre l'accent sur la performance et la fiabilité fondamentales et d'investir dans notre réseau sans fil pour être prêts pour la prochaine génération de technologie sans fil.
- Responsabilité liée aux produits : Nous nous sommes dotés de programmes et de politiques servant à gérer tout un éventail de questions liées à cet aspect de notre responsabilité. Par exemple, nous avons mis en place des politiques afin de respecter tous les règlements et codes en matière de sécurité, nous avons instauré des programmes et mis sur pied des équipes afin d'encadrer l'offre de services conçus pour favoriser l'accessibilité et de formuler des conseils sur cette question, et nous dirigeons des programmes de gestion de l'élimination et du recyclage de nos produits usagés tels que Échange max de Rogers et FidoTROC.
- Vie privée et sécurité de l'information des clients : Nous nous affirmons à améliorer la transparence et aspirons à être un chef de file du secteur dans le domaine de la vie privée. Notre politique de confidentialité définit nos responsabilités et nos manières de faire à l'égard de la protection des renseignements personnels de nos employés et de nos clients. Notre chef de la protection des renseignements personnels supervise notre

conformité à cette politique ainsi qu'à toutes les lois en vigueur et répond aux demandes des autorités portant sur les données des clients.

Expérience employé

- Gestion des talents : Nous sommes déterminés à investir dans l'acquisition des connaissances, le perfectionnement des compétences et le cheminement de la carrière des membres de notre personnel pour favoriser leur réussite et faire de Rogers le meilleur endroit où travailler au Canada. Pour y arriver, il est important d'être fidèles à nos valeurs, de perfectionner nos équipes et de continuer à seconder nos employés dans leur cheminement de carrière. En 2018, nous avons obtenu la meilleure cote de motivation des employés de notre catégorie et maintenu nos investissements dans nos programmes de perfectionnement et de formation, notre processus de planification du perfectionnement et nos programmes d'intégration. Notre chef de la direction des Ressources humaines supervise la gestion des talents tandis que le comité des ressources humaines seconde le conseil d'administration dans ses tâches de supervision, d'examen et d'approbation des politiques et des pratiques de rémunération et d'avantages sociaux.
- Inclusion et diversité : Nous souhaitons créer un milieu de travail ouvert, accueillant et basé sur la confiance, qui favorise la variété des points de vue et la franchise. Nous croyons qu'en étant représentatifs de la diversité de nos clients et de nos collectivités, nous pouvons leur offrir un meilleur service. Notre conseil sur l'inclusion et la diversité est formé de dirigeants qui supervisent l'élaboration et la mise en place de notre stratégie en matière d'inclusion et de diversité. Nous avons pour objectif d'augmenter le nombre de femmes et de membres des minorités visibles au sein de notre direction, ainsi que le nombre global de personnes handicapées, d'Autochtones et de membres de la communauté LGBTQ+.
- Sécurité et bien-être : Nous assurons la sécurité et le bien-être de nos employés de manière globale, en privilégiant l'employé dans son ensemble, sur le plan de la santé physique et mentale, dans sa vie professionnelle et personnelle. En 2018, nous avons lancé un nouveau programme holistique de bien-être, appelé Thrive. Nous nous sommes aussi engagés à fournir et à maintenir un environnement de travail sécuritaire et sain pour les employés, les bénévoles, les fournisseurs, les visiteurs et les membres du grand public qui pourraient être touchés par nos activités. Pour toutes nos initiatives, notre objectif consiste à protéger les personnes en tout temps en prévenant les blessures. Nous consacrons chaque année des millions de dollars et des milliers d'heures à la formation en sécurité.

Responsabilité environnementale

- Consommation d'énergie et atténuation des changements climatiques : Nous détenons ou louons des milliers d'installations - immeubles, stations cellulaires de transmission, centrales électriques et magasins de détail - de même qu'un immense parc de véhicules. Nous continuons d'investir dans des programmes de réduction des émissions de gaz à effet de serre («GES»), en particulier ceux qui concernent la consommation d'énergie. Nous nous sommes fixé des objectifs visant à réduire d'ici 2025 les émissions de gaz à effet de serre de 25 % et la

consommation d'énergie de 10 % par rapport aux niveaux de 2011.

- Réduction des déchets : Réduire la quantité de déchets que nous produisons est encore une façon importante de gérer notre empreinte environnementale. Pour réduire les déchets produits et en assurer la gestion responsable, nous cherchons des moyens pour éviter la production de déchets, mettons en place des programmes de recyclage et de réutilisation des matériaux et travaillons à encourager les habitudes de recyclage de notre personnel grâce à notre programme « Pousse Vert! », qui a remporté un prix.

Investissement communautaire

- Bienfaisance communautaire : En 2018, nous avons versé plus de 60 millions de dollars en investissements communautaires en argent et en nature pour soutenir divers organismes et causes. Nous avons remis une Bourse d'études Ted Rogers à 313 étudiants et attribué 105 bourses Ted Rogers à des organismes communautaires pour aider certains des jeunes leaders les plus talentueux de tout le pays à réaliser le parcours scolaire de leurs rêves. Nous avons aussi organisé notre première journée de bénévolat, en juin, à laquelle ont participé 2 500 membres de nos équipes, et nous avons amassé 2,5 millions de dollars au cours de notre campagne annuelle de dons.
- Inclusion numérique : L'inclusion numérique est une priorité pour nous et constitue l'une des meilleures façons d'apporter notre contribution à la société. Notre programme « Branché sur le succès » offre un accès Internet à bande passante à faible coût aux locataires d'habitations subventionnées par des organismes sans but lucratif et des fournisseurs de logement avec lesquels nous avons conclu des partenariats. Environ 200 000 ménages canadiens sont admissibles au service d'accès Internet grâce à « Branché sur le succès », qui met à leur portée les outils et les ressources nécessaires pour qu'ils bénéficient des avantages de la connectivité.

Économie et société

- Rendement économique : Nous veillons à offrir des solutions novatrices aux clients, à créer des emplois diversifiés et bien rémunérés, à soutenir les petites entreprises, à payer notre juste part d'impôts et de taxes et à procurer des dividendes à nos actionnaires. Au-delà de ces retombées économiques directes, notre rendement produit aussi des avantages économiques indirects tels que des dons de bienfaisance considérables et des produits et services d'origine locale.
- Gestion de la chaîne d'approvisionnement : Nos fournisseurs participent de très près à notre prospérité, et c'est pourquoi nous faisons en sorte de les sélectionner selon un processus rigoureux, de les gérer adéquatement et de faire affaire avec des entreprises qui partagent nos valeurs et sont responsables sur le plan social et environnemental. Nous avons mis en place de solides processus d'approvisionnement et exigeons que nos fournisseurs se conforment à notre Code de déontologie des fournisseurs. Ce code précise ce que nous attendons de nos fournisseurs dans les domaines de l'éthique, de la responsabilité sociale, du travail, de la santé et de la sécurité et de l'environnement. En tant que membre de la Joint Audit Cooperation, nous échangeons des constatations d'audit avec

un groupe de douze sociétés mondiales de télécommunications, ce qui nous aide à gérer les questions de durabilité avec nos fournisseurs.

Il y a lieu de se reporter à notre rapport annuel sur la responsabilité sociale, qui se trouve sur notre site Web, à l'adresse aproposde.rogers.com/responsabilite/, pour obtenir de plus amples renseignements sur nos mesures sociales et environnementales.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT ET AUTRES PAIEMENTS DESTINÉS AUX GOUVERNEMENTS

Nous gérons de façon proactive notre situation fiscale afin de prendre des décisions d'affaires éclairées et d'optimiser nos flux de trésorerie disponibles après impôt dans le but de les réinvestir dans nos activités et d'offrir un rendement à nos actionnaires. Nous disposons de politiques et de procédures exhaustives visant à faire en sorte que nous nous conformions à l'ensemble des lois fiscales et des exigences en matière de communication de l'information, notamment en ce qui concerne les déclarations de revenus et de taxes de vente et les paiements connexes en temps opportun. Dans le cadre de ce processus, nous nous efforçons de demeurer transparents et coopératifs dans nos relations avec les autorités fiscales afin de réduire au minimum les travaux d'audit nécessaires et d'atténuer les positions fiscales incertaines. Nous dialoguons aussi avec les décideurs des gouvernements sur les questions fiscales qui influent sur Rogers et ses actionnaires, ses employés, ses clients et ses autres parties prenantes.

Comme il est présenté dans le tableau ci-dessous, ces paiements ont coûté au total 1 070 millions de dollars à Rogers en 2018.

(en millions de dollars)

	Impôt sur le résultat	Taxes de vente non recouvrables	Cotisations sociales	Droits d'ordre réglementaire et droits liés à l'utilisation de spectre ¹	Taxes foncières et taxe d'affaires	Total des taxes et impôts et des autres paiements
Total des paiements	370	9	130	513	48	1 070

¹ Comprend un montant de 266 millions de dollars relatif aux montants de 1,0 milliard de dollars, de 3,3 milliards de dollars et de 24 millions de dollars que nous avons payés relativement à l'acquisition des licences d'utilisation de spectre de 2008, de 2014 et de 2015, respectivement.

Nous avons aussi perçu, au nom du gouvernement, des taxes de vente de 1 919 millions de dollars sur nos produits et services et des cotisations sociales d'environ 658 millions de dollars.

GESTION DES RISQUES

Nous nous attachons à renforcer sans relâche nos capacités de gestion des risques afin de protéger et d'améliorer la valeur actionnariale. La gestion du risque ne vise pas l'élimination du risque, mais plutôt l'optimisation du rapport risque-rendement de manière à maximiser la valeur pour l'organisation.

GOUVERNANCE DU RISQUE

La responsabilité de la gouvernance du risque incombe dans son ensemble au conseil d'administration, qui supervise les travaux de

PAIEMENTS AU TITRE DE L'IMPÔT

Notre charge d'impôt sur le résultat totale, qui s'est chiffrée à 758 millions de dollars en 2018, avoisine la charge inscrite à l'égard de notre bénéfice comptable au taux prévu par la loi de 26,7 %. Les paiements d'impôt en trésorerie se sont établis à 370 millions de dollars en 2018. Les paiements d'impôt en trésorerie diffèrent de la charge d'impôt sur le résultat présentée dans les états financiers pour diverses raisons, notamment le moment auquel les paiements doivent être effectués. Si notre impôt sur le résultat en trésorerie est inférieur à notre charge d'impôt sur le résultat, c'est principalement en raison des importantes dépenses d'investissement que nous continuons d'effectuer à l'égard de nos réseaux de télécommunications sans fil et à large bande à l'échelle du Canada. À l'instar d'autres régimes fiscaux dans le monde, les lois fiscales canadiennes permettent que les investissements consacrés à des actifs propres à accroître la productivité soient déduits à des fins fiscales plus rapidement qu'ils ne sont amortis aux fins de la constatation dans les états financiers.

AUTRES PAIEMENTS DESTINÉS À DES GOUVERNEMENTS

Nous représentons un apport pour les Canadiens étant donné que nous payons non seulement de l'impôt sur les bénéfices que nous dégagons, mais également des impôts et taxes et des droits aux gouvernements fédéral et provinciaux et aux administrations municipales, notamment :

- diverses taxes sur les salaires (cotisations sociales) que nous versons à l'intention de nos employés, qui sont environ 26 100;
- les taxes foncières et la taxe d'affaires;
- les taxes de vente et les droits de douane non recouvrables;
- les droits liés aux licences d'utilisation de spectre et de radiodiffusion et d'autres droits d'ordre réglementaire.

la direction visant l'identification des principaux risques auxquels sont assujetties nos activités et la mise en place de processus d'appréciation du risque adéquat aux fins d'atténuation. Le conseil d'administration délègue certaines tâches de surveillance et de gestion au comité d'audit et de risque.

Le comité d'audit et de risque analyse les politiques sur le risque avec la direction et le conseil d'administration, et épaulé le conseil dans sa surveillance de notre conformité aux obligations prescrites par la loi et les exigences réglementaires.

Le comité d'audit et de risque examine aussi :

- le caractère adéquat des contrôles internes adoptés par la Société pour protéger les actifs contre la perte et l'utilisation non autorisée, pour prévenir, décourager et détecter la fraude et pour vérifier l'exactitude des registres financiers;
- les processus d'identification, d'appréciation et de gestion des risques;
- notre exposition aux principaux risques et tendances et la mise en œuvre par la direction des politiques et mesures de surveillance et de contrôle de cette exposition aux risques, y compris la cybersécurité;
- la mise en place de nos principaux nouveaux systèmes et les changements à apporter aux principaux systèmes existants;
- nos plans de poursuite des activités et de reprise après sinistre;
- toute procédure d'audit spéciale appliquée lorsque des faiblesses ou des défaillances importantes sont décelées;
- d'autres questions liées à la gestion des risques de temps à autre au gré du comité d'audit et de risque ou du conseil d'administration.

GESTION DES RISQUES D'ENTREPRISE

Notre programme de gestion des risques d'entreprise (« GRM ») utilise un modèle en trois points de contrôle pour détecter, évaluer, gérer, surveiller et signaler les risques. Nos unités d'affaires et services, sous la tutelle de l'équipe de haute direction, constituent le premier point de contrôle de ce modèle et sont responsables de la gestion ou de l'acceptation des risques. Ensemble, ils détectent et évaluent les principaux risques, définissent les contrôles et plans d'action qui permettront de réduire ces risques et facilitent l'atteinte de nos objectifs d'entreprise.

La GRM constitue le deuxième point de contrôle. Elle aide la direction à repérer les principaux risques découlant de la poursuite de nos objectifs d'entreprise, à délimiter notre tolérance au risque et à cerner les nouveaux risques. Au niveau des unités d'affaires et des services, la GRM travaille de concert avec la direction pour assurer la gouvernance et formuler des conseils en ce qui a trait à la gestion des principaux risques et des contrôles liés de manière à atténuer ces risques. Enfin, la GRM collabore avec la fonction d'audit interne pour surveiller l'efficacité et le caractère approprié des contrôles afin de réduire les risques à un niveau acceptable.

La GRM procède annuellement à une évaluation stratégique des risques afin de détecter les principaux risques afférents à l'atteinte de nos objectifs d'entreprise en cernant les risques d'entreprise, des unités d'affaires et des services et en harmonisant les objectifs des unités et des services avec les objectifs opérationnels. Suivant une approche globale, la GRM repère les principaux risques et leur incidence éventuelle sur notre capacité à atteindre nos objectifs opérationnels. Sa méthode passe notamment par l'examen de rapports sur les risques, de rapports d'audit et d'études du secteur ainsi que des entretiens avec les membres de la direction responsables des unités et des services. La GRM présente les résultats de l'évaluation stratégique annuelle des risques à l'équipe de haute direction, au comité d'audit et de risque et au conseil.

L'audit interne constitue le troisième point de contrôle du modèle. L'équipe évalue la conception et l'efficacité opérationnelle du programme de gouvernance, des contrôles internes et de la gestion des risques. Les risques, contrôles et plans d'atténuation identifiés dans le cadre de ce processus sont intégrés au plan

d'audit interne annuel. Une fois l'an, l'audit interne effectue une évaluation du risque de fraude dans les états financiers et en surveille l'exécution par la direction pour s'assurer que nos états financiers et nos informations financières ne comportent pas d'éléments frauduleux ou inexacts et pour évaluer si ces contrôles sont adéquatement conçus et fonctionnent efficacement.

Il incombe à l'équipe de haute direction et au comité d'audit et de risque d'approuver notre politique portant sur les risques d'entreprise. Notre méthodologie et nos politiques de GRM reposent sur l'expertise de notre direction et de notre personnel pour détecter les risques et les occasions ainsi que pour appliquer des stratégies d'atténuation au besoin.

RISQUES ET INCERTITUDES INFLUANT SUR LES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

La présente rubrique décrit les principaux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence défavorable significative sur nos résultats financiers et nos activités. Toute information concernant les risques devrait être lue de concert avec la rubrique « À propos des énoncés prospectifs ».

INTENSITÉ DE LA CONCURRENCE

Rien ne garantit que les concurrents actuels ou futurs de la Société ne fourniront pas des services supérieurs à ceux de celle-ci ou des services à des tarifs inférieurs, ne s'adapteront pas plus rapidement à l'évolution des tendances sectorielles ou des exigences du marché, ne pénétreront pas les marchés de la Société ou ne lanceront pas des services concurrents. N'importe lequel de ces facteurs pourrait accroître les taux d'attrition ou réduire les parts de marché ou les produits de nos activités.

Nous pourrions devoir modifier notre tarification courante des produits et services en raison des tarifs réduits que nous proposons pour attirer de nouveaux clients et fidéliser nos abonnés existants. Ainsi, à mesure que la pénétration des services sans fil s'accroît auprès de la population, les nouveaux clients pourraient générer des PMPA inférieurs à la moyenne, ce qui pourrait ralentir la croissance des produits.

Les géants mondiaux de la technologie continuent d'accroître les dépenses qu'ils consacrent au contenu destiné à de nouveaux marchés, comme les médias sportifs, ce qui intensifie la concurrence visant nos secteurs Media et Cable. Il pourrait en résulter un accroissement des taux d'attrition, car les abonnés ont maintenant accès à d'autres sources de contenu média à partir desquelles choisir.

Sans-fil pourrait faire face à une concurrence accrue si des changements étaient apportés aux règles sur la propriété et le contrôle étrangers de licences de services sans fil.

- Des entreprises de télécommunications étrangères pourraient pénétrer le marché canadien en acquérant des licences ou des entreprises détenant des licences de services sans fil. L'entrée sur le marché de telles entreprises ayant des ressources en capital de loin supérieures pourrait entraîner la baisse de nos parts de marché des services sans fil. Il y a lieu de se reporter à la section « Propriété et contrôle étrangers » de la rubrique « Réglementation de notre secteur » pour obtenir de plus amples renseignements.

- La politique de ISDE Canada concernant le transfert des licences d'utilisation de spectre combinée à la législation de 2012 autorisant la propriété étrangère des fournisseurs de services sans fil détenant moins de 10 % des parts de marché pourraient rendre plus difficile l'acquisition de spectre additionnel par les fournisseurs de services titulaires. La législation régissant les intérêts étrangers dans les entreprises de services sans fil pourrait rendre plus abordable l'accès au marché des services sans fil canadien pour les fournisseurs de services étrangers. Cela pourrait avoir pour effet d'intensifier la concurrence dans le secteur canadien des services sans fil.

De plus, en vertu du *Règlement sur la distribution de radiodiffusion* du CRTC, les fournisseurs de services par câble ne peuvent obtenir de contrats d'exclusivité dans des immeubles où il est techniquement possible d'installer deux systèmes de transmission ou plus.

RISQUES LIÉS À LA RÉGLEMENTATION

MODIFICATIONS DE LA RÉGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE

La quasi-totalité des activités de la Société est réglementée par ISDE Canada et le CRTC; toute modification ou décision réglementaire pourrait influer défavorablement sur les résultats des activités sur une base consolidée. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Réglementation de notre secteur » pour obtenir d'autres renseignements sur ce sujet.

Les modifications réglementaires apportées par ces organismes de réglementation ou les décisions prises par eux pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats, sur une base consolidée. La réglementation concerne notamment l'octroi de licences et les frais connexes, la concurrence, les services de programmation de télévision par câble que la Société doit distribuer, les conventions d'interconnexion filaire et sans fil, les tarifs exigés pour l'accès aux réseaux par des tiers, la revente des réseaux et l'itinérance sur les réseaux, l'exploitation et la propriété des systèmes de communications ainsi que la capacité d'acquérir des participations dans d'autres systèmes de communications. Par ailleurs, le coût de la prestation des services pourrait augmenter de temps à autre en raison de l'observation des mesures sectorielles ou législatives prises en réponse à des préoccupations en matière de protection des consommateurs ou de questions liées à Internet comme l'atteinte au droit d'auteur, les courriels commerciaux non sollicités, la cybercriminalité et l'accès autorisé.

En général, les licences octroyées à la Société le sont pour une durée déterminée et sous réserve de modalités relatives au maintien de ces licences. Les organismes de réglementation peuvent modifier ces modalités en tout temps. Ils pourraient décider de ne pas renouveler une licence à son échéance et tout défaut par la Société de se conformer aux modalités de maintien d'une licence pourrait entraîner une révocation ou une déchéance de n'importe laquelle de ses licences ou l'imposition d'amendes. Les licences pour les services de câblodistribution, les services sans fil et les services de diffusion ne peuvent généralement pas être cédées sans l'approbation des organismes de réglementation.

Les licences sont assorties de modalités stipulant que la Société doit se conformer aux restrictions sur la propriété canadienne en vertu des lois applicables. La Société respecte actuellement toutes

les exigences en matière de propriété et de contrôle par des Canadiens. Si ces exigences n'étaient pas respectées, la Société pourrait se voir imposer diverses pénalités, notamment, dans le pire des cas, la perte d'une licence.

PROJET DE DÉCRET DONNANT AU CRTC DES INSTRUCTIONS RELATIVEMENT À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE DE TÉLÉCOMMUNICATION ET EXAMEN PAR LE CRTC DES SERVICES SANS FIL MOBILES

Le 26 février 2019, le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique a présenté un Projet de décret donnant au CRTC des instructions relativement à la mise en œuvre de la politique canadienne de télécommunication pour promouvoir la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation. Les instructions signalent l'intention du gouvernement d'exiger du CRTC qu'il considère la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation lorsqu'il prend des décisions en matière de télécommunications et qu'il démontre aux Canadiens que ces facteurs ont bel et bien été considérés lors de la prise de ces décisions. À son entrée en vigueur, l'ordonnance définitive s'appliquera lors de l'examen quinquennal de l'état des services sans fil mobiles entrepris par le CRTC le 28 février 2019 dans le cadre de l'avis de consultation de télécom CRTC 2019-57, *Examen des services sans fil mobiles*. L'examen pourrait entraîner des changements défavorables pour Rogers. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Réglementation de notre secteur » pour plus de précisions.

SPECTRE

Le spectre radio est l'un des actifs fondamentaux essentiels aux activités de notre secteur Sans-fil. Notre capacité à continuer d'offrir les services actuels et à les améliorer dépend, entre autres choses, d'un accès continu au spectre et du déploiement adéquat de celui-ci, ce qui comprend la capacité à la fois de renouveler les licences d'utilisation de spectre existantes et d'acquérir de nouvelles licences d'utilisation de spectre.

Si nous ne pouvons acquérir et conserver les licences d'utilisation de spectre nécessaires, nous pourrions ne pas être en mesure de continuer à offrir et à améliorer les services actuels ni de déployer de nouveaux services en temps utile, notamment en ce qui concerne l'offre de débits de données concurrentiels recherchés par nos clients. Par conséquent, notre capacité à attirer et à fidéliser la clientèle pourrait subir une incidence défavorable. En outre, une incapacité d'acquérir et de conserver des licences d'utilisation de spectre pourrait avoir une incidence sur les niveaux de qualité au sein du réseau et entraîner une hausse des dépenses d'investissement.

Des modifications des droits de licence d'utilisation de spectre imposées par le gouvernement pourraient entraîner une augmentation considérable de nos paiements et, par conséquent, réduire beaucoup notre bénéfice net.

CODE SUR LES SERVICES SANS FIL

La décision du CRTC d'appliquer son Code sur les services sans fil a pour effet, entre autres choses, de contraindre, dans les faits, les fournisseurs de services sans fil canadiens à offrir des contrats de service de deux ans plutôt que des contrats de trois ans. Ce

changement modifie notre coût d'acquisition et de fidélisation de la clientèle et le taux d'attrition des abonnés. Le Code a été appliqué à tous les contrats (sauf les plans d'entreprises) conclus ou renouvelés après le 2 décembre 2013 et s'applique aussi à tous les contrats (sauf les plans d'entreprises), depuis le 3 juin 2015, sans égard à la date à laquelle ils ont été conclus. Se reporter à la rubrique « Réglementation de notre secteur » pour en savoir plus à ce sujet.

Nos activités de Sans-fil pourraient subir des répercussions défavorables importantes si la réglementation ou la réaction de la clientèle rendait difficile l'imposition de contrats à terme ou de frais de résiliation par anticipation à nos clients ou la réalisation des produits prévus aux termes des contrats à terme que nous avons conclus.

RADIOFRÉQUENCES ÉMISES

De temps à autre, des médias et d'autres parties ont fait mention de liens allégués entre les radiofréquences émises par les appareils sans fil et divers problèmes de santé, y compris le cancer, ainsi que des interférences influant sur divers dispositifs médicaux, notamment les appareils de correction auditive et les stimulateurs cardiaques. Même s'il n'y a pas d'études ni de rapports concluants indiquant que les radiofréquences sont la cause directe de ces problèmes de santé, cela pourrait décourager l'utilisation des appareils sans fil ou exposer Sans-fil à des litiges éventuels. De futures mesures réglementaires pourraient entraîner l'imposition de normes plus restrictives sur les émissions de radiofréquences provenant d'appareils à faible puissance comme les appareils sans fil. Nous ne pouvons prédire la nature ni l'étendue de telles restrictions.

OBTENTION D'UN ACCÈS À DES STRUCTURES DE SOUTIEN ET À DES DROITS DE PASSAGE MUNICIPAUX

Nous devons avoir accès à des structures de soutien et à des droits de passage municipaux afin de déployer les installations de nos services par câble. Là où l'accès aux droits de passage municipaux ne peut être obtenu, nous pouvons nous adresser au CRTC afin d'obtenir un droit d'accès en vertu de la *Loi sur les télécommunications* (Canada) (la « Loi sur les télécommunications »). Le défaut d'obtenir un tel accès pourrait accroître les coûts de Cable et compromettre ses activités.

Toutefois, la Cour suprême du Canada a statué en 2003 que le CRTC n'a pas compétence pour établir les modalités d'accès aux poteaux des entreprises hydroélectriques. Par conséquent, nous obtenons habituellement les accès nécessaires selon les conditions établies par les organismes de services publics provinciaux.

DÉPENDANCE ENVERS LES INSTALLATIONS ET LES SERVICES DES ESLT

Les services de téléphonie pour entreprises fournis hors du territoire de nos services par câble dépendent fortement de la disponibilité des installations et des services obtenus des entreprises de services locaux titulaires, conformément aux règles du CRTC. La modification de ces règles pourrait avoir une incidence importante sur les coûts d'exploitation de ces services.

COÛT DES DROITS

Toute augmentation des droits a une incidence défavorable sur nos résultats opérationnels.

PRATIQUES DE VENTE

En 2018, un reportage a été publié sur la base de renseignements obtenus d'employés d'entreprises de télécommunications déclarant avoir subi des pressions les incitant à donner de l'information trompeuse aux clients pour tenter de leur faire accepter des services dont ils n'avaient pas nécessairement besoin ou qu'ils ne voulaient pas. Des centaines de consommateurs ayant déposé une plainte auprès du CRTC et de la Commission des plaintes relatives aux services de télécom-télévision (la « CPRST ») ont confirmé avoir été la cible de techniques de vente trop insistantes. En octobre 2018, le CRTC a tenu une audience publique dans le cadre de la procédure visant l'évaluation de cette question. Toutes les grandes entreprises de télécommunications ont démenti le fait que tout problème était généralisé et représentatif du secteur. En parallèle, nous avons procédé à une enquête interne et déterminé que, parmi les dizaines de millions d'interactions que nous avons avec nos clients chaque année, seul un très petit pourcentage d'entre elles avait donné lieu à des plaintes pour pratique de vente insistante ou trompeuse.

Le 20 février 2019, le CRTC a remis son rapport à ISDE Canada qui recommande de considérer :

- de rendre obligatoire la présentation des prix proposés avant la vente en vue de mieux informer les clients;
- d'instaurer des périodes d'essai qui permettraient aux clients d'annuler un service qui ne correspond pas à ce qu'on leur avait offert;
- de créer une « norme de convenance » qui obligerait les fournisseurs de services à s'assurer que leurs offres et leurs promotions correspondent aux besoins et aux moyens du client;
- d'élargir le mandat de la CPRST afin d'inclure le traitement des plaintes concernant les pratiques de vente au détail trompeuses ou agressives dans le cadre de la procédure d'examen de la CPRST prévue en 2022.

ISDE Canada examinera le rapport. Les instances de suivi qui y sont proposées pourraient se traduire par l'imposition de nouvelles obligations concernant notre manière de vendre nos services.

ACQUISITION ET MAINTIEN EN POSTE D'EMPLOYÉS TALENTUEUX

Notre secteur d'activité vit une transformation importante. En effet, tandis que la concurrence pour les talents augmente, notre succès dépend fortement de notre capacité à attirer et à maintenir en poste une main-d'œuvre très performante et motivée, notamment dans les principaux domaines de croissance que sont les technologies numériques et les TI. Nous devons nous affirmer à offrir des occasions de cheminement et de perfectionnement de carrière, une rémunération et des avantages concurrentiels et une expérience employé exceptionnelle. Les changements que subit notre main-d'œuvre sous l'effet de facteurs comme le roulement de personnel et les restructurations, l'incapacité à former la relève en interne, les mesures de réduction de coûts, les constantes négociations syndicales ou d'autres événements pourraient avoir une incidence défavorable sur l'expérience client, et donc sur nos produits opérationnels et notre rentabilité.

EXPÉRIENCE CLIENT

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle est l'une de nos six priorités stratégiques, parce qu'une expérience client unique est la clé de notre succès à long terme. La fidélité de nos clients et la probabilité qu'ils recommandent Rogers sont des facteurs qui dépendent de notre capacité à offrir une expérience de service qui répond aux attentes de nos clients ou les surpassé. Nous avons un grand nombre d'interactions avec nos clients chaque année, qu'il s'agisse de nouveaux clients potentiels qui font des achats en magasin ou de clients qui appellent pour obtenir du soutien technique, sans compter tous les autres. De plus, chaque fois que quelqu'un utilise un de nos produits - pour faire un appel sur un appareil sans fil, naviguer sur Internet, regarder son émission préférée avec nos services d'accès Internet ou de télévision ou écouter une de nos stations de radio - son expérience influe sur toutes ses interactions futures avec la marque Rogers. Si nos produits ne procurent pas aux clients l'expérience d'utilisation à laquelle ils s'attendent et si nous n'avons pas des interactions claires, simples et équitables avec nos clients, il pourrait en découler des malentendus contrariants pour nos clients, ce qui risquerait de nous faire perdre des occasions de vente et d'augmenter notre taux d'attrition; ces deux derniers facteurs pourraient à leur tour avoir des répercussions défavorables sur notre réputation, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

RISQUE LIÉ À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Notre secteur est vulnérable aux cyberrisques, dont la fréquence aussi bien que la complexité ne cessent de croître. Rogers et ses fournisseurs utilisent des systèmes et une infrastructure de réseaux exposés aux cyberattaques comme le vol d'actifs, l'accès non autorisé à des renseignements exclusifs ou sensibles, la destruction ou l'altération des données ou encore la perturbation des activités. Une cyberattaque importante visant l'infrastructure de réseaux critique et les systèmes d'information qui la sous-tendent, chez Rogers ou chez ses fournisseurs, pourrait se traduire par l'interruption des services, des litiges, la perte de clients, des coûts de correction considérables et des atteintes à notre réputation.

Sachant qu'il importe que notre entreprise reste sûre, vigilante et résiliente, la direction s'est engagée à mettre sur pied un programme de sécurité de l'information et de cybersécurité. Notre succès continu dépend de la protection des données sensibles, y compris les renseignements personnels que nous détenons sur nos clients et notre personnel. Nous nous appuyons sur nos formations de sensibilisation à la sécurité, sur nos politiques et procédures ainsi que sur nos systèmes de technologie de l'information pour protéger cette information. Notre succès dépend aussi de la capacité de Rogers à continuer de surveiller les risques liés à la cybersécurité et, au besoin, à faire appel à des renseignements sur les menaces externes, à la surveillance interne, à l'examen des pratiques exemplaires et à la mise en application de contrôles pour atténuer ces risques. Nous avons souscrit des assurances contre certains dommages liés aux violations de la cybersécurité, aux intrusions et aux attaques dirigées contre nos systèmes. Le comité d'audit et de risque est chargé de superviser les politiques et les procédures employées par la direction relativement aux risques liés à la cybersécurité.

Les facteurs externes qui menacent le réseau et notre entreprise dans son ensemble évoluent sans cesse, et rien ne garantit que nous serons en mesure de protéger le réseau contre toutes les menaces qui pourraient se présenter. De telles attaques pourraient faire varier nos produits opérationnels.

INCIDENCE DES PANNEES DE RÉSEAU SUR LES PRODUITS ET LE SERVICE À LA CLIENTÈLE

Les clients ont des attentes élevées à l'égard de la fiabilité et de la constance de nos réseaux. L'incapacité à maintenir des niveaux élevés de service et à gérer le trafic sur le réseau pourrait avoir des répercussions sur l'expérience client et éventuellement se traduire par un accroissement du taux d'attrition. En raison de la demande accrue et du trafic sur nos réseaux Internet et sans fil, des pressions pourraient s'exercer sur la capacité et créer de la congestion. Ces pressions pourraient provoquer des problèmes de vitesse et de connectivité sur nos réseaux. Les défaillances de nos réseaux ou de leurs principales composantes pourraient, dans certaines circonstances, entraîner une interruption des services aux clients pendant certaines périodes et avoir une incidence défavorable sur la situation et les résultats financiers de la Société. La Société compte aussi sur ses partenaires pour l'acheminement d'une partie du trafic de certains clients. La défaillance de l'un de ces fournisseurs pourrait également entraîner une interruption des services pour certains clients, qui durera jusqu'à ce que la Société puisse réacheminer le trafic vers un autre fournisseur. Cette situation pourrait avoir une incidence défavorable sur notre capacité à fournir nos services à nos clients et à attirer de nouveaux abonnés.

Nous travaillons à protéger nos réseaux et nos services des désastres naturels et des grands phénomènes météorologiques tels les tempêtes de verglas, les tempêtes de vent, les feux de forêt, les inondations, les tremblements de terre ou les glissements de terrain lorsque c'est nécessaire et faisable. Rien ne garantit qu'un événement futur n'occasionnera pas des interruptions des services et que de telles interruptions n'influeront pas sur nos résultats. Des perturbations ou des pannes de service, si elles ne sont pas rapidement réglées, pourraient aussi avoir une incidence sur nos activités, et éventuellement causer un risque de retard ou d'erreur dans la facturation. Si nous n'arrivons pas à mettre en place les stratégies et les protocoles de réponse appropriés pour régler les pannes de service causées par de tels événements, ces derniers pourraient avoir des répercussions sur nos produits opérationnels et l'expérience de notre clientèle. La reprise après de tels sinistres pourrait exiger des ressources et des coûts de correction considérables, qui sont difficiles à estimer.

DÉPENDANCE AUX SYSTÈMES DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

L'exploitation quotidienne de nos activités dépend de systèmes de TI. Notre incapacité d'exploiter ou d'améliorer nos systèmes en fonction de la croissance du nombre d'abonnés et de manière à soutenir les nouveaux produits et services ou la survenance de perturbations ou de pannes de nos systèmes pourraient influer défavorablement sur notre capacité d'acquérir de nouveaux abonnés, de servir nos clients, de gérer les taux d'attrition des abonnés, de produire des factures exactes au moment opportun,

d'accroître les produits et de gérer les charges opérationnelles. Cela pourrait influer défavorablement sur nos résultats financiers ou notre situation financière.

La majeure partie de notre effectif ainsi que certains éléments critiques de notre infrastructure de réseaux et de nos systèmes de TI sont concentrés dans diverses installations. Si nous ne sommes pas en mesure d'accéder à l'une ou à plusieurs de ces installations, en raison d'une catastrophe naturelle ou d'un désastre imputable à l'intervention humaine ou autrement, nos activités pourraient être affectées de manière significative dans la mesure où il pourrait être difficile pour nous de reprendre nos activités sans interruption de service majeure ou incidence défavorable importante sur nos produits ou notre clientèle.

TECHNOLOGIES DE RUPTURE

Nos plans concernant les réseaux présument que la nouvelle technologie sera disponible pour nos réseaux sans fil et filaires. Nous collaborons avec les organismes de rédaction des normes du secteur et avec nos fournisseurs pour favoriser la mise à notre disposition de la nouvelle technologie en temps opportun, mais rien ne garantit que nous y aurons accès au moment voulu.

Plusieurs technologies ont entraîné des changements fondamentaux dans la prestation des services de la Société, notamment :

- les services à large bande;
- les services de transmission de la voix et des données et de la vidéo IP;
- l'utilisation accrue des technologies de fibre optique à l'intention des entreprises et des résidences;
- l'accès sans fil à large bande ainsi que les services sans fil utilisant un spectre de fréquences radio auquel la Société pourrait ne pas avoir accès ou n'avoir qu'un accès limité;
- les applications et les services d'infonuagique, qui ne dépendent pas d'un fournisseur ni d'un raccordement physique.

Ces technologies pourraient également nécessiter des structures de coûts considérablement différents pour leurs utilisateurs et pourraient donc influer sur la viabilité à long terme de certaines de nos technologies actuelles. Certaines de ces technologies ont permis aux concurrents de pénétrer nos marchés avec des produits ou services similaires, mais à coût moindre. Ces concurrents pourraient être de plus grande envergure que la Société, disposer d'un meilleur accès aux ressources financières que Rogers et être soumis à moins de restrictions réglementaires que cette dernière.

Apple a ajouté la technologie de la carte « eSIM » (eSIM pour *embedded subscriber identification module*, ou module d'identification d'abonné intégré) aux derniers iPhone et iPad. Cette technologie, lorsqu'elle sera largement utilisée, permettra aux clients de changer de fournisseur sans avoir recours à la carte SIM du fournisseur en question. Si Apple continue d'ajouter la carte « eSIM » à ses produits mobiles au Canada, ou que d'autres importants vendeurs d'appareils commencent à le faire, cela pourrait avoir des conséquences défavorables sur nos activités, nos taux d'attrition et nos résultats opérationnels puisque de nombreux clients n'ayant pas d'appareil subventionné ne sont pas tenus par contrat de demeurer avec Rogers.

Le déploiement plus rapide de réseaux de fibre optique par la concurrence pourrait entraîner une augmentation de la portée et

de la stabilité des services filaires qu'ils offrent. Il pourrait en découler un accroissement des taux d'attrition des abonnés à nos services filaires. Se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance » pour en savoir plus.

L'amélioration de la qualité de la diffusion continue de contenu vidéo sur Internet conjuguée à la disponibilité grandissante d'émissions télévisées et de films en ligne offerts par les fournisseurs de services par contournement nous font concurrence pour les cotes d'écoute et ont intensifié la concurrence que les câblodistributeurs canadiens doivent livrer. Nous avons d'ailleurs constaté une augmentation du nombre de débranchements et de branchements minimalistes, car les consommateurs continuent d'annuler leurs services de câblodistribution traditionnels. Si d'autres EDR à canaux multiples canadiennes profitent de l'évolution de la technologie, la concurrence faite aux services de câblodistribution de la Société risque de s'intensifier. En outre, à mesure que se poursuit le développement de la technologie liée à l'accès Internet sans fil, cette technologie remplace, dans certains cas, l'accès Internet filaire traditionnel.

L'utilisation des EVP a influé sur notre capacité à tirer des produits de la publicité télévisée puisque les téléspectateurs ont la possibilité de sauter la publicité diffusée à la télévision. L'émergence et la croissance soutenues de services de radiodiffusion AM/FM numérique et par satellite par abonnement pourraient modifier les habitudes d'écoute et influer défavorablement sur les résultats de nos stations de radio. Certaines sections de l'auditoire passent également des plateformes de diffusion conventionnelle à Internet, où elles ont accès à un nombre croissant de vidéos et de contenu audio en diffusion continue.

DÉPENDANCE ENVERS DES FOURNISSEURS DE SERVICES EXTERNES

Nous avons conclu des ententes d'impartition et des accords de services avec des tiers pour fournir certaines composantes essentielles des activités de la Société pour les membres du personnel et les clients, notamment certaines fonctions de gestion des installations et des immeubles, le soutien des centres d'appels, les techniciens affectés à certaines installations et au service, certaines fonctions de réseau et de TI et l'impression des factures. Des interruptions de ces services pourraient influer défavorablement sur notre capacité à fournir des services à nos clients. Dans l'exécution des accords de services, les fournisseurs tiers doivent s'assurer que nos renseignements sont protégés et sauvegardés de manière appropriée. Le non-respect de cette obligation pourrait avoir des répercussions sur Rogers en augmentant les risques liés à la réglementation et en portant atteinte à sa réputation et à l'expérience client.

AUTRES RISQUES D'ENTREPRISE

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Les activités de la Société sont touchées par la conjoncture économique générale ainsi que par le niveau de confiance et les dépenses des consommateurs. Des récessions, des ralentissements économiques et l'incertitude économique peuvent réduire la confiance des consommateurs et des entreprises ainsi que les dépenses discrétionnaires des consommateurs, ce qui

peut avoir des conséquences néfastes sur la Société par suite d'une réduction de la demande à l'endroit de ses produits et services, y compris des baisses de la publicité, des produits et de la rentabilité ainsi que des hausses des taux d'attrition des abonnés et des créances douteuses. Une part importante des produits tirés de la radiodiffusion, de l'édition et des services numériques provient de la vente de publicité et varie en fonction de la vigueur de l'économie.

STRATÉGIE ET PLANS D'AFFAIRES

Notre stratégie est essentielle à notre réussite à long terme. La modification de nos priorités stratégiques ou l'adoption de nouvelles priorités pourraient compromettre les projets en cours et avoir des répercussions défavorables significatives sur nos activités, nos résultats opérationnels et notre situation financière.

Nous élaborons des plans d'affaires, exécutons des projets et nous nous engageons dans de nouvelles entreprises afin de prendre de l'expansion. Si les avantages attendus de ces initiatives ne se réalisent pas, nos activités, nos résultats opérationnels et notre situation financière pourraient en pâtrir de manière significative.

Le développement et le déploiement de notre gamme de services résidentiels branchés dépendent en partie de certains fournisseurs. Si le déploiement devait ne pas se dérouler comme prévu ou si le produit ne fonctionnait pas comme prévu, nos activités et nos résultats financiers pourraient être touchés défavorablement. Cela pourrait entraîner des pertes d'abonnés, une baisse des produits de Cable et l'insatisfaction de la clientèle.

SURVEILLANCE ET CONTRÔLE DES ACTIVITÉS

FRAUDULEUSES

Parce que nous sommes une grande entreprise ayant des dizaines de milliers d'employés et offrant une gamme attrayante de produits et de services précieux, la prévention de la fraude exige le recours à un programme structuré englobant la gouvernance, l'identification et l'évaluation des risques, la prévention, la détection et la communication de l'information. Ce programme doit tenir compte de la corruption, de l'appropriation illicite d'actifs et de la manipulation intentionnelle des états financiers par des employés ou des tiers. La fraude peut entraîner des pertes financières et une dégradation de la marque. En plus de l'accès non autorisé aux terminaux numériques et aux modems Internet (décrit plus haut), les types de fraudes dont nous pourrions être la cible comprennent par exemple i) l'utilisation frauduleuse du réseau, comme pour des activités d'appel ou de vente sur nos réseaux par câble ou sans fil, ii) l'abonnement frauduleux à des comptes établis à l'aide d'une fausse identité ou payés avec une carte de crédit volée et iii) le vol de droits d'auteur et d'autres formes d'utilisation non autorisée qui contreviennent à l'exclusivité des contenus offerts.

ACCÈS NON AUTORISÉ AUX TERMINAUX NUMÉRIQUES OU AUX MODEMS INTERNET

Nous employons une technologie de chiffrement conçue et exploitée par nos fournisseurs pour protéger nos signaux de câblodistribution contre un accès non autorisé et pour contrôler l'accès à la programmation en fonction du forfait des abonnés. Nous utilisons également des technologies de chiffrement et de sécurité afin d'empêcher l'accès non autorisé à nos services d'accès Internet.

Rien ne garantit que nous saurons de fait empêcher ou éliminer le décodage non autorisé des signaux de télévision ou d'accès Internet à l'avenir. Si nous ne pouvons contrôler l'accès aux signaux avec notre technologie de chiffrement et les abonnements à la programmation numérique, y compris la vidéo sur demande et la vidéo sur demande offerte par abonnement, les produits de notre secteur Cable pourraient baisser.

RESPECT DES NORMES JURIDIQUES ET ÉTHIQUES

Nos employés, dirigeants, administrateurs, fournisseurs et partenaires doivent se comporter constamment dans le respect des lois et des normes juridiques et éthiques applicables de tous les territoires où nous exerçons nos activités, notamment les lois et règlements contre la corruption. Les situations où une personne, physique ou morale, intentionnellement ou non, ne se conforme pas à nos politiques, aux lois et règlements applicables ou à ses obligations contractuelles pourraient nous exposer à des litiges et à d'éventuels dommages-intérêts, sanctions et amendes, ou nous rendre inadmissibles à soumissionner pour des contrats. Cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats, notre situation financière, notre réputation et notre marque.

DÉPENDANCE ENVERS CERTAINS FOURNISSEURS CLÉS

D'INFRASTRUCTURE DE RÉSEAUX ET D'APPAREILS SANS FIL

Nos services sans fil entretiennent des relations avec un nombre relativement petit de fournisseurs clés d'infrastructure de réseaux et d'appareils. Nous ne détenons pas le contrôle financier ou opérationnel sur ceux-ci et nous n'avons qu'une influence limitée sur la façon dont ils feront affaire avec nous. Une tendance récente fait que de moins en moins de fournisseurs d'appareils sans fil occupant le haut du segment se partagent le marché, de sorte que notre dépendance ne fera qu'augmenter.

La défaillance de l'un des fournisseurs d'infrastructure de réseaux de la Société pourrait entraîner des retards dans l'expansion de la capacité des réseaux ou dans l'ajout de nouvelles capacités et de nouveaux services. Les fournisseurs d'infrastructure de réseaux et d'appareils peuvent, notamment, reporter les dates de livraison, accroître les prix ou limiter l'approvisionnement s'ils subissent eux-mêmes des pénuries ou s'ils éprouvent d'autres problèmes. Si ces fournisseurs ne mettent pas au point des appareils qui répondent aux besoins des clients ou ne livrent pas leurs produits et services au moment opportun, cela pourrait nuire considérablement à nos activités, à notre situation financière ou à nos résultats opérationnels. Toute interruption de l'approvisionnement en matériel pour les réseaux de la Société pourrait également nuire à la qualité de nos services ou entraver l'expansion et l'aménagement des réseaux.

ATTENTES À L'ÉGARD DES PRODUITS TIRÉS DES SERVICES NOUVEAUX ET ÉVOLUÉS

Nous nous attendons à ce qu'une part importante de la croissance de nos produits futurs émane de nos services nouveaux et améliorés, et nous continuons d'injecter d'importants capitaux pour développer nos réseaux de manière à offrir ces services. Il se pourrait, toutefois, que la demande ne soit pas assez forte ou que la Société ne réussisse pas à prévoir ou à satisfaire la demande de certains produits et services ou qu'elle ne soit pas en mesure d'offrir ou de commercialiser ces nouveaux produits et services auprès des abonnés. Si nous ne pouvons inciter de façon rentable

nos abonnés à adopter de nouveaux produits et services ou ne pouvons suivre l'évolution des préférences des consommateurs, nous pourrions enregistrer un ralentissement de la croissance des produits et des taux d'attrition accrus. Cela pourrait avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats opérationnels et notre situation financière.

COMPLEXITÉ DE NOS ACTIVITÉS

Les activités, technologies, processus et systèmes de la Société sont complexes sur le plan opérationnel et de plus en plus interconnectés. Si nous ne les exploitons pas comme il se doit ou si des erreurs ou une catastrophe devaient les toucher, les clients pourraient avoir une expérience négative se soldant par un taux d'attrition plus élevé et des produits opérationnels en baisse.

En outre, nous possédons un grand nombre de systèmes de soutien et d'exploitation interconnectés, dont la complexité s'accroît continuellement. Le développement et le lancement de nouveaux services pourraient exiger des efforts d'élaboration et d'intégration des systèmes considérables. Rien ne garantit que toute initiative de changement d'un système ou d'un processus de TI se déroulera avec succès ou dans le respect des échéanciers; l'incapacité à le faire pourrait avoir une incidence défavorable sur nos résultats et notre situation financière.

ACQUISITIONS, DESSAISISSEMENTS OU INVESTISSEMENTS

L'acquisition d'activités et de technologies complémentaires, la conclusion d'alliances stratégiques et le dessaisissement de certaines portions de nos activités exigent souvent une mise en œuvre rigoureuse de notre stratégie commerciale. Certains volets de nos activités opérationnelles (et activités connexes) sont exposés à des technologies en évolution rapide et à des tendances dans l'utilisation et la demande des consommateurs; il est possible que nous ne puissions prévoir convenablement la valeur de la demande ou le risque que les technologies concurrentes engendrent une hausse des évaluations relativement aux acquisitions éventuelles ou nous fassent passer à côté d'occasions d'affaires.

Les services, les technologies, le personnel clé et les activités des entreprises acquises pourraient ne pas être intégrés de manière efficace aux activités ou aux services de la Société et les alliances pourraient s'avérer infructueuses. La Société pourrait également être incapable de mener à terme un dessaisissement ou de le mener de manière satisfaisante.

AUGMENTATION DES CLIENTS QUI APPOINTENT LEUR PROPRE APPAREIL

Avec le Code sur les services sans fil du CRTC qui limite la durée des contrats à deux ans, au lieu de trois, le nombre de clients qui apportent leur propre appareil ayant des contrats sans échéance a augmenté. En effet, ces clients ne sont pas tenus par contrat de demeurer avec Rogers et cela pourrait avoir des conséquences négatives importantes sur notre taux d'attrition et les produits de notre secteur Sans-fil.

ACCÈS AUX DROITS DE PROGRAMMATION

La concurrence à l'égard des droits de diffusion de contenu de la part des diffuseurs de télévision linéaire conventionnelle et des diffuseurs de contenu en ligne s'intensifie. Les fournisseurs de

services en ligne passent de plus en plus à du contenu exclusif qu'ils produisent et diffusent eux-mêmes, ce qui réduit l'accès des diffuseurs traditionnels à la programmation qu'ils recherchent. De plus, si les diffuseurs et les distributeurs concluent des ententes à long terme pour obtenir des droits de programmation, cela pourrait avoir une incidence sur la disponibilité des droits visant la programmation souhaitée et entraîner une baisse des produits opérationnels en raison de la non-disponibilité de ces droits.

ACCROISSEMENT DES COÛTS DE PROGRAMMATION

Les coûts de programmation représentent l'engagement le plus important du secteur des services de télévision de Cable et constituent des coûts significatifs pour les propriétés télévisuelles de Media. La concurrence accrue touchant les droits de diffusion de contenu et d'émissions populaires des diffuseurs de télévision linéaire conventionnelle et des diffuseurs de formats en ligne continue de faire monter les coûts liés aux droits de diffusion. Les coûts de programmation en hausse pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats opérationnels de nos activités si nous n'étions pas en mesure de recouvrir nos investissements par le truchement des produits tirés de la publicité et d'augmentations des frais d'abonnement reflétant le marché.

DÉCROISSANCE DU NOMBRE D'ABONNÉS À LA TÉLÉVISION PAYANTE AU CANADA

Le nombre de ménages canadiens abonnés à la télévision payante a reculé. D'autres services vidéo offerts aux consommateurs (comme les abonnements directement au consommateur et les services gratuits) ainsi que le piratage ont contribué à cette tendance. Ce déclin, s'il persiste, pourrait avoir une incidence négative significative sur nos résultats d'exploitation.

PASSAGE DES MÉDIAS CONVENTIONNELS AUX MÉDIAS NUMÉRIQUES

Notre secteur Media exerce ses activités dans plusieurs secteurs qui peuvent être touchés par le passage des clients des médias conventionnels aux médias numériques, lequel stimule des changements en ce qui a trait à la qualité et à l'accessibilité des données et des solutions mobiles de recharge aux médias conventionnels. La Société a commencé à se tourner vers le marché numérique. La concurrence accrue en matière de produits tirés de la publicité qui provient des plateformes numériques, comme les moteurs de recherche, les réseaux sociaux et d'autres modes de contenu numérique, a entraîné une transition des produits tirés de la publicité des diffuseurs de télévision conventionnels aux plateformes numériques. L'effet est plus important sur les réseaux de télévision par voie hertzienne conventionnels, comme City et OMNI, qui ne génèrent pas de produits secondaires découlant de l'abonnement. Les résultats de Media pourraient être touchés défavorablement si nous ne réussissons pas à détourner les revenus publicitaires des médias conventionnels pour les attirer vers les plateformes numériques.

NOTRE POSITION SUR LES MARCHÉS DANS LES SECTEURS DE LA RADIODIFFUSION, DE LA TÉLÉDIFFUSION OU DE L'ÉDITION DE MAGAZINES

Les annonceurs privilégident habituellement les médias ayant une position dominante sur leurs marchés et dans leurs catégories respectifs, particulièrement lorsque leurs budgets de publicité sont

serrés. Nos stations de radio et de télévision et les magazines de Media pourraient ne pas continuer d'afficher la même performance que maintenant. Les annonceurs fondent une part importante de leurs décisions d'achat sur des statistiques portant sur les cotes d'écoute et le lectorat produites par les associations ou agences industrielles. Une diminution importante des cotes d'écoute de nos stations de radio et de télévision ou du lectorat de nos magazines de Media pourrait influer défavorablement sur nos volumes des ventes et nos tarifs de publicité.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La question des changements climatiques concerne de plus en plus les entreprises, notamment celles du secteur des télécommunications. L'échec des mesures d'atténuation des changements climatiques et des efforts d'adaptation à ces changements pourrait avoir une incidence sur notre entreprise en perturbant nos activités, en endommageant nos infrastructures et en touchant les communautés qui forment notre clientèle.

Les changements climatiques et l'environnement attirent de plus en plus l'intérêt du public. De nombreux aspects de nos activités sont assujettis à des lois et règlements en matière d'environnement, de santé et de sécurité imposés au niveau fédéral, provincial et local qui évoluent et sont de plus en plus stricts. Ces lois et règlements comportent des dispositions portant sur des enjeux comme le rejet de matières dans l'environnement, les mesures correctives à prendre à l'égard de ces rejets et le traitement et la gestion appropriés des matières, dont les déchets. Ces enjeux grandissants et le resserrement des lois et règlements pourraient accroître les coûts liés à la conformité et aux services publics. L'incapacité à en reconnaître l'importance et à réagir de manière adéquate pourrait se traduire par l'imposition d'amendes, un examen minutieux de la part des organismes de réglementation ou une atteinte à notre réputation ou à notre marque.

RISQUES FINANCIERS

ENGAGEMENTS EN CAPITAL, LIQUIDITÉ, DETTE ET PAIEMENTS AU TITRE DES INTÉRÊTS

Nos engagements en capital et obligations de financement pourraient avoir d'importantes conséquences, notamment :

- obliger la Société à consacrer une part importante des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles au versement de dividendes et au paiement des intérêts et du principal, ce qui réduirait les fonds disponibles à d'autres fins, y compris d'autres transactions financières;
- accroître la vulnérabilité de la Société lorsque la conjoncture de l'économie ou du secteur est défavorable;
- restreindre la capacité de la Société à prévoir les changements survenant au sein de ses activités ou de son secteur ou à s'y adapter;
- désavantager la Société par rapport à des concurrents qui ont peut-être plus de ressources financières ou un ratio d'endettement moindre;
- restreindre la capacité de la Société d'obtenir le financement supplémentaire pour son fonds de roulement, ses dépenses d'investissement et d'autres fins générales.

La capacité de la Société à s'acquitter de ses obligations financières dépend de sa performance opérationnelle future ainsi que de facteurs économiques, financiers, concurrentiels et autres facteurs dont un grand nombre sont indépendants de sa volonté. Ses activités futures pourraient ne pas produire des flux de trésorerie suffisants et les transactions de financement à venir pourraient ne pas générer un produit net suffisant pour que la Société puisse s'acquitter de ses obligations ou exécuter avec succès sa stratégie d'entreprise.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Les notations de crédit constituent une mesure indépendante de la qualité du crédit d'un émetteur de titres et peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société d'obtenir du financement à court ou à long terme ainsi que sur les modalités du financement en question. Une révision à la baisse des cotes de crédit des titres d'emprunt de la Société par les agences de notation, plus particulièrement si elle fait en sorte que les titres de la Société ne constituent plus des investissements de qualité, pourrait influer défavorablement sur les coûts du financement et l'accès aux liquidités et aux capitaux.

MARCHÉS DES CAPITAUX

Les conditions des marchés des capitaux pourraient influer sur notre capacité à faire des investissements stratégiques et à satisfaire nos besoins en capitaux futurs. Les facteurs de risque comprennent une réduction des activités de prêt, la perturbation des marchés des capitaux et des dispositions réglementaires imposant une hausse du financement des banques, ce qui pourrait réduire la disponibilité ou augmenter le coût des capitaux.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT ET AUTRES IMPÔTS ET TAXES

La Société recouvre, paie et accumule des montants importants au titre de l'impôt sur le résultat et d'autres impôts et taxes, telles les taxes de vente fédérale et provinciales, les charges sociales et les taxes foncières à l'égard de diverses autorités fiscales.

Nous avons enregistré d'importantes sommes au titre du passif d'impôt sur le résultat différé et exigible, et avons calculé ces sommes selon des taux d'impôt pratiquement en vigueur au moment pertinent. Un changement législatif de ces taux d'impôt pourrait avoir une incidence significative sur les montants comptabilisés et exigibles à l'avenir.

Nous sommes d'avis que nous avons comptabilisé une provision adéquate pour l'impôt sur le résultat et les taxes indirectes selon les renseignements dont nous disposons actuellement. Le calcul de l'impôt et des taxes repose dans bien des cas sur l'interprétation judicieuse des règles et règlements fiscaux. Nos déclarations de revenus sont susceptibles de faire l'objet d'audits qui pourraient modifier considérablement les montants des actifs et passifs d'impôt exigible et différé et des provisions, et qui pourraient, dans certains cas, entraîner l'imputation d'intérêts et de pénalités.

Bien que nous sommes d'avis que nous avons payé les bonnes sommes et avons constitué des provisions adéquates en ce qui concerne l'impôt et les taxes, nos activités sont complexes et un degré élevé de jugement doit être exercé pour l'interprétation des lois et de la réglementation fiscales.

OBSOLESCENCE DES STOCKS

Nos stocks sont essentiellement constitués d'appareils sans fil et de transmission de données mobiles qui peuvent généralement avoir une relativement courte durée de vie en raison des fréquents lancements de nouveaux appareils. Si nous ne pouvons pas gérer nos stocks en fonction de la demande, cela pourrait accroître le risque d'obsolescence des stocks.

HAUSSE DES SUBVENTIONS POUR L'ACHAT D'APPAREILS

Notre modèle de gestion des services sans fil, à l'instar de celui d'autres fournisseurs de services sans fil au Canada, est essentiellement fondé sur la subvention du coût des appareils vendus. Cela attire les clients, qui, en retour, s'engagent envers la Société en vertu d'un contrat à terme. Nous nous engageons également auprès du fabricant de certains téléphones et appareils intelligents à verser une subvention minimale. Si nous sommes dans l'impossibilité de recouvrer les coûts des subventions pendant la durée des contrats des abonnés, cela pourrait avoir des conséquences néfastes sur nos activités, nos résultats opérationnels et notre situation financière.

RISQUES LIÉS AUX LITIGES

FRAIS D'ACCÈS AU SYSTÈME - SASKATCHEWAN

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite exclurait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande était acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'"option de refus". En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

Au moment où le recours collectif en Saskatchewan a été intenté, en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. La cour d'appel de plusieurs provinces a rejeté les réclamations correspondantes pour cause d'abus de procédure. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou

abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

FRAIS LIÉS AU SERVICE D'URGENCE 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de télécommunications sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

APPAREILS CELLULAIRES

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

AUTRES ACTIONS EN JUSTICE

Il existe certaines autres actions en justice, actuelles ou éventuelles, contre nous. Celles-ci, prises individuellement ou collectivement, ne devraient pas avoir une incidence défavorable significative sur nos résultats financiers.

ISSUE DES POURSUITES

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

RISQUES INHÉRENTS À LA PROPRIÉTÉ

ACTIONNAIRE DÉTENANT LE CONTRÔLE

Rogers est une société qui a été fondée par une famille et son contrôle est familial. Le contrôle des voix de Rogers Communications Inc. est détenu par Fiducie de contrôle Rogers (la

« fiducie ») en faveur des générations successives de la famille Rogers. Les bénéficiaires de la fiducie sont un petit groupe de membres de la famille Rogers, dont plusieurs siègent au conseil d'administration. Le fiduciaire est une société de fiducie filiale d'une banque à charte canadienne.

Au 31 décembre 2018, les sociétés de portefeuille privées de la famille Rogers sous le contrôle de la fiducie détenaient environ 92 % de nos actions de catégorie A en circulation (91 % en 2017), et environ 10 % de nos actions de catégorie B sans droit de vote (10 % en 2017) pour un total d'environ 27 % du total des actions en circulation (27 % en 2017). Seules les actions de catégorie A sont assorties du droit de vote dans la plupart des circonstances. Par conséquent, la fiducie est en position de nommer tous les membres du conseil d'administration et de contrôler les voix sur la plupart des questions soumises au vote des actionnaires.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Nous avons effectué une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement de nos contrôles et procédures de l'information au 31 décembre 2018 sous la supervision de la direction et avec sa participation, y compris le chef de la direction et le chef de la direction des Finances, conformément à la Règle 13a-15 promulguée en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act of 1934*, dans sa version modifiée. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction des Finances de la Société ont conclu qu'à la date d'évaluation, nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de Rogers a la responsabilité d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

Notre système de contrôle interne est conçu pour donner à la direction et au conseil d'administration une assurance raisonnable que les états financiers sont préparés et présentés fidèlement selon les IFRS publiées par l'IASB. Le système a pour but de fournir l'assurance raisonnable que les transactions sont autorisées, que les actifs sont protégés et que les documents d'information financière sont fiables. La direction prend également des mesures pour s'assurer de l'efficacité de la circulation des informations et de la communication, et pour surveiller la performance et les procédures de contrôle interne.

La direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2018 en fonction des critères énoncés dans le document intitulé *Internal Control - Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission et a conclu qu'ils étaient efficaces à cette date. Nos auditeurs indépendants, KPMG s.r.l./SENCRL, ont fourni une opinion sans réserve quant à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2018. Ce rapport est inclus dans nos états financiers consolidés audités de 2018 déposés sur SEDAR (sedar.com).

Tous les systèmes de contrôle, aussi bien conçus soient-ils, ont toutefois des limitations inhérentes, et même les systèmes qui ont été réputés efficaces ne peuvent que fournir une assurance raisonnable au sujet de la préparation et de la présentation des états financiers.

MODIFICATIONS APPORTÉES AU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE AINSI QU'AUX CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le 1^{er} janvier 2018, nous avons adopté l'IFRS 15 et mis en place un nouveau système de comptabilisation des produits qui doit nous permettre de nous conformer aux exigences de cette norme. Par conséquent, nous avons fait des ajouts et des modifications substantiels à nos contrôles internes à l'égard de l'information financière. Notamment :

- nous avons actualisé nos politiques et procédures de comptabilisation des produits;
- nous avons renforcé notre processus d'appréciation du risque pour qu'il tienne compte des risques liés à la comptabilisation des produits aux termes de l'IFRS 15;
- nous avons mis en œuvre des contrôles entourant notre nouveau système de comptabilisation des produits qui vérifieront que les données d'entrée, les processus et les données de sortie sont exacts;
- nous avons mis en place des contrôles conçus pour gérer les risques associés au modèle de comptabilisation des produits en cinq étapes.

En juillet 2018, nous avons mis en place un nouveau système de gestion des ressources humaines et de la paie, ce qui a donné lieu à des améliorations et à d'autres changements des contrôles et procédures liés aux salaires et aux avantages du personnel.

À part les éléments susmentionnés, aucun changement n'a été apporté en 2018 qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Réglementation de notre secteur

Nos activités, à l'exception des activités autres que de diffusion de Media, sont réglementées par deux groupes :

- ISDE Canada, au nom du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique;
- le CRTC, en vertu de la *Loi sur les télécommunications* et de la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada) (la « *Loi sur la radiodiffusion* »).

La réglementation concerne notamment ce qui suit :

- les licences d'utilisation de spectre et de diffusion;
- la concurrence;
- les services de programmation de télévision par câble que nous devons et pouvons distribuer;
- les conventions d'interconnexion filaire et sans fil;
- les tarifs que nous pouvons exiger pour l'accès aux réseaux par des tiers;
- la revente des services assurés par nos réseaux;
- l'itinérance sur nos réseaux et les réseaux d'autrui;
- la propriété et l'exploitation de nos systèmes de communications;
- notre capacité d'acquérir des participations dans d'autres systèmes de communications.

Les modifications réglementaires apportées par ces organismes de réglementation ou les décisions prises par eux pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats opérationnels consolidés.

Le coût de la prestation des services pourrait augmenter de temps à autre en raison de l'observation des mesures sectorielles ou législatives prises en réponse à des préoccupations en matière de protection des consommateurs ou de questions liées à Internet comme la violation des droits d'auteur, les courriels commerciaux non sollicités, la cybercriminalité et l'accès autorisé.

En général, les licences d'utilisation de spectre et de diffusion octroyées à la Société le sont pour une durée déterminée et sous réserve de modalités relatives au maintien de ces licences. Les autorités de réglementation peuvent modifier ces conditions d'octroi de licences en tout temps, et elles peuvent décider de ne pas renouveler une licence qui arrive à échéance. Si nous ne nous conformons pas aux modalités stipulées, une licence pourrait être suspendue ou révoquée et nous pourrions devoir payer une amende.

Les licences sont assorties de conditions qui exigent, entre autres, que nous nous conformions aux restrictions canadiennes en matière de propriété de la réglementation applicable. Nous nous conformons à l'heure actuelle à l'ensemble de celles-ci. En cas de non-respect des exigences, nous nous assujettissons à diverses pénalités, dont la perte d'une licence dans un cas extrême.

Les licences pour les services de câblodistribution, les services sans fil et les services de diffusion ne peuvent généralement pas être cédées sans l'approbation des organismes de réglementation.

ACTIVITÉS DE DIFFUSION ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AU CANADA

Le CRTC est responsable de la réglementation et de la surveillance de tous les aspects du système canadien de radiodiffusion et de télécommunications. Au Canada, les activités de diffusion, notamment les services de télévision par câble, les stations de radio

et de télévision ainsi que les services spécialisés de la Société, sont autorisées sous licence (ou exercées en vertu d'un décret d'exception) et réglementées par le CRTC conformément à la *Loi sur la radiodiffusion*.

Le CRTC est également responsable, en vertu de la *Loi sur les télécommunications*, de la réglementation des entreprises de télécommunications, dont :

- les activités de transmission de la voix et des données de Sans-fil;
- les services d'accès Internet et de téléphonie de Cable.

Nos services de détail de câblodistribution et de télécommunications ne sont pas soumis à la réglementation des prix, sauf pour ce qui est des abonnements aux services de câblodiffusion d'entrée de gamme de base à prix abordable que les fournisseurs sont tenus d'offrir depuis 2016, car le CRTC est d'avis qu'il y a suffisamment de concurrence pour ces services, également offerts par d'autres fournisseurs de services, pour permettre la protection de l'intérêt des utilisateurs et il s'est donc abstenu de les réglementer. En revanche, la réglementation peut viser, et vise effectivement, les modalités selon lesquelles la Société offre ces services.

LICENCES D'UTILISATION DE SPECTRE

ISDE Canada établit des normes techniques en matière de télécommunications en application de la *Loi sur la radiocommunication* (Canada) (la « *Loi sur la radiocommunication* ») et de la *Loi sur les télécommunications*. Le ministère octroie des licences et exerce une surveillance à l'égard :

- des aspects techniques de l'exploitation des stations de radio et de télévision;
- des questions liées aux fréquences des réseaux de télévision par câble;
- des licences d'utilisation de spectre pour les systèmes de communications sans fil au Canada.

DROITS D'AUTEUR

La Commission du droit d'auteur du Canada (la « Commission du droit d'auteur ») surveille l'administration des droits d'auteur au Canada et établit les droits payables pour l'utilisation de certaines œuvres couvertes par des droits d'auteur. Elle établit les droits d'auteur à payer aux organismes de perception des droits d'auteur par les entreprises de diffusion canadiennes, notamment les services de câblodistribution, de radiodiffusion et de télévision et les services spécialisés.

FACULTATION ET CONTRATS

Le Manitoba, Terre-Neuve-et-Labrador, l'Ontario et le Québec ont édicté des lois visant la protection des clients qui concluent des contrats de service sans fil, filaires et d'accès Internet. Ces lois régissent le contenu de ces contrats, la détermination des frais de résiliation par anticipation pouvant être facturés aux clients, la perception de dépôts de garantie, les droits de résiliation et de renouvellement des clients, la vente de cartes d'appel prépayées et la communication d'informations sur les coûts connexes. À l'heure actuelle, Rogers est également assujetti au Code sur les services sans fil du CRTC et au Code des fournisseurs de services de télévision du même organisme entré en vigueur le 1^{er} septembre 2017. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Code sur les services sans fil du CRTC » pour obtenir d'autres informations.

PROPRIÉTÉ ET CONTRÔLE ÉTRANGERS

Les non-Canadiens sont autorisés à détenir et à contrôler de manière directe ou indirecte :

- jusqu'à 33,3 % des actions avec droit de vote et les voix connexes d'une société de portefeuille ayant une filiale dont les activités font l'objet d'une licence octroyée en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*;
- jusqu'à 20 % des actions avec droit de vote et les voix connexes de la société titulaire de la licence d'exploitation.

Prises ensemble, ces limites permettent un contrôle effectif allant jusqu'à 46,7 %.

Le chef de la direction et 80 % des membres du conseil d'administration de la société titulaire de la licence d'exploitation doivent être des résidents du Canada. Il n'y a aucune restriction quant au nombre d'actions sans droit de vote pouvant être détenues par des non-Canadiens dans la société de portefeuille ou la société titulaire de la licence d'exploitation. Ni un fournisseur de services canadien ni sa société mère ne peuvent, par ailleurs, être contrôlés de fait par des non-Canadiens. Sauf en cas d'appel auprès du Cabinet fédéral, le CRTC est habilité à déterminer, comme question de fait, si une société titulaire de la licence d'exploitation est contrôlée par des non-Canadiens.

En vertu de la *Loi sur les télécommunications* et des règlements connexes, les mêmes règles s'appliquent également aux entreprises de télécommunications canadiennes comme Sans-fil, sauf que le chef de la direction n'est pas tenu d'être un résident canadien. Nous sommes d'avis que nous sommes conformes aux exigences en matière de propriété et de contrôle étrangers.

Le projet de loi C-38 modifiant la *Loi sur les télécommunications* a été édicté le 29 juin 2012. Les modifications exemptent les entreprises de télécommunications générant moins de 10 % du total des produits sur le marché des télécommunications canadien des restrictions relatives à la propriété étrangère. Les entreprises qui réussiront à gonfler leur part de marché au-delà de 10 % du total des produits générés sur le marché des télécommunications canadien, autrement que par voie de fusions ou d'acquisitions, continueront d'être exemptées des restrictions.

EXAMEN PAR LE CRTC DES SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS DE BASE

Après une longue procédure d'examen des services de télécommunications dont les Canadiens ont besoin pour participer de manière significative à l'économie numérique ainsi que du rôle que le CRTC doit jouer en vue d'assurer la disponibilité de services de télécommunications de base abordables à tous les Canadiens, le CRTC a publié, le 21 décembre 2016, la Politique réglementaire de télécom CRTC 2016-496, *Les services de télécommunication modernes : La voie d'avenir pour l'économie numérique canadienne*.

Dans cette politique, le CRTC énonce son objectif du service universel, selon lequel les Canadiens, dans les régions urbaines ainsi que dans les régions rurales et éloignées, ont accès à des services vocaux et à des services d'accès Internet à large bande, sur des réseaux fixes et sans fil mobiles. Pour mesurer l'atteinte concluante de cet objectif, le CRTC a établi plusieurs critères, dont les suivants :

- D'ici 2021, 90 % des abonnés canadiens de services d'accès Internet à large bande fixes de résidence et d'affaires doivent

être en mesure d'avoir accès à des vitesses d'au moins 50 Mb/s pour le téléchargement et 10 Mb/s pour le téléversement, et de s'abonner à une offre de service proposant une allocation de données illimitée; les 10 % restants de la population devront avoir accès à ces services d'ici 2031.

- La technologie sans fil mobile généralement déployée la plus récente doit être disponible non seulement aux ménages et entreprises canadiens, mais également sur le plus grand nombre possible de routes principales au Canada.

Pour contribuer à l'atteinte de l'objectif du service universel, le CRTC commencera à orienter ses cadres de réglementation non plus sur les services vocaux filaires, mais plutôt sur les services d'accès Internet à large bande. Ainsi les services suivants, qui font partie de l'objectif du service universel, constituent de par cette Politique des services de télécommunications de base au sens du paragraphe 46.5(1) de la *Loi sur les télécommunications* :

- les services d'accès Internet à large bande fixes et mobiles;
- les services vocaux fixes et sans fil mobiles.

Pour appuyer l'offre d'accès Internet à large bande aux collectivités rurales et éloignées actuellement mal desservies, le CRTC a annoncé qu'il instituera un nouveau mécanisme de financement. Les particularités de ce financement - principes directeurs, conception du fonds et critères d'évaluation - ont été arrêtées lors d'une instance de suivi qui a eu lieu en 2017. La décision à cet égard a été rendue le 27 septembre 2018 dans la Politique réglementaire de télécom CRTC 2018-377, *Élaboration du Fonds pour la large bande du Conseil*. Un appel de demandes aura lieu en 2019; le financement maximal sera fixé à 100 millions de dollars pour la première année de la mise en œuvre. Ce montant sera haussé annuellement de 25 millions de dollars au cours des quatre années suivantes pour atteindre un plafond annuel de 200 millions de dollars. Les augmentations graduelles à la quatrième année et à la cinquième année seront subordonnées aux résultats d'un examen auquel le CRTC procédera au cours de la troisième année afin de s'assurer que le fonds est géré de manière efficiente et qu'il sert bien les fins prévues. Les fonds seront récoltés au moyen d'un droit actuellement perçu en pourcentage des revenus tirés des services filaires et sans fil de transmission de la voix, ainsi que des services d'accès Internet et de messagerie texte. Le CRTC a fait observer que les frais en pourcentage des revenus du plafond annuel de 200 millions de dollars de la cinquième année seraient approximativement les mêmes que les frais actuels en pourcentage des revenus.

Les zones de desserte du service vocal local à coût élevé désignées ont reçu des subventions d'environ 115 millions de dollars en 2017, récoltées au moyen d'un droit de 0,60 % imposé sur les produits tirés des services vocaux filaires et sans fil. Dans sa décision initiale de 2016, le CRTC avait déterminé que l'actuelle subvention du service vocal local serait retirée progressivement, à l'exception des régions où aucun service d'accès Internet à large bande fiable n'est disponible, et qu'une instance de suivi aurait lieu en 2017 afin de définir les détails du retrait progressif du régime de subvention du service vocal local.

Après l'instance de suivi de 2017, le 26 juin 2018, dans la politique réglementaire de télécom CRTC 2018-213, *Retrait progressif du régime de subvention du service local*, le CRTC a déterminé que le retrait progressif de la subvention du service local actuelle de 115 millions de dollars pour les zones de desserte à coût élevé des

entreprises de services locaux titulaires se ferait en six tranches égales de 2019 à 2021, de manière que la subvention soit éliminée à la fin de 2021.

LOI CANADIENNE ANTI-POURRIEL

La *Loi canadienne anti-pourriel* a été entérinée le 15 décembre 2010 et est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014. Les articles de la loi portant sur l'installation non sollicitée de programmes informatiques ou de logiciels sont entrés en vigueur le 15 janvier 2015. Un droit privé d'action qui devait être décrété par la loi le 1^{er} juillet 2017 a été remis à plus tard. La Société est d'avis qu'elle respecte cette loi.

DÉCLARATION OBLIGATOIRE DES ATTEINTES À LA VIE PRIVÉE

La *Loi sur la protection des renseignements personnels numériques* a été promulguée le 18 juin 2015. Son texte modifiait la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*. Les dispositions mettant en place les règles relatives à la déclaration obligatoire des atteintes à la vie privée sont entrées en vigueur le 1^{er} novembre 2018. Les entreprises doivent maintenant aviser les personnes concernées et le Commissaire à la protection de la vie privée du gouvernement fédéral des atteintes à la vie privée lorsqu'il est raisonnable de croire qu'elles présentent un risque réel de préjudice grave pour les personnes en question. La déclaration doit être faite le plus tôt possible après que l'entreprise constate qu'il y a eu atteinte. Les entreprises doivent aussi tenir un registre des atteintes et le remettre sur demande au Commissaire à la vie privée. Ce dernier peut aussi entreprendre une enquête ou une vérification sur la base des renseignements figurant dans le registre des atteintes. Le défaut de produire une déclaration ou de tenir un registre pourrait donner lieu à des amendes allant jusqu'à 100 000 \$ par infraction.

EXAMEN DE LA LOI SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA LOI SUR LA RADIODIFFUSION PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

Le 5 juin 2018, M. Bains, ministre de l'ISDE, et Mme Joly, ministre du Patrimoine canadien, ont annoncé l'examen conjoint de la *Loi sur les télécommunications* et de la *Loi sur la radiodiffusion*. Un groupe formé de sept experts effectuera l'examen. Cet examen a pour but de moderniser le cadre législatif, et son déroulement doit être guidé par le principe de neutralité du réseau Internet. Le groupe examinera les mécanismes qui soutiennent la création, la production et la distribution de contenu canadien pour déterminer essentiellement comment tous les acteurs (y compris les services par contournement) peuvent contribuer au système. L'examen cherchera également à évaluer les meilleures façons de favoriser la concurrence entre les fournisseurs ainsi que l'accessibilité à Internet et aux services sans fil mobiles. Le 11 janvier 2019, Rogers et d'autres sociétés ont présenté leurs observations écrites au groupe. Un rapport intermédiaire devrait être publié en juin 2019, et les recommandations finales seront formulées d'ici le 31 janvier 2020.

SANS-FIL

LICENCES DE SPECTRE DE LA BANDE DE 600 MHz

Le 14 août 2015, ISDE Canada a rendu publique sa décision sur la réattribution aux services mobiles de licences de spectre de la

bande de 600 MHz. Le Canada réattribuera le même nombre de licences de spectre que les États-Unis après les enchères incitatives portant sur cette bande qui se sont terminées en 2017. Les canaux de télédiffusion qui utilisent actuellement le spectre de la bande de 600 MHz qui sera mis aux enchères au profit des services mobiles se verront attribuer un nouveau canal dans le cadre du nouveau plan d'allotissement et disposeront d'au moins 18 mois pour effectuer la transition. Certains canaux de télédiffusion en direct de Rogers devront effectuer cette transition.

Le 28 mars 2018, ISDE Canada a rendu public son cadre technique, politique et de délivrance de licences concernant le spectre de la bande de 600 MHz, qui définit les règles et les échéances de la mise aux enchères des licences du spectre en question. Le cadre réserve 30 MHz (sur les 70 MHz disponibles) aux fournisseurs qui ne sont pas l'une des trois entreprises nationales, à savoir Rogers, Bell et Telus. Les enchères commenceront le 12 mars 2019.

LICENCES DE SPECTRE DE LA BANDE DE 3 500 MHz

En décembre 2014, ISDE Canada a rendu publiques ses modifications à la politique visant la bande du spectre de 3 500 MHz. Rogers détient une participation de 50 % dans Inukshuk Wireless Partnership qui détient entre 100 et 175 MHz du spectre de 3 500 MHz dans la plupart des grands marchés urbains du Canada. Les fréquences de la bande de 3 500 MHz seront réattribuées aux services mobiles (actuellement, les licences ne visent que les services sans fil fixes au Canada). Les licences relatives à la bande seront un jour réattribuées selon un usage flexible dans le cadre duquel il sera permis aux titulaires de licences de déterminer la mesure dans laquelle ils mettront en œuvre les services fixes ou mobiles de la bande dans une région géographique donnée.

Le 6 juin 2018, ISDE Canada a publié un document intitulé *Consultation sur l'examen de la bande de 3 500 MHz pour permettre une utilisation flexible et consultation préliminaire sur les changements à apporter à la bande de 3 800 MHz*. La bande de 3 500 MHz est considérée comme un spectre essentiel pour la prise en charge des technologies 5G. Dans ses documents de consultation, ISDE Canada a proposé deux options pour la récupération des licences de spectre existantes :

Option 1 - Pour chaque zone de service des licences, les titulaires de licences obtiendraient des licences d'utilisation flexible représentant un tiers de la portion du spectre qu'ils détiennent (arrondi à la dizaine de MHz la plus proche), avec un minimum de 20 MHz.

Option 2 - Pour chaque zone de service des licences, les titulaires de licences obtiendraient des licences d'utilisation flexible représentant une portion fixe du spectre. Tout titulaire d'une portion de 50 MHz ou plus du spectre obtiendrait une licence pour 50 MHz; tous les autres titulaires obtiendraient une licence pour 20 MHz.

Rogers et d'autres sociétés ont présenté leurs observations sur le document de consultation le 12 juillet 2018. Les réponses aux observations ont été acceptées jusqu'au 10 août 2018. Une décision est attendue au premier trimestre de 2019. Dans son document *Perspectives du spectre de 2018 à 2022*, également publié le 6 juin 2018, ISDE Canada prévoit la libération de spectre de 3 500 MHz pour une utilisation flexible à la fin de 2020 à la suite d'une mise aux enchères qui aura lieu la même année.

MODALITÉS ET TARIFS DES SERVICES D'ITINÉRANCE SANS FIL DE GROS AU CANADA

Le 5 mai 2015, le CRTC a publié la politique réglementaire de télécom CRTC 2015-177, *Cadre de réglementation régissant les services sans fil mobiles de gros*. Le CRTC a déterminé qu'il est nécessaire de réglementer les tarifs que Rogers et deux de ses concurrents (Bell et Telus) facturent aux autres entreprises canadiennes de services sans fil pour les services nationaux d'itinérance de gros au moyen de la technologie GSM. Le CRTC a ordonné à Rogers, à Bell et à Telus de déposer chacune, le 4 novembre 2015, des propositions tarifaires fondées sur les coûts pour les services d'itinérance de gros. En attendant sa conclusion définitive quant aux propositions tarifaires, le CRTC a approuvé provisoirement un tarif maximal pour chacun des services d'itinérance de gros de voix, de messagerie texte et de données fournis par Bell, Rogers et Telus à l'échelle de leurs réseaux respectifs fondés sur la technologie GSM aux autres entreprises canadiennes de services sans fil. Ce tarif a été remplacé lorsque le CRTC a approuvé provisoirement les tarifs fondés sur les coûts proposés par les fournisseurs le 3 décembre 2015 et a mis ces tarifs provisoires en vigueur le 23 novembre 2015. Le processus du CRTC visant l'établissement des tarifs définitifs a été prolongé jusqu'en 2018.

Le CRTC a par ailleurs déterminé qu'il n'est pas indiqué de rendre obligatoires les services d'accès de gros pour les ERMV.

Enfin, le CRTC a déterminé que les mesures réglementaires établies dans sa décision seront appliquées pendant au moins cinq ans, période au cours de laquelle le CRTC observera les conditions de concurrence dans le marché des services sans fil mobiles.

Le 22 mars 2018, le CRTC a rendu publique son ordonnance de télécom CRTC 2018-99, *Tarifs des services d'itinérance sans fil mobiles de gros - Tarifs définitifs*, qui fixe les tarifs de gros définitifs que Rogers, Bell et Telus peuvent facturer à tout fournisseur étranger pour les services d'itinérance. Les tarifs définitifs sont rétroactifs au 5 mai 2015. Cette décision n'a pas d'incidence importante sur nos résultats financiers.

Le 20 juillet 2017, dans la foulée du décret C.P. 2017-0557, le CRTC a introduit une instance (Avis de consultation de télécom CRTC 2017-259, *Réexamen de la décision de télécom 2017-56 concernant les modalités définitives applicables aux tarifs du service d'itinérance sans fil mobile de gros*) dans le cadre de laquelle il souhaite réexaminer sa décision antérieure de maintenir l'intégrité des ententes d'itinérance nationales. Il envisage plutôt d'étendre la portée du régime des services d'itinérance de gros afin d'explorer des modèles d'entreprise innovants et des solutions technologiques permettant d'offrir des choix plus intéressants aux consommateurs canadiens, surtout ceux à faible revenu. L'objectif consistait à réexaminer précisément l'exclusion des réseaux Wi-Fi publics de la définition d'un « réseau d'origine » qui fait en sorte que ces réseaux n'ont pas droit aux tarifs des services d'itinérance. L'instance devait se pencher sur la question de savoir si les répercussions sur les investissements pourraient être atténues par l'imposition de conditions, notamment par la prise de mesures pour que l'itinérance par les clients de fournisseurs qui utilisent principalement la technologie Wi-Fi pour offrir le service reste temporaire et non permanente, par exemple par la limitation du volume d'itinérance et par la fixation pour de tels services d'itinérance d'un tarif différent conforme à la tarification pour l'itinérance de gros ou encore par la prise de l'une ou l'autre de ces mesures.

Le 22 mars 2018, le CRTC a rendu publique sa Décision de télécom CRTC 2018-97, *Réexamen de la décision de télécom 2017-56 concernant les modalités définitives régissant les services d'itinérance sans fil mobiles de gros*. Le CRTC a maintenu sa politique de concurrence fondée sur les installations, tout en réaffirmant sa décision, initialement exposée dans la Décision de télécom CRTC 2017-56, *Tarifs des services d'itinérance sans fil mobiles de gros - Modalités définitives*, d'exclure le Wi-Fi public de la définition de « réseau d'origine » et de ne pas rendre obligatoire l'accès de gros aux réseaux sans fil. De plus, le CRTC a annoncé que l'examen de cinq ans du régime encadrant les services sans fil de gros défini dans la politique réglementaire de télécom CRTC 2015-177, *Cadre de réglementation régissant les services sans fil mobiles de gros*, commencerait d'ici mars 2019. Le CRTC a par ailleurs entamé une nouvelle instance publique (l'Avis de consultation de télécom CRTC 2018-98, *Forfaits de données seulement à moindre coût pour les services sans fil mobiles*) signifiant à Rogers, à Bell et à Telus de déposer des forfaits proposés de données seulement à moindre coût avant le 23 avril 2018. Rogers, Bell et Telus ont par la suite déposé des propositions modifiées, le 10 septembre 2018.

Le 17 décembre 2018, dans sa Décision de télécom CRTC 2018-475, *Forfaits de données seulement à moindre coût pour les services sans fil mobiles*, le CRTC a approuvé les forfaits proposés par Rogers, Bell et Telus. Le CRTC a précisé que le lancement de ces nouveaux forfaits de données seulement à moindre coût contribuera à combler une lacune précédemment relevée grâce à la mise en marché dans un délai de 90 jours d'une variété de nouveaux forfaits qui n'étaient auparavant pas offerts, à des prix et pour des capacités de données variés, tant pour les services prépayés que facturés et sur les réseaux 3G et LTE.

TRANSFERT, DIVISION ET SUBORDINATION DES LICENCES D'UTILISATION DE SPECTRE

En juin 2013, ISDE Canada a publié son *Cadre portant sur le transfert, la division et la subordination des licences de spectre mobile commercial*. Le cadre établit les critères que ISDE Canada prendra en compte, ainsi que les processus qu'il appliquera dans le cadre de son examen des transferts des licences d'utilisation de spectre, y compris dans le cas de transferts prospectifs pouvant survenir relativement à des options d'achat ou de vente et à des conventions. Les principaux éléments à noter sont les suivants :

- ISDE Canada procédera à l'examen de toutes les demandes de transfert de licences d'utilisation de spectre, et celles qui feraient place à une concentration du spectre indésirable – et diminuerait par le fait même la concurrence – ne seront pas acceptées. Les décisions seront prises au cas par cas et seront rendues publiques afin d'en augmenter la transparence.
- Les détenteurs de licence sont tenus de demander un examen dans les 15 jours suivant la conclusion de toute convention pouvant se solder par un éventuel transfert. ISDE Canada procédera à l'examen de la convention comme si le transfert de licence susceptible d'en découler avait été effectué.

CODE SUR LES SERVICES SANS FIL DU CRTC

En juin 2013, le CRTC a publié son Code sur les services sans fil (le « Code »). Le Code impose plusieurs obligations aux fournisseurs de services sans fil, dont une durée maximale pour les contrats, des plafonds au titre des services d'itinérance, des exigences en matière de déverrouillage des appareils et des exigences visant les principales modalités du contrat. Il établit également des règles en

matière de subvention des appareils et de frais de résiliation anticipée. En vertu du Code, si un client met fin à un contrat avant la fin de son engagement, les fournisseurs peuvent uniquement facturer le solde de la subvention de l'appareil reçue, laquelle diminue d'un montant équivalent chaque mois sur une période maximale de 24 mois. Dans les faits, cela limite la durée des contrats à deux ans.

Le 15 juin 2017, le CRTC a publié les conclusions de son examen de trois ans du Code sur les services sans fil entré en vigueur en décembre 2013 (*Politique réglementaire de télécom CRTC 2017-200, Examen du Code sur les services sans fil*). Le CRTC a annoncé qu'à compter du 1^{er} décembre 2017, tous les particuliers et les petites entreprises clientes de fournisseurs de services sans fil auront le droit de faire déverrouiller sur demande leurs téléphones cellulaires et autres appareils mobiles, et ce, sans frais. De plus, dès le 1^{er} décembre 2017, tous les appareils nouvellement achetés doivent être fournis déverrouillés. Le CRTC a aussi précisé que pour les forfaits familiaux ou partagés (forfaits à lignes multiples), le titulaire du compte doit par défaut être celui qui peut accepter les frais d'utilisation excédentaire de données et les frais d'itinérance de données au-delà des limites fixées (50 \$ et 100 \$ par mois, respectivement). Toutefois, les fournisseurs de services sans fil peuvent permettre au titulaire d'un compte d'autoriser d'autres utilisateurs inscrits à un forfait familial ou partagé à consentir à d'éventuels frais supplémentaires. Le CRTC a aussi établi clairement que dans tous les cas, les limites s'appliquent en fonction d'un seul et même compte, peu importe le nombre d'appareils associés au forfait à lignes multiples et le nombre de lignes incluses dans le compte.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE PARTAGE DES PYLÔNES D'ANTENNES

En mars 2013, ISDE Canada a publié les Cadres révisés d'itinérance obligatoire et de partage obligatoire des pylônes d'antennes et des emplacements, en conclusion de la consultation commencée en 2012. Ce cadre établit les règles en vigueur pour le partage d'emplacements et de pylônes d'antennes, entre autres. Les principaux éléments à noter sont les suivants :

- Tous les titulaires de licences d'utilisation de spectre, de licences radio et de certificats de radiodiffusion doivent partager les pylônes d'antennes et les emplacements, lorsque cela est techniquement possible, en contrepartie de tarifs commerciaux.
- La période de négociation des ententes est de 60 jours, après quoi l'arbitrage aux termes des règles de ISDE Canada commencera.

Dans la politique réglementaire de télécom 2015-177, *Cadre de réglementation régissant les services sans fil mobiles de gros*, publiée en mai 2015, le CRTC a déterminé qu'il ne rendra pas obligatoires ni n'exigera des tarifs de gros généraux pour le partage de pylônes et d'emplacements. En parallèle, il a déterminé que ses pouvoirs et processus actuels sont suffisants pour traiter les différents litiges touchant aux tarifs et modalités applicables au partage de pylônes et d'emplacements. Par conséquent, les entreprises peuvent avoir recours au processus d'arbitrage mis en place par ISDE Canada, ou encore demander au CRTC d'intervenir dans le cas où les négociations relatives au partage de pylônes et d'emplacements échouent.

PROJET DE DÉCRET DONNANT AU CRTC DES INSTRUCTIONS RELATIVEMENT À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE DE TÉLÉCOMMUNICATION

Le 26 février 2019, le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique Canada a présenté un Projet de décret donnant au CRTC des instructions relativement à la mise en œuvre de la politique canadienne de télécommunication pour promouvoir la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation. Les instructions signalent l'intention du gouvernement d'exiger du CRTC qu'il considère la concurrence, l'abordabilité, les intérêts des consommateurs et l'innovation lorsqu'il prend des décisions en matière de télécommunications et qu'il démontre aux Canadiens que ces facteurs ont bel et bien été considérés lors de la prise de ces décisions.

EXAMEN PAR LE CRTC DES SERVICES SANS FIL MOBILES

Le 28 février 2019, dans le cadre de l'avis de consultation de télécom CRTC 2019-57, *Examen des services sans fil mobiles*, le CRTC a entrepris son examen quinquennal visant à évaluer le marché des services sans fil mobiles et à déterminer si d'autres mesures sont nécessaires pour améliorer le choix et l'abordabilité pour les Canadiens. Le CRTC sollicite également des commentaires sur son opinion préliminaire selon laquelle les exploitants de réseaux mobiles virtuels devraient obligatoirement avoir accès aux réseaux des entreprises nationales de services sans fil (Rogers, Bell et Telus) jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de s'établir sur le marché. Cela dit, le CRTC abordera l'avenir des services sans fil mobiles au Canada, plus particulièrement, il examinera si des mesures réglementaires sont nécessaires pour faciliter le déploiement de l'infrastructure du réseau 5G, comme des petites stations cellulaires.

CABLE

DIFFÉRENCIATION DES PRIX SE RAPPORTANT AUX FORFAITS DE DONNÉES INTERNET

Le 20 avril 2017, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom CRTC 2017-104, *Cadre d'évaluation des pratiques de différenciation des prix des fournisseurs de services Internet*, qui énonce les critères d'évaluation qu'il appliquera pour établir si une pratique de différenciation des prix particulière est conforme au paragraphe 27(2) de la *Loi sur les télécommunications*. Ces critères d'évaluation sont les suivants :

- le degré auquel le traitement des données est basé sur le contenu (c.-à-d. que les données sont traitées de la même façon, quelle que soit leur source ou leur nature);
- l'exclusivité de l'offre à certains clients ou fournisseurs de contenu;
- l'incidence sur l'ouverture et l'innovation relatives à Internet;
- la présence d'une rémunération.

Parmi ces critères, celui qui concerne le degré auquel les données sont traitées en fonction du contenu aura généralement le plus de poids. L'objectif primordial de ce critère est de faire en sorte que tout le contenu et toutes les applications soient traités de manière neutre. La gratuité des fonctions liées aux comptes, notamment pour le suivi des données Internet et le paiement des factures en ligne, sera généralement permise.

ÉTABLISSEMENT DES COÛTS ET DES PRIX DES SERVICES D'ACCÈS INTERNET DE GROS

Le 31 mars 2016, le CRTC a rendu publique sa décision faisant suite à l'examen des données pour l'établissement des coûts et du processus de demande relatif aux services d'accès haute vitesse de gros existants qui offrent un point d'interconnexion unique pour une province donnée, mais ne sont pas disponibles sur les installations de fibre optique jusqu'au domicile (Décision de télécom CRTC 2016-117, *Examen des données pour l'établissement des coûts et du processus de demande relatif aux services d'accès haute vitesse de gros*). Le CRTC a déterminé que les tarifs de télécommunication de gros payés par des fournisseurs concurrents n'étaient plus appropriés et a exigé que tous les fournisseurs de services d'accès haute vitesse de gros déposent de nouvelles études de coûts présentant les tarifs proposés pour approbation définitive. Le CRTC a aussi rendu provisoires tous les tarifs d'accès Internet de gros actuellement approuvés à compter de la date de la décision. Le CRTC évaluera dans quelle mesure la rétroactivité, s'il y a lieu, s'appliquera quand de nouvelles études de coûts auront été présentées à l'appui des demandes visant la révision des tarifs pour des services d'accès haute vitesse de gros. Le 30 juin 2016, nous avons présenté au CRTC nos nouvelles études de coûts, dans lesquelles étaient exposés les tarifs proposés.

Le 6 octobre 2016, le CRTC a rendu publique son ordonnance de télécom 2016-396, *Demandes de modification tarifaire concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupés - Tarifs provisoires modifiés*, qui réduit fortement les tarifs provisoires actuels des services d'accès haute vitesse de gros en ce qui concerne l'élément tarifaire couvrant les frais en fonction de la capacité de réseau, en attendant l'approbation des tarifs définitifs. Les réductions des tarifs provisoires sont entrées en vigueur à cette date. Le CRTC évaluera dans quelle mesure la rétroactivité, s'il y a lieu, s'appliquera quand les tarifs des services d'accès haute vitesse de gros seront établis de manière définitive. Le processus d'établissement des tarifs définitifs est terminé, et une décision est attendue au début de 2019.

EXAMEN PAR LE CRTC DES SERVICES DE TÉLECOMMUNICATIONS FILAIRES DE GROS

Le 22 juillet 2015, le CRTC a publié sa décision sur le cadre de réglementation régissant les services filaires de gros (la politique réglementaire de télécom CRTC 2015-326, *Examen du cadre des services filaires de gros et des politiques connexes*), qui détermine les services filaires que les fournisseurs de services de télécommunications exploitant leurs propres installations doivent rendre disponibles aux autres fournisseurs de services de télécommunications, tels que les revendeurs, et en vertu de quelles modalités. Le CRTC a déterminé que les services d'accès haute vitesse de gros, qui sont utilisés pour soutenir la concurrence dans la vente au détail de services comme la téléphonie locale, la télévision et l'accès à Internet, demeureront obligatoires; toutefois, la prestation de services groupés sur une base provinciale ne sera plus obligatoire et sera progressivement éliminée parallèlement à la mise en œuvre d'un service dégroupé avec des raccordements aux centraux des entreprises de services de téléphonie et aux têtes de lignes des entreprises de câblodistribution. L'exigence de mettre en œuvre des services d'accès haute vitesse de gros dégroupés inclura d'offrir ces services au moyen d'installations

d'accès par fibre jusqu'aux locaux de l'abonné. Les tarifs réglementaires continueront d'être établis en fonction des études sur les coûts différentiels à long terme.

Le 20 septembre 2016, le CRTC a publié sa Décision de télécom CRTC 2016-379, *Suivi de la politique réglementaire de télécom 2015-326 - Mise en œuvre d'un service d'accès haute vitesse de gros dégroupé, notamment au moyen d'installations d'accès par fibre jusqu'aux locaux de l'abonné, sur la mise en œuvre technique d'un nouveau service d'accès Internet de tiers (« AIT ») haute vitesse dégroupé, service qui permettra l'accès aux installations par fibre jusqu'aux locaux de l'abonné stipulé dans la décision du 22 juillet 2015 du CRTC*. Cette décision est conforme aux positions proposées par Rogers dans nos dépôts de documents. Les propositions tarifaires et les études de coûts qui les sous-tendent à l'égard de ce nouveau service ont été soumises le 9 janvier 2017, et d'autres renseignements ont été soumis en 2017 et en 2018. Une décision sur les tarifs définitifs est attendue au début de 2019.

EXAMEN PAR LE CRTC DE LA PROGRAMMATION LOCALE ET COMMUNAUTAIRE

Le 15 juin 2016, le CRTC a publié la Politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2016-224, *Cadre politique relatif à la télévision locale et communautaire*. Le CRTC a élaboré un nouveau modèle de contributions des EDR à la programmation canadienne, qui est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2017. Les contributions annuelles resteront fixées à 5 % des produits bruts annuels de radiodiffusion; cependant, jusqu'à 1,5 % de ce montant (c'était 2 % auparavant) pourra servir à financer la programmation des chaînes communautaires. De ces produits, une partie de 0,3 % doit désormais être attribuée au nouveau Fonds pour les nouvelles locales indépendantes destiné à financer les stations de télévision locales, tandis que le reste du financement continuera d'alimenter le Fonds des médias du Canada et les fonds de production indépendants. Cette décision donne aux EDR qui exploitent des chaînes communautaires sur certains grands marchés comme Montréal, Toronto, Edmonton, Calgary ou Vancouver la possibilité de réallouer les produits tirés des chaînes communautaires de ces grands marchés au financement de la programmation de leurs chaînes communautaires sur les petits marchés ou au financement des nouvelles locales sur les chaînes de télévision (comme CityTV, dans le cas de Rogers). Rogers a fermé ses chaînes communautaires de Toronto et réaffecté les produits qu'elle en tirait.

DISTRIBUTION DES SERVICES DE TÉLÉVISION

En novembre 2014, le CRTC a publié sa première décision prise dans le cadre de l'audience *Parlons télé* qui concerne l'élimination de la disposition d'annulation de 30 jours des services de câble, d'Internet et de téléphonie, avec prise d'effet le 23 janvier 2015.

Le 29 janvier 2015, le CRTC a publié ses décisions selon lesquelles les stations locales sont tenues de poursuivre la transmission en direct dans le cadre du régime réglementaire actuellement en place et de maintenir les exigences de substitution simultanée, à l'exception du Super Bowl de la NFL à compter de 2017. Dans une décision connexe publiée la même journée, le CRTC a déterminé qu'une entreprise verticalement intégrée offrant un service de télévision mobile qui soustrairait ce service aux limites standards

d'utilisation mensuelle de données sans fil et aux frais d'utilisation généralement applicables aux services sans fil constituerait une préférence indue en vertu de la *Loi sur les télécommunications*.

Le 19 mars 2015, le CRTC a rendu publique la troisième de ses décisions dans le cadre de son initiative *Parlons télé*. Le CRTC a ordonné aux distributeurs d'offrir aux clients un service d'entrée de gamme de base se composant uniquement de canaux canadiens locaux (la radio locale est offerte en option), des services obligatoires nationaux, du canal communautaire et des canaux des assemblées législatives provinciales et, s'ils le souhaitent, des principaux réseaux américains (4+1) à compter du 1^{er} mars 2016. Le tarif au détail de ce service d'entrée de gamme sera plafonné à 25 \$ par mois (matériel en sus). Le CRTC a adopté des exigences qui seront mises en œuvre graduellement en ce qui a trait à la vente de canaux à la carte et dans le cadre de forfaits. Tous les canaux autres que ceux de base devront être offerts à la carte ou au sein de forfaits plus petits à prix raisonnables d'ici le 1^{er} mars 2016. Au plus tard le 1^{er} décembre 2016, ils devront être offerts de ces deux façons. En tant qu'EDR, nous pourrons continuer d'offrir nos forfaits de services et de programmation de base existants. Le CRTC révisera également sa règle en matière de « prépondérance », de sorte que les consommateurs devront se voir offrir, sans nécessairement les recevoir, une majorité de services canadiens.

Le CRTC a par ailleurs proposé plusieurs modifications au code sur la vente en gros (auparavant appelé le « code de déontologie relatif à l'intégration verticale (IV) ») qui portent, entre autres, sur les grilles de tarifs fondées sur les taux de pénétration et les garanties minimales. Tous les responsables de la programmation licenciés et les EDR devront se conformer au code sur la vente en gros, qui a pris effet le 22 janvier 2016.

La décision du 19 mars abordait également les règles en matière de distribution de services étrangers dont la distribution est approuvée au Canada, notamment les exigences en ce qui a trait à l'offre par les services étrangers de leurs canaux à la carte et sous forme de forfaits ou dans le cadre de forfaits préassemblés plus petits et au respect du code sur la vente en gros. La décision portait également sur les règles d'accès relatives aux services à intégration verticale et aux services indépendants, aux forfaits de chaînes et aux règles d'abonnement préalable s'appliquant aux services multiculturels.

Le 26 mars 2015, dans sa décision finale relative à *Parlons télé*, le CRTC a annoncé ses plans en ce qui a trait à la création d'un Code des fournisseurs de services de télévision qui régirait certains aspects de la relation entre les fournisseurs de services de télévision et leurs clients et qui permettrait aux consommateurs de formuler des plaintes au Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications relativement à leur fournisseur. Le 8 janvier 2016, le CRTC a publié la version définitive du Code des fournisseurs de services de télévision, qui est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2017. Au moment de la publication du Code des fournisseurs de services de télévision, le Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications a changé son nom pour Commission des plaintes relatives aux services de télécom-télévision (« CPRST »). La décision prévoyait également de nouvelles exigences en matière de prestation des services par les EDR et les diffuseurs aux personnes ayant un handicap.

Le 1^{er} mars 2016, la première phase du mandat imposé par le CRTC aux distributeurs d'offrir un service de télévision d'entrée de gamme de base à 25 \$ par mois (matériel en sus) est entrée en vigueur. Depuis le 1^{er} mars 2016, nous offrons un service d'entrée de gamme de base composé de canaux canadiens locaux, des services obligatoires nationaux, du canal communautaire et des canaux des assemblées législatives provinciales et des principaux réseaux américains (4+1). Nous proposons aussi des forfaits plus petits à prix raisonnables composés de canaux spécialisés et de chaînes à supplément. Le 1^{er} décembre 2016, nous avons commencé à offrir également tous les canaux spécialisés et les chaînes à supplément « à la carte ».

RENOUVELLEMENT DES LICENCES DE CÂBLODISTRIBUTION DE ROGERS

Le 24 mai 2016, le CRTC a publié l'Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2016-197, *Renouvellement de licences de radiodiffusion des entreprises de distribution de radiodiffusion (EDR) terrestres qui expirent en 2016; mise en œuvre de certaines conditions de licence et examen des pratiques de tous les titulaires d'EDR à l'égard des exigences relatives à l'offre d'un petit service de base et d'options d'assemblage souples*, annonçant la tenue d'une audience sur les demandes de renouvellement de licences des EDR, dont Rogers fait partie. L'audience, qui a commencé le 7 septembre 2016, a passé en revue les pratiques de toutes les EDR détentrices de licences en ce qui concerne les exigences relatives aux services d'entrée de gamme de base et aux assemblages souples mentionnés ci-dessus et entrées en vigueur le 1^{er} mars 2016.

Le 21 novembre 2016, le CRTC a publié sa Décision de radiodiffusion CRTC 2016-458, *Renouvellement de licences d'entreprises de distribution de radiodiffusion - Examen des pratiques relatives au petit service de base et aux options d'assemblage souples, et imposition de diverses exigences*, dans laquelle il renouvelle les licences d'EDR de Rogers pour la période allant du 1^{er} décembre 2016 au 30 novembre 2017. Dans sa décision, le CRTC a établi une liste des pratiques exemplaires à l'intention des EDR qui permettent de promouvoir le choix pour les Canadiens. Le CRTC a aussi déclaré qu'il surveillerait toutes ces pratiques, y compris la manière dont les EDR promeuvent et offrent le petit service de base, les services à la carte et les forfaits souples, et qu'il apporterait les redressements nécessaires lors de son examen du renouvellement de licences des EDR en 2017 pour un nouveau terme complet. Avant l'audience sur le renouvellement des licences de 2017 qui a eu lieu en octobre, Rogers avait obtenu, pour des fins administratives, la prorogation au 31 mai 2018 de la période d'application de sa licence de câblodiffusion.

Le 2 août 2018, dans la Décision de radiodiffusion CRTC 2018-265, *Rogers - Renouvellement des licences de diverses entreprises de distribution de radiodiffusion terrestres*, le CRTC a renouvelé les licences des entreprises de distribution de radiodiffusion terrestres de Rogers desservant l'Ontario et le Canada atlantique pour une période de licence de sept années complètes et à des conditions pratiquement identiques à celles figurant dans la demande de Rogers.

INSTANCE DU CRTC SUR LES FUTURS MODÈLES DE DISTRIBUTION DE PROGRAMMATION

Le 12 octobre 2017, dans la foulée du décret C.P. 2017-1195, le CRTC a introduit une instance (Avis de consultation de

radiodiffusion CRTC 2017-359, *Appel aux observations sur la demande du gouverneur en conseil de faire rapport sur les modèles de distribution de programmation de l'avenir*) afin de faire rapport sur le ou les modèles de distribution de programmation susceptibles d'exister à l'avenir; la façon dont les Canadiens accéderont à cette programmation et l'intermédiaire par lequel ils pourront y accéder; et la mesure dans laquelle ces modèles pourront garantir un marché intérieur dynamique capable de soutenir en continu la création, la production et la distribution d'une programmation canadienne, dans les deux langues officielles, y compris une programmation originale dans les domaines du divertissement et de l'information. Le rapport devait être achevé au plus tard le 1^{er} juin 2018. Rogers a déposé ses interventions pour la phase I et la phase II le 1^{er} décembre 2017 et le 13 février 2018, respectivement.

Le 30 mai 2018, le CRTC a publié son rapport sur les modèles de distribution de programmation de l'avenir que le gouvernement lui avait commandé en septembre 2017 au moyen du décret C.P. 2017-1195. Ce rapport propose au gouvernement une nouvelle approche en matière de réglementation et des outils novateurs visant à soutenir la production et la promotion de contenu audio et vidéo produit par et pour des Canadiens. Les données du rapport sont employées dans le cadre de l'examen de la *Loi sur la radiodiffusion* et de la *Loi sur les télécommunications* du Canada.

MEDIA

DROIT DE RETRANSMISSION DE SIGNAUX ÉLOIGNÉS

Aux termes de l'article 31(2) de la *Loi sur le droit d'auteur*, les fournisseurs de services de télévision ont le droit de retransmettre une programmation par des signaux éloignés de télévision en direct dans le cadre d'un système d'octroi de licences obligatoire. Les tarifs de transmission de la programmation sont fixés au moyen de négociations ou par la Commission du droit d'auteur. Les distributeurs et les fournisseurs de contenu ne sont pas parvenus à un accord sur un nouveau tarif de transmission des signaux éloignés avant l'expiration de l'accord qui était en vigueur jusqu'en 2013. La Commission du droit d'auteur a entrepris une procédure le 23 novembre 2015, qui s'est poursuivie en 2016 et en 2017, et une décision a été rendue le 18 décembre 2018.

La décision a augmenté les tarifs payés par les EDR d'environ 8 % pour 2014, de 7,5 % de plus en 2015 et d'encore 2,5 % de plus en 2016; les tarifs de 2017 et de 2018 sont demeurés les mêmes que ceux de 2016. L'incidence de ces coûts additionnels n'est pas significative.

RENOUVELLEMENT DE LICENCES

Dans le cadre d'une instance lancée par l'Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2016-225, *Renouvellement des licences de télévision détenues par les grands groupes de propriété de langues anglaise et française*, publié le 15 juin 2016, nous avons demandé le renouvellement de nos licences par groupe de propriété (six licences visant nos stations de télévision directe en langue anglaise City, Sportsnet 360, VICELAND, G4Tech, Outdoor Life, FX et FXX), des cinq licences visant nos stations de télévision directe à caractère ethnique OMNI et des licences visant nos services de sport d'intérêt général Sportsnet et Sportsnet One. Nous avons aussi demandé l'approbation d'une demande de nouvelle licence

en vue d'exploiter un nouveau service facultatif appelé OMNI Regional qui bénéficierait d'une ordonnance de distribution obligatoire en vertu de l'article 9(1)h) rendant sa distribution possible au service de base moyennant des frais d'affiliation réglementés.

Le 18 mai 2017, le CRTC a publié la Décision de radiodiffusion CRTC 2017-151, *Rogers Media Inc. - Renouvellement des licences de télévision pour des stations, des services et un réseau de langue anglaise*, dans laquelle il approuve le renouvellement pour cinq ans de nos licences par groupe de propriété. Le renouvellement pour cinq ans des licences visant nos services de sport d'intérêt général Sportsnet et Sportsnet One et notre service sur demande a également été approuvé. Pour que leur date d'expiration corresponde à celle de la licence de diffusion de notre nouveau service facultatif appelé OMNI Regional, décrit ci-après, les cinq licences de diffusion visant nos stations de télévision directe à caractère ethnique OMNI ont été renouvelées pour une période de trois ans aux termes de cette décision de radiodiffusion.

Dans la Décision de radiodiffusion CRTC 2017-152, *OMNI Regional - Service facultatif national multilingue à caractère multiethnique*, publiée le même jour, le CRTC a également approuvé notre demande visant une nouvelle licence en vue d'exploiter un nouveau service facultatif appelé OMNI Regional qui bénéficierait d'une ordonnance de distribution obligatoire en vertu de l'article 9(1)h) rendant sa distribution possible au service de base moyennant des frais d'affiliation réglementés de 0,12 \$/abonné/mois pour une durée de trois ans. Le CRTC a par la suite lancé un appel (Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2017-154, *Appel de demandes pour un service national de télévision multilingue à caractère multiethnique offrant des émissions de nouvelles et d'information*) de demandes concurrentes afin de déterminer si OMNI devrait conserver sa désignation en vertu de l'article 9(1)h) après trois ans ou si cette désignation ne devrait pas être accordée à un autre demandeur.

Le 14 août 2017, le gouverneur en conseil, suivant l'avis du ministre du Patrimoine canadien et au moyen du décret C.P. 2017-1060, a ordonné au CRTC de réexaminer ses décisions du 15 mai 2017 visant le renouvellement des licences par groupe pour les grands télédistributeurs qui, entre autres changements, ont abaissé le montant que certains de ces diffuseurs doivent consacrer à des émissions d'intérêt national. Le CRTC doit étudier « comment s'assurer que ces groupes contribuent de façon notable à la création et à la présentation d'émissions d'intérêt national, d'émissions de musique, de courts-métrages et de documentaires de courte durée ».

Le 30 août 2018, dans la Décision de radiodiffusion CRTC 2018-335, *Réexamen des décisions concernant le renouvellement des licences des services de télévision des grands groupes de propriété privée de langue anglaise*, le CRTC a établi que les exigences de dépenses en émissions d'intérêt national imposées aux services de Rogers seront maintenues à 5 % de leurs revenus bruts de l'année de radiodiffusion précédente, tel que le stipulait la décision initiale. Rogers et d'autres groupes devront consacrer 0,17 % des revenus bruts de l'année de radiodiffusion précédente pour assurer le soutien des émissions de musique. Ce montant pourra être comptabilisé aux fins du respect de leur exigence de dépenses en émissions canadiennes. Il n'est pas nécessaire que les groupes augmentent les dépenses consacrées

aux contenus de courte durée. Les conditions de licence seront en vigueur jusqu'au 31 août 2022, soit jusqu'à la fin de la période de licence de cinq ans.

En ce qui concerne l'Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2017-154 mentionné plus haut, par lequel le CRTC lançait un appel de demandes concurrentes afin de déterminer si OMNI

devrait conserver sa désignation en vertu de l'article 9(1)h) après trois ans ou si cette désignation ne devrait pas être accordée à un autre demandeur, l'audience avec comparution du CRTC sur la question a eu lieu en novembre 2018. Une décision sera rendue en 2019.

Information supplémentaire

MÉTHODES COMPTABLES

ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES

La direction pose des jugements et des hypothèses et effectue des estimations qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables, sur les montants que nous inscrivons au titre de l'actif, du passif, des produits et des charges et sur notre présentation connexe des actifs et des passifs éventuels. Des modifications importantes de nos hypothèses, y compris en ce qui concerne nos plans d'affaires et flux de trésorerie futurs, pourraient donner lieu à des changements importants des montants que nous avons comptabilisés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Ces estimations sont critiques pour nos activités commerciales et pour l'appréciation de nos résultats opérationnels. Nous pourrions devoir exercer davantage de jugement en raison de la sensibilité des méthodes et des hypothèses nécessaires pour déterminer le montant des actifs, des passifs, des produits et des charges.

ESTIMATIONS

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Déterminer le prix de transaction

Le prix de transaction est le montant de contrepartie applicable auquel nous nous attendons à avoir droit en échange des biens et services promis à un client. Pour déterminer le prix de transaction, nous prenons en compte les conditions du contrat et les pratiques commerciales qui sont habituelles dans un secteur d'activité donné. Les rabais, remises, remboursements, notes de crédit, concessions sur le prix, incitations, pénalités et autres éléments similaires sont pris en compte dans le prix de transaction au moment de la passation du contrat.

Déterminer le prix de vente spécifique et la répartition du prix de transaction

Le prix de transaction est réparti entre les obligations de prestation en proportion des prix de vente spécifiques des biens et services distincts au contrat. La meilleure indication du prix de vente spécifique est le prix observable d'un bien ou d'un service lorsque l'entité vend ce bien ou ce service séparément dans des circonstances et à des clients similaires. Si le prix de vente spécifique n'est pas directement observable, nous l'estimons en tenant compte de l'information raisonnablement disponible relativement aux conditions de marché, aux facteurs qui nous sont propres et à la catégorie de clients.

Pour déterminer le prix de vente spécifique, nous répartissons les produits entre les obligations de prestation en fonction des montants exigibles minimums auxquels Rogers s'attend à avoir droit. Les montants qui excèdent les montants exigibles minimums sont comptabilisés en tant que produits à mesure qu'ils sont gagnés.

JUSTE VALEUR

Nous avons recours à des estimations pour déterminer la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le cadre d'une

acquisition, utilisant la meilleure information disponible, y compris l'information émanant des marchés financiers. Ces estimations comprennent des hypothèses clés telles les taux d'actualisation, les taux d'attrition et les taux de croissance finaux qui servent à effectuer des analyses de flux de trésorerie actualisés.

DURÉES D'UTILITÉ

Le coût des immobilisations est amorti sur leur durée d'utilité estimée. Pour ce faire, la Société tient compte des tendances sectorielles et de facteurs propres à l'entreprise, notamment l'évolution des technologies et les délais prévus avant la mise en service de certaines immobilisations au moment opportun. Chaque année, ou lorsque les circonstances changent, nous réévaluons nos estimations de la durée d'utilité pour nous assurer que celle-ci concorde avec la durée prévue des technologies en vue de générer des produits. Si l'évolution des technologies survient plus rapidement ou autrement que ce qui est prévu, la Société pourrait avoir à réduire la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles, ce qui pourrait entraîner une augmentation de l'amortissement au cours de périodes futures ou la comptabilisation d'une charge de dépréciation servant à réduire la valeur. Nous révisons nos choix au moins une fois par année et nous modifions nos taux d'amortissement et les durées d'utilité des actifs s'ils diffèrent de nos estimations précédentes. Nous comptabilisons prospectivement l'incidence de ces changements dans le bénéfice net.

INSCRIPTION À L'ACTIF DE FRAIS DE MAIN-D'ŒUVRE DIRECTS, DE FRAIS GÉNÉRAUX ET DE CHARGES D'INTÉRÊTS

Certains frais de main-d'œuvre directs et frais généraux et certaines charges d'intérêts liés à l'acquisition, à la construction, à l'aménagement et à l'amélioration des réseaux de la Société sont inscrits à l'actif dans les immobilisations corporelles. Les montants inscrits à l'actif sont calculés en fonction des coûts estimés des projets d'immobilisations et sont généralement fondés sur un taux horaire. De plus, les charges d'intérêts sont inscrites à l'actif pendant la construction et l'aménagement de certaines immobilisations corporelles. Les montants inscrits à l'actif augmentent le coût de l'actif et donnent lieu à un accroissement de la dotation aux amortissements au cours de périodes futures.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée (y compris le goodwill et les licences d'utilisation de spectre ou de diffusion) sont évaluées aux fins de dépréciation, au moins une fois par année, ou plus souvent si les événements ou les circonstances le justifient, tout comme les actifs à durée d'utilité déterminée (y compris les immobilisations corporelles et d'autres immobilisations incorporelles) font l'objet de tests de dépréciation si les événements ou les circonstances le justifient. La détermination de la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») nécessite d'importantes estimations des flux de trésorerie futurs, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Si les principales estimations venaient à différer de façon défavorable à l'avenir, la Société pourrait devoir comptabiliser des charges de dépréciation qui viendraient diminuer le bénéfice net.

SECTEURS

Nous posons des jugements importants dans la détermination de nos secteurs opérationnels. Ces secteurs sont des composantes qui se livrent à des activités ordinaires dont elles peuvent tirer des produits et pour lesquelles elles peuvent engager des charges, et dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par nos principaux décideurs opérationnels en vue de prendre des décisions sur les ressources à affecter et d'évaluer la performance desdites composantes pour lesquelles des informations financières distinctes sont disponibles.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur de nos dérivés est comptabilisée selon une évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité de crédit. Dans le cas des dérivés en position débitrice (soit la contrepartie qui doit un montant à Rogers), l'écart de crédit pour la contrepartie bancaire est ajouté au taux d'actualisation sans risque en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit. Dans le cas des dérivés en position créditrice (soit Rogers qui doit un montant aux contreparties), notre écart de crédit est ajouté au taux d'actualisation sans risque. Pour déterminer la valeur estimée des dérivés, ajustée en fonction de la qualité du crédit, le risque de crédit des parties à l'instrument et les taux d'actualisation de l'instrument doivent être évalués.

Nous sommes tenus de veiller à ce que les relations de couverture répondent aux critères d'efficacité de la couverture, et ce, pour tous les instruments dérivés auxquels s'applique la comptabilité de couverture. Les tests d'efficacité de la couverture nécessitent le recours au jugement et aux estimations.

PRESTATIONS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE

Lors de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies, la Société pose des hypothèses afin de déterminer la valeur de l'obligation au titre des prestations. Les hypothèses et estimations comprennent le taux d'actualisation, le taux d'augmentation de la rémunération futur et le taux de mortalité. Les modifications de ces principales hypothèses et estimations peuvent avoir une incidence sur la charge de retraite, l'actif et le passif des régimes et les autres éléments du résultat global. Le changement de conjoncture économique, notamment les changements sur les marchés financiers et les fluctuations des taux d'intérêt, risque aussi d'avoir une incidence sur les régimes de retraite de la Société, étant donné que rien ne garantit que ces régimes pourront obtenir les rendements prévus. Par ailleurs, des modifications dictées par le marché pourraient se traduire par des variations des taux d'actualisation et d'autres variables qui pourraient nous obliger à verser des cotisations sensiblement différentes des cotisations et des hypothèses qui sous-tendent le processus d'évaluation actuarielle.

Le tableau présenté ci-après présente un sommaire de l'incidence qu'une augmentation ou une diminution des principales hypothèses et estimations aurait eue sur notre obligation au titre des prestations définies et sur notre charge de retraite pour l'exercice 2018 :

(en millions de dollars)	Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des prestations définies
Taux d'actualisation	
Incidence d'une augmentation de 0,5 %	(196)
Incidence d'une diminution de 0,5 %	224
Taux de croissance de la rémunération future	
Incidence d'une augmentation de 0,25 %	16
Incidence d'une diminution de 0,25 %	(16)
Taux de mortalité	
Incidence d'une augmentation de un an	47
Incidence d'une diminution de un an	(50)

RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Régimes d'options sur actions

Les régimes d'options sur actions des membres du personnel de la Société incluent un mode de règlement en trésorerie des droits à l'appréciation d'actions (« DAA ») pour toutes les options antérieurement ou nouvellement attribuées. Le mode de règlement en trésorerie des DAA permet au porteur de l'option de choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à la valeur intrinsèque de l'option, plutôt que d'exercer l'option pour acquérir des actions de catégorie B sans droit de vote.

La rémunération fondée sur des actions versée aux membres du personnel est évaluée à la juste valeur. Nous calculons la juste valeur des options en utilisant le cours des actions de catégorie B sans droit de vote et les modèles d'évaluation des options et comptabilisons toutes les options sur actions en circulation à titre de passif. Le passif est évalué à la valeur de marché chaque période et est passé en charges selon une acquisition graduelle des droits au cours de la période pendant laquelle les services connexes sont rendus ou, le cas échéant, au cours de la période allant jusqu'à la date d'admissibilité du membre du personnel à la retraite, selon la plus courte des deux. La charge de chaque période dépend de la variation du cours de nos actions de catégorie B sans droit de vote pendant la période.

Régime d'unités d'actions de négociation restreinte et régime d'unités d'actions différées

Nous comptabilisons les unités d'actions de négociation restreinte et les unités d'actions différées en circulation à titre de passifs, évaluant nos passifs et nos charges de rémunération en fonction de la juste valeur de l'attribution, laquelle juste valeur est fondée sur le cours des actions de catégorie B sans droit de vote, et les comptabilisons à titre de charge dans les coûts opérationnels pendant la période d'acquisition des droits. Si la juste valeur de l'attribution change après l'octroi, mais avant la date d'exercice des droits, nous comptabilisons la variation dans les passifs inclus dans les coûts opérationnels de l'exercice au cours duquel le changement survient. Pour les unités d'actions de négociation restreinte, le montant du paiement est établi à la date d'acquisition des droits. Pour les unités d'actions différées, le montant du paiement est établi à la date d'exercice des droits.

JUGEMENTS

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Biens et services distincts

Nous posons des jugements afin de déterminer si une promesse de livraison d'un bien ou d'un service est distincte. Nous comptabilisons les produits et services individuels séparément s'ils sont distincts (c.-à-d. si un produit ou un service peut être identifié séparément des autres éléments de l'offre groupée et si le client peut en tirer profit). La contrepartie est répartie entre les produits et services distincts de l'offre groupée en fonction de leur prix de vente spécifique. Pour les éléments qui ne sont pas vendus séparément (p. ex. les cartes-cadeaux de tiers), nous estimons les prix de vente spécifiques au moyen de la méthode de l'évaluation du marché avec ajustement.

Déterminer les coûts pour obtenir ou exécuter un contrat

Nous devons poser d'importants jugements pour déterminer les coûts que nous engageons pour obtenir ou exécuter un contrat conformément aux critères de report de l'IFRS 15. Nous nous attendons à ce que les commissions marginales versées aux représentants internes et externes ayant obtenu des contrats avec des clients soient recouvrables.

DURÉES D'UTILITÉ ET MODES D'AMORTISSEMENT

La Société formule des jugements importants pour choisir les modes d'amortissement des immobilisations corporelles qui, selon elle, reflètent avec précision la consommation des avantages procurés par ces actifs et traduisent la réalité économique de l'utilisation prévue des actifs sous-jacents.

Nous amortissons le coût des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sur leur durée d'utilité estimée. Nous examinons leur durée d'utilité, leur valeur résiduelle et les modes d'amortissement au moins une fois l'an.

Nous n'amortissons pas les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée (licences d'utilisation de spectre et de radiodiffusion et certains noms de marque) puisqu'il n'y a pas de limite prévisible à la période au cours de laquelle ces actifs devraient générer des entrées nettes de trésorerie. Nous formulons des jugements pour déterminer que ces actifs ont une durée d'utilité indéterminée en analysant tous les facteurs pertinents, y compris l'utilisation prévue de l'actif, le cycle de vie habituel et les variations prévues de la demande de produits et services que les actifs aident à générer. Après examen des facteurs liés à la concurrence, aux instances juridiques, aux facteurs réglementaires et autres, nous sommes d'avis que ces facteurs ne limitent pas la durée d'utilité de nos licences d'utilisation de spectre et de radiodiffusion.

Nous exerçons également notre jugement dans le choix des méthodes employées pour amortir nos immobilisations incorporelles et nos droits de diffusion qui, selon nous, reflètent avec précision la consommation de ces actifs et traduisent le mieux la réalité économique de l'utilisation attendue des actifs sous-jacents.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Nous formulons des jugements pour déterminer les UGT et l'affectation du goodwill aux UGT et aux groupes d'UGT aux fins

des tests de dépréciation. L'affectation du goodwill aux unités génératrices de trésorerie requiert une part considérable de jugement par la direction en ce qui a trait à la détermination des UGT (ou aux groupes d'UGT) dont on s'attend à ce qu'elles bénéficient des synergies découlant d'un regroupement d'entreprises. Une UGT correspond au plus petit groupe d'actifs identifiables générant des entrées de trésorerie qui sont, dans une large mesure, indépendantes des entrées de trésorerie des autres actifs ou groupes d'actifs. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont affectés aux UGT (ou aux groupes d'UGT) en fonction du niveau auquel la surveillance du goodwill est effectuée par la direction; niveau qui, par ailleurs, n'est pas supérieur à un secteur opérationnel.

COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

Nous formulons des jugements importants pour déterminer si nos instruments financiers sont admissibles à la comptabilité de couverture, et en déterminer l'efficacité à ce titre.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT ET AUTRES IMPÔTS ET TAXES

La Société constitue des provisions pour impôt sur le résultat et autres impôts et taxes en se fondant sur les renseignements couramment disponibles pour chacun des territoires dans lesquels elle exerce des activités. Bien que nous sommes d'avis que nous avons payé les bonnes sommes et avons constitué des provisions adéquates en ce qui concerne l'impôt, nos activités sont complexes et un degré élevé de jugement doit être exercé pour l'interprétation de l'application des lois et de la réglementation fiscales à nos impôts et taxes. Les déclarations de revenus de la Société peuvent faire l'objet d'audits par les autorités fiscales gouvernementales pertinentes et les résultats des audits gouvernementaux pourraient modifier considérablement les montants réels de la charge d'impôt sur le résultat, de l'impôt sur le résultat à payer ou à recevoir, des autres taxes ou impôts à payer ou à recevoir et des actifs et passifs d'impôt différé et qui pourraient, dans certains cas, entraîner l'imputation d'intérêts et de pénalités.

ÉVENTUALITÉS

L'établissement des passifs éventuels nécessite l'exercice d'un degré élevé de jugement. Notre jugement est fondé sur l'information dont nous sommes au fait, et sur la probabilité du dénouement ultime des éventualités. S'il devient probable qu'un passif éventuel se soldera par des sorties de ressources économiques, nous comptabiliserons une provision dans la période où le changement de probabilité survient. L'estimation de la perte nécessite du jugement et repose sur les données disponibles au moment de l'estimation en question. Toute provision comptabilisée à l'égard d'un passif éventuel pourrait avoir une incidence significative sur notre situation financière et nos résultats opérationnels consolidés.

CONTRATS DÉFICITAIRES

Nous devons recourir à d'importants jugements lorsque nous déterminons si des contrats déficitaires comportent des coûts inévitables. Ces jugements peuvent inclure de déterminer si une promesse donnée est juridiquement irrévocable ou si nous parviendrons à négocier avec la contrepartie.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société a conclu certaines transactions dans le cours normal des activités avec des parties liées dans lesquelles elle possède une participation. Le tableau qui suit présente les montants reçus de ces parties ou versés à ces dernières :

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre		
	2018	2017	Variation en %
Produits	86	74	16
Achats	197	198	(1)

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion des services juridiques de la Société;
- le président du conseil d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Services d'impression et services juridiques	13	17

La Société a aussi conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers liées à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour chacun des exercices 2018 et 2017.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles ne sont pas garantis, ne portent pas intérêt et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction.

NOUVELLES PRISES DE POSITION EN COMPTABILITÉ ADOPTÉES EN 2018

En 2018, nous avons adopté les modifications apportées aux normes comptables suivantes, qui n'ont pas eu d'incidence significative sur nos états financiers.

- Modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, qui fournissent des directives sur la comptabilisation des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits relativement à la rémunération fondée sur des actions.
- IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*, qui apporte des éclaircissements sur la détermination de la date des transactions ainsi que du cours de change à utiliser pour la conversion d'actifs, de charges ou de produits lors de la comptabilisation initiale.

En outre, nous avons adopté l'IFRS 15 et l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'*« IFRS 9 »*) à compter du 1^{er} janvier 2018. Les répercussions de ces deux prises de position sur nos résultats et notre exploitation sont décrites ci-après.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »)

L'IFRS 15 annule et remplace les normes comptables antérieures se rapportant aux produits, notamment l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* (l'*« IAS 18 »*) et l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle* (l'*« IFRIC 13 »*).

L'IFRS 15 présente un modèle unique de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Cette norme s'applique à tous les contrats conclus avec des clients, sauf pour certaines exceptions, notamment les contrats comptabilisés aux termes d'autres IFRS. La norme impose de comptabiliser les produits de manière à représenter le transfert des produits ou des services promis à des clients selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces produits ou services. Pour ce faire, il convient de suivre les cinq étapes suivantes :

1. identifier le contrat conclu avec un client;
2. identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
3. déterminer le prix de la transaction;
4. affecter le prix de la transaction aux obligations de prestation prévues au contrat;
5. comptabiliser les produits lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

L'IFRS 15 fournit également des directives relatives au traitement des coûts d'obtention de contrats et d'exécution de contrats.

L'application de cette nouvelle norme a d'importantes incidences sur les résultats de Sans-fil que nous présentons, plus précisément en ce qui a trait au moment de la comptabilisation des produits et à leur classement, ainsi qu'au traitement des coûts engagés pour l'acquisition des contrats avec des clients. Le moment de la comptabilisation des produits et leur classement sont touchés parce que, à la passation d'un contrat avec un client, l'IFRS 15 exige que soit évaluée la contrepartie totale estimative sur la durée du contrat et que la contrepartie soit répartie à l'ensemble des obligations de prestation figurant dans le contrat en proportion de leur prix de vente spécifique. Cette disposition touche nos accords du secteur Sans-fil qui regroupent du matériel et des services au sein des frais de service mensuels, ce qui se traduit par une augmentation des produits tirés du matériel comptabilisés à la conclusion du contrat et une diminution des produits tirés des services sur la durée des contrats. L'application de l'IFRS 15 n'a pas d'incidence sur nos flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ni sur les méthodes et les facteurs économiques sous-jacents que nous utilisons dans nos transactions avec nos clients.

Le traitement des coûts engagés dans le cadre de l'acquisition de contrats avec des clients est aussi touché, car l'IFRS 15 exige que certains coûts d'acquisition des contrats (comme les commissions de vente) soient constatés à titre d'actifs et amortis dans les charges opérationnelles au fil du temps. Auparavant, ces coûts étaient passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés.

De plus, de nouveaux actifs et passifs ont été comptabilisés dans nos états consolidés de la situation financière. Plus précisément, un actif et un passif sur contrat sont comptabilisés pour rendre compte de tout écart temporaire entre les produits constatés et les montants facturés au client.

Un degré élevé de jugement doit être exercé pour déterminer si une promesse de livrer des biens ou des services est considérée comme distincte et pour déterminer les coûts marginaux d'obtention d'un contrat avec un client.

Nous avons appliqué l'IFRS 15 de manière rétrospective à tous les contrats qui n'étaient pas achevés à la date de première application. Nous avons arrêté le choix de méthode comptable de

retraiter chacune des périodes antérieures présentées et comptabilisé l'effet cumulatif de la première application de l'IFRS 15 à titre d'ajustement des capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2017, après l'application de certaines mesures de simplification que nous avons retenues et qui sont décrites à la note 5 afférente à nos états financiers consolidés audités de 2018.

EFFET DE LA TRANSITION À L'IFRS 15

Le tableau ci-après présente un sommaire des ajustements découlant de l'IFRS 15 apportés à nos principales informations financières pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Ces ajustements se rapportent entièrement au secteur Sans-fil.

(en millions de dollars)	Exercice clos le 31 décembre 2017			
	Note	Chiffres déjà présentés ¹	Ajustements	Chiffres retraités
Chiffres consolidés				
Total des produits	<i>i, iii</i>	14 143	226	14 369
Total des produits tirés des services ²	<i>i</i>	13 560	(1 010)	12 550
BAlIA ajusté ³		5 318	184	5 502
Bénéfice net		1 711	134	1 845
Résultat net ajusté ³		1 768	134	1 902
Sans-fil				
Produits tirés des services	<i>i</i>	7 775	(1 010)	6 765
Produits tirés du matériel	<i>i, iii</i>	568	1 236	1 804
Charges opérationnelles ⁴	<i>ii, iii</i>	4 801	42	4 843
BAlIA ajusté		3 542	184	3 726

¹ Montants calculés selon une méthode conforme aux méthodes de comptabilisation des produits que nous utilisions avant l'adoption de l'IFRS 15. Certains montants présentés selon l'ancienne méthode comptable ont en outre été modifiés de manière rétrospective en raison de l'utilisation du BAlIA ajusté en 2018.

² Selon la définition fournie, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAlIA ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne devraient pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁴ Les charges opérationnelles ont été modifiées de manière rétrospective afin que la rémunération fondée sur des actions y soit incluse. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Secteurs à présenter » et « Mesures non conformes aux PCGR ».

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des ajustements découlant de l'IFRS 15 apportés à certaines des principales mesures financières présentées dans nos états consolidés de la situation financière au 1^{er} janvier 2017 et au 31 décembre 2017.

(en millions de dollars)	Au 1 ^{er} janvier 2017			Au 31 décembre 2017			
	Note	Chiffres déjà présentés	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres déjà présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Chiffres consolidés							
Total des actifs	<i>i, ii, iii</i>	28 342	1 469	29 811	28 863	1 627	30 490
Total des passifs	<i>i, iii</i>	23 073	454	23 527	22 516	478	22 994
Capitaux propres		5 269	1 015	6 284	6 347	1 149	7 496

L'application de l'IFRS 15 n'a pas eu d'incidence sur le total de nos flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles, à nos activités d'investissement et à nos activités de financement.

i) Actifs et passifs sur contrat

Les actifs sur contrat découlent principalement de l'écart entre les produits comptabilisés à la vente d'un appareil sans fil au début d'un contrat à terme et le montant encaissé au point de vente. Les produits comptabilisés au point de vente impliquent l'estimation du total de la contrepartie sur la durée du contrat à terme et la répartition de cette contrepartie entre toutes les obligations de prestation prévues au contrat en proportion de leur prix de vente

spécifique respectif. Pour les contrats à terme de Sans-fil, les produits sont comptabilisés plus tôt qu'auparavant, et une plus grande partie des produits est affectée aux produits tirés du matériel. Avant l'adoption de l'IFRS 15, le montant affecté aux produits tirés du matériel se limitait à la contrepartie non conditionnelle reçue au point de vente lorsque le recouvrement de la contrepartie restante prévue au contrat dépendait de la prestation de services futurs.

Nous comptabilisons un passif sur contrat lorsque nous recevons un paiement d'un client pour des biens et services qui ne sont pas encore fournis. Nous comptabilisons les actifs et passifs sur contrat en fonction de chaque contrat, chaque contrat représentant ainsi un actif ou un passif net unique sur contrat.

Tous les actifs sur contrat sont comptabilisés déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues, évaluée conformément à l'IFRS 9.

ii) Actifs différés au titre des commissions

Conformément à l'IFRS 15, nous reportons les coûts représentant les commissions supplémentaires payées aux représentants internes et externes lorsqu'ils obtiennent des contrats avec des clients en tant qu'actifs différés au titre des commissions et les amortissons dans les charges opérationnelles d'une manière qui correspond au transfert des biens et des services au client, c'est-à-dire, en général, également sur 12 ou 24 mois consécutifs.

iii) Stocks et autres passifs courants

Nous déterminons le moment où le client obtient le contrôle des biens ou services distincts conformément à l'IFRS 15. Pour les transactions concernées, nous avons défini que notre client était l'abonné final et déterminé que ce dernier obtient le contrôle lorsque la propriété de l'appareil sans fil lui est transférée, c'est-à-dire, en général, au moment de l'activation. Pour certaines transactions effectuées par l'intermédiaire de détaillants tiers et autres, le moment où le client obtient le contrôle d'un appareil sans fil se produira plus tard que ce n'était le cas selon notre ancienne méthode comptable, aux termes de laquelle les produits étaient comptabilisés lorsque l'appareil sans fil était livré et accepté par le détaillant indépendant. Ce changement se traduit par une augmentation du solde des stocks et une augmentation correspondante des autres passifs courants.

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, laquelle annule et remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (l'« IAS 39 »). L'IFRS 9 contient des directives révisées sur le classement et l'évaluation des instruments financiers, de nouvelles directives d'évaluation de la dépréciation d'actifs financiers et une nouvelle ligne directrice en matière de comptabilité de couverture. Nous avons adopté l'IFRS 9 de façon rétrospective. Nos chiffres correspondants de 2017 n'ont toutefois pas été retraités, parce qu'il n'était pas possible de le faire sans le recours à des connaissances *a posteriori*.

Selon l'IFRS 9, les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique dans lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. L'IFRS 9 précise trois grandes catégories pour l'évaluation des actifs financiers : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG ») et à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Comme le permet l'IFRS 9, nous avons fait le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global sans reclassement du montant net des profits ou des pertes en résultat net les variations ultérieures de la juste valeur de nos placements dans des instruments de capitaux propres qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni des contreparties éventuelles découlant d'un regroupement d'entreprises. Pour ces placements, toute dépréciation de

l'instrument sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le cumul des profits et des pertes comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ne sera pas reclassé en résultat net, même à la sortie.

Selon l'IFRS 9, la correction de valeur pour pertes au titre des créances clients doit être calculée selon les pertes de crédit attendues sur la durée de vie et comptabilisée lors de la comptabilisation initiale. Une correction de valeur pour pertes supplémentaire devait être affectée à une partie de nos créances clients selon les dispositions de l'IFRS 9. Par conséquent, nous avons comptabilisé au 1^{er} janvier 2018 une diminution de 4 millions de dollars des débiteurs et une diminution correspondante des résultats non distribués dans les capitaux propres. De plus, les pertes de crédit attendues calculées selon la méthode des pertes de crédit sur la durée de vie sont imputées aux actifs sur contrat selon l'IFRS 15. Cette nouvelle disposition de l'IFRS 9 n'a pas d'effet important sur la valeur comptable de nos autres instruments financiers.

La nouvelle ligne directrice en matière de comptabilité de couverture fait concorder plus étroitement la comptabilité de couverture et les objectifs et stratégies de gestion des risques d'une entité. L'IFRS 9 ne modifie pas fondamentalement les types de relations de couverture ni l'obligation d'en évaluer et d'en constater l'inefficacité, mais davantage de stratégies de couverture employées aux fins de la gestion des risques sont admissibles à la comptabilité de couverture. Il faut aussi faire davantage appel au jugement pour évaluer l'efficacité d'une relation de couverture, principalement d'un point de vue qualitatif. Cette directive ne devrait pas avoir d'incidence sur les résultats que nous présentons, et simplifiera nos évaluations de l'efficacité à l'avenir.

RÉCENTES PRISES DE POSITION EN COMPTABILITÉ N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

L'IASB a publié les nouvelles normes suivantes, qui entreront en vigueur pour un exercice ultérieur et auront une incidence sur nos états financiers consolidés de périodes à venir.

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION (« IFRS 16 »)

Au 1^{er} janvier 2019, nous adopterons l'IFRS 16. Nos états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2019 seront nos premiers états financiers publiés conformément à l'IFRS 16. L'IFRS 16 annule et remplace les normes comptables actuelles visant les contrats de location, notamment l'IAS 17, *Contrats de location* (l'« IAS 17 ») et l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location* (l'« IFRIC 4 »).

L'IFRS 16 instaure un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Un preneur devra comptabiliser, dans son état de la situation financière, un actif au titre du droit d'utilisation, qui représentera son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent, et une obligation locative, qui représentera son obligation de faire des paiements de location. Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, nous comptabiliserons une augmentation considérable des actifs et des passifs dans notre état consolidé de la situation financière, ainsi qu'une baisse des coûts opérationnels (rendant compte du retrait des charges au titre des contrats de location), une augmentation des amortissements (occasionnée par l'amortissement de l'actif au titre du droit

d'utilisation), et une hausse des charges financières (imputable à l'accroissement de l'obligation locative). Pour les bailleurs, le traitement comptable restera pratiquement le même qu'aux termes de l'IAS 17.

Nous adopterons l'IFRS 16 en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application à titre d'ajustement des résultats non distribués dans les capitaux propres le 1^{er} janvier 2019. Nous ne retraiteron pas les chiffres comparatifs de 2018. Lors de la transition, nous appliquerons la mesure de simplification qui nous permet en tant que preneurs d'appliquer la présente norme aux contrats qui avaient antérieurement été identifiés comme des contrats de location aux termes de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4. Inversement, nous n'appliquerons pas la présente norme aux contrats qui n'avaient pas antérieurement été identifiés comme des contrats de location aux termes de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4.

Dans le cas des contrats de location qui avaient été classés en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17, les obligations locatives, au moment de la transition, seront évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} janvier 2019. De façon générale, les actifs au titre de droits d'utilisation, au moment de la transition, seront évalués au montant des obligations locatives correspondantes, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer. Dans le cas de certains contrats de location à l'égard desquels l'information est disponible, nous choisirons d'évaluer les actifs au titre de droits d'utilisation à leur valeur comptable comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location selon le taux d'emprunt marginal connexe pour la durée résiduelle du contrat de location au 1^{er} janvier 2019.

Lorsque nous appliquons l'IFRS 16 à des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple, nous pouvons nous prévaloir des mesures de simplification suivantes :

- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;

- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2019;
- utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Nous avons choisi de ne pas séparer les composantes non locatives fixes des composantes locatives, mais plutôt de comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives fixes qui s'y rattachent comme une seule composante de nature locative. Nous n'avons pas l'intention de nous prévaloir des exemptions relatives à la comptabilisation des contrats de location à court terme ou de faible valeur; cependant, nous pourrions choisir de nous prévaloir des exemptions relatives à la comptabilisation dans l'avenir : catégorie par catégorie pour les nouvelles catégories et contrat par contrat, respectivement.

Nous sommes d'avis qu'il n'y aura pas d'incidences importantes dans le cas des contrats de location pour lesquels nous sommes le bailleur.

Nous disposons d'une équipe qui s'assure de notre conformité aux exigences de l'IFRS 16 et qui, entre autres, supervise la mise en œuvre d'un nouveau système de contrats de location nous permettant de nous conformer aux exigences de la norme en fonction de chaque contrat. Cette équipe a été chargée de déterminer et de mettre en place de nouvelles marches à suivre, de vérifier que notre cueillette de données est appropriée, de mettre le système à l'essai, d'élaborer les contrôles internes pertinents et de communiquer les changements à venir à diverses parties concernées. Nous avions des processus détaillés de validation des données, que nous avons suivis pendant toute la durée de l'exercice 2018.

EFFET DE LA TRANSITION À L'IFRS 16

Le tableau ci-dessous présente l'effet estimatif de la transition à l'IFRS 16 sur nos états consolidés de la situation financière au 1^{er} janvier 2019.

(en milliards de dollars)	Note	Tels que présentés au 31 décembre 2018	Effet estimatif de la transition à l'IFRS 16	Après la transition au 1 ^{er} janvier 2019
Actifs				
Actifs courants				
Autres actifs courants		0,4	***	0,4
Actifs courants restants		4,5	-	4,5
Total des actifs courants		4,9	***	4,9
Immobilisations corporelles	i	11,8	1,5	13,3
Actifs à long terme restants		15,2	-	15,2
Total des actifs		31,9	1,5	33,4
Passifs et capitaux propres				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer		3,1	(0,1)	3,0
Partie courante des obligations locatives	i	-	0,2	0,2
Passifs courants restants		3,7	-	3,7
Total des passifs courants		6,8	0,1	6,9
Obligations locatives	i	-	1,4	1,4
Passifs d'impôt différé		2,9	***	2,9
Passifs à long terme restants		14,0	-	14,0
Total des passifs		23,7	1,5	25,2
Capitaux propres		8,2	***	8,2
Total des passifs et des capitaux propres		31,9	1,5	33,4

*** Montants inférieurs à 0,1 milliard de dollars; ces montants ont été exclus des totaux partiels.

i) Actifs au titre de droits d'utilisation et obligations locatives

À la date de transition, nous comptabiliserons un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. L'obligation locative sera évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'auront pas encore été versés à la date de transition. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprendront :

- les paiements fixes, y compris en substance;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes qui devraient être payables au titre d'une garantie de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que nous avons la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers effectués lors d'une période de renouvellement optionnel si nous avons la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation, et les pénalités en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location, à moins que nous ayons la certitude raisonnable que nous ne résilierons pas le contrat de manière anticipée.

À l'exception des contrats de location à l'égard desquels nous détenons l'information nécessaire à l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation selon leur valeur comptable comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, l'actif au titre du droit d'utilisation sera évalué, au moment

de la transition, au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière relativement à ce contrat de location immédiatement avant la date de première application.

Après la transition, l'actif au titre du droit d'utilisation sera évalué initialement à son coût, qui se compose des éléments suivants :

- le montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des loyers payés à, ou avant, la date de début;
- plus les coûts directs initiaux engagés;
- une estimation des coûts liés au démantèlement et à l'enlèvement du bien sous-jacent ou à la restauration du lieu;
- déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

De façon générale, l'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire sur la durée du contrat, à moins que nous prévoyions devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location. La durée du contrat comprend ce qui suit :

- le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable;
- les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable d'exercer;
- les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable de ne pas exercer.

INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis ci-après. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés;
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil;
 - le nombre d'abonnés de Cable;
 - le nombre de foyers branchés (Cable);
- le taux d'attrition des abonnés;
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte;
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes;
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services;
- les ratios de distribution de dividendes;
- le rendement de l'actif.

Depuis l'exercice à l'étude, nous présentons le MFMPA mixte en tant qu'indicateur clé de performance. De plus, comme nous avons redéfini notre secteur Cable, nous avons aussi modifié la définition du nombre d'abonnés de ce secteur à titre d'indicateur clé de performance pour que les abonnés au Système de domotique Rogers soient inclus dans les abonnés aux services d'accès Internet.

NOMBRES D'ABONNÉS

Les nombres d'abonnés à nos services sont fondés sur les abonnés actifs. Lorsqu'un abonné est mis hors service, à sa demande ou pour défaut de paiement, il est réputé avoir été mis hors service pendant la période au cours de laquelle les services sont interrompus. Nous utilisons les nombres d'abonnés pour mesurer le rendement de nos principales activités et notre capacité à profiter de sources de revenus récurrentes. Dans le secteur Cable, nous utilisons en outre le nombre de foyers branchés pour mesurer notre pénétration du marché potentiel dans une région géographique donnée.

Nombre d'abonnés de Sans-fil

- Un abonné aux services sans fil est représenté par un numéro de téléphone identifiable.
- La Société répartit ses abonnés aux services sans fil en deux groupes, soit les abonnés aux services facturés et les abonnés aux services prépayés. Les abonnés aux services facturés et prépayés comprennent les abonnés aux services de transmission uniquement de la voix ou des données, de même que les abonnés à des forfaits incluant à la fois la transmission de la voix et des données.
- Les frais d'utilisation et les frais d'utilisation excédentaire de données des abonnés aux services facturés sont facturés après un mois. Les abonnés aux services prépayés ne peuvent pas engager des frais d'utilisation et des frais d'utilisation excédentaire de données supérieurs à ceux prévus par les limites de leur forfait ou le solde de leur compte.

- Les abonnés aux services sans fil prépayés sont considérés comme étant actifs pendant une période de 180 jours suivant la date de leur dernière utilisation génératrice de produits.

Nombre d'abonnés de Cable

- Les abonnés aux services de télévision et d'accès Internet par câble sont représentés par une adresse; les abonnés aux services de téléphonie par câble sont représentés par le nombre de lignes téléphoniques.
- Si une adresse correspond à plusieurs logements, comme dans le cas d'un immeuble d'habitation, chaque locataire qui reçoit les services de télévision par câble, que les services lui soient facturés individuellement ou que le tarif des services soit inclus dans ses frais ou son loyer, représente un abonné. Pour les abonnés commerciaux ou institutionnels, comme les hôpitaux ou les hôtels, chacun d'entre eux représente un abonné.
- Les abonnés aux services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie par câble ne comprennent que les abonnés pour qui le service est installé et opérationnel et facturé conséquemment.
- Le nombre d'abonnés exclut certains services aux entreprises assurés par notre réseau de fibre optique et l'infrastructure de nos centres de données, les services de transmission de la voix interurbains et locaux commutés et les services de transmission de données traditionnels, auxquels l'accès est fourni par des réseaux de tiers en location et au moyen des services tarifés des entreprises de services locaux titulaires.

Nombre de foyers branchés (Cable)

Le nombre de foyers branchés est représenté par le nombre total de foyers d'une région géographique donnée qui sont abonnés à nos services de câblodistribution ou qui n'y sont pas abonnés, mais qui ont la possibilité d'y avoir accès. Lorsqu'une adresse donnée correspond à plusieurs logements, comme dans le cas d'un immeuble d'habitation, chaque logement abonné à nos services de câblodistribution ou qui n'y est pas abonné, mais pourrait l'être, compte pour un foyer branché. Pour les abonnés commerciaux ou institutionnels, comme les hôpitaux ou les hôtels, chacun d'entre eux représente un foyer branché.

TAUX D'ATTRITION DES ABONNÉS

Le taux d'attrition des abonnés constitue une mesure du nombre d'abonnés qui sont mis hors service pendant une période en tant que pourcentage du total des abonnés et est normalement calculé mensuellement et nous indique à quel point nous avons réussi à fidéliser notre clientèle. Nous le calculons en divisant le nombre d'abonnés de Sans-fil qui ont désactivé leur service sur une période donnée (habituellement sur une période de un mois) par le nombre total d'abonnés au début de cette même période. Lorsque la période considérée couvre plus de un mois, le taux d'attrition correspond au nombre d'abonnés mis hors service pendant la période, divisé par le nombre total d'abonnés au début de la période.

MONTANT FACTURÉ MOYEN PAR ABONNÉ MIXTE (SANS-FIL)

Afin d'aider les utilisateurs à comprendre les facteurs économiques sous-jacents de notre secteur Sans-fil, nous avons commencé cette année à présenter le MFMPA mixte. Nous utilisons le MFMPA mixte comme mesure pour évaluer approximativement le montant

moyen que nous facturons à un abonné particulier sur une base mensuelle. Cette mesure est semblable aux PMPA mixtes que nous présentions auparavant, avant l'adoption de l'IFRS 15 (se reporter à la rubrique « Méthodes comptables »); toutefois, en raison de la réduction des produits tirés des services faisant suite à l'adoption de l'IFRS 15, les PMPA mixtes sont inférieurs aux montants déjà présentés et ne reflètent donc pas avec exactitude le montant moyen que le client doit payer chaque mois. Le MFMPA mixte nous aide à dégager les tendances et à mesurer notre capacité à attirer et à fidéliser des abonnés offrant une valeur supérieure. Nous calculons le MFMPA mixte en divisant la somme des produits tirés des services et de l'amortissement des actifs sur contrat imputé aux débiteurs par le nombre total moyen d'abonnés de Sans-fil pour une même période.

PRODUITS MOYENS PAR ABONNÉ MIXTES (SANS-FIL)

Les PMPA mixtes aident à dégager les tendances et à mesurer notre réussite quant à l'attrait et à la fidélisation des abonnés offrant une valeur supérieure. Nous calculons les PMPA mixtes en divisant les produits tirés des services par le nombre total moyen d'abonnés aux services sans fil pour une même période.

INTENSITÉ DU CAPITAL

L'intensité du capital nous permet de comparer le niveau de nos dépenses d'investissement à ceux d'autres sociétés du même secteur. Nos dépenses d'investissement ne comprennent pas les dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre. Nous calculons l'intensité du capital en divisant les dépenses d'investissement par les produits. Nous l'utilisons pour évaluer la performance de nos actifs et lorsque nous prenons des décisions au sujet de nos

dépenses d'investissement. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent l'intensité du capital pour mesurer le rendement des achats et de la construction d'actifs par rapport aux produits.

TOTAL DES PRODUITS TIRÉS DES SERVICES

Nous utilisons le total des produits tirés des services pour mesurer le rendement de nos principales activités, qui consistent à offrir des services à notre clientèle, séparément des produits générés par la vente de matériel que nous achetons auprès de divers fabricants d'appareils et que nous revendons. Cette mesure de performance comprend les produits de détail provenant de TSC et des Blue Jays de Toronto, qui sont également au cœur de nos activités. Nous calculons le total des produits tirés des services en retranchant du total des produits ceux qui sont tirés du matériel.

RATIOS DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Nous calculons le ratio de distribution de dividendes en divisant les dividendes déclarés pour l'exercice par le bénéfice net ou les flux de trésorerie disponibles de l'exercice. Nous utilisons les dividendes en pourcentage du bénéfice net et des flux de trésorerie disponibles pour effectuer des analyses et aider à décider des dividendes que nous devrions verser.

RENDEMENT DE L'ACTIF

Nous utilisons le rendement de l'actif pour mesurer notre efficience en ce qui a trait à l'utilisation de nos actifs pour générer un bénéfice net. Nous calculons le rendement de l'actif en divisant le bénéfice net de l'exercice par le total des actifs à la clôture de l'exercice.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Raison de son utilisation	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. 	BAlIA ajusté : Bénéfice net	Bénéfice net
Marge du BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAlIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	Plus (moins) les éléments suivants charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles Marge du BAlIA ajusté : BAlIA ajusté Divisé par l'élément suivant Produits	Bénéfice net
Résultat net ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	Bénéfice net ajusté : Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives	Bénéfice net
Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté		Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté : Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions Divisé par l'élément suivant Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution	Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles ¹	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	BAlIA ajusté Moins les éléments suivants Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif, variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions et impôt sur le résultat en trésorerie	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles

Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction et escomptes différés, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme	Dette à long terme
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

¹ À compter du 1^{er} janvier 2019, nous redéfinirons les flux de trésorerie disponibles de sorte que nous n'effectuerons plus d'ajustement pour tenir compte de la variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions. Nous redéfinirons les flux de trésorerie disponibles afin de rendre cette mesure plus simple; nous sommes d'avis que ce changement facilitera notre comparaison avec les autres joueurs de l'industrie.

RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Bénéfice net	2 059	1 845
Ajouter (déduire) :		
Charge d'impôt sur le résultat	758	685
Autres produits	(32)	(19)
Charges financières	793	746
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	210	152
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(16)	(49)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 211	2 142
BAIIA ajusté	5 983	5 502

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Marge du BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté	5 983	5 502
Diviser par : total des produits	15 096	14 369
Marge du BAIIA ajusté	39,6 %	38,3 %

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Bénéfice net	2 059	1 845
Ajouter (déduire) :		
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	210	152
Perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations	21	–
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	28	–
Recouvrement sur la liquidation de shomi	–	(20)
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	(16)	(49)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(61)	(28)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	2
Résultat net ajusté	2 241	1 902

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT PAR ACTION AJUSTÉ

	Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars, sauf les montants par action et le nombre d'actions en circulation, en millions)	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Résultat par action de base ajusté :		
Résultat net ajusté	2 241	1 902
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515
Résultat par action de base ajusté	4,35 \$	3,69 \$
Résultat par action dilué ajusté :		
Résultat net ajusté	2 241	1 902
Incidence des titres dilutifs sur le bénéfice net	(2)	-
Résultat net ajusté dilué	2 239	1 902
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	516	517
Résultat par action dilué ajusté	4,34 \$	3,68 \$

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars)	2018	2017
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	4 288	3 938
Ajouter (déduire) :		
Dépenses d'investissement	(2 790)	(2 436)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(689)	(722)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	210	152
Intérêts payés	726	735
Amortissement des droits de diffusion	(58)	(64)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	114	164
Autres ajustements	(30)	(82)
Flux de trésorerie disponibles	1 771	1 685
Variation nette des soldes des actifs sur contrat et des actifs différés au titre des commissions ¹	363	184
Flux de trésorerie disponibles (relatifs aux « Perspectives pour 2019 »)	2 134	1 869

¹ Comprend la « variation nette des soldes des actifs sur contrat » et la variation nette des soldes des actifs différés au titre des commissions comprise dans le poste « Autres » des activités opérationnelles présentées dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

RAPPROCHEMENT DU RATIO DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES EN POURCENTAGE DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	2018	2017
Dividendes déclarés au cours de l'exercice	988	988
Diviser par : flux de trésorerie disponibles	1 771	1 685
Ratio de distribution de dividendes en pourcentage des flux de trésorerie disponibles	56 %	59 %

RAPPROCHEMENT DE LA DETTE NETTE AJUSTÉE ET DU RATIO D'ENDETTEMENT

	Aux 31 décembre	
(en millions de dollars)	2018	2017
Partie courante de la dette à long terme	900	1 756
Dette à long terme	13 390	12 692
Coûts de transaction et escomptes différés	114	107
	14 404	14 555

Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(1 373)	(1 129)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(75)	(17)
Emprunts à court terme (Trésorerie et équivalents de trésorerie)	2 255	1 585
avances bancaires	(405)	6
Dette nette ajustée	14 806	15 000

	Aux 31 décembre	
(en millions de dollars, sauf les ratios)	2018	2017 (chiffres retraités) ¹
Ratio d'endettement		
Dette nette ajustée	14 806	15 000
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	5 983	5 502
Ratio d'endettement	2,5	2,7

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS DU GARANT DE LA DETTE À LONG TERME

Nos titres d'emprunt publics en circulation, les montants prélevés sur nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 4,2 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales informations financières de consolidation non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

	RCI ¹		RCCI ¹		Filiales non garanties ¹		Ajustements de consolidation ¹		Total
Exercices clos les 31 décembre (non audité) (en millions de dollars)	2018	2017 (chiffres retraités) ³	2018	2017 (chiffres retraités) ³	2018	2017 (chiffres retraités) ³	2018	2017 (chiffres retraités) ³	2018
Données tirées de l'état du résultat net									
Produits	11	46	13 073	12 401	2 225	2 167	(213)	(245)	15 096
Bénéfice net (perte nette)	2 059	1 845	1 818	1 698	348	98	(2 166)	(1 796)	2 059
Données tirées de l'état de la situation financière									
Actifs courants	24 687	24 501	22 870	21 419	10 256	9 016	(52 925)	(50 811)	4 888
Actifs non courants	27 485	31 683	22 396	21 691	3 700	3 521	(26 551)	(30 530)	27 030
Passifs courants	25 995	30 723	27 170	27 074	8 206	1 513	(54 535)	(52 427)	6 836
Passifs non courants	15 149	14 468	3 025	2 807	110	572	(1 381)	(1 736)	16 903

	RCI ¹		RCCI ^{1,2}		Filiales non garanties ¹		Ajustements de consolidation ¹		Total
Aux 31 décembre (non audité) (en millions de dollars)	2018	2017 (chiffres retraités) ³	2018	2017 (chiffres retraités) ³	2018	2017 (chiffres retraités) ³	2018	2017 (chiffres retraités) ³	2018
Données tirées de l'état de la situation financière									
Actifs courants	24 687	24 501	22 870	21 419	10 256	9 016	(52 925)	(50 811)	4 888
Actifs non courants	27 485	31 683	22 396	21 691	3 700	3 521	(26 551)	(30 530)	27 030
Passifs courants	25 995	30 723	27 170	27 074	8 206	1 513	(54 535)	(52 427)	6 836
Passifs non courants	15 149	14 468	3 025	2 807	110	572	(1 381)	(1 736)	16 903

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

³ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15 et reflètent entièrement la dissolution de Rogers Communications Partnership. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

SOMMAIRE QUINQUENNIAL DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars, sauf les montants par action, les nombres d'abonnés, les taux d'attrition, le MFMPA, les PMPA, les pourcentages et les ratios)	Aux 31 décembre ou pour les exercices clos les 31 décembre				
	2018	2017 ¹	2016 ²	2015 ²	2014 ²
Produits					
Sans-fil	9 200	8 569	7 916	7 651	7 305
Cable ³	3 932	3 894	3 871	3 870	3 867
Media	2 168	2 153	2 146	2 079	1 826
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés ³	(204)	(247)	(231)	(186)	(148)
Total des produits	15 096	14 369	13 702	13 414	12 850
Total des produits tirés des services ^{4,5}	12 974	12 550	13 027	12 649	
BAlIA ajusté⁶					
Sans-fil	4 090	3 726	3 262	3 217	3 232
Cable ³	1 874	1 819	1 773	1 751	1 760
Media	196	127	159	167	125
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés ³	(177)	(170)	(163)	(159)	(135)
Total du BAlIA ajusté	5 983	5 502	5 031	4 976	4 982
Bénéfice net	2 059	1 845	835	1 342	1 341
Résultat net ajusté ⁶	2 241	1 902	1 432	1 433	1 508
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	4 288	3 938	3 957	3 747	3 698
Flux de trésorerie disponibles ⁶	1 771	1 685	1 705	1 676	1 437
Dépenses d'investissement	2 790	2 436	2 352	2 440	2 366
Bénéfice par action					
De base	4,00 \$	3,58 \$	1,62 \$	2,61 \$	2,60 \$
Dilué	3,99 \$	3,57 \$	1,62 \$	2,60 \$	2,56 \$
Résultat par action ajusté ⁶					
De base	4,35 \$	3,69 \$	2,78 \$	2,78 \$	2,93 \$
Dilué	4,34 \$	3,68 \$	2,77 \$	2,77 \$	2,92 \$
États de la situation financière :					
Actifs					
Immobilisations corporelles	11 780	11 143	10 749	10 997	10 655
Goodwill	3 905	3 905	3 905	3 905	3 897
Immobilisations incorporelles	7 205	7 244	7 130	7 243	6 588
Placements	2 134	2 561	2 174	2 271	1 898
Autres actifs	6 894	5 637	4 384	4 773	3 498
Total des actifs	31 918	30 490	28 342	29 189	26 536
Passifs et capitaux propres					
Passifs à long terme	16 903	16 111	17 960	18 536	16 205
Passifs courants	6 836	6 883	5 113	5 017	4 920
Total des passifs	23 739	22 994	23 073	23 553	21 125
Capitaux propres	8 179	7 496	5 269	5 636	5 411
Total des passifs et des capitaux propres	31 918	30 490	28 342	29 189	26 536
Nombres d'abonnés (en milliers) ⁴					
Abonnés aux services sans fil	10 783	10 482	10 274	9 877	9 450
Abonnés aux services d'accès Internet	2 430	2 321	2 145	2 048	2 011
Abonnés aux services de télévision	1 685	1 740	1 820	1 896	2 024
Abonnés aux services de téléphonie	1 116	1 108	1 094	1 090	1 150
Mesures additionnelles sur les services sans fil ⁴					
Taux d'attrition des services facturés (mensuel)	1,10 %	1,20 %	1,23 %	1,27 %	1,27 %
MFMPA mixte (mensuel) ⁷	64,74 \$	62,31 \$	1,92 \$	1,92 \$	1,83 \$
PMPA mixtes (mensuels)	55,64 \$	54,23 \$	60,42 \$	59,71 \$	59,41 \$
Mesures additionnelles consolidées					
Croissance des produits	5 %	5 %	2 %	4 %	1 %
Croissance du BAlIA ajusté	9 %	9 %	1 %	0 %	2 %
Dividendes déclarés par action	1,92 \$	1,92 \$	1,92 \$	1,92 \$	1,83 \$
Ratio de distribution de dividendes en pourcentage du bénéfice net ⁴	48,0 %	53,6 %	118,3 %	73,6 %	70,2 %
Ratio de distribution de dividendes en pourcentage des flux de trésorerie disponibles ^{4,6}	55,8 %	58,6 %	57,9 %	58,9 %	65,6 %
Rendement de l'actif ⁴	6,5 %	6,1 %	2,9 %	4,6 %	5,1 %
Ratio d'endettement ⁶	2,5	2,7	3,0	3,1	2,9

¹ Les chiffres présentés pour 2017 ont été retraités par suite de l'application de l'IFRS 15. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

² Montants calculés selon une méthode conforme aux méthodes de comptabilisation des produits que nous utilisions avant l'adoption de l'IFRS 15.

³ Ces chiffres ont été modifiés de manière rétrospective par suite du remaniement de nos secteurs à présenter. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Comprendre nos activités ».

⁴ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

⁵ Le total des produits tirés des services n'a pas été présenté pour les périodes antérieures à 2015. Nous avons commencé à le présenter à titre d'indicateur clé de performance au quatrième trimestre de 2016. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

⁶ Le BAlIA ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base et dilué ajusté, les flux de trésorerie disponibles, le ratio d'endettement et le ratio de distribution de dividendes en pourcentage des flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de recharge aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

⁷ Le MFMPA mixte n'a pas été présenté pour les périodes antérieures à 2017. Nous avons commencé à utiliser le MFMPA mixte à titre d'indicateur clé de performance au premier trimestre de 2018. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».



Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière 31 décembre 2018

La direction de Rogers Communications Inc. est responsable de la préparation des états financiers consolidés de la Société et ses filiales ci-joints et de tous les renseignements paraissant dans le rapport de gestion, lesquels états et rapport ont été approuvés par le conseil d'administration.

La direction a dressé les états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board. Les états financiers consolidés comportent certains montants qui sont fondés sur les meilleures estimations de la direction et l'exercice de son meilleur jugement et, de l'avis de celle-ci, ces montants donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de Rogers Communications Inc. La direction a aussi rédigé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport de gestion et elle s'est assurée qu'elle était cohérente par rapport aux états financiers consolidés.

La direction a mis au point et maintient un système de contrôles internes en vue d'accroître l'intégrité des états financiers consolidés. Le système de contrôles internes est soutenu par le groupe d'audit interne et comprend la communication au personnel par la direction des politiques qui régissent une conduite commerciale responsable.

La direction est d'avis que les contrôles internes fournissent l'assurance raisonnable que :

- les opérations sont dûment autorisées et inscrites;
- les documents d'information financière sont fiables et constituent une base adéquate pour dresser les états financiers consolidés;
- les actifs de Rogers Communications Inc. et de ses filiales sont comptabilisés et protégés convenablement.

Le conseil d'administration s'assure que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui a trait à la présentation de l'information financière et, ultimement, il passe en revue et approuve les états financiers consolidés. Le conseil d'administration

s'acquitte de cette responsabilité par l'intermédiaire de son comité d'audit et de risque.

Le comité d'audit et de risque rencontre régulièrement la direction de même que les auditeurs internes et externes afin de discuter des contrôles internes liés au processus de communication de l'information financière et des questions d'audit et de présentation de l'information financière de même que pour s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités et pour examiner le rapport de gestion, les états financiers consolidés et le rapport des auditeurs externes. Le comité d'audit et de risque fait part de ses constatations au conseil d'administration pour que celui-ci en tienne compte au moment d'approuver la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires. Le comité d'audit et de risque se penche également sur la nomination ou la reconduction des auditeurs externes et soumet ensuite sa recommandation au conseil d'administration avant de demander l'approbation des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités par les auditeurs externes, KPMG s.r.l./SENCRL, selon les normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis), pour le compte des actionnaires. Notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2018 a été audité par KPMG s.r.l./SENCRL conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). KPMG s.r.l./SENCRL a librement accès au comité d'audit et de risque.

Le 6 mars 2019

Joe Natale
Président et chef de la direction

Anthony Staffieri, FCPA, FCA
Chef de la direction des Finances

Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

Aux actionnaires et au conseil d'administration de Rogers Communications Inc.

Opinion sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états consolidés de la situation financière ci-joints de Rogers Communications Inc. aux 31 décembre 2018 et 2017, des états consolidés connexes du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et des tableaux consolidés connexes des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de deux ans close le 31 décembre 2018, ainsi que des notes annexes (collectivement, les « états financiers consolidés »). À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Rogers Communications Inc. aux 31 décembre 2018 et 2017, ainsi que de ses résultats opérationnels et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de deux ans close le 31 décembre 2018, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board.

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis (« PCAOB »), du contrôle interne à l'égard de son information financière de Rogers Communications Inc. au 31 décembre 2018, en fonction des critères établis dans le document *Internal Control—Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission, et notre rapport daté du 6 mars 2019 exprime une opinion sans réserve sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Rogers Communications Inc.

Changement de principe comptable

Comme il en est question à la note 2 des états financiers consolidés, au cours de 2018, Rogers Communications Inc. a changé sa méthode de comptabilisation visant les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients et les instruments financiers en raison de l'adoption de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, respectivement, et a inclus la présentation de l'état de la situation financière au 1^{er} janvier 2017.

Fondement de l'opinion

La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de Rogers Communications Inc. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du PCAOB et nous sommes tenus d'être indépendants de Rogers Communications Inc. conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières, aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué nos audits selon les normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Nos audits ont compris la mise en œuvre de procédures en vue d'évaluer les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et la mise en œuvre de procédures pour répondre à ces risques. Ces procédures comprennent le contrôle par sondages d'éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Nos audits ont également comporté l'appréciation des principes comptables retenus et des estimations importantes faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à notre opinion.

KPMG srl./SENC.R.L.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
Nous sommes les auditeurs de Rogers Communications Inc.
depuis 1969.

Toronto, Canada

Le 6 mars 2019



Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

Aux actionnaires et au conseil d'administration de Rogers Communications Inc.

Opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière
 Nous avons effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de Rogers Communications Inc. au 31 décembre 2018, en fonction des critères établis dans le document *Internal Control - Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À notre avis, Rogers Communications Inc. a maintenu, dans tous ses aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2018 selon les critères établis dans le document *Internal Control - Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (« PCAOB ») des États-Unis, des états consolidés de la situation financière de Rogers Communications Inc. aux 31 décembre 2018 et 2017, des états consolidés connexes du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et des tableaux consolidés connexes des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de deux ans close le 31 décembre 2018, ainsi que des notes annexes (collectivement, les « états financiers consolidés ») et notre rapport daté du 6 mars 2019 exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers consolidés.

Fondement de l'opinion

Le maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière ainsi que l'appréciation, incluse dans le *Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière* du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière incombe à la direction de Rogers Communications Inc. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Rogers Communications Inc. sur la base de notre audit. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du PCAOB et nous sommes tenus d'être indépendants de Rogers Communications Inc. conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières, aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Notre audit a été effectué conformément aux normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière était maintenu, dans

tous ses aspects significatifs. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a comporté l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que notre audit constitue un fondement raisonnable à notre opinion.

Définition et limites du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Il comprend les politiques et procédures qui : 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la société; 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; et 3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures comporte le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

KPMG sr.l./SENCR.L.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
 Toronto, Canada
 Le 6 mars 2019

États consolidés du résultat net

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Exercices clos les 31 décembre	Note	2018	2017 (chiffres retraités, voir note 2)
Produits	5	15 096	14 369
Charges opérationnelles			
Coûts opérationnels	6	9 113	8 867
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7, 8	2 211	2 142
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	7	(16)	(49)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	9	210	152
Charges financières	10	793	746
Autres produits	11	(32)	(19)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		2 817	2 530
Charge d'impôt sur le résultat	12	758	685
Bénéfice net de l'exercice		2 059	1 845
Bénéfice par action			
De base	13	4,00 \$	3,58 \$
Dilué	13	3,99 \$	3,57 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

États consolidés du résultat global

(en millions de dollars canadiens)

Exercices clos les 31 décembre	Note	2018 (chiffres retraités, voir note 2)	2017
Bénéfice net de l'exercice		2 059	1 845
Autres éléments du résultat global :			
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le bénéfice net			
Régimes de retraite à prestations définies			
Réévaluations	22	53	(62)
(Charge) recouvrement d'impôt sur le résultat connexe		(12)	17
Régimes de retraite à prestations définies		41	(45)
Placements dans des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAÉRG »)			
(Diminution) augmentation de la juste valeur		(440)	433
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe		63	(62)
Placements dans des instruments de capitaux propres évalués à la JVAÉRG		(377)	371
Éléments qui ne seront pas reclassés dans le bénéfice net		(336)	326
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le bénéfice net			
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie			
Profit latent (perte latente) lié(e) à la juste valeur des instruments dérivés		725	(566)
Reclassement (du profit) de la perte sur les dérivés liés à la dette dans le bénéfice net		(671)	591
Reclassement (du profit) de la perte sur les dérivés liés aux dépenses dans le bénéfice net ou les immobilisations corporelles		(8)	39
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net		(43)	(60)
(Charge) recouvrement d'impôt sur le résultat connexe		(65)	40
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie		(62)	44
Placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence			
Quote-part des autres éléments du résultat global au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt		14	(15)
Placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence		14	(15)
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le bénéfice net		(48)	29
Autres éléments du résultat global de l'exercice		(384)	355
Résultat global de l'exercice		1 675	2 200

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars canadiens)

	Note	Au 31 décembre 2018	Au 31 décembre 2017 (chiffres retraités, voir note 2)	Au 1er janvier 2017 (chiffres retraités, voir note 2)
Actifs				
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	405	-	-
Débiteurs	14	2 259	2 035	1 944
Stocks	15	466	435	452
Partie courante des actifs sur contrat	5	1 052	820	723
Autres actifs courants		436	414	417
Partie courante des instruments dérivés	16	270	421	91
Total des actifs courants		4 888	4 125	3 627
Immobilisations corporelles	7	11 780	11 143	10 749
Immobilisations incorporelles	8	7 205	7 244	7 130
Placements	17	2 134	2 561	2 174
Instruments dérivés	16	1 339	953	1 708
Actifs sur contrat	5	535	413	354
Autres actifs à long terme		132	143	156
Actifs d'impôt différé	12	-	3	8
Goodwill	8	3 905	3 905	3 905
Total des actifs		31 918	30 490	29 811
Passifs et capitaux propres				
Passifs courants				
Avances bancaires		-	6	71
Emprunts à court terme	18	2 255	1 585	800
Créditeurs et charges à payer		3 052	2 931	2 783
Impôt sur le résultat à payer		177	62	186
Autres passifs courants	19	132	132	285
Passifs sur contrat	5	233	278	302
Partie courante de la dette à long terme	20	900	1 756	750
Partie courante des instruments dérivés	16	87	133	22
Total des passifs courants		6 836	6 883	5 199
Provisions	19	35	35	33
Dette à long terme	20	13 390	12 692	15 330
Instruments dérivés	16	22	147	118
Autres passifs à long terme	21	546	613	562
Passifs d'impôt différé	12	2 910	2 624	2 285
Total des passifs		23 739	22 994	23 527
Capitaux propres	23	8 179	7 496	6 284
Total des passifs et des capitaux propres		31 918	30 490	29 811
Garanties		26		
Engagements et passifs éventuels		27		
Événements postérieurs à la date de clôture		10, 16, 23		

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Au nom du conseil d'administration,

Edward S. Rogers
AdministrateurJohn H. Clappison, FCPA, FCA
Administrateur

États consolidés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)

	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	placements évalués à la JVAÉRG	Réserve de couverture	Réserve au titre des placements dans des titres de capitaux propres	Total des capitaux propres					
	Nombre d'actions	Montant (en milliers)	Nombre d'actions	Montant (en milliers)										
Exercice clos le 31 décembre 2018														
Soldes au 31 décembre 2017 (chiffres retraités, voir note 2)	72	112 407	405	402 403	6 074	1 013	(63)	(5)	7 496					
Ajustements liés à l'adoption de l'IFRS 9 (voir note 2)	—	—	—	—	(4)	—	—	—	(4)					
Soldes au 1 ^{er} janvier 2018 (chiffres retraités, voir note 2)	72	112 407	405	402 403	6 070	1 013	(63)	(5)	7 492					
Bénéfice net de l'exercice	—	—	—	—	2 059	—	—	—	2 059					
Autres éléments du résultat global														
Régimes de retraite à prestations définies, après impôt	—	—	—	—	41	—	—	—	41					
Placements évalués à la JVAÉRG, après impôt	—	—	—	—	—	(377)	—	—	(377)					
Instruments dérivés comptabilisés comme des couvertures, après impôt	—	—	—	—	—	—	(62)	—	(62)					
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	—	—	—	—	—	—	—	14	14					
Total des autres éléments du résultat global	—	—	—	—	41	(377)	(62)	14	(384)					
Résultat global de l'exercice	—	—	—	—	2 100	(377)	(62)	14	1 675					
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres														
Dividendes déclarés	—	—	—	—	(988)	—	—	—	(988)					
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	—	—	2	—	—	—	—	—	—					
Actions ayant changé de catégorie	(1)	(1 252)	1	1 252	—	—	—	—	—					
Total des transactions avec les actionnaires	(1)	(1 252)	1	1 254	(988)	—	—	—	(988)					
Soldes au 31 décembre 2018	71	111 155	406	403 657	7 182	636	(125)	9	8 179					

	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	placements évalués à la JVAÉRG	Réserve de couverture	Réserve au titre des placements dans des titres de capitaux propres	Total des capitaux propres					
	Nombre d'actions	Montant (en milliers)	Nombre d'actions	Montant (en milliers)										
Exercice clos le 31 décembre 2017														
Soldes au 1 ^{er} janvier 2017 (chiffres retraités, voir note 2)	72	112 412	405	402 396	5 262	642	(107)	10	6 284					
Bénéfice net de l'exercice (chiffres retraités, voir note 2)	—	—	—	—	1 845	—	—	—	1 845					
Autres éléments du résultat global														
Régimes de retraite à prestations définies, après impôt	—	—	—	—	(45)	—	—	—	(45)					
Placements évalués à la JVAÉRG, après impôt	—	—	—	—	—	371	—	—	371					
Instruments dérivés comptabilisés comme des couvertures, après impôt	—	—	—	—	—	—	44	—	44					
Quote-part attribuable aux placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt	—	—	—	—	—	—	—	(15)	(15)					
Total des autres éléments du résultat global	—	—	—	—	(45)	371	44	(15)	355					
Résultat global de l'exercice	—	—	—	—	1 800	371	44	(15)	2 200					
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres														
Dividendes déclarés	—	—	—	—	(988)	—	—	—	(988)					
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	—	—	2	—	—	—	—	—	—					
Actions ayant changé de catégorie	—	(5)	—	5	—	—	—	—	—					
Total des transactions avec les actionnaires	—	(5)	—	7	(988)	—	—	—	(988)					
Soldes au 31 décembre 2017	72	112 407	405	402 403	6 074	1 013	(63)	(5)	7 496					

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens)

Exercices clos les 31 décembre	Note	2018	2017 (chiffres retraités, voir note 2)
Activités opérationnelles			
Bénéfice net de l'exercice		2 059	1 845
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7, 8	2 211	2 142
Amortissement des droits de diffusion	8	58	64
Charges financières	10	793	746
Charge d'impôt sur le résultat	12	758	685
Cotisations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite des charges	22	(44)	4
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	7	(16)	(49)
Recouvrement sur la liquidation de shomi	11	-	(20)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	5	(354)	(156)
Autres		33	51
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés		5 498	5 312
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	28	(114)	(164)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés		5 384	5 148
Impôt sur le résultat payé		(370)	(475)
Intérêts payés		(726)	(735)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles		4 288	3 938
Activités d'investissement			
Dépenses d'investissement	7, 28	(2 790)	(2 436)
Entrées de droits de diffusion	8	(54)	(59)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux dépenses d'investissement et aux immobilisations incorporelles		(125)	109
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	8	-	(184)
Autres		25	(60)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(2 944)	(2 630)
Activités de financement			
Produit tiré des emprunts à court terme, montant net	18	508	858
Remboursements sur les titres d'emprunt à long terme, montant net	20	(823)	(1 034)
Produit reçu (paiements versés) au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	16	388	(79)
Coûts de transaction engagés		(18)	-
Dividendes payés	23	(988)	(988)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		(933)	(1 243)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		411	65
Avances bancaires à l'ouverture de l'exercice		(6)	(71)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (avances bancaires) à la clôture de l'exercice		405	(6)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'entendent de l'encaisse et des dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de 90 jours, moins les avances bancaires.

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et la « Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Page	Note	Page	Note		
108	Note 1	Nature de l'entreprise	133	Note 16	Gestion du risque financier et instruments financiers
109	Note 2	Principales méthodes comptables	145	Note 17	Placements
117	Note 3	Gestion du risque de capital	146	Note 18	Emprunts à court terme
117	Note 4	Informations sectorielles	147	Note 19	Provisions
119	Note 5	Produits	149	Note 20	Dette à long terme
122	Note 6	Coûts opérationnels	152	Note 21	Autres passifs à long terme
123	Note 7	Immobilisations corporelles	152	Note 22	Avantages postérieurs à l'emploi
125	Note 8	Immobilisations incorporelles et goodwill	156	Note 23	Capitaux propres
129	Note 9	Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	157	Note 24	Rémunération fondée sur des actions
129	Note 10	Charges financières	160	Note 25	Transactions entre parties liées
129	Note 11	Autres (produits) charges	161	Note 26	Garanties
130	Note 12	Impôt sur le résultat	162	Note 27	Engagements et passifs éventuels
131	Note 13	Bénéfice par action	163	Note 28	Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie
132	Note 14	Débiteurs			
133	Note 15	Stocks			

NOTE 1 : NATURE DE L'ENTREPRISE

Rogers Communications Inc. est une société canadienne diversifiée dans les communications et les médias. La quasi-totalité de nos activités et de nos ventes ont lieu au Canada. RCI est constituée en personne morale au Canada et son siège social est situé au 333 Bloor Street East, Toronto (Ontario) M4W 1G9. Les actions de RCI sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs à présenter. Le tableau suivant présente chacun de ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Principales activités
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de divertissement et de médias sportifs, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, d'achat multiplateforme, de médias numériques et d'édition.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, Sans-fil et Cable étaient exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media était exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Il y a lieu de se reporter à la note 4 pour plus de renseignements sur nos secteurs opérationnels à présenter.

CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. D'autres fluctuations du bénéfice net d'un trimestre à l'autre peuvent également être attribuées aux pertes liées aux remboursements sur la dette, aux profits et pertes de change, à la variation de la juste valeur des instruments dérivés, aux autres produits et charges, à la dépréciation d'actifs ainsi qu'aux variations de la charge d'impôt sur le résultat.

Sans-fil

Les résultats opérationnels de Sans-fil fluctuent selon le moment auquel nous engageons des dépenses de commercialisation et de promotion et par suite d'une augmentation des ajouts d'abonnés et des subventions connexes, qui donnent lieu à une augmentation des coûts d'acquisition d'abonnés et des frais de mise en service connexes, généralement aux troisième et quatrième trimestres. C'est aux troisième et quatrième trimestres

que se manifestent des volumes d'activité plus élevés liés aux comportements saisonniers en matière de consommation que l'on attribue à la rentrée scolaire et à la période des Fêtes. Des offres promotionnelles énergiques sont souvent présentées pendant ces périodes. En revanche, les activités liées aux abonnements ont tendance à ralentir au premier trimestre.

Le lancement de nouveaux appareils sans fil populaires peut aussi influer sur l'activité des abonnés. Le lancement d'appareils très attendus se produit en général à l'automne. Les produits tirés des services d'itinérance de Sans-fil dépendent, eux, des volumes de déplacements des clients et du moment où ils les font, ainsi que des cours de change et de la conjoncture économique d'ensemble.

Cable

Les résultats opérationnels de Cable sont soumis à de légères fluctuations saisonnières résultant habituellement :

- du déménagement des étudiants des collèges et universités habitant dans des résidences pour étudiants, qui déménagent au début du deuxième trimestre et se désabonnent ou qui emménagent à la fin du troisième trimestre et s'abonnent à la câblodistribution;
- des clients qui se désabonnent temporairement pendant des vacances prolongées ou pendant des déplacements saisonniers;
- de la concentration habituelle de nos activités de commercialisation au quatrième trimestre.

En règle générale, les résultats de Cable rattachés aux clients d'affaires ne présentent pas d'aspects saisonniers particuliers.

Media

Les fluctuations saisonnières découlent :

- de périodes au cours desquelles la demande des consommateurs s'accroît et de leur incidence sur l'évolution des cycles de la publicité et des ventes au détail connexes, qui tend à être plus marquée au quatrième trimestre sous l'effet des dépenses des Fêtes et moins marquée au premier trimestre;
- de la saison de la ligue majeure de baseball, dont les effets sont les suivants :
 - les matchs sont disputés surtout au printemps, à l'été et à l'automne, soit généralement aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice;

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

a) MODE DE PRÉSENTATION

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Le dollar canadien est notre monnaie fonctionnelle. Nous établissons les états financiers consolidés au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- certains instruments financiers, présentés à la note 16, qui sont évalués à la juste valeur;
- le montant reporté au titre du passif net lié aux régimes de retraite, qui est évalué selon ce qui est décrit à la note 22;
- les passifs au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui sont évalués à la juste valeur, comme il en est question à la note 24.

- les produits tirés des ventes de billets le jour des matchs, de produits dérivés et de la publicité sont concentrés au printemps, à l'été et à l'automne, soit généralement aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, et les matchs hors saison régulière génèrent des produits publicitaires plus importants et des produits additionnels tirés des ventes de billets le jour des matchs et des ventes de produits dérivés lorsque les Blue Jays de Toronto font partie des séries éliminatoires, si c'est le cas;
- les coûts de programmation et de production et les salaires des joueurs sont passés en charges en fonction du nombre de parties diffusées ou disputées, selon le cas;
- de la saison de la Ligue nationale de hockey (« LNH »), dont les effets sur la saisonnalité sont les suivants :
 - les matchs de la saison régulière sont disputés surtout à l'automne et en hiver, soit aux premier et quatrième trimestres de l'exercice, tandis que ceux des séries éliminatoires sont concentrés au printemps, soit le deuxième trimestre de l'exercice. Nous nous attendons à une corrélation entre la qualité des produits et du résultat et la durée de la participation des équipes canadiennes aux séries éliminatoires;
 - les coûts de programmation et de production sont passés en charges en fonction du calendrier de diffusion ou d'utilisation prévue des droits;
 - les produits de publicité et les charges de programmation sont concentrés à l'automne, à l'hiver et au printemps, les matchs des séries éliminatoires générant des produits publicitaires plus importants.

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Nous avons établi nos états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Le 6 mars 2019, le conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé la publication des présents états financiers consolidés.

b) MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Les filiales sont des entreprises que nous contrôlons. Nous intégrons les états financiers de nos filiales dans nos états financiers consolidés depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les opérations et soldes intersociétés ayant trait à nos filiales sont éliminés au moment de la consolidation.

c) ÉCARTS DE CONVERSION

Nous convertissons les devises en dollars canadiens comme suit :

- les actifs et passifs monétaires – au cours de change en vigueur à la date des états consolidés de la situation financière;

- les actifs et passifs non monétaires et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles connexes - aux cours de change historiques;
- les produits et les charges, à l'exclusion des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles - au cours de change moyen du mois au cours duquel la transaction a été comptabilisée.

d) REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Nous utilisons la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. Seules les acquisitions dans le cadre desquelles nous obtenons le contrôle des entreprises acquises sont comptabilisées en tant que regroupement d'entreprises. Nous contrôlons une entité lorsque nous déterminons que nous sommes exposés à des rendements qui varient en raison de nos liens avec l'entité acquise et que nous avons la capacité d'influer sur ces rendements en exerçant notre pouvoir sur l'entité acquise.

Nous calculons la juste valeur de la contrepartie payée à la date d'acquisition, à la juste valeur des actifs que nous avons transférés et des titres de capitaux propres que nous avons émis, diminuée des passifs que nous avons repris pour acquérir la filiale.

Nous évaluons le goodwill comme la juste valeur de la contrepartie transférée, diminuée du montant net comptabilisé des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris, qui sont généralement évalués à la juste valeur, à la date d'acquisition. Si l'excédent est négatif, un profit sur l'acquisition est immédiatement comptabilisé dans le bénéfice net.

Nous passons en charges les coûts de transaction liés aux acquisitions à mesure qu'ils sont engagés.

e) NOUVELLES PRISES DE POSITION EN COMPTABILITÉ ADOPTÉES EN 2018

Nous avons adopté les nouvelles modifications de normes comptables suivantes; elles sont en vigueur pour nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels à compter du 1^{er} janvier 2018. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur nos résultats financiers.

- Modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, qui fournissent des directives sur la comptabilisation des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition de droits relativement à la rémunération fondée sur des actions.
- IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*, qui apportent des éclaircissements sur la détermination de la date des transactions ainsi que du cours de change à utiliser pour la conversion d'actifs, de charges ou de produits lors de la comptabilisation initiale.

En outre, nous avons adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (l'« IFRS 15 ») et l'IFRS 9, *Instruments financiers* (l'« IFRS 9 ») à compter du 1^{er} janvier 2018. Les répercussions de ces deux prises de position sur nos résultats et notre exploitation sont décrites ci-après.

IFRS 15, PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

L'IFRS 15 annule et remplace les normes comptables antérieures se rapportant aux produits, notamment l'IAS 18, *Produits des*

activités ordinaires (l'« IAS 18 »), et l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle* (l'« IFRIC 13 »).

L'IFRS 15 présente un modèle unique de comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Cette norme s'applique à tous les contrats conclus avec des clients, sauf pour certaines exceptions, notamment les contrats comptabilisés aux termes d'autres IFRS. La norme impose de comptabiliser les produits de manière à représenter le transfert des produits ou des services promis à des clients selon un montant qui reflète la contrepartie que l'entité prévoit recevoir en échange de ces produits ou services. Pour ce faire, il convient de suivre les cinq étapes suivantes :

1. identifier le contrat conclu avec un client;
2. identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
3. déterminer le prix de la transaction;
4. affecter le prix de la transaction aux obligations de prestation prévues au contrat;
5. comptabiliser les produits lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

L'IFRS 15 fournit également des directives relatives au traitement des coûts d'obtention de contrats et d'exécution de contrats.

L'application de cette nouvelle norme a d'importantes incidences sur les résultats de Sans-fil que nous présentons, plus précisément en ce qui a trait au moment de la comptabilisation des produits et à leur classement, ainsi qu'au traitement des coûts engagés pour l'acquisition des contrats avec des clients. Le moment de la comptabilisation des produits et leur classement sont touchés parce que, à la passation d'un contrat avec un client, l'IFRS 15 exige que soit évaluée la contrepartie totale estimative sur la durée du contrat et que la contrepartie soit répartie à l'ensemble des obligations de prestation figurant dans le contrat en proportion de leur prix de vente spécifique. Cette disposition touche nos accords du secteur Sans-fil qui regroupent du matériel et des services au sein des frais de service mensuels, ce qui se traduit par une augmentation des produits tirés du matériel comptabilisés à la conclusion du contrat et une diminution des produits tirés des services sur la durée des contrats. L'application de l'IFRS 15 n'a pas d'incidence sur nos flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ni sur les méthodes et les facteurs économiques sous-jacents que nous utilisons dans nos transactions avec nos clients.

Le traitement des coûts engagés dans le cadre de l'acquisition de contrats avec des clients est aussi touché, car l'IFRS 15 exige que certains coûts d'acquisition des contrats (comme les commissions de vente) soient constatés à titre d'actifs et amortis dans les charges opérationnelles au fil du temps. Auparavant, ces coûts étaient passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés.

De plus, de nouveaux actifs et passifs ont été comptabilisés dans nos états consolidés de la situation financière. Plus précisément, un actif et un passif sur contrat sont comptabilisés pour rendre compte de tout écart temporaire entre les produits constatés et les montants facturés au client.

Un degré élevé de jugement doit être exercé pour déterminer si une promesse de livrer des biens ou des services est considérée comme distincte et pour déterminer les coûts marginaux d'obtention d'un contrat avec un client.

Nous avons choisi d'adopter l'IFRS 15 selon une application rétrospective intégrale, sous réserve de certaines mesures de simplification. Par conséquent, toutes les informations comparatives dans les présents états financiers ont été préparées comme si l'IFRS 15 avait été en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2017. Les méthodes comptables énoncées à la note 5 ont été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018, des informations comparatives figurant aux présents états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et d'un état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1^{er} janvier 2017. Dans le cadre de la préparation de nos états consolidés de la situation financière au 1^{er} janvier 2017 et au 31 décembre 2017, nous avons ajusté les montants présentés précédemment dans les états financiers préparés conformément aux IFRS antérieures se rapportant à la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 et l'IFRIC 13.

À l'adoption de l'IFRS 15, et lors de la transition vers cette norme, nous avons choisi d'appliquer les mesures de simplification énumérées ci-après, lesquelles nous ont permis :

- de comptabiliser les coûts marginaux d'obtention d'un contrat en tant que charge lorsqu'elle est engagée si la période d'amortissement des actifs que nous aurions autrement comptabilisés avait été de un an ou moins;

Rapprochement des états consolidés du résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Le tableau ci-dessous présente l'effet de la transition à l'IFRS 15 sur nos états consolidés du résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2017; l'effet de cette transition se rapporte entièrement au secteur Sans-fil.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Note	Exercice clos le 31 décembre 2017		
		Chiffres déjà présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Produits	<i>i, iii</i>	14 143	226	14 369
Charges opérationnelles				
Coûts opérationnels	<i>ii, iii</i>	8 825	42	8 867
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		2 142	–	2 142
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles		(49)	–	(49)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges		152	–	152
Charges financières		746	–	746
Autres charges (produits)		(19)	–	(19)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		2 346	184	2 530
Charge d'impôt sur le résultat		635	50	685
Bénéfice net de la période		1 711	134	1 845
Bénéfice par action				
De base		3,32 \$	0,26 \$	3,58 \$
Dilué		3,31 \$	0,26 \$	3,57 \$

- de ne pas présenter, sur une base annuelle, la partie des obligations de prestation non remplies relativement aux contrats dont la durée est de un an ou moins, ou pour lesquels les produits que nous comptabilisons correspondent au montant facturé au client;
- de ne pas présenter le montant du prix de transaction ayant trait aux obligations de prestation non remplies ou partiellement remplies pour les périodes de présentation de l'information antérieures au 1^{er} janvier 2018 (date de première application) et le moment où nous prévoyons comptabiliser ce montant à titre de produits;
- de ne pas ajuster le total de la contrepartie sur la durée du contrat pour tenir compte de l'incidence d'une composante financement importante, si nous prévoyons que la période entre le moment où nous transférons le bien ou le service au client et le moment où le client paie pour le bien ou le service est de un an ou moins.

Rapprochement des états consolidés de la situation financière au 1^{er} janvier 2017 et au 31 décembre 2017

Le tableau ci-dessous présente l'effet de la transition à l'IFRS 15 sur nos états consolidés de la situation financière au 1^{er} janvier 2017 et au 31 décembre 2017.

(en millions de dollars)	Note	Au 1 ^{er} janvier 2017			Au 31 décembre 2017		
		Chiffres déjà présentés	Ajustements	Chiffres retraités	Chiffres déjà présentés	Ajustements	Chiffres retraités
Actifs							
Actifs courants							
Débiteurs		1 949	(5)	1 944	2 041	(6)	2 035
Stocks	iii	315	137	452	313	122	435
Partie courante des actifs sur contrat	i	—	723	723	—	820	820
Autres actifs courants	ii	215	202	417	197	217	414
Partie courante des instruments dérivés		91	—	91	421	—	421
Total des actifs courants		2 570	1 057	3 627	2 972	1 153	4 125
Immobilisations corporelles		10 749	—	10 749	11 143	—	11 143
Immobilisations incorporelles		7 130	—	7 130	7 244	—	7 244
Placements		2 174	—	2 174	2 561	—	2 561
Instruments dérivés		1 708	—	1 708	953	—	953
Actifs sur contrat	i	—	354	354	—	413	413
Autres actifs à long terme	ii	98	58	156	82	61	143
Actifs d'impôt différé		8	—	8	3	—	3
Goodwill		3 905	—	3 905	3 905	—	3 905
Total des actifs		28 342	1 469	29 811	28 863	1 627	30 490
Passifs et capitaux propres							
Passifs courants							
Avances bancaires		71	—	71	6	—	6
Emprunts à court terme		800	—	800	1 585	—	1 585
Créditeurs et charges à payer		2 783	—	2 783	2 931	—	2 931
Impôt sur le résultat à payer		186	—	186	62	—	62
Autres passifs courants ¹	iii	134	151	285	4	128	132
Passifs sur contrat ²	i	367	(65)	302	346	(68)	278
Partie courante de la dette à long terme		750	—	750	1 756	—	1 756
Partie courante des instruments dérivés		22	—	22	133	—	133
Total des passifs courants		5 113	86	5 199	6 823	60	6 883
Provisions		33	—	33	35	—	35
Dette à long terme		15 330	—	15 330	12 692	—	12 692
Instruments dérivés		118	—	118	147	—	147
Autres passifs à long terme		562	—	562	613	—	613
Passifs d'impôt différé		1 917	368	2 285	2 206	418	2 624
Total des passifs		23 073	454	23 527	22 516	478	22 994
Capitaux propres		5 269	1 015	6 284	6 347	1 149	7 496
Total des passifs et des capitaux propres		28 342	1 469	29 811	28 863	1 627	30 490

¹ Présentés antérieurement en tant que « partie courante des provisions ».

² Présentés antérieurement en tant que « produits constatés d'avance ».

L'application de l'IFRS 15 n'a pas eu d'incidence sur le total de nos flux de trésorerie liés à nos activités opérationnelles, à nos activités d'investissement et à nos activités de financement.

i) Actifs et passifs sur contrat

Les actifs sur contrat découlent principalement de l'écart entre les produits comptabilisés à la vente d'un appareil sans fil au début d'un contrat à terme et le montant encaissé au point de vente. Les produits comptabilisés au point de vente impliquent l'estimation du total de la contrepartie sur la durée du contrat à terme et la répartition de cette contrepartie entre toutes les obligations de prestation prévues au contrat en proportion de leur prix de vente spécifique respectif. Pour les contrats à terme de Sans-fil, les produits sont comptabilisés plus tôt qu'auparavant, et une plus grande partie des produits est affectée aux produits tirés du matériel. Avant l'adoption de l'IFRS 15, le montant affecté aux produits tirés du matériel se limitait à la contrepartie non conditionnelle reçue au point de vente lorsque le recouvrement de la contrepartie restante prévue au contrat dépendait de la prestation de services futurs.

Nous comptabilisons un passif sur contrat lorsque nous recevons un paiement d'un client pour des biens et services qui ne sont pas encore fournis. Nous comptabilisons les actifs et passifs sur contrat en fonction de chaque contrat, chaque contrat représentant ainsi un actif ou un passif net unique sur contrat.

Tous les actifs sur contrat sont comptabilisés déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues, évaluée conformément à l'IFRS 9.

ii) Actifs différés au titre des commissions

Conformément à l'IFRS 15, nous reportons les coûts représentant les commissions supplémentaires payées aux représentants internes et externes lorsqu'ils obtiennent des contrats avec des clients en tant qu'actifs différés au titre des commissions et les amortissons dans les charges opérationnelles d'une manière qui correspond au transfert des biens et des services au client, c'est-à-dire, en général, également sur 12 ou 24 mois consécutifs.

iii) Stocks et autres passifs courants

Nous déterminons le moment où le client obtient le contrôle des biens ou services distincts conformément à l'IFRS 15. Pour les transactions concernées, nous avons défini que notre client était l'abonné final et déterminé que ce dernier obtient le contrôle lorsque la propriété de l'appareil sans fil lui est transférée, c'est-à-dire, en général, au moment de l'activation. Pour certaines transactions effectuées par l'intermédiaire de détaillants tiers et autres, le moment où le client obtient le contrôle d'un appareil sans fil se produira plus tard que ce n'était le cas selon notre ancienne méthode comptable, aux termes de laquelle les produits étaient comptabilisés lorsque l'appareil sans fil était livré et accepté par le détaillant indépendant. Ce changement se traduit par une augmentation du solde des stocks et une augmentation correspondante des autres passifs courants.

IFRS 9, INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de l'IFRS 9, laquelle annule et remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (l'*« IAS 39 »*). L'IFRS 9 contient des directives révisées sur le classement et l'évaluation des instruments financiers, de nouvelles directives d'évaluation de la dépréciation d'actifs financiers et une nouvelle ligne directrice en matière de comptabilité de couverture. Nous avons adopté l'IFRS 9 de façon rétrospective. Nos chiffres correspondants de 2017 n'ont toutefois pas été retraités, parce qu'il n'était pas possible de le faire sans le recours à des connaissances a posteriori.

Selon l'IFRS 9, les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique dans lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. L'IFRS 9 précise trois grandes catégories pour l'évaluation des actifs financiers : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (*« JVAÉRG »*) et à la juste valeur par le biais du résultat net (*« JVRN »*). Comme le permet l'IFRS 9, nous avons fait le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global, sans reclassement du montant net des profits et des pertes en résultat net, les variations ultérieures de la juste valeur de nos placements dans des instruments de capitaux propres qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni des contreparties éventuelles découlant d'un regroupement d'entreprises. Pour ces placements, toute dépréciation de

l'instrument sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le cumul des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sera pas reclassé en résultat net, même à la sortie.

Par conséquent, la « réserve d'actifs financiers disponibles à la vente » antérieure sera désormais appelée la « réserve au titre des placements évalués à la JVAÉRG ». Cette réserve correspond au cumul de la variation de la juste valeur de nos placements dans des instruments de capitaux propres qui sont évalués à la JVAÉRG diminué du cumul des pertes de valeur liées aux placements et des montants cumulés reclassés dans les résultats non distribués lorsque les profits et les pertes sont réalisés au moment de la décomptabilisation des placements connexes.

Selon l'IFRS 9, la correction de valeur pour pertes au titre des créances clients doit être calculée selon les pertes de crédit attendues sur la durée de vie et comptabilisée lors de la comptabilisation initiale. Une correction de valeur pour pertes supplémentaire devait être affectée à une partie de nos créances clients selon les dispositions de l'IFRS 9. Par conséquent, nous avons comptabilisé au 1^{er} janvier 2018 une diminution de 4 millions de dollars des débiteurs et une diminution correspondante des résultats non distribués dans les capitaux propres. De plus, les pertes de crédit attendues calculées selon la méthode des pertes de crédit sur la durée de vie sont imputées aux actifs sur contrat selon l'IFRS 15. Cette nouvelle disposition de l'IFRS 9 n'a pas d'effet important sur la valeur comptable de nos autres instruments financiers.

La nouvelle ligne directrice en matière de comptabilité de couverture fait concorder plus étroitement la comptabilité de couverture et les objectifs et stratégies de gestion des risques d'une entité. L'IFRS 9 ne modifie pas fondamentalement les types de relations de couverture ni l'obligation d'en évaluer et d'en constater l'inefficacité, mais davantage de stratégies de couverture employées aux fins de la gestion des risques sont admissibles à la comptabilité de couverture. Il faut aussi faire davantage appel au jugement pour évaluer l'efficacité d'une relation de couverture, principalement d'un point de vue qualitatif. Cette directive ne devrait pas avoir d'incidence sur les résultats que nous présentons, et simplifiera nos évaluations de l'efficacité à l'avenir.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des principes de classement et d'évaluation de nos instruments financiers au 1^{er} janvier 2018 par suite de l'adoption de l'IFRS 9 (ainsi qu'une comparaison avec ceux de l'IAS 39).

Instrument financier	IAS 39	IFRS 9
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances (au coût amorti)	Au coût amorti
Débiteurs	Prêts et créances (au coût amorti)	Au coût amorti
Placements	Disponibles à la vente (à la JVAÉRG) ¹	À la JVAÉRG sans reclassement en résultat net
Passifs financiers		
Avances bancaires	Autres passifs financiers (au coût amorti)	Au coût amorti
Emprunts à court terme ²	Autres passifs financiers (au coût amorti)	Au coût amorti
Créditeurs	Autres passifs financiers (au coût amorti)	Au coût amorti
Charges à payer	Autres passifs financiers (au coût amorti)	Au coût amorti
Dette à long terme ²	Autres passifs financiers (au coût amorti)	Au coût amorti
Dérivés ³		
Dérivés liés à la dette ⁴	Détenus à des fins de transaction (à la JVAÉRG lorsque la comptabilité de couverture s'applique et à la JVRN)	À la JVAÉRG et à la JVRN
Contrats à terme sur obligations	Détenus à des fins de transaction (à la JVAÉRG dans le cadre de la comptabilité de couverture)	À la JVAÉRG
Dérivés liés aux dépenses	Détenus à des fins de transaction (à la JVAÉRG dans le cadre de la comptabilité de couverture)	À la JVAÉRG
Dérivés liés aux capitaux propres ⁵	Détenus à des fins de transaction (à la JVRN)	À la JVRN

¹ Évaluation ultérieure à la juste valeur, les variations étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. La variation nette faisant suite à la comptabilisation initiale, dans le cas des placements, est reclassée en résultat net à la sortie du placement ou lorsqu'il est déprécié.

² Évaluation ultérieure au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

³ Les dérivés peuvent être en position débitrice ou créditrice à un moment donné dans le passé ou le futur. Pour les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie à des fins comptables, la partie efficace de la couverture est comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global et la partie inefficace de la couverture est immédiatement comptabilisée en résultat net.

⁴ Les dérivés liés à la dette se rapportant à nos débentures et billets de premier rang ont été désignés comme couvertures à des fins comptables et seront classés à la JVAÉRG. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables et seront classés à la JVNR.

⁵ Les variations ultérieures sont portées en diminution de la charge ou du recouvrement au titre de la rémunération fondée sur des actions dans les coûts opérationnels.

f) PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES, ESTIMATIONS ET JUGEMENTS ADDITIONNELS

L'établissement d'états financiers consolidés exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Nos principales méthodes comptables, estimations et jugements sont décrits dans la présente note ou dans d'autres notes, tel que l'indique le tableau ci-dessous :

- des informations sur les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif des montants comptabilisés dans les états financiers consolidés;

- des informations sur les jugements formulés dans l'application des méthodes comptables qui ont l'incidence la plus importante sur les montants présentés dans les états financiers consolidés;
- des informations sur nos principales méthodes comptables.

Note	Sujet	Page	Méthode comptable	Utilisation d'estimations	Recours aux jugements
4	Secteurs à présenter	117	X		X
5	Comptabilisation des produits	119	X	X	X
7	Immobilisations corporelles	123	X	X	X
8	Immobilisations incorporelles et goodwill	125	X	X	X
12	Impôt sur le résultat	130	X		X
13	Bénéfice par action	131	X		
14	Débiteurs	132	X		
15	Stocks	133	X		
16	Instruments financiers	133	X	X	X
17	Placements	145	X		
19	Provisions	147	X	X	X
22	Avantages postérieurs à l'emploi	152	X	X	
24	Rémunération fondée sur des actions	157	X	X	
27	Engagements et passifs éventuels	162	X		X

g) RÉCENTES PRISES DE POSITION EN COMPTABITÉ N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION (l'**« IFRS 16 »**)

Au 1^{er} janvier 2019, nous adopterons l'IFRS 16. Nos états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2019 seront nos premiers états financiers publiés conformément à l'IFRS 16. L'IFRS 16 annule et remplace les normes comptables actuelles visant les contrats de location, notamment l'IAS 17, *Contrats de location* (l'**« IAS 17 »**) et l'IFRIC 4, *Déterminer si un accord contient un contrat de location* (l'**« IFRIC 4 »**).

L'IFRS 16 instaure un modèle unique de comptabilisation pour les preneurs, sauf si l'actif sous-jacent est de faible valeur. Un preneur devra comptabiliser, dans son état de la situation financière, un actif au titre du droit d'utilisation, qui représentera son droit d'utiliser l'actif loué sous-jacent, et une obligation locative, qui représentera son obligation de faire des paiements de location. Par suite de l'adoption de l'IFRS 16, nous comptabiliserons une augmentation considérable des actifs et des passifs dans notre état consolidé de la situation financière, ainsi qu'une baisse des coûts opérationnels (rendant compte du retrait des charges au titre des contrats de location), une augmentation des amortissements (occasionnée par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation), et une hausse des charges financières (imputable à l'accroissement de l'obligation locative). Pour les bailleurs, le traitement comptable restera pratiquement le même qu'aux termes de l'IAS 17.

Nous adopterons l'IFRS 16 en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application à titre d'ajustement des résultats non distribués dans les capitaux propres le 1^{er} janvier 2019. Nous ne retriterons pas les chiffres comparatifs de 2018. Lors de la transition, nous appliquerons la mesure de simplification qui nous permet en tant que preneurs d'appliquer la présente norme aux contrats qui avaient antérieurement été identifiés comme des contrats de location aux termes de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4. Inversement, nous n'appliquerons pas la présente norme aux contrats qui n'avaient pas antérieurement été identifiés comme des contrats de location aux termes de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4.

Dans le cas des contrats de location qui avaient été classés en tant que contrats de location simple aux termes de l'IAS 17, les obligations locatives, au moment de la transition, seront évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à

l'aide du taux d'emprunt marginal connexe au 1^{er} janvier 2019. De façon générale, les actifs au titre de droits d'utilisation, au moment de la transition, seront évalués au montant des obligations locatives correspondantes, ajusté pour tenir compte des loyers payés d'avance ou à payer. Dans le cas de certains contrats de location à l'égard desquels l'information se trouve facilement, nous choisirons d'évaluer les actifs au titre de droits d'utilisation à leur valeur comptable comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date d'entrée en vigueur du contrat de location selon le taux d'emprunt marginal connexe qui s'applique à la période restante du contrat de location au 1^{er} janvier 2019.

Lorsque nous appliquons l'IFRS 16 à des contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple, nous pouvons nous prévaloir des mesures de simplification suivantes :

- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques similaires;
- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2019;
- utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Nous avons choisi de ne pas séparer les composantes non locatives fixes des composantes locatives, mais plutôt de comptabiliser chaque composante locative et les composantes non locatives fixes qui s'y rattachent comme une seule composante de nature locative. Nous n'avons pas l'intention de nous prévaloir des exemptions relatives à la comptabilisation des contrats de location à court terme ou de faible valeur; cependant, nous pourrions choisir d'appliquer cette exemption dans l'avenir : catégorie par catégorie pour les nouvelles catégories et contrat par contrat, respectivement.

La norme ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les contrats pour lesquels nous sommes le bailleur.

Nous disposons d'une équipe qui s'assure de notre conformité aux exigences de l'IFRS 16 et qui, entre autres, supervise la mise en œuvre d'un nouveau système de contrats de location nous permettant de nous conformer aux exigences de la norme en fonction de chaque contrat. Cette équipe a été chargée de déterminer et de mettre en place de nouvelles marches à suivre, de vérifier que notre cueillette de données est appropriée, de mettre

le système à l'essai, d'élaborer les contrôles internes pertinents et de communiquer les changements à venir à diverses parties concernées. Nous avons exécuté des processus détaillés de validation des données tout au long de l'exercice 2018.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX JUGEMENTS À L'ADOPTION DE L'IFRS 16 ESTIMATIONS

Pour déterminer la durée d'un contrat de location, nous devrons tenir compte des faits et circonstances pouvant donner lieu à un avantage économique à exercer une option de prolongation ou à ne pas exercer une option de résiliation. Nous formulons certaines hypothèses qualitatives et quantitatives pour établir la valeur de l'avantage économique.

JUGEMENTS

Nous poserons des jugements afin de déterminer si un contrat contient un bien déterminé. Le bien déterminé devrait être physiquement distinct ou représenter la quasi-totalité de la

capacité du bien, et il devrait nous procurer le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de son utilisation.

Nous exercerons également notre jugement pour déterminer si nous avons le droit de contrôler l'utilisation du bien déterminé. Nous détenons ce droit si nous possédons les droits décisionnels qui présentent le plus de pertinence pour ce qui est de décider comment utiliser le bien et à quelle fin l'utiliser. Dans de rares cas où les décisions quant à savoir comment utiliser le bien et à quelle fin l'utiliser sont prédéterminées, nous avons le droit de décider de l'utilisation du bien si nous avons le droit de l'exploiter ou si ce bien a été conçu d'une façon qui préindique comment l'utiliser et à quelle fin l'utiliser.

Nous poserons des jugements afin de déterminer le taux d'actualisation qui doit être utilisé pour évaluer chacune de nos obligations locatives. Le taux d'actualisation appliqué devrait refléter le taux d'intérêt que nous aurions à payer pour emprunter un montant comparable, sur une durée et avec une garantie similaires.

EFFET DE LA TRANSITION À L'IFRS 16

Le tableau ci-dessous présente l'effet estimatif de la transition à l'IFRS 16 sur nos états consolidés de la situation financière au 1^{er} janvier 2019.

(en milliards de dollars)	Note	Tels que présentés au 31 décembre 2018	Effet estimatif de la transition à l'IFRS 16	Après la transition au 1 ^{er} janvier 2019
Actifs				
Actifs courants				
Autres actifs courants		0,4	***	0,4
Actifs courants restants		4,5	-	4,5
Total des actifs courants		4,9	***	4,9
Immobilisations corporelles	i	11,8	1,5	13,3
Actifs à long terme restants		15,2	-	15,2
Total des actifs		31,9	1,5	33,4
Passifs et capitaux propres				
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer		3,1	(0,1)	3,0
Partie courante des obligations locatives	i	-	0,2	0,2
Passifs courants restants		3,7	-	3,7
Total des passifs courants		6,8	0,1	6,9
Obligations locatives	i	-	1,4	1,4
Passifs d'impôt différé		2,9	***	2,9
Passifs à long terme restants		14,0	-	14,0
Total des passifs		23,7	1,5	25,2
Capitaux propres		8,2	***	8,2
Total des passifs et des capitaux propres		31,9	1,5	33,4

***Montants inférieurs à 0,1 milliard de dollars; ces montants ont été exclus des totaux partiels.

i) Actifs au titre de droits d'utilisation et obligations locatives
À la date de début de la location, nous comptabiliserons un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. L'obligation locative sera évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui doivent toujours être versés à la date de début. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprendront :

- les paiements fixes, y compris en substance;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes qui devraient être payables au titre d'une garantie de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que nous avons la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers effectués lors d'une période de renouvellement optionnel si nous avons la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation, et les pénalités en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location, à moins que nous ayons la certitude raisonnable que nous ne résilierons pas le contrat de manière anticipée.

À l'exception des contrats de location à l'égard desquels nous détenons l'information nécessaire à l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation selon leur valeur comptable comme si l'IFRS 16 avait été appliquée depuis la date de début du contrat de location, tel qu'il en a été question plus haut, l'actif au titre du droit

d'utilisation sera évalué, au moment de la transition, au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière relativement à ce contrat de location immédiatement avant la date de première application.

Après la transition, l'actif au titre du droit d'utilisation sera évalué initialement à son coût, qui se compose des éléments suivants :

- le montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tenir compte des loyers payés à, ou avant, la date de début;
- plus les coûts directs initiaux engagés;
- une estimation des coûts liés au démantèlement et à l'enlèvement du bien sous-jacent ou à la restauration du lieu;
- déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

De façon générale, l'actif au titre du droit d'utilisation est amorti selon le mode linéaire sur la durée du contrat, à moins que nous prévoyions devenir propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location. La durée du contrat comprend ce qui suit :

- le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable;
- les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable d'exercer;
- les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que nous avons la certitude raisonnable de ne pas exercer.

NOTE 3 : GESTION DU RISQUE DE CAPITAL

En matière de gestion du capital, nous visons à avoir suffisamment de liquidités pour honorer tous nos engagements et exécuter notre plan d'affaires. Nous définissons le capital que nous gérons comme étant les capitaux propres et la dette (y compris la partie courante de la dette à long terme, la dette à long terme et les emprunts à court terme).

Nous gérons notre structure du capital, nos engagements et les échéances et y apportons des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, des marchés financiers, des risques opérationnels, de nos priorités en matière d'investissements et de nos besoins de fonds de roulement. Pour maintenir ou ajuster notre structure du capital, nous pouvons, avec l'approbation du conseil, émettre ou rembourser des titres d'emprunt ou des emprunts à court terme, émettre ou racheter des actions, verser des dividendes ou entreprendre d'autres activités jugées appropriées dans les circonstances. Le conseil examine et approuve les budgets annuels d'investissement et d'exploitation, ainsi que toute opération importante qui sort du cours normal des activités, y compris les propositions d'acquisition ou d'autres transactions de financement, d'investissement ou de désinvestissement importantes.

Dans le cadre de la gestion de nos liquidités et du rendement offert à nos actionnaires, nous surveillons notre ratio d'endettement pour soutenir l'expansion future de nos activités, nous procédons à des analyses liées à l'évaluation et prenons des décisions concernant le capital.

La filiale en propriété exclusive qui exploite nos programmes de cartes World Elite Mastercard de Rogers, Platine Mastercard de Rogers et Fido Mastercard est réglementée par le Bureau du surintendant des institutions financières, qui exige qu'un niveau minimum de capital réglementaire soit maintenu. Aux 31 décembre 2018 et 2017, la filiale de Rogers respectait cette condition. Les exigences en matière de capital n'étaient pas significatives pour la Société au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017.

Sauf en ce qui concerne les programmes de cartes World Elite Mastercard de Rogers, Platine Mastercard de Rogers et Fido Mastercard et la filiale qui les exploite, nous ne sommes pas tenus de respecter des exigences en matière de capital imposées par des organismes externes. Notre stratégie générale en matière de gestion du risque de capital demeure inchangée depuis le 31 décembre 2017.

NOTE 4 : INFORMATIONS SECTORIELLES

MÉTHODES COMPTABLES

Secteurs à présenter

Nous déterminons nos secteurs à présenter en fonction, entre autres, de la façon dont nos principaux décideurs opérationnels, soit le chef de la direction et le chef de la direction des Finances de RCI, examinent régulièrement nos activités et notre performance. Depuis le 1^{er} janvier 2018, ils examinent le BAIIA ajusté, qu'ils

considèrent comme l'indicateur clé du résultat net aux fins de l'évaluation de la performance pour chaque secteur, afin de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources, car ils estiment que le BAIIA ajusté reflète de façon plus complète la rentabilité des secteurs et de l'entreprise consolidée. Le BAIIA ajusté correspond au bénéfice avant les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, (le profit) la perte sur

la sortie d'immobilisations corporelles, les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, les charges financières, les autres charges (produits) et la charge d'impôt sur le résultat. Auparavant, notre principal décideur opérationnel examinait le résultat d'exploitation ajusté, qu'il considérait comme l'indicateur clé du résultat net. La différence entre le résultat d'exploitation ajusté et le BAIIA ajusté est que ce dernier inclut la charge de rémunération fondée sur des actions, laquelle a été attribuée à chacun de nos secteurs à présenter.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, nous avons redéfini nos secteurs à présenter en raison de l'évolution de la technologie et des recouplements de plus en plus grands entre les différentes gammes de produits de nos anciens secteurs Cable et Solutions d'Affaires, ainsi que de notre façon d'affecter les ressources entre nos différents secteurs et de la gestion générale de nos secteurs. Les résultats de nos anciens secteurs Cable et Solutions d'Affaires et du Système de domotique Rogers sont présentés ensemble, au sein d'un secteur Cable redéfini. Les résultats financiers se rapportant au Système de domotique Rogers étaient auparavant présentés parmi les éléments relevant du siège social et les éliminations intersociétés. Nous avons modifié de manière rétrospective les résultats sectoriels correspondants de 2017 afin de refléter la nouvelle définition du secteur.

Les méthodes comptables applicables à nos secteurs à présenter sont les mêmes que celles décrites dans les notes afférentes à nos états financiers consolidés. Nous comptabilisons les transactions entre les secteurs à présenter comme nous le faisons pour les

transactions avec des tiers, mais les éliminons au moment de la consolidation.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX JUGEMENTS

JUGEMENTS

Nous posons des jugements importants dans la détermination de nos secteurs opérationnels. Ces secteurs sont des composantes qui se livrent à des activités ordinaires dont elles peuvent tirer des produits et pour lesquelles elles peuvent engager des charges, et dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par nos principaux décideurs opérationnels en vue de prendre des décisions sur les ressources à affecter et d'évaluer la performance desdites composantes pour lesquelles des informations financières distinctes sont disponibles.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

Nos secteurs à présenter sont Sans-fil, Cable et Media (se reporter à la note 1). Les activités des trois secteurs sont menées essentiellement au Canada. Les éléments relevant du siège social et les éliminations comprennent nos participations dans des unités opérationnelles qui ne sont pas des secteurs opérationnels à présenter, les fonctions administratives du siège social et l'élimination des produits et des coûts intersectoriels. Les résultats par secteur comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui, de façon raisonnable, peuvent y être affectés.

INFORMATION PAR SECTEUR

	Note	Sans-fil	Cable	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2018 (en millions de dollars)						
Produits	5	9 200	3 932	2 168	(204)	15 096
Coûts opérationnels	6	5 110	2 058	1 972	(27)	9 113
BAIIA ajusté		4 090	1 874	196	(177)	5 983
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7, 8					2 211
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	7					(16)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	9					210
Charges financières	10					793
Autres produits	11					(32)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat						2 817
Dépenses d'investissement avant le produit de la sortie ¹		1 086	1 429	90	210	2 815
Goodwill		1 160	1 808	937	—	3 905
Total des actifs		16 572	7 666	2 438	5 242	31 918

¹ Ne tient pas compte du produit de la sortie de 25 millions de dollars (se reporter à la note 28).

Exercice clos le 31 décembre 2017 (en millions de dollars) (chiffres retraités, voir note 2)	Note	Sans-fil	Cable	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits	5	8 569	3 894	2 153	(247)	14 369
Coûts opérationnels	6	4 843	2 075	2 026	(77)	8 867
BAlIA ajusté		3 726	1 819	127	(170)	5 502
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7, 8					2 142
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	7					(49)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	9					152
Charges financières	10					746
Autres produits	11					(19)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat						2 530
Dépenses d'investissement avant le produit de la sortie ¹		806	1 334	83	287	2 510
Goodwill		1 160	1 808	937	—	3 905
Total des actifs		15 860	7 315	2 405	4 910	30 490

¹ Ne tient pas compte du produit de la sortie de 74 millions de dollars (se reporter à la note 28).

NOTE 5 : PRODUITS

MÉTHODES COMPTABLES

Contrats conclus avec des clients

Nous constatons les produits tirés des contrats conclus avec des clients conformément aux cinq étapes décrites à l'IFRS 15, soit :

1. identifier le contrat conclu avec un client;
2. identifier les obligations de prestation prévues au contrat;
3. déterminer le prix de la transaction, lequel correspond à la contrepartie totale fournie par le client;
4. affecter le prix de la transaction aux obligations de prestation prévues au contrat en fonction de leur juste valeur relative;
5. comptabiliser les produits lorsque les conditions pertinentes sont remplies pour chaque obligation de prestation.

Bon nombre de nos produits et services sont vendus dans le cadre de contrats groupés (p. ex. des appareils sans fil et des services de transmission de la voix et de données). Les éléments faisant partie de ces contrats sont comptabilisés en tant qu'obligations de prestation distinctes si l'élément répond à la définition d'un bien ou d'un service distinct. En outre, nous déterminons si un client peut modifier son contrat selon des modalités prédéfinies de façon à ce que nous ne soyons pas en mesure d'exiger le prix de transaction convenu, et qu'aux termes du contrat, nous soyons contraints d'exiger un montant inférieur. Dans de tels cas, nous répartissons les produits entre les obligations de prestation en fonction des droits et obligations exécutoires minimums et tout montant excédentaire est comptabilisé en tant que produits à mesure qu'ils sont gagnés.

Les produits tirés de chaque obligation de prestation sont comptabilisés soit progressivement (p. ex. dans le cas des services), soit à un moment précis (p. ex. dans le cas de matériel). Les produits tirés des obligations de prestation remplies progressivement sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. De façon générale, ces services sont fournis, donc comptabilisés, mensuellement. Les produits tirés des obligations de prestation remplies à un moment précis sont comptabilisés lorsque le contrôle des biens (ou des services) est transféré au client. Habituellement, le transfert de contrôle se produit lorsque le client active le bien (p. ex. dans le cas d'un appareil sans-fil) ou lorsqu'il prend possession du bien (p. ex. dans le cas d'autre matériel). Le tableau qui suit présente la nature des différentes obligations de prestation faisant partie des contrats que nous concluons avec des clients ainsi que le moment où nous comptabilisons la prestation de ces obligations.

Obligations de prestation découlant des contrats conclus avec des clients	Moment où les obligations de prestation sont remplies
Services sans fil de temps d'antenne et de transmission de données, services de câblodistribution, de téléphonie, d'accès Internet et de domotique, services de réseau, abonnements aux médias et location de matériel	À mesure que les services sont fournis (normalement, mensuellement)
Services d'itinérance, services interurbains et autres services optionnels ou sans abonnement et services à la carte	À mesure que les services sont fournis
Appareils sans fil et matériel connexe	À l'activation ou à l'achat par le client final
Services d'installation pour les abonnés de Cable	Au moment où le service est fourni
Publicité	Lorsque la publicité est diffusée sur les ondes de nos stations de radio ou de télévision, ou présentée dans nos publications ou dans nos médias numériques
Services d'abonnement offerts par les stations de télévision au titre des abonnements des fournisseurs de services par câble ou par satellite	Lorsque les services sont livrés aux abonnés des fournisseurs de services par câble ou par satellite (normalement, mensuellement)
Droits d'entrée aux matchs à domicile des Blue Jays de Toronto et concessions	Lorsque les matchs en question sont disputés pendant la saison de baseball et que des biens sont vendus
Ententes conclues avec des stations de radio et de télévision pour la diffusion des matchs des Blue Jays de Toronto	Au moment où les matchs visés sont diffusés
Octroi de sous-licences visant les droits de diffusion	Sur la durée de la licence applicable

En outre, nous comptabilisons les produits d'intérêts liés aux créances sur cartes de crédit au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, conformément à l'IFRS 9.

Les délais de paiement pour les contrats types de Sans-fil et de Cable varient de 0 à 30 jours : le paiement du matériel est dû au moment de la réception du matériel, tandis que les frais de service mensuels sont exigibles 30 jours après la date de facturation. Les délais de paiement pour les obligations de prestation types de Media varient également de 0 à 30 jours : à titre d'exemples, les billets pour les matchs des Blue Jays de Toronto sont payables immédiatement et les contrats de publicité sont payables dans un délai de 30 jours.

Actifs et passifs sur contrat

Nous comptabilisons un actif sur contrat lorsque nous avons fourni les biens et services à nos clients, mais notre droit à la contrepartie connexe découlant de la prestation de l'obligation est subordonné à la satisfaction d'autres obligations de prestation. Les actifs sur contrat ont essentiellement trait à nos droits à une contrepartie pour le transfert d'appareils sans fil.

Nous comptabilisons un passif sur contrat lorsque nous recevons le paiement d'un client avant d'avoir fourni les biens ou services. Les

passifs sur contrat comprennent les dépôts des abonnés, les dépôts reçus relativement à la vente de billets pour les matchs des Blue Jays de Toronto et les autres montants reçus des abonnés pour des services à fournir plus tard et des abonnements à venir.

Nous comptabilisons les actifs et passifs sur contrat pour chaque contrat, chaque contrat étant présenté en tant qu'actif net sur contrat ou passif net sur contrat, selon le cas.

Actifs différés au titre des commissions

Nous différons, dans la mesure où ils sont recouvrables, les coûts marginaux que nous engageons pour obtenir ou exécuter des contrats avec des clients et les amortissons sur la durée de la période au cours de laquelle nous prévoyons réaliser des avantages. Ces coûts comprennent certaines commissions versées à des représentants internes et externes que nous estimons pouvoir recouvrer à même les produits tirés des contrats connexes. Par conséquent, nous les différons en tant qu'actifs différés au titre des commissions en les comptabilisant dans les autres actifs et les amortissons dans les charges opérationnelles au même rythme auquel les biens et services sont fournis au client, soit, de façon générale, également sur 12 ou 24 mois consécutifs.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX JUGEMENTS

ESTIMATIONS

Nous utilisons des estimations pour les aspects clés suivants :

- déterminer le prix de transaction de nos contrats exige que nous estimions le montant des produits auxquels nous nous attendons à avoir droit en échange des prestations d'obligations prévues au contrat;
- déterminer le prix de vente spécifique des obligations de prestation et l'affectation du prix de transaction aux obligations de prestation.

Déterminer le prix de transaction

Le prix de transaction est le montant de contrepartie applicable auquel nous nous attendons à avoir droit en échange des biens et services promis à un client. Pour déterminer le prix de transaction, nous prenons en compte les conditions du contrat et les pratiques commerciales qui sont habituelles dans un secteur d'activité donné. Les rabais, remises, remboursements, avoirs (notes de crédit), concessions sur le prix, incitations, pénalités et autres éléments similaires sont pris en compte dans le prix de transaction au moment de la passation du contrat.

Déterminer le prix de vente spécifique et la répartition du prix de transaction

Le prix de transaction est réparti entre les obligations de prestation en proportion des prix de vente spécifiques des biens et services distincts au contrat. La meilleure indication du prix de vente spécifique est le prix observable d'un bien ou d'un service lorsque l'entité vend ce bien ou ce service séparément dans des circonstances et à des clients similaires. Si le prix de vente spécifique n'est pas directement observable, nous l'estimons en tenant compte de l'information raisonnablement disponible relativement aux conditions de marché, aux facteurs qui nous sont propres et à la catégorie de clients.

Pour déterminer le prix de vente spécifique, nous répartissons les produits entre les obligations de prestation en fonction des montants exigibles minimums auxquels Rogers s'attend à avoir droit. Les montants qui excèdent les montants exigibles minimums sont comptabilisés en tant que produits à mesure qu'ils sont gagnés.

JUGEMENTS

Nous posons d'importants jugements pour déterminer si la promesse de livraison de biens ou de prestation de services est considérée comme distincte et pour déterminer les coûts marginaux liés à l'obtention d'un contrat avec un client ou à l'exécution d'un contrat.

Biens et services distincts

Nous posons des jugements afin de déterminer si une promesse de livraison d'un bien ou d'un service est distincte. Nous comptabilisons les produits et services individuels séparément s'ils sont distincts (c.-à-d. si un produit ou un service peut être identifié

séparément des autres éléments de l'offre groupée et si le client peut en tirer profit). La contrepartie est répartie entre les produits et services distincts de l'offre groupée en fonction de leur prix de vente spécifique. Pour les éléments qui ne sont pas vendus séparément (p. ex. les cartes-cadeaux de tiers), nous estimons les prix de vente spécifiques au moyen de la méthode de l'évaluation du marché avec ajustement.

Déterminer les coûts pour obtenir ou exécuter un contrat

Nous devons poser d'importants jugements pour déterminer les coûts que nous engageons pour obtenir ou exécuter un contrat conformément aux critères de report de l'IFRS 15. Nous nous attendons à ce que les commissions marginales versées aux représentants internes et externes ayant obtenu des contrats avec des clients soient recouvrables.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

ACTIFS SUR CONTRAT

Le tableau qui suit et les paragraphes qui l'accompagnent fournissent de l'information sur les parties courantes et à long terme des actifs sur contrat découlant des contrats conclus avec des clients et sur les variations importantes de leurs soldes au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

	Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars)	2018	2017
Solde à l'ouverture de l'exercice	1 233	1 077
Entrées découlant des nouveaux contrats conclus avec des clients, déduction faite des résiliations et des renouvellements	1 572	1 196
Amortissement des actifs sur contrat imputé aux débiteurs	(1 218)	(1 040)
Solde à la clôture de l'exercice	1 587	1 233

PASSIFS SUR CONTRAT

Le tableau qui suit et les paragraphes qui l'accompagnent fournissent de l'information sur les parties courantes des passifs sur contrat découlant des contrats conclus avec des clients et sur les variations importantes de leurs soldes au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

	Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars)	2018	2017
Solde à l'ouverture de l'exercice	278	302
Produits différés lors de l'exercice précédent et comptabilisés au cours de l'exercice considéré	(268)	(284)
Entrées nettes découlant des contrats conclus avec des clients	223	260
Solde à la clôture de l'exercice	233	278

ACTIFS DIFFÉRÉS AU TITRE DES COMMISSIONS

Le tableau qui suit présente un sommaire de la variation des actifs différés au titre des commissions comptabilisés à l'égard des coûts marginaux engagés pour obtenir des contrats avec des clients au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Les actifs différés au titre des commissions sont présentés dans les autres actifs courants (lorsqu'ils sont amortis en résultat net dans les douze mois suivant la date des états financiers) ou dans les autres actifs à long terme.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Solde à l'ouverture de l'exercice	278	260
Entrées d'actifs différés au titre des commissions	340	310
Amortissement comptabilisé relativement aux actifs différés au titre des commissions	(322)	(292)
Solde à la clôture de l'exercice	296	278

PARTIES DES OBLIGATIONS DE PRESTATION NON REMPLIES

Le tableau qui suit présente les produits que nous prévoyons comptabiliser à l'avenir relativement aux obligations de prestation non remplies ou partiellement remplies au 31 décembre 2018. La partie non remplie du prix de transaction lié aux obligations de prestation a trait aux services mensuels et devrait être comptabilisée dans les trois à cinq prochaines années.

(en millions de dollars)	2019	2020	2021	Par la suite	Total
Services de télécommunications	2 410	985	169	137	3 701

À l'adoption de l'IFRS 15, et lors de la transition vers cette norme, nous avons choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes et de ne pas présenter :

- les parties des obligations de prestation non remplies relativement aux contrats dont la durée est de un an ou moins;

- les parties des obligations de prestation non remplies relativement aux contrats pour lesquels les produits que nous comptabilisons correspondent au montant facturé au client.

Nous avons également choisi de recourir à la mesure de simplification qui nous permet de ne pas présenter le montant du prix de transaction ayant trait aux obligations de prestation non remplies ou partiellement remplies pour les périodes de présentation de l'information antérieures au 1^{er} janvier 2018 (date de première application) et le moment où nous prévoyons comptabiliser ce montant à titre de produits.

VENTILATION DES PRODUITS

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (chiffres retraités, voir note 2)
Sans-fil		
Produits tirés des services	7 091	6 765
Produits tirés du matériel	2 109	1 804
Total pour Sans-fil	9 200	8 569
Cable		
Services d'accès Internet	2 114	1 967
Services de télévision	1 442	1 501
Services de téléphonie	363	411
Produits tirés des services	3 919	3 879
Produits tirés du matériel	13	15
Total pour Cable	3 932	3 894
Total pour Media	2 168	2 153
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(204)	(247)
Total des produits	15 096	14 369

NOTE 6 : COÛTS OPÉRATIONNELS

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (chiffres retraités, voir note 2)
Coût des ventes de matériel	2 284	2 022
Marchandise destinée à la revente	231	237
Autres achats externes	4 509	4 497
Salaires et avantages du personnel et rémunération fondée sur des actions	2 089	2 111
Total des coûts opérationnels	9 113	8 867

NOTE 7 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

MÉTHODES COMPTABLES

Comptabilisation et évaluation, y compris l'amortissement

Nous évaluons les immobilisations corporelles au moment de la comptabilisation initiale au coût et enregistrons l'amortissement lorsque l'actif est prêt pour son utilisation attendue. Ensuite, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur.

Le coût comprend les dépenses (dépenses d'investissement) directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût d'un actif produit par l'entité pour elle-même comprend également :

- les coûts des matières et de la main-d'œuvre directe;
- les coûts directement attribuables à la mise en état de fonctionnement d'un actif en vue de son utilisation attendue;
- les coûts attendus relativement au démantèlement des immobilisations et à la remise en état des sites sur lesquels elles sont situées (se reporter à la note 19);
- les coûts d'emprunt relatifs aux actifs qualifiés.

L'amortissement des immobilisations corporelles est imputé au bénéfice net sur la durée d'utilité estimée des immobilisations comme suit :

Actif	Mode	Durée d'utilité estimée
Bâtiments	Dégressif	De 5 à 40 ans
Réseaux câblés et sans fil	Linéaire	De 3 à 40 ans
Matériel informatique et logiciels	Linéaire	De 4 à 10 ans
Matériel installé chez l'abonné	Linéaire	De 3 à 6 ans
Aménagements des locaux loués	Linéaire	Sur la durée d'utilité estimée ou la durée du contrat de location, selon la plus courte des deux
Matériel et véhicules	Dégressif	De 3 à 20 ans

Nous déterminons le montant des profits et des pertes résultant de la sortie d'une immobilisation corporelle en comparant le produit de la sortie avec la valeur comptable de l'immobilisation corporelle, et comptabilisons le montant des profits et des pertes dans le bénéfice net.

Les dépenses de développement sont inscrites à l'actif si elles répondent aux critères de constatation d'un actif et sont amorties sur leur durée d'utilité attendue une fois que les actifs auxquels elles se rapportent sont prêts à être mis en service. Les dépenses de recherche, de même que les coûts associés à la maintenance et à la formation sont comptabilisés dans les charges à mesure qu'ils sont engagés.

Tests de dépréciation

Les actifs non financiers ayant des durées de vie déterminées sont soumis à des tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances laissent croire que les valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables. L'actif est déprécié si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable. Dans l'éventualité où il serait impossible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif individuel, puisqu'il ne génère pas

d'entrées de trésorerie indépendantes, l'ensemble de l'unité génératrice de trésorerie (l'**« UGT »**) est soumis à un test de dépréciation.

Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Comptabilisation et évaluation d'une charge de dépréciation

Une immobilisation corporelle ou une immobilisation incorporelle ou le goodwill est déprécié si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable. La valeur comptable d'une UGT ou d'un actif est la valeur la plus élevée entre :

- sa juste valeur diminuée des coûts de vente;
- sa valeur d'utilité.

Si la valeur recouvrable estimée de l'actif ou de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, nous ramenons la valeur comptable à la valeur recouvrable et comptabilisons immédiatement la perte dans le bénéfice net.

Une perte de valeur auparavant comptabilisée fait l'objet d'une reprise si notre estimation de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT antérieurement dépréciés augmente au point où la perte de valeur comptabilisée au cours d'un exercice antérieur a été annulée. La reprise est alors portée en augmentation de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT pour qu'elle soit égale à sa valeur recouvrable nouvellement estimée. La nouvelle valeur comptable ne peut être supérieure à la valeur comptable que nous aurions comptabilisée si une perte de valeur n'avait pas été comptabilisée au cours des exercices antérieurs.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX JUGEMENTS ESTIMATIONS

Les durées d'utilité des composantes d'une immobilisation corporelle peuvent différer. Le choix des taux d'amortissement et des durées d'utilité des actifs exige que des estimations importantes soient faites en tenant compte des facteurs propres à l'entreprise, tels que notre expérience et l'utilité attendue, et des tendances sectorielles, telles que les progrès technologiques. Nous surveillons et révisons la valeur résiduelle, les taux d'amortissement et les durées d'utilité des actifs au moins une fois par année et les modifions s'ils diffèrent de nos estimations antérieures. Nous comptabilisons prospectivement l'incidence de ces changements dans le bénéfice net.

En 2018, nous avons revu les taux d'amortissement de toutes nos immobilisations corporelles. Cette révision a donné lieu à une augmentation de la durée d'utilité estimée de certains de nos actifs liés au matériel installé chez l'abonné. Ces changements ont été appliqués de façon prospective et ils n'ont pas eu une incidence significative sur nos états financiers en 2018. En outre, ces changements n'auront pas une incidence significative sur l'amortissement au cours des périodes futures.

Afin d'établir certains coûts directement attribuables aux actifs produits par la Société pour elle-même, nous faisons des estimations, lesquelles visent principalement certains frais directs

de main-d'œuvre à l'interne et à l'externe, les frais généraux et les charges d'intérêts liés à l'acquisition, à la construction, à l'aménagement et à l'amélioration de nos réseaux.

En outre, nous utilisons des estimations pour déterminer la valeur recouvrable des immobilisations corporelles. La détermination de la valeur recouvrable aux fins des tests de dépréciation exige l'utilisation d'estimations importantes, notamment :

- les flux de trésorerie futurs;
- les taux de croissance finaux;
- les taux d'actualisation.

Pour estimer la valeur d'utilité aux fins des tests de dépréciation, nous actualisons les flux de trésorerie futurs estimés. Nous estimons les flux de trésorerie futurs actualisés pour des périodes maximales de cinq ans, en fonction de l'UGT et d'une valeur finale. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur nos estimations et les résultats opérationnels futurs attendus de l'UGT en fonction de la conjoncture économique et des perspectives générales du secteur d'activité de l'UGT. Nos taux d'actualisation tiennent compte notamment des taux de rendement du marché, des ratios de dettes sur capitaux propres et de certaines primes de risque. La valeur finale est celle attribuée aux activités de l'UGT au-delà de la période projetée des flux de trésorerie selon un taux à perpétuité fondé sur la conjoncture économique prévue et les perspectives générales du secteur d'activité.

Nous déterminons la juste valeur diminuée des coûts de vente de l'une des deux façons suivantes :

- Analyse des flux de trésorerie actualisés – Nous estimons les flux de trésorerie futurs actualisés pour des périodes de cinq ans et

une valeur finale, méthodologie qui s'apparente à celle visant la valeur d'utilité susmentionnée, tout en nous appuyant sur des hypothèses que les intervenants du marché adopteraient. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur nos estimations des résultats opérationnels futurs attendus de l'UGT. Nos estimations portant sur les flux de trésorerie futurs, les valeurs finales et les taux d'actualisation tiennent compte de facteurs comparables à ceux décrits ci-dessus à l'égard des estimations de la valeur d'utilité.

- Utilisation d'une approche marché – Nous estimons le montant recouvrable de l'UGT à l'aide de multiples de la performance opérationnelle d'entités comparables et de transactions passées en fonction du secteur en cause.

Nous formulons certaines hypothèses au sujet des flux de trésorerie futurs attendus, lesquelles peuvent viser les taux d'actualisation et de croissance finale. Ces hypothèses peuvent varier ou évoluer rapidement selon la conjoncture économique ou d'autres événements. Par conséquent, il est possible que des modifications futures des hypothèses influent défavorablement sur les évaluations futures des UGT et du goodwill, ce qui pourrait entraîner des pertes de valeur.

JUGEMENTS

Nous posons des jugements importants dans le choix des méthodes pour la dépréciation de nos immobilisations incorporelles qui, selon nous, reflètent avec précision la consommation des avantages procurés par ces actifs et traduisent le mieux la réalité économique de l'utilisation attendue des actifs sous-jacents.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

	31 décembre 2018			31 décembre 2017			31 décembre 2016		
			Valeur Cumul de comptable nette			Valeur Cumul de comptable nette			Valeur Cumul de comptable nette
	Coût	l'amortissement		Coût	l'amortissement		Coût	l'amortissement	
Terrains et bâtiments	1 125	(428)	697	1 090	(397)	693	1 062	(375)	687
Réseaux câblés et sans fil	21 024	(13 550)	7 474	20 252	(13 206)	7 046	20 108	(13 035)	7 073
Matériel informatique et logiciels	5 514	(3 305)	2 209	4 996	(2 807)	2 189	4 296	(2 424)	1 872
Matériel installé chez l'abonné	1 908	(1 279)	629	1 565	(1 090)	475	1 560	(1 156)	404
Aménagements des locaux loués	539	(250)	289	496	(220)	276	457	(193)	264
Matériel et véhicules	1 292	(810)	482	1 246	(782)	464	1 169	(720)	449
Total des immobilisations corporelles	31 402	(19 622)	11 780	29 645	(18 502)	11 143	28 652	(17 903)	10 749

Les variations de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles en 2018 et en 2017 se résument comme suit :

(en millions de dollars)	31 décembre 2017			31 décembre 2018
	Valeur comptable nette	Entrées ¹	Amortissement	Valeur comptable nette
Terrains et bâtiments	693	40	(32)	(4) 697
Réseaux câblés et sans fil	7 046	1 556	(1 128)	- 7 474
Matériel informatique et logiciels	2 189	653	(633)	- 2 209
Matériel installé chez l'abonné	475	423	(269)	- 629
Aménagements des locaux loués	276	44	(31)	- 289
Matériel et véhicules	464	99	(81)	- 482
Total des immobilisations corporelles	11 143	2 815	(2 174)	(4) 11 780

¹ Ne tient pas compte du produit de la sortie de 25 millions de dollars (se reporter à la note 28).

² Comprend les sorties, les reclassements et les autres ajustements.

(en millions de dollars)	31 décembre 2016			31 décembre 2017
	Valeur comptable nette	Entrées ¹	Amortissement	Valeur comptable nette
Terrains et bâtiments	687	61	(30)	(25) 693
Réseaux câblés et sans fil	7 073	1 125	(1 150)	(2) 7 046
Matériel informatique et logiciels	1 872	867	(549)	(1) 2 189
Matériel installé chez l'abonné	404	315	(244)	- 475
Aménagements des locaux loués	264	40	(28)	- 276
Matériel et véhicules	449	102	(86)	(1) 464
Total des immobilisations corporelles	10 749	2 510	(2 087)	(29) 11 143

¹ Ne tient pas compte du produit de la sortie de 74 millions de dollars (se reporter à la note 28).

² Comprend les sorties, les reclassements et les autres ajustements.

Les immobilisations corporelles non encore mises en service et donc non assujetties à l'amortissement au 31 décembre 2018 s'établissaient à 1 339 millions de dollars (1 076 millions de dollars en 2017). Au cours de 2018, les intérêts inscrits à l'actif relativement aux immobilisations corporelles ont été comptabilisés à un taux moyen pondéré d'environ 3,9 % (4,0 % en 2017).

En 2018, nous avons cédé certains actifs d'une valeur comptable nette de 9 millions de dollars (25 millions de dollars en 2017). Le produit touché ayant totalisé 25 millions de dollars (74 millions de

dollars en 2017), nous avons comptabilisé un profit sur la sortie de ces actifs de 16 millions de dollars (49 millions de dollars en 2017).

Nous effectuons une analyse annuelle afin d'identifier les actifs entièrement amortis qui ont été cédés. En 2018, cette analyse a donné lieu à un ajustement du coût et du cumul de l'amortissement s'élevant à 943 millions de dollars (1 136 millions de dollars en 2017). Les cessions n'ont eu aucune incidence sur les états consolidés du résultat net.

NOTE 8 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

MÉTHODES COMPTABLES

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION, Y COMPRIS L'AMORTISSEMENT

À la comptabilisation initiale, nous évaluons les immobilisations incorporelles au coût, à moins qu'elles aient été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, auquel cas elles sont évaluées à la juste valeur. Nous enregistrons l'amortissement des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée lorsque l'actif est prêt pour son utilisation attendue. Ensuite, l'actif est comptabilisé au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur.

Le coût comprend les dépenses directement liées à l'acquisition de l'actif. Le coût d'une immobilisation incorporelle acquise séparément comprend :

- son prix d'achat, y compris les droits de douane et les taxes non remboursables, après déduction des remises et rabais commerciaux;
- tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue.

Durée d'utilité indéterminée

Nous n'amortissons pas les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée comme les licences d'utilisation de spectre, les licences de diffusion et certaines marques.

Durée d'utilité déterminée

Nous amortissons les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée, autres que les droits de diffusion acquis, et nous présentons l'amortissement au poste « Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles » des états consolidés du résultat net. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon le mode linéaire sur les durées d'utilité estimées, comme le démontre le tableau suivant. Nous surveillons et révisons la durée d'utilité, la valeur résiduelle et les modes d'amortissement au moins une fois par année et les modifions s'ils diffèrent de nos estimations antérieures. Nous comptabilisons prospectivement l'incidence des changements dans le bénéfice net.

Immobilisation incorporelle	Durée d'utilité estimée
Relations clients	De 3 à 10 ans

Droits de diffusion acquis

Les droits de diffusion correspondent aux droits contractuels de diffusion d'émissions acquis auprès de tiers et comprennent les droits de diffusion d'événements sportifs en direct. Nous les constatons au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Les droits de diffusion sont inscrits à l'actif aux états consolidés de la situation financière lorsque la période visée par la licence commence et que la programmation est disponible pour diffusion, et le coût est amorti en tant qu'autres achats externes dans les coûts opérationnels aux états consolidés du résultat net sur la durée de diffusion prévue. Si nous n'avons pas l'intention de diffuser les émissions, les droits de diffusion connexes sont considérés comme dépréciés et sont radiés. Dans le cas contraire, ils sont soumis à des tests de dépréciation à titre d'immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée.

Le coût des accords pluriannuels visant les droits de diffusion de la programmation télévisuelle et sportive est amorti dans les charges opérationnelles au cours de la saison applicable en fonction du rythme attendu de diffusion et de consommation. Si des paiements par anticipation sont effectués à l'entrée en vigueur d'un contrat pluriannuel en faveur de droits de diffusion visant des exercices futurs, ces paiements par anticipation sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis dans les charges opérationnelles sur la durée du contrat. Si des paiements par anticipation sont effectués relativement aux frais contractuels annuels d'une saison en cours, ces paiements sont inclus au poste « Autres actifs courants » dans nos états consolidés de la situation financière, car les avantages économiques tirés des droits seront consommés dans les douze prochains mois.

Goodwill

Nous comptabilisons le goodwill attribuable à un regroupement d'entreprises si la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris identifiables séparément est inférieure à la contrepartie que nous avons payée (y compris la valeur comptabilisée de la participation ne donnant pas le contrôle, le cas échéant). Si la juste valeur de la contrepartie versée est inférieure à celle des actifs et des passifs identifiables séparément, nous comptabilisons immédiatement l'écart en tant que profit dans le bénéfice net.

TESTS DE DÉPRÉCIATION

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont soumises à des tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances laissent croire que les valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et le goodwill sont soumis à un test tous les ans au 1^{er} octobre, ou plus fréquemment si des indications de dépréciation sont relevées.

Dans l'éventualité où il serait impossible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif individuel, puisqu'il ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes, l'ensemble de l'UGT à laquelle l'actif appartient est soumis à un test de dépréciation.

Le goodwill est affecté à une UGT (ou à un groupe d'UGT) en fonction du niveau auquel la surveillance du goodwill est effectuée par la direction; niveau qui, par ailleurs, n'est pas supérieur à un secteur opérationnel. Le goodwill est affecté à une UGT (ou à un groupe d'UGT) dont on s'attend à ce qu'elle bénéficie des synergies du regroupement d'entreprises duquel découle le goodwill.

Comptabilisation et évaluation d'une charge de dépréciation

Les immobilisations incorporelles et le goodwill sont dépréciés si leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur comptable. La valeur recouvrable d'une UGT ou d'un actif est la valeur la plus élevée entre :

- sa juste valeur diminuée des coûts de vente;
- sa valeur d'utilité.

Une perte de valeur auparavant comptabilisée, à l'exception d'une perte de valeur à l'égard du goodwill, fait l'objet d'une reprise si notre estimation de la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT antérieurement dépréciés augmente au point où la perte de valeur comptabilisée au cours d'un exercice antérieur a été annulée. La reprise est alors portée en augmentation de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT pour qu'elle soit égale à sa valeur recouvrable nouvellement estimée. La nouvelle valeur comptable ne peut être supérieure à la valeur comptable que nous aurions comptabilisée si une perte de valeur n'avait pas été comptabilisée au cours des exercices antérieurs.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX**JUGEMENTS****ESTIMATIONS**

Nous utilisons des estimations pour déterminer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles et du goodwill. La détermination de la valeur recouvrable aux fins des tests de dépréciation exige l'utilisation d'estimations importantes, notamment :

- les flux de trésorerie futurs;
- les taux de croissance finaux;
- les taux d'actualisation.

Pour estimer la valeur d'utilité aux fins des tests de dépréciation, nous actualisons les flux de trésorerie futurs estimés. Nous estimons les flux de trésorerie futurs actualisés pour des périodes maximales de cinq ans, en fonction de l'UGT et d'une valeur finale. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur nos estimations et les

résultats opérationnels futurs attendus de l'UGT en fonction de la conjoncture économique et des perspectives générales du secteur d'activité de l'UGT. Nos taux d'actualisation tiennent compte notamment des taux de rendement du marché, des ratios de dettes sur capitaux propres et de certaines primes de risque. La valeur finale est celle attribuée aux activités de l'UGT au-delà de la période projetée des flux de trésorerie selon un taux à perpétuité fondé sur la conjoncture économique prévue et les perspectives générales du secteur d'activité.

Nous déterminons la juste valeur diminuée des coûts de vente de l'une des deux façons suivantes :

- Analyse des flux de trésorerie actualisés – Nous estimons les flux de trésorerie futurs actualisés pour des périodes de cinq ans et une valeur finale, méthodologie qui s'apparente à celle visant la valeur d'utilité susmentionnée, tout en nous appuyant sur des hypothèses que les intervenants du marché adopteraient. Les flux de trésorerie futurs sont fondés sur nos estimations des résultats opérationnels futurs attendus de l'UGT. Nos estimations portant sur les flux de trésorerie futurs, les valeurs finales et les taux d'actualisation tiennent compte de facteurs comparables à ceux décrits ci-dessus à l'égard des estimations de la valeur d'utilité.
- Utilisation d'une approche marché – Nous estimons le montant recouvrable de l'UGT à l'aide de multiples de la performance opérationnelle d'entités comparables et de transactions passées en fonction du secteur en cause.

Nous formulons certaines hypothèses au sujet des flux de trésorerie futurs attendus, lesquelles peuvent viser les taux d'actualisation et de croissance finale. Ces hypothèses peuvent varier ou évoluer rapidement selon la conjoncture économique ou d'autres événements. Par conséquent, il est possible que des modifications futures des hypothèses influent défavorablement sur les évaluations futures des UGT et du goodwill, ce qui pourrait entraîner des pertes de valeur.

Si la valeur recouvrable estimée de l'actif ou de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, nous ramenons la valeur comptable à la valeur recouvrable et comptabilisons immédiatement la perte dans le bénéfice net.

JUGEMENTS

Nous posons d'importants jugements qui ont une incidence sur l'évaluation de nos immobilisations incorporelles et du goodwill.

Nous avons recours à notre jugement lorsque nous décidons de désigner nos licences d'utilisation de spectre et licences de diffusion en tant qu'actifs à durée d'utilité indéterminée étant donné qu'elles seront probablement renouvelées dans un avenir prévisible; il n'y a donc pas de limite quant à la période au cours de laquelle on s'attend à ce que ces actifs génèrent des entrées nettes de trésorerie. Nous formulons des jugements pour déterminer que ces actifs ont une durée d'utilité indéterminée en analysant tous les facteurs pertinents, y compris l'utilisation prévue de l'actif, le cycle de vie habituel et les variations prévues de la demande de produits et services que les actifs aident à générer. Après examen des facteurs liés à la concurrence, aux instances juridiques, aux facteurs réglementaires et autres, nous sommes d'avis que ces facteurs ne limitent pas la durée d'utilité de nos licences d'utilisation de spectre et de radiodiffusion.

Nous exerçons également notre jugement dans le choix des méthodes employées pour amortir nos immobilisations incorporelles et nos droits de diffusion qui, selon nous, reflètent avec précision la consommation de ces actifs et traduisent le mieux la réalité économique de l'utilisation attendue des actifs sous-jacents.

Enfin, nous avons recours à notre jugement pour identifier les UGT et déterminer l'affectation du goodwill aux UGT et aux groupes d'UGT aux fins de tests de dépréciation.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

(en millions de dollars)	31 décembre 2018				31 décembre 2017				31 décembre 2016			
	Coût avant les pertes de valeur	Cumul de l'amortissement	Valeur comptable nette		Coût avant les pertes de valeur	Cumul de l'amortissement	Valeur comptable nette		Coût avant les pertes de valeur	Cumul de l'amortissement	Valeur comptable nette	
Immobilisations incorporelles												
à durée d'utilité indéterminée :												
Licences d'utilisation de spectre	6 600	-	-	6 600	6 600	-	-	6 600	6 416	-	-	6 416
Licences de diffusion	333	-	(99)	234	329	-	(99)	230	329	-	(99)	230
Marques	420	(270)	(14)	136	420	(270)	(14)	136	420	(270)	(14)	136
Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée :												
Relations clients	1 609	(1 562)	-	47	1 609	(1 525)	-	84	1 609	(1 470)	-	139
Droits de diffusion acquis	251	(58)	(5)	188	263	(64)	(5)	194	289	(75)	(5)	209
Total des immobilisations incorporelles	9 213	(1 890)	(118)	7 205	9 221	(1 859)	(118)	7 244	9 063	(1 815)	(118)	7 130
Goodwill	4 126	-	(221)	3 905	4 126	-	(221)	3 905	4 126	-	(221)	3 905
Total des immobilisations incorporelles et du goodwill	13 339	(1 890)	(339)	11 110	13 347	(1 859)	(339)	11 149	13 189	(1 815)	(339)	11 035

La variation de la valeur comptable nette des immobilisations incorporelles et du goodwill en 2018 et 2017 se présente comme suit :

(en millions de dollars)	31 décembre 2017			31 décembre 2018
	Valeur comptable nette	Entrées nettes	Amortissement ¹	Valeur comptable nette
Licences d'utilisation de spectre	6 600	-	-	6 600
Licences de diffusion	230	4	-	234
Marques	136	-	-	136
Relations clients	84	-	(37)	47
	7 050	4	(37)	7 017
Droits de diffusion acquis	194	54	(58)	188
Total des immobilisations incorporelles	7 244	58	(95)	7 205
Goodwill	3 905	-	-	3 905
Total des immobilisations incorporelles et du goodwill	11 149	58	(95)	11 110

¹ Le total de l'amortissement de 95 millions de dollars comprend 58 millions de dollars liés aux droits de diffusion acquis, inclus dans les autres achats externes dans les coûts opérationnels (se reporter à la note 6), et 37 millions de dollars au titre des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles présentés dans les états consolidés du résultat net.

² Comprend les sorties, les réductions de valeur, les reclassements et les autres ajustements.

(en millions de dollars)	31 décembre 2016			31 décembre 2017
	Valeur comptable nette	Entrées nettes	Amortissement ¹	Valeur comptable nette
Licences d'utilisation de spectre	6 416	184	-	6 600
Licences de diffusion	230	11	-	(11)
Marques	136	-	-	136
Relations clients	139	-	(55)	84
	6 921	195	(55)	7 050
Droits de diffusion acquis	209	59	(64)	(10)
Total des immobilisations incorporelles	7 130	254	(119)	(21)
Goodwill	3 905	-	-	3 905
Total des immobilisations incorporelles et du goodwill	11 035	254	(119)	11 110

¹ Le total de l'amortissement de 119 millions de dollars comprend 64 millions de dollars liés aux droits de diffusion acquis, inclus dans les autres achats externes dans les coûts opérationnels (se reporter à la note 6), et 55 millions de dollars au titre des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles présentés dans les états consolidés du résultat net.

² Comprend les sorties, les réductions de valeur, les reclassements et les autres ajustements.

TESTS DE DÉPRÉCIATION ANNUELS

Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, nos UGT ou groupes d'UGT représentent nos secteurs opérationnels présentés à la note 4.

Ce qui suit constitue un survol des méthodes et des principales hypothèses employées en 2018 pour déterminer les montants recouvrables au titre des UGT ou des groupes d'UGT avec des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ou le goodwill que nous considérons comme importants.

(en millions de dollars, sauf les périodes utilisées et les taux)

	Valeur comptable des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée	Méthode de la valeur recouvrable	Périodes des flux de trésorerie projetés (en années)	Taux de croissance finaux (en %)	Taux d'actualisation avant impôt (en %)
Sans-fil	1 160	6 734 Valeur d'utilité	5	0,5	8,4
Cable	1 808	- Valeur d'utilité	5	1,5	7,8
Media	937	36 Juste valeur diminuée des coûts de vente	5	2,0	11,3

Notre évaluation de la juste valeur pour Media se classe dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Nous n'avons comptabilisé aucune charge de dépréciation liée à notre goodwill ou à nos immobilisations incorporelles en 2018 et 2017, puisque les valeurs recouvrables des UGT dépassaient leur valeur comptable.

NOTE 9 : FRAIS DE RESTRUCTURATION, COÛTS D'ACQUISITION ET AUTRES CHARGES

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons engagé 210 millions de dollars (152 millions de dollars en 2017) en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. En 2018 et en 2017, ces charges se componaient principalement

d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs et de certains frais de résiliation de contrats liés aux événements sportifs et à d'autres activités.

NOTE 10 : CHARGES FINANCIÈRES

(en millions de dollars)	Note	Exercices clos les 31 décembre	
		2018	2017
Intérêts sur les emprunts ¹		709	740
Intérêts sur le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi	22	14	12
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	20	28	—
Perte (profit) de change		136	(107)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés		(95)	99
Intérêts inscrits à l'actif		(20)	(18)
Autres		21	20
Total des charges financières		793	746

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et sur la dette à long terme.

PERTE LIÉE AUX REMBOURSEMENTS SUR LA DETTE À LONG TERME

Nous avons comptabilisé une perte liée aux remboursements sur la dette à long terme de 28 millions de dollars au cours de l'exercice à l'étude, ce qui reflète le paiement des primes de remboursement liées au remboursement de billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains effectué en avril 2018, lesquels billets étaient remboursables en août 2018. Il y a lieu de se reporter à la note 20 pour plus de précisions.

CHANGE ET VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

En 2018, nous avons comptabilisé des pertes de change nettes de 136 millions de dollars (profits nets de 107 millions de dollars en

2017). Les pertes enregistrées en 2018 découlent essentiellement des emprunts au titre de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains (se reporter à la note 16).

Ces pertes de change ont été contrées partiellement par le profit lié à la variation de la juste valeur des instruments dérivés de 95 millions de dollars (perte de 99 millions de dollars en 2017), attribuable essentiellement aux dérivés liés à la dette non désignés comme couvertures à des fins comptables que nous avons utilisés pour atténuer le risque de change lié à ces emprunts libellés en dollars américains. En 2017, ces profits de change étaient surtout attribuables aux emprunts au titre de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains et aux montants libellés en dollars américains prélevés sur nos facilités de crédit bancaire qui n'étaient pas couvertes à des fins comptables.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons déterminé qu'il nous serait désormais impossible d'exercer certains dérivés liés aux contrats à terme sur obligations sur dix ans dans le respect de la période désignée initiale. Par conséquent, nous avons mis fin à la comptabilité de couverture visant ces dérivés liés aux contrats à terme et avons reclassé une perte de 21 millions de dollars, de la réserve de couverture comprise dans les capitaux propres aux charges financières (comptabilisées dans la variation de la juste valeur des instruments dérivés). Par la suite, nous avons prolongé la durée des contrats à terme sur obligations jusqu'au 31 mai 2019, avec la possibilité de la prolonger davantage, et les avons désignés à nouveau comme couvertures efficaces. Il y a lieu de se reporter à la note 16 pour plus de précisions sur nos dérivés liés aux contrats à terme sur obligations.

NOTE 11 : AUTRES (PRODUITS) CHARGES

(en millions de dollars)	Note	Exercices clos les 31 décembre	
		2018	2017
Produits liés à nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises	17	—	(14)
Autres produits de placement		(32)	(5)
Total des autres produits		(32)	(19)

En 2017, nous avons comptabilisé une reprise de provision de 20 millions de dollars liée à la liquidation de shomi, laquelle accompagnait la dissolution du partenariat (se reporter à la note 17). Cette reprise a été comptabilisée dans les produits liés à nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises.

NOTE 12 : IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

MÉTHODES COMPTABLES

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. La charge d'impôt sur le résultat est comptabilisée dans le bénéfice net sauf si elle se rapporte à un élément comptabilisé directement dans les capitaux propres ou les autres éléments du résultat global. Nous comptabilisons une provision adéquate pour l'impôt sur le résultat selon les renseignements dont nous disposons actuellement.

La charge d'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'un exercice. Nous calculons la charge d'impôt d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et elle comprend également tout ajustement de l'impôt à payer ou à recevoir relativement à des exercices antérieurs.

Les actifs et passifs d'impôt différé découlent de différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs présentée dans nos états consolidés de la situation financière et leur valeur fiscale respective. Nous évaluons les actifs et passifs d'impôt différé à l'aide des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés qui s'appliqueront au cours des exercices où ces différences temporaires sont censées se résorber.

Les actifs et passifs d'impôt différé peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale auprès :

- de la même entité imposable;
- des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs d'impôt exigible et de réaliser les actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Nous comptabilisons un actif d'impôt différé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporaires déductibles, dans la mesure où il est probable que nous disposerons de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX JUGEMENTS

JUGEMENTS

Nous formulons d'importants jugements dans l'interprétation des lois et règlements fiscaux pour le calcul de la charge d'impôt sur le résultat. Nous exerçons notre jugement pour évaluer si nous pouvons recouvrer un actif d'impôt différé selon notre évaluation des lois existantes, nos estimations du rendement futur et nos stratégies de planification fiscale.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (chiffres retraités, voir note 2)
(en millions de dollars)		
Charge d'impôt exigible :		
Total de la charge d'impôt exigible	483	351
Charge d'impôt différé		
Naissance des différences temporaires	275	332
Réévaluation des soldes d'impôt différé en raison des changements législatifs	-	2
Total de la charge d'impôt différé	275	334
Total de la charge d'impôt sur le résultat	758	685

Ce qui suit constitue un sommaire de la différence entre la charge d'impôt sur le résultat obtenue en appliquant le taux d'impôt prévu par la loi au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat et la charge d'impôt de l'exercice.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (chiffres retraités, voir note 2)
(en millions de dollars, sauf les taux)		
Taux d'impôt prévu par la loi	26,7 %	26,7 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	2 817	2 530
Charge d'impôt sur le résultat calculée	752	676
Augmentation (diminution) de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :		
Rémunération fondée sur des actions non déductible	5	9
Partie non déductible des pertes au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	1	-
Perte non déductible sur les placements évalués à la JVAÉRG	-	7
Ajustement fiscal, modification des lois fiscales	-	2
Tranche non imposable des gains en capital	(9)	(10)
Autres	9	1
Total de la charge d'impôt sur le résultat	758	685
Taux d'impôt effectif	26,9 %	27,1 %

ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

	Aux 31 décembre	
	2017 (chiffres retraités, voir note 2)	2018
(en millions de dollars)		
Actifs d'impôt différé	-	3
Passifs d'impôt différé	(2 910)	(2 624)
Passif d'impôt différé, montant net	(2 910)	(2 621)

Ce qui suit constitue un sommaire des fluctuations des actifs et des passifs d'impôt différé, montant net, au cours de 2018 et de 2017.

Actifs (passifs) d'impôt différé (en millions de dollars)	Immobilisations corporelles et stocks	Goodwill et autres immobilisations incorporelles			Placements	Reports en avant des pertes autres qu'en capital	Actifs sur contrat et actifs différés au titre des commissions		Autres	Total
1 ^{er} janvier 2018	(1 060)		(1 075)		(126)	18		(418)	40	(2 621)
(Charge) recouvrement dans le bénéfice net	(85)		(117)		(3)	11		(97)	16	(275)
Recouvrement (charge) dans les autres éléments du résultat global	—		—		63	—		—	(77)	(14)
31 décembre 2018	(1 145)		(1 192)		(66)	29		(515)	(21)	(2 910)

Actifs (passifs) d'impôt différé (en millions de dollars) (chiffres retraités, voir note 2)	Immobilisations corporelles et stocks	Goodwill et autres immobilisations incorporelles			Placements	Reports en avant des pertes autres qu'en capital	Actifs sur contrat et actifs différés au titre des commissions		Autres	Total
1 ^{er} janvier 2017	(947)		(953)		(61)	24		(368)	28	(2 277)
Charge dans le bénéfice net	(113)		(117)		(3)	(6)		(50)	(45)	(334)
(Charge) recouvrement dans les autres éléments du résultat global	—		—		(62)	—		—	57	(5)
Autres	—		(5)		—	—		—	—	(5)
31 décembre 2017	(1 060)		(1 075)		(126)	18		(418)	40	(2 621)

Les actifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés en regard des éléments suivants :

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2018	2017
Pertes en capital réalisées et cumulées au Canada pouvant être portées en diminution de gains en capital futurs	98	—
Pertes fiscales dans des territoires étrangers, qui arriveront à échéance entre 2023 et 2037	68	41
Différences temporaires déductibles dans des territoires étrangers	25	23
Total des différences temporaires non comptabilisées	191	64

Des différences temporaires imposables sont liées à nos participations dans des filiales au Canada. Nous ne comptabilisons aucun passif d'impôt différé relativement à ces différences temporaires puisque nous sommes en mesure de décider à quel moment aura lieu le renversement et que ce renversement n'est pas probable dans un avenir prévisible. Le renversement de ces différences temporaires imposables ne devrait pas avoir d'incidence fiscale importante.

NOTE 13 : BÉNÉFICE PAR ACTION

MÉTHODES COMPTABLES

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net ou la perte nette attribuable aux actionnaires détenant des actions de catégorie A avec droit de vote de RCI et des actions de catégorie B sans droit de vote de RCI par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A avec droit de vote de RCI et d'actions de catégorie B sans droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A » et les « actions de catégorie B sans droit de vote », respectivement) en circulation au cours de l'exercice.

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le bénéfice net ou la perte nette attribuable aux actionnaires détenant des actions de catégorie A et des actions de catégorie B sans droit de vote et le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et de catégorie B sans droit de vote en circulation doivent être ajustés pour tenir compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Nous utilisons la méthode du rachat d'actions pour calculer le bénéfice dilué par action, laquelle tient compte de l'incidence des options sur actions des membres du personnel et d'autres instruments ayant potentiellement un effet dilutif.

Les options assorties de droits à la plus-value des actions ou les paiements prévoyant une possibilité de règlement en trésorerie sont comptabilisés en tant qu'attributions réglées en trésorerie. Étant donné que ces attributions peuvent être échangées contre des actions ordinaires de la Société, elles sont considérées comme potentiellement dilutives et sont prises en compte dans le calcul du bénéfice net dilué par action de la Société si elles ont un effet dilutif au cours de la période.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	(chiffres retraités, voir note 2)
(en millions de dollars, sauf les montants par action)		
Numérateur (de base) - Bénéfice net pour l'exercice	2 059	1 845
Dénominateur - nombre d'actions (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	515	515
Incidence des titres ayant un effet dilutif (en millions)		
Options sur actions des membres du personnel et unités d'actions de négociation restreinte	1	2
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - dilué	516	517
Bénéfice par action		
De base	4,00 \$	3,58 \$
Dilué	3,99 \$	3,57 \$

NOTE 14 : DÉBITEURS

MÉTHODES COMPTABLES

Nous comptabilisons initialement les débiteurs à la date d'origine. Nous évaluons initialement les débiteurs à la juste valeur et ensuite, au coût amorti; toute variation étant comptabilisée dans le bénéfice net. Une perte de valeur au titre des débiteurs correspond à l'excédent de la valeur comptable par rapport à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs que nous prévoyons en retirer, le cas échéant. L'excédent est affecté à une provision pour créances douteuses et comptabilisé en tant que perte dans le bénéfice net.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la comptabilisation des paiements fondés sur des actions non encore réglés selon la méthode de règlement en capitaux propres de la rémunération fondée sur des actions s'est avérée plus dilutive que selon la méthode de règlement en trésorerie. Par conséquent, le bénéfice net pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 a diminué de 2 millions de dollars lors du calcul du bénéfice dilué par action. Aucune incidence n'a été enregistrée pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, 37 715 options étaient hors du cours (489 835 en 2017) aux fins du calcul du bénéfice par action. Ces options ont été exclues du calcul de l'effet des titres dilutifs, car leur effet était antidilutif.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

		Aux 31 décembre	
		2017	(chiffres retraités, voir note 2)
(en millions de dollars)	Note	2018	
Créances client		1 529	1 443
Autres débiteurs		785	653
Provision pour créances douteuses	16	(55)	(61)
Total des débiteurs		2 259	2 035

NOTE 15 : STOCKS

MÉTHODES COMPTABLES

Nous évaluons les stocks, qui comprennent les appareils sans fil et la marchandise destinée à la revente, au plus faible du coût (déterminé selon le coût moyen pondéré pour les appareils et accessoires de Sans-fil et selon la méthode du premier entré, premier sorti pour les autres produits finis et marchandises) et de la valeur nette de réalisation. Une dépréciation antérieure des stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est reprise (sans dépasser le coût comptabilisé à l'origine) si, par la suite, la valeur des stocks en question augmente.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

	Aux 31 décembre	
	2018	2017
(en millions de dollars)		(chiffres retraités, voir note 2)
Appareils sans fil et accessoires	399	373
Autres produits finis et marchandises	67	62
Total des stocks	466	435

En 2018, le coût des ventes de matériel et de la marchandise destinée à la revente comprend un montant de 2 515 millions de dollars (2 259 millions de dollars en 2017) au titre du coût des stocks.

NOTE 16 : GESTION DU RISQUE FINANCIER ET INSTRUMENTS FINANCIERS

MÉTHODES COMPTABLES

Comptabilisation

Nous comptabilisons initialement la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les avances bancaires, les débiteurs, les titres de créance et les créditeurs et charges à payer à la date d'origine. Tous les autres actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés initialement à la date de la transaction, soit lorsque nous devenons une partie à la disposition contractuelle de l'instrument.

Classement et évaluation

À des fins d'évaluation, les instruments financiers sont regroupés en catégories lors de la comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif des instruments individuels. Nous évaluons initialement tous les instruments financiers à leur juste valeur majorée, dans le cas de nos instruments financiers non classés à la JVRN ou à la JVAÉRG, des coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission des instruments financiers. Après la comptabilisation initiale, le classement et les méthodes d'évaluation de nos actifs financiers et de nos passifs financiers sont les suivants :

Instrument financier	Classement et méthode d'évaluation
Actifs financiers	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Au coût amorti
Débiteurs	Au coût amorti
Placements évalués à la JVAÉRG	À la JVAÉRG sans reclassement en résultat net ¹
Passifs financiers	
Avances bancaires	Au coût amorti
Emprunts à court terme	Au coût amorti
Créditeurs	Au coût amorti
Charges à payer	Au coût amorti
Dette à long terme	Au coût amorti
Dérivés ²	
Dérivés liés à la dette ³	À la JVAÉRG et à JVRN
Contrats à terme sur obligations	À la JVAÉRG
Dérivés liés aux dépenses	À la JVAÉRG
Dérivés liés aux capitaux propres	À la JVRN ⁴

¹ Ultérieurement évalués à la juste valeur, les variations étant comptabilisées dans la réserve au titre des placements évalués à la JVAÉRG.

² Les instruments dérivés peuvent avoir été en position débitrice ou créditrice à un moment donné dans le passé ou l'être à l'avenir. Pour les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie à des fins comptables, la partie efficace de la couverture est comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global et la partie inefficace est immédiatement comptabilisée dans le bénéfice net.

³ Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables et sont évalués à la JVRN. Les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang sont désignés comme couvertures à des fins comptables et sont évalués à la JVAÉRG.

⁴ Les variations subséquentes sont portées en diminution de la charge ou du recouvrement au titre de la rémunération fondée sur des actions dans les coûts opérationnels.

Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers

Nous compensons les actifs financiers et les passifs financiers, et présentons le solde net aux états consolidés de la situation financière, si nous avons un droit juridiquement exécutoire de compenser ces montants et si nous avons l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Instruments dérivés

Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques liés à certaines activités auxquelles nous prenons part. Ceux-ci comprennent :

Instrument dérivé	Le risque que gèrent les instruments	Types d'instruments dérivés
Dérivés liés à la dette	L'incidence de la fluctuation des cours de change sur les paiements en principal et les paiements d'intérêts liés aux débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, aux montants prélevés sur les facilités de crédit libellées en dollars américains et aux emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains	Swaps de devises Contrats de change à terme (de temps à autre, au besoin)
Contrats à terme sur obligations	L'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt pratiqués sur le marché sur les paiements d'intérêts prévus sur la dette à long terme prévue	Contrats sur taux d'intérêt à terme
Dérivés liés aux dépenses	L'incidence de la fluctuation des cours de change sur les dépenses prévues libellées en dollars américains	Contrats de change à terme
Dérivés liés aux capitaux propres	L'incidence de la fluctuation du cours des actions sur la charge liée à la rémunération fondée sur des actions	Swaps sur rendement total

Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéulation.

Lorsque nous désignons un instrument dérivé en tant qu'instrument de couverture à des fins comptables, nous évaluons d'abord la probabilité selon laquelle les instruments de couverture s'avéreront hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts. Nous établissons ensuite une documentation formalisée décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, y compris les objectifs et la stratégie en matière de gestion des risques, ainsi que les méthodes qui serviront à évaluer l'efficacité continue de la relation de couverture.

Nous évaluons sur une base trimestrielle la probabilité selon laquelle chaque instrument de couverture continue d'être hautement efficace pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'élément couvert.

Nous évaluons les contrats hôtes afin d'identifier les dérivés incorporés. Les dérivés incorporés sont séparés du contrat hôte et comptabilisés en tant que dérivés distincts si le contrat hôte n'est pas un actif financier et si certaines conditions sont remplies.

Ratio de couverture

Notre politique consiste à couvrir 100 % du risque de change découlant des obligations au titre du principal et des intérêts de nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains. Nous couvrons normalement jusqu'à 100 % du montant des dépenses en devises prévues déduction faite des entrées nettes de trésorerie en devises. Nous avons également

couvert jusqu'à 100 % du risque de taux d'intérêt au titre des émissions de billets de premier rang futures prévues.

Réserve de couverture

La réserve de couverture correspond au cumul de la variation de la juste valeur des instruments dérivés dans la mesure où ils constituaient une couverture efficace à des fins comptables, diminué du cumul des montants reclassés dans le bénéfice net.

Coûts de transaction et escomptes différés

Nous différons les coûts de transaction et les escomptes liés à l'émission de titres d'emprunt à long terme et aux coûts directs payés aux prêteurs pour obtenir des facilités de crédit renouvelables et les amortissons selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'instrument auquel ils se rapportent.

Réserve au titre des placements évalués à la JVAÉRG

La réserve au titre des placements évalués à la JVAÉRG représente le cumul de la variation de la juste valeur de nos placements dans des instruments de capitaux propres évalués à la JVAÉRG diminué du cumul des pertes de valeur liées aux placements et du cumul des montants reclassés dans les capitaux propres.

Dépréciation (pertes de crédit attendues)

Nous examinons le risque de crédit d'un actif financier au moment de la comptabilisation initiale et, par la suite, à chaque date de clôture jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé. Dans le cas d'un actif financier dont le risque de crédit a été déterminé comme étant faible à la date de clôture et comme n'ayant pas

augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, nous évaluons toute perte de valeur en fonction des pertes de crédit que nous prévoyons comptabiliser au cours des douze prochains mois. En ce qui concerne les autres actifs financiers, nous évaluerons la perte de valeur en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Dans le cas de certains actifs, comme les créances clients et les actifs sur contrat qui ne comportent pas de composantes financement importantes, ils doivent toujours être comptabilisés selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie représentent les estimations de tous les cas de défaillance éventuels sur la durée de vie attendue d'un instrument financier. Les pertes de crédit attendues sur douze mois représentent les estimations des cas de défaillance éventuels dans les douze mois suivant la date de clôture ou sur la durée de vie attendue d'un instrument financier, selon la période la plus courte.

Les actifs financiers dont la valeur est importante sont évalués individuellement. Les autres actifs financiers sont évalués collectivement en fonction de la nature de chaque actif.

Nous évaluons la dépréciation des actifs financiers comme suit :

- *Actifs sur contrat* - Nous évaluons une perte de valeur au titre des actifs sur contrat en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, laquelle est affectée à une provision pour créances douteuses et comptabilisée en tant que perte dans le bénéfice net (se reporter à la note 5).
- *Débiteurs* - Nous évaluons une perte de valeur au titre des débiteurs en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, laquelle est affectée à une provision pour créances douteuses et comptabilisée en tant que perte dans le bénéfice net (se reporter à la note 14).
- *Placements évalués à la JVAÉRG* - Nous évaluons une perte de valeur au titre des placements dans des instruments de capitaux propres évalués à la JVAÉRG comme étant l'excédent du coût d'acquisition de l'actif (diminué de toute perte de valeur déjà comptabilisée) par rapport à sa juste valeur actuelle, le cas échéant. L'écart est comptabilisé dans la réserve au titre des placements évalués à la JVAÉRG.

Nous considérons les actifs financiers tels les actifs sur contrat et les débiteurs comme étant en défaut s'il est peu probable que la contrepartie remplisse ses obligations intégralement envers nous. Nos placements évalués à la JVAÉRG ne peuvent être en défaut. Pour déterminer si un actif financier est en défaut, nous examinons depuis combien de temps et la raison pour laquelle il est en souffrance (par exemple, le client reçoit-il toujours des services ou ceux-ci ont-ils été interrompus, que ce soit à sa demande ou pour défaut de paiement?) et nous tenons compte du profil de risque des clients sous-jacents. En règle générale, nous radions les débiteurs lorsqu'ils sont en souffrance depuis une très longue période.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX JUGEMENTS ESTIMATIONS

Les estimations de la juste valeur de nos instruments dérivés sont faites à un moment précis, à partir de renseignements pertinents à propos des marchés et des instruments financiers sous-jacents. Pour réaliser ces estimations, le risque de crédit des parties à l'instrument et les taux d'actualisation de l'instrument doivent être évalués. Ces justes valeurs et estimations sous-jacentes servent également à tester l'efficacité de nos relations de couverture.

JUGEMENTS

Nous avons recours au jugement pour déterminer si nos instruments financiers sont admissibles à la comptabilité de couverture. Nous formulons ces jugements afin d'évaluer si les transactions désignées comme éléments couverts dans des relations de couverture se concrétiseront comme prévu et si les relations de couverture désignées comme couvertures efficaces à des fins comptables continuent d'être efficaces d'un point de vue qualitatif, et afin d'identifier la méthodologie servant à déterminer les justes valeurs utilisées dans l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

Nous sommes exposés à des risques de crédit, de liquidité, de marché, de change et de taux d'intérêt. Notre principal objectif en matière de gestion des risques est de protéger nos bénéfices, nos flux de trésorerie et, ultimement, la valeur pour les actionnaires. Les stratégies de gestion des risques sont conçues et mises en œuvre de manière à assurer que les risques auxquels la Société est exposée et son degré d'exposition sont conformes aux objectifs commerciaux et à la tolérance au risque de la Société, comme on en traite ci-après. Ce qui suit constitue un sommaire de nos éventuelles expositions aux risques selon les instruments financiers.

Instrument financier	Risques financiers
Actifs financiers	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	De crédit et de change
Débiteurs	De crédit et de change
Placements évalués à la JVAÉRG	De liquidité, de marché et de change
Passifs financiers	
Avances bancaires	De liquidité
Emprunts à court terme	De liquidité, de change et de taux d'intérêt
Créditeurs	De liquidité
Charges à payer	De liquidité
Dette à long terme	De liquidité, de change et de taux d'intérêt
Dérivés ¹	
Dérivés liés à la dette	De crédit, de liquidité et de change
Contrats à terme sur obligations	De crédit, de liquidité et de taux d'intérêt
Dérivés liés aux dépenses	De crédit, de liquidité et de change
Dérivés liés aux capitaux propres	De crédit, de liquidité et de marché

¹ Les instruments dérivés peuvent avoir été en position débitrice ou créditrice à un moment donné dans le passé ou l'être à l'avenir.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente la perte financière que nous pourrions subir si une contrepartie à un instrument financier, qui nous est redevable en raison de cet instrument, ne s'acquitte pas de son obligation conformément aux modalités du contrat qui la lie à nous.

Notre exposition au risque de crédit est essentiellement attribuable à nos débiteurs ainsi qu'à nos dérivés liés à la dette, aux dépenses et aux capitaux propres. La concentration du risque de crédit lié aux débiteurs est toutefois limitée en raison du grand nombre de clients que nous avons. Les débiteurs figurant à nos états consolidés de la situation financière sont présentés déduction faite de la provision pour créances douteuses, qui est estimée par la direction en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Nos débiteurs ne comportent pas de composantes financement importantes et, par conséquent, nous évaluons notre provision pour créances douteuses selon les pertes de crédit attendues à

leur égard pour la durée de vie. Nous sommes d'avis que notre provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de crédit associé à nos débiteurs. Au 31 décembre 2018, une tranche de 477 millions de dollars (489 millions de dollars en 2017) des débiteurs bruts était en souffrance, ce qui correspond aux montants impayés au-delà des modalités habituelles de crédit pour les clients concernés.

Ce qui suit constitue un sommaire du classement chronologique des créances clients.

	Aux 31 décembre	
	2018 (chiffres retraités, voir note 2)	2017
(en millions de dollars)		
Créances clients (déduction faite de la provision pour créances douteuses)		
Moins de 30 jours depuis la date de facturation	970	894
De 30 à 60 jours après la date de facturation	300	303
De 61 à 90 jours après la date de facturation	100	113
Plus de 90 jours après la date de facturation	104	72
Total	1 474	1 382

Ce qui suit constitue un sommaire de l'évolution de notre provision pour créances douteuses.

	Exercices clos les 31 décembre	
	2018 (chiffres retraités, voir note 2)	2017
(en millions de dollars)		
Solde à l'ouverture de l'exercice	61	59
Charge au titre de la provision pour créances douteuses	201	179
Utilisation, montant net ¹	(207)	(177)
Solde à la clôture de l'exercice	55	61

¹ Ce montant comprend des recouvrements de 17 millions de dollars attribuables à la vente de débiteurs entièrement provisionnés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (néant en 2017).

Nous appliquons divers contrôles et processus qui ont été conçus pour atténuer le risque de crédit, comme la vérification de la solvabilité, la perception de dépôts auprès des clients et la facturation anticipée. Nous surveillons et prenons les mesures nécessaires pour suspendre la prestation des services quand les clients ont atteint les limites de crédit approuvées ou dérogé aux modalités de paiement prévues. Même si les contrôles de crédit et processus de la Société ont été efficaces pour gérer le risque de crédit, ces contrôles ne peuvent pas l'éliminer et rien ne garantit qu'ils continueront d'être efficaces ou que le niveau actuel des créances irrécouvrables se maintiendra.

Le risque de crédit lié à nos dérivés liés à la dette, contrats à terme sur obligations, dérivés liés aux dépenses et dérivés liés aux capitaux propres découle de la possibilité que les contreparties aux contrats manquent à leurs obligations. Nous n'exigeons pas de

garantie ni d'autres types de sûreté à l'égard du risque de crédit lié à nos dérivés en raison de notre évaluation de la solvabilité des contreparties. Les contreparties de la totalité de notre portefeuille de dérivés sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité allant de A+ à AA- selon S&P Global Ratings (ou l'équivalent).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité découle de la possibilité que nous ne soyons pas en mesure de nous acquitter de nos obligations financières à leur échéance. Nous gérons notre risque de liquidité selon nos

engagements et les échéances et au moyen de notre structure du capital et de l'effet de levier financier (se reporter à la note 3). Nous gérons également notre risque de liquidité en surveillant de manière continue nos flux de trésorerie réels et projetés pour nous assurer de disposer de liquidités suffisantes lorsque nos obligations arrivent à échéance, que la conjoncture soit normale ou difficile, sans subir de pertes inacceptables ou entacher notre réputation.

Ce qui suit constitue un sommaire des échéances contractuelles non actualisées de nos passifs financiers ainsi que la composante débiteurs de nos dérivés aux 31 décembre 2018 et 2017.

31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts à court terme	2 255	2 255	2 255	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	3 052	3 052	3 052	-	-	-
Dette à long terme	14 290	14 404	900	2 350	2 442	8 712
Autres passifs financiers à long terme	38	38	1	24	5	8
Instruments dérivés liés aux dépenses						
Sorties de trésorerie (en dollars CA)	-	1 341	1 045	296	-	-
Entrées de trésorerie (équivalent en dollars CA des entrées en dollars US)	-	(1 473)	(1 146)	(327)	-	-
Instruments dérivés liés aux capitaux propres	-	(92)	(92)	-	-	-
Instruments dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures						
Sorties de trésorerie (en dollars CA)	-	6 920	-	-	1 392	5 528
Entrées de trésorerie (équivalent en dollars CA des entrées en dollars US) ¹	-	(8 254)	-	-	(1 842)	(6 412)
Instruments dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures						
Sorties de trésorerie (en dollars CA)	-	1 560	1 560	-	-	-
Entrées de trésorerie (équivalent en dollars CA des entrées en dollars US) ¹	-	(1 601)	(1 601)	-	-	-
Contrats à terme sur obligations	-	87	87	-	-	-
Valeur comptable nette des dérivés (actifs)	(1 500)					
	18 135	18 237	6 061	2 343	1 997	7 836

¹ Correspond au montant équivalent en dollars CA des entrées de trésorerie en dollars US selon un rapprochement avec des titres d'emprunt à long terme à l'égard des dérivés liés à la dette en dollars US assortis des mêmes échéances.

31 décembre 2017 (en millions de dollars)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Avances bancaires	6	6	6	-	-	-
Emprunts à court terme	1 585	1 585	1 585	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	2 931	2 931	2 931	-	-	-
Dette à long terme	14 448	14 555	1 756	1 800	2 050	8 949
Autres passifs financiers à long terme	9	9	2	3	2	2
Instruments dérivés liés aux dépenses						
Sorties de trésorerie (en dollars CA)	-	1 538	1 093	445	-	-
Entrées de trésorerie (équivalent en dollars CA des entrées en dollars US)	-	(1 506)	(1 054)	(452)	-	-
Instruments dérivés liés aux capitaux propres	-	(68)	(68)	-	-	-
Instruments dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures						
Sorties de trésorerie (en dollars CA)	-	7 417	1 435	-	-	5 982
Entrées de trésorerie (équivalent en dollars CA des entrées en dollars US) ¹	-	(8 405)	(1 756)	-	-	(6 649)
Instruments dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures						
Sorties de trésorerie (en dollars CA)	-	956	956	-	-	-
Entrées de trésorerie (équivalent en dollars CA des entrées en dollars US) ¹	-	(934)	(934)	-	-	-
Contrats à terme sur obligations	-	64	64	-	-	-
Valeur comptable nette des dérivés (actifs)	(1 094)					
	17 885	18 148	6 016	1 796	2 052	8 284

¹ Correspond au montant équivalent en dollars CA des entrées de trésorerie en dollars US selon un rapprochement avec des titres d'emprunt à long terme à l'égard des dérivés liés à la dette en dollars US assortis des mêmes échéances.

Ce qui suit constitue un sommaire des paiements d'intérêts, montants nets, sur la durée de vie de la dette à long terme, compte tenu de l'incidence des dérivés liés à la dette connexes, aux 31 décembre 2018 et 2017.

31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Paiements d'intérêts, montant net	658	1 141	913	5 923

31 décembre 2017 (en millions de dollars)	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Paiements d'intérêts, montant net	712	1 160	908	5 409

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché découle de la possibilité que les variations des cours du marché, comme les fluctuations des cours de nos placements évalués à la JVAÉRG ou des cours de nos actions, influent sur notre bénéfice, sur nos flux de trésorerie ou sur la valeur de nos instruments financiers. Les instruments dérivés que nous utilisons pour gérer le risque de marché sont décrits à la présente note.

Risque de marché - Placements dans des sociétés ouvertes

Nous gérons notre risque lié aux fluctuations des cours de nos placements dans des sociétés ouvertes en examinant régulièrement l'information accessible au public à l'égard de ces placements de manière à assurer la conformité de tous les risques avec les seuils de tolérance établis. Nous ne réalisons pas

d'opérations de couverture sur dérivés ou instruments de vente à découvert pour gérer le risque lié à nos placements dans des sociétés ouvertes.

Risque de marché - Actions de catégorie B sans droit de vote

Le passif lié à la rémunération fondée sur des actions est réévalué à la juste valeur à chaque période. La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions dépend de la variation du cours de nos actions de catégorie B sans droit de vote pendant la durée de vie d'une attribution, notamment des options sur actions, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées. De temps à autre, nous avons recours à des dérivés liés aux capitaux propres pour gérer l'exposition relativement au passif lié à la rémunération fondée sur des actions. Étant donné nos dérivés liés aux capitaux propres, une variation de 1 \$ de la valeur d'une action de catégorie B sans droit de vote n'aurait pas d'incidence significative sur le bénéfice net.

RISQUE DE CHANGE

Nous avons recours à des dérivés liés à la dette pour gérer le risque lié aux fluctuations des cours de change relativement à notre dette à long terme et à nos emprunts à court terme libellés en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos billets de premier rang et débentures de premier rang comme couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Nous n'avons pas désigné les dérivés liés à la dette ayant trait à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains comme couvertures à des fins comptables. Nous avons recours à

des dérivés liés aux dépenses afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme couvertures à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues. Au 31 décembre 2018, la totalité de la dette à long terme et de nos emprunts à court terme libellés en dollars américains était couverte contre les fluctuations des cours de change par des dérivés liés à la dette. En ce qui a trait à notre dette à long terme et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains, du fait de nos dérivés liés à la dette, une variation de 0,01 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain n'aurait pas d'incidence sur le bénéfice net.

Une tranche de nos débiteurs et de nos créditeurs et charges à payer est libellée en dollars américains; cependant, en raison de leur échéance à court terme, il n'y avait aucun risque important découlant des fluctuations des cours de change au 31 décembre 2018.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Nous sommes exposés au risque lié à la variation des taux d'intérêt pratiqués sur le marché en raison de l'incidence que cette variation a sur la charge d'intérêts relative à nos emprunts à court terme et à nos facilités de crédit bancaire. Auparavant, nous étions exposés au risque lié à la variation des taux d'intérêt en raison de nos billets de premier rang non garantis à taux variable de 250 millions de dollars, lesquels ont été remboursés au cours de l'exercice 2017. Au 31 décembre 2018, 85,3 % de l'encours de notre dette à long terme et de nos emprunts à court terme portait intérêt à taux fixe (89,5 % en 2017).

Le tableau suivant présente une analyse de sensibilité dans le cas d'une exposition importante relativement à nos placements dans des sociétés ouvertes, à nos dérivés liés aux dépenses, à nos emprunts à court terme, à nos billets de premier rang et à nos facilités de crédit bancaire aux 31 décembre 2018 et 2017, toutes les autres variables demeurant constantes. L'analyse expose dans quelle mesure la variation de la variable de risque pertinente toucherait le bénéfice net et les autres éléments du résultat global.

(variations en millions de dollars)	Bénéfice net		Autres éléments du résultat global	
	2018	2017	2018	2017
Cours par action - placements dans des sociétés ouvertes				
Variation de 1 \$	-	-	14	14
Dérivés liés aux dépenses - variation du cours de change				
Variation de 0,01 \$ du \$ CA par rapport au \$ US	-	-	8	9
Emprunts à court terme				
Variation de 1 % des taux d'intérêt	17	12	-	-

INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Aux 31 décembre 2018 et 2017, tous nos instruments liés à la dette à long terme libellés en dollars américains étaient couverts contre les fluctuations des cours de change à des fins comptables.

Ce qui suit constitue un sommaire de la position nette débitrice (créditrice) de nos divers instruments dérivés.

					Au 31 décembre 2018
(en millions de dollars, sauf le cours de change)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Juste valeur (\$ CA)	
Dérivés liés à la dette					
comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					
En actifs	5 500	1,1243	6 184	1 354	
En passifs	550	1,3389	736	(22)	
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures					
En actifs	1 178	1,3276	1 564	41	
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif					
				1 373	
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					
En passifs				900	(87)
Dérivés liés aux dépenses					
comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					
En actifs	1 080	1,2413	1 341	122	
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif					
				122	
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie					
En actifs				258	92
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif					
				1 500	

(en millions de dollars, sauf le cours de change)	Au 31 décembre 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie			
En actifs	5 200	1,0401	5 409
En passifs	1 500	1,3388	2 008
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures			
En passifs	746	1,2869	960
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif			1 129
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie			
En passifs	-	-	900
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie			
En actifs	240	1,2239	294
En passifs	960	1,2953	1 243
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un passif			(39)
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie			
En actifs	-	-	276
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif			1 094

Ce qui suit constitue un sommaire du montant net du produit (des paiements) en trésorerie au titre des dérivés liés à la dette.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Produit tiré des dérivés liés à la dette ayant trait au papier commercial libellé en dollars américains	19 211	9 692
Produit tiré des dérivés liés à la dette ayant trait aux montants prélevés sur les facilités de crédit	157	2 310
Produit tiré des dérivés liés à la dette ayant trait aux billets de premier rang	1 761	-
Total du produit tiré des dérivés liés à la dette	21 129	12 002
Paiements au titre des dérivés liés à la dette ayant trait au papier commercial libellé en dollars américains	(19 148)	(9 754)
Paiements au titre des dérivés liés à la dette ayant trait aux montants prélevés sur les facilités de crédit	(157)	(2 327)
Paiements au titre des dérivés liés à la dette ayant trait aux billets de premier rang	(1 436)	-
Total des paiements au titre des dérivés liés à la dette	(20 741)	(12 081)
Produit reçu (paiements versés) au règlement de dérivés liés à la dette, montant net	388	(79)

Ce qui suit constitue un sommaire de la variation de la juste valeur de nos instruments dérivés pour 2018 et 2017.

Exercice clos le 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Dérivés liés à la dette (couverts)	Dérivés liés à la dette (non couverts)	Contrats à terme sur obligations	Dérivés liés aux dépenses	Dérivés liés aux capitaux propres	Total des instruments
Instruments dérivés à l'ouverture de l'exercice	1 152	(23)	(64)	(39)	68	1 094
Produit reçu au règlement de dérivés	(1 761)	(19 368)	-	(1 089)	(4)	(22 222)
Paiement au titre des dérivés réglés	1 436	19 305	-	1 093	-	21 834
Augmentation (diminution) de la juste valeur des dérivés	505	127	(23)	157	28	794
Instruments dérivés à la clôture de l'exercice	1 332	41	(87)	122	92	1 500
Actif évalué à la valeur de marché	1 354	41	-	122	92	1 609
Passif évalué à la valeur de marché	(22)	-	(87)	-	-	(109)
Actif (passif) évalué à la valeur de marché	1 332	41	(87)	122	92	1 500

Exercice clos le 31 décembre 2017 (en millions de dollars)	Dérivés liés à la dette (couverts)	Dérivés liés à la dette (non couverts)	Contrats à terme sur obligations	Dérivés liés aux dépenses	Dérivés liés aux capitaux propres	Total des instruments
Instruments dérivés à l'ouverture de l'exercice	1 683	–	(51)	19	8	1 659
Produit reçu au règlement de dérivés	–	(12 002)	–	(1 207)	(6)	(13 215)
Paiement au titre des dérivés réglés	–	12 081	–	1 240	–	13 321
(Diminution) augmentation de la juste valeur des dérivés	(531)	(102)	(13)	(91)	66	(671)
Instruments dérivés à la clôture de l'exercice	1 152	(23)	(64)	(39)	68	1 094
Actif évalué à la valeur de marché	1 301	–	–	5	68	1 374
Passif évalué à la valeur de marché	(149)	(23)	(64)	(44)	–	(280)
Actif (passif) évalué à la valeur de marché	1 152	(23)	(64)	(39)	68	1 094

Ce qui suit constitue un sommaire des actifs et des passifs liés aux instruments dérivés présentés dans nos états consolidés de la situation financière.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2018	2017
Actifs courants	270	421
Actifs à long terme	1 339	953
	1 609	1 374
Passifs courants	(87)	(133)
Passifs à long terme	(22)	(147)
	(109)	(280)
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif	1 500	1 094

Au 31 décembre 2018, une tranche de nos dérivés liés à la dette en cours d'un montant notionnel de 6,1 milliards de dollars américains a été désignée comme couverture à des fins comptables (6,7 milliards de dollars américains en 2017).

Au cours de 2018 et de 2017, nous avons conclu et réglé des dérivés liés à la dette relativement aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains, comme l'illustre le tableau ci-dessous :

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Exercice clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	125	1,26	157	1 610	1,32	2 126
Dérivés liés à la dette réglés	125	1,26	157	1 760	1,32	2 327
Montant net en trésorerie payé			(1)			(17)
<i>Programme de papier commercial</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	15 262	1,29	19 751	8 266	1,30	10 711
Dérivés liés à la dette réglés	14 833	1,29	19 148	7 521	1,29	9 692
Montant net en trésorerie reçu (payé)			63			(62)

Au 31 décembre 2018, tous nos contrats à terme sur obligations et dérivés liés aux dépenses en cours étaient désignés comme couvertures à des fins comptables (tous en 2017). En 2018, nous avons comptabilisé une baisse de 10 millions de dollars du bénéfice net relativement à l'inefficacité de la couverture (hausse de 3 millions de dollars en 2017).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change relativement à nos instruments d'emprunt, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellés en dollars américains (se reporter à la note 18). Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures et billets de premier rang comme couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Nous ne désignons pas les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit ou à nos emprunts sur papier commercial comme couvertures à des fins comptables.

En 2018, nous avions conclu des dérivés liés à la dette pour couvrir les obligations relatives au principal et aux intérêts contre le risque de change lié à nos billets de premier rang libellés en dollars américains émis le 8 février 2018 (se reporter à la note 20). Ce qui suit constitue un sommaire des dérivés liés à la dette que nous avions conclus afin de couvrir les billets de premier rang émis au cours de 2018.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt nominaux et les taux d'intérêt)	\$ US		Incidence de la couverture	
	Montant du principal/notionnel (\$ US)	Date d'échéance	Taux d'intérêt nominal	Taux d'intérêt fixe couvert (\$ CA) ¹
Entrée en vigueur 8 février 2018	750	2048	4,300 %	4,193 %
				938

¹ Conversion d'un taux d'intérêt nominal fixe en \$ US en un taux moyen pondéré fixe en \$ CA.

Contrats à terme sur obligations

Nous n'avons conclu ni réglé aucun contrat à terme sur obligations au cours de 2018 et de 2017.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons déterminé qu'il nous serait désormais impossible d'exercer certains dérivés liés aux contrats à terme sur obligations sur dix ans dans le respect de la période désignée initiale. Par conséquent, nous avons mis fin à la comptabilité de couverture visant ces dérivés liés aux contrats à terme et avons reclassé une perte de 21 millions de dollars, de la réserve de couverture comprise dans les capitaux propres aux charges financières (dans la variation de la juste valeur des instruments dérivés). Par la suite, nous avons prolongé la durée des contrats à terme sur obligations jusqu'au 31 mai 2019, avec la possibilité de la prolonger davantage, et les avons désignés à nouveau comme couvertures efficaces.

Ce qui suit constitue un sommaire des contrats à terme sur obligations en cours aux 31 décembre 2018 et 2017 que nous avons conclus pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur 10 ans et sur 30 ans sous-jacent du Gouvernement du Canada (le « GDC ») visant les titres d'emprunt que nous prévoyons émettre.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)							
Durée des taux du GDC (en années)	Entrée en vigueur	Date d'échéance ¹	Montant notionnel	Taux d'intérêt du GDC couvert au 31 décembre 2018	Taux d'intérêt du GDC couvert au 31 décembre 2017	2018	2017
10	Décembre 2014	31 janvier 2019	500	3,01 %	2,85 %	500	500
30	Décembre 2014	28 février 2019	400	2,70 %	2,65 %	400	400
Total			900			900	900

¹ Les contrats à terme sur obligations venant à échéance au-delà du 31 décembre 2018 sont parfois assujettis à l'ajustement des taux du GDC. En 2018, la durée des contrats à terme sur obligations conclus pour couvrir le risque de taux d'intérêt sur 10 ans et sur 30 ans a été prolongée jusqu'à leur échéance respective.

Dépenses liées aux dépenses

Ce qui suit constitue un sommaire des dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus et réglés en 2018 et 2017 afin de gérer le risque de change à l'égard de certaines dépenses attendues.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Exercices clos les 31 décembre					
	2018			2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Dépenses liées aux dépenses conclus	720	1,24	896	840	1,27	1 070
Dépenses liées aux dépenses réglés	840	1,30	1 093	930	1,33	1 240

Au cours de l'exercice, parallèlement à l'émission de nos billets de premier rang de 750 millions de dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal. Nous avons donc tiré un produit net de 938 millions de dollars de l'émission.

Au cours de l'exercice 2017, nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette relativement aux billets de premier rang.

Au 31 décembre 2018, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à 1 080 millions de dollars américains (1 200 millions de dollars américains en 2017) à un cours de change moyen de 1,24 \$ pour 1 \$ US (1,28 \$ pour 1 \$ US en 2017) et venaient à échéance de janvier 2019 à décembre 2020 (de janvier 2018 à décembre 2019 en 2017). Au 31 décembre 2018, nos dérivés liés aux dépenses en cours qui viennent à échéance en 2019 étaient couverts à un cours de change moyen de 1,24 \$ pour 1 \$ US.

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des dérivés liés aux capitaux propres pour couvrir le risque d'appréciation des cours liés aux actions de catégorie B sans droit de vote qui ont été attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions relativement aux options sur actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées (se reporter à la note 24). Les dérivés liés aux capitaux propres ont été conclus initialement à un prix moyen pondéré de 50,37 \$, et l'échéance de un an est renouvelable pour des périodes de un an additionnelles avec le consentement des contreparties à l'opération de couverture. En 2018, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2019 (auparavant en avril 2018). Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au cours de l'exercice 2018, nous avons réglé 0,4 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 61,15 \$ pour un produit net de 4 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2017, nous avons réglé des dérivés liés aux capitaux propres existants pour un produit net de 6 millions de dollars et avons conclu des nouveaux dérivés visant 1,0 million d'actions de catégorie B sans droit de vote, qui expireront en mars 2018.

Au cours de l'exercice 2018, nous avons comptabilisé un recouvrement de 33 millions de dollars déduction faite des intérêts reçus (recouvrement de 74 millions de dollars en 2017) au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions relativement à la variation de la juste valeur de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des paiements reçus. Au 31 décembre 2018, la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres se composait d'un actif de 92 millions de dollars (actif de 68 millions de dollars en 2017), lequel est inclus dans la partie courante des instruments dérivés.

Au 31 décembre 2018, des dérivés liés aux capitaux propres visant 5,0 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (5,4 millions en 2017) d'un prix moyen pondéré de 51,54 \$ (51,44 \$ en 2017) étaient en cours.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des avances bancaires, des emprunts à court terme et des créateurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur de nos placements dans des sociétés ouvertes est déterminée selon les cours du marché. La juste valeur de nos placements dans des sociétés fermées est déterminée à partir d'évaluations fondées sur des financements ultérieurs, des négociations de vente par des tiers ou des approches fondées sur le marché, lesquelles sont appliquées comme il se doit à chaque placement, en fonction des activités futures et des perspectives de rentabilité.

La juste valeur de chacun de nos titres d'emprunt publics est fondée sur les rendements du marché estimés à la clôture de la période ou sur les cours de marché à la clôture de la période, si ces derniers sont disponibles. Nous déterminons la juste valeur de nos dérivés liés à la dette et de nos dérivés liés aux dépenses selon une méthode d'évaluation de la valeur de marché estimée, en tenant compte de la qualité du crédit et en actualisant les flux de trésorerie à la date d'évaluation. Si les dérivés liés à la dette et les dérivés liés aux dépenses sont en position débitrice, l'écart de crédit pour l'institution financière contrepartiste est ajouté au taux d'actualisation sans risque en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé. Si ces dérivés liés à la dette et aux dépenses sont en position créditrice, notre écart de crédit est ajouté au taux d'actualisation sans risque de chaque dérivé.

La juste valeur de nos dérivés liés aux capitaux propres se fonde sur le cours du marché des actions de catégorie B sans droit de vote à la clôture de la période.

La hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux que nous présentons tient compte de l'importance des données utilisées pour évaluer la juste valeur :

- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 1 sont évalués en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques;
- les actifs financiers et les passifs financiers classés dans le niveau 2 sont évalués à l'aide de données du marché directement ou indirectement observables autres que les prix cotés;
- les évaluations de niveau 3 sont établies à partir de données autres que des données du marché observables.

Aux 31 décembre 2018 et 2017, aucun instrument financier significatif n'avait été classé dans le niveau 3 et aucun transfert entre les niveaux 1, 2 et 3 n'est survenu au cours des périodes respectives.

Ce qui suit constitue un sommaire des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre					
	Valeur comptable		Juste valeur (niveau 1)		Juste valeur (niveau 2)	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Actifs financiers						
Placements évalués à la JVAÉRG						
Placements dans des sociétés ouvertes	1 051	1 465	1 051	1 465	–	–
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	1 354	1 301	–	–	1 354	1 301
Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	41	–	–	–	41	–
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	122	5	–	–	122	5
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	92	68	–	–	92	68
Total des actifs financiers	2 660	2 839	1 051	1 465	1 609	1 374
Passifs financiers						
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	22	149	–	–	22	149
Dérivés liés à la dette non comptabilisés comme des couvertures	–	23	–	–	–	23
Contrats à terme sur obligations comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	87	64	–	–	87	64
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	–	44	–	–	–	44
Total des passifs financiers	109	280	–	–	109	280

Ce qui suit constitue un sommaire de la juste valeur de notre dette à long terme.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre			
	2018		2017	
	Valeur comptable	Juste valeur ¹	Valeur comptable	Juste valeur ¹
Dette à long terme (y compris la partie courante)	14 290	15 110	14 448	16 134

¹ La dette à long terme (y compris la partie courante) est évaluée selon les données de niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux, selon les rendements du marché à la clôture de l'exercice.

Nous n'avions aucun actif financier non dérivé détenu jusqu'à l'échéance au cours des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

NOTE 17 : PLACEMENTS

MÉTHODES COMPTABLES

Placements dans des sociétés ouvertes et fermées

Nous avons fait le choix irrévocable de classer nos placements dans des sociétés sur lesquelles nous n'exerçons pas un contrôle ni une influence notable comme étant évaluées à la JVAÉRG sans reclassement ultérieur en résultat net, car nous ne détenons pas ces placements à des fins de négociation à court terme. Nous les comptabilisons comme suit :

- sociétés ouvertes - comptabilisées à la juste valeur selon des prix cotés;
- sociétés fermées - comptabilisées à la juste valeur à partir d'évaluations fondées sur des financements ultérieurs, des négociations de vente par des tiers ou des approches fondées sur le marché.

Participations dans des entreprises associées et des partenariats

Une entité est considérée comme une entreprise associée lorsque nous exerçons une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles de l'entité sans toutefois la contrôler. En règle générale, il est présumé que nous exerçons une influence notable sur une entité lorsque nous détenons plus de 20 % des droits de vote.

Un partenariat existe si un accord contractuel établit le contrôle conjoint sur les activités de l'entité et exige qu'il y ait consentement unanime en regard des décisions stratégiques financières et opérationnelles. Nous classons nos participations dans des partenariats dans l'une des deux catégories suivantes :

- coentreprises - si nous avons des droits sur l'actif net de l'entreprise;
- entreprises communes - si nous avons des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs relatifs à l'entreprise.

Nous utilisons la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises, alors que nous comptabilisons notre quote-part des actifs, passifs, produits et charges de notre participation dans les entreprises communes.

Nous comptabilisons initialement nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises au coût pour ensuite hausser ou diminuer leur valeur comptable selon notre quote-part dans le bénéfice ou la perte de chaque entité détenue. Les distributions reçues de ces entités réduisent la valeur comptable de nos participations.

Les profits et pertes latents liés à nos participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont éliminés en contrepartie de ces participations jusqu'à concurrence de notre participation dans l'entité.

Dépréciation de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises

À la clôture de chaque période de présentation de l'information, nous évaluons s'il existe une indication objective de dépréciation de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises. S'il existe une indication objective de dépréciation, nous comparons la valeur comptable de la participation à sa valeur recouvrable et comptabilisons l'excédent sur la valeur recouvrable, le cas échéant, à titre de perte dans le bénéfice net.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2018	2017
Placements		
Sociétés ouvertes	1 051	1 465
Sociétés fermées	145	167
Placements évalués à la JVAÉRG	1 196	1 632
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	938	929
Total des placements	2 134	2 561

PLACEMENTS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Sociétés ouvertes

Nous détenons un certain nombre de participations dans des sociétés ouvertes, notamment Cogeco Inc. et Cogeco Communications Inc. En 2018, nous avons enregistré des pertes réalisées de néant et des pertes latentes de 414 millions de dollars (pertes réalisées de néant et profits latents de 418 millions de dollars en 2017) et des montants correspondants dans les autres éléments du résultat global (le bénéfice net et les autres éléments du résultat global, respectivement, en 2017).

PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET DES COENTREPRISES

Nous détenons, ou détenions, des participations dans un certain nombre d'entreprises associées et de coentreprises, notamment :

Maple Leaf Sports and Entertainment Limited (« MLSE »)

MLSE, entreprise du secteur des sports et du divertissement, détient et exploite le Scotiabank Arena, les Maple Leafs de Toronto de la LNH, les Raptors de Toronto de la NBA, le Toronto FC de la MLS, les Argonauts de Toronto de la LCF et les Marlies de Toronto de l'AHL, ainsi que d'autres actifs. Nous détenons, conjointement avec BCE Inc. (« BCE »), une participation nette indirecte de 75 % dans MLSE, notre participation comptant pour 37,5 %. Notre participation dans MLSE est comptabilisée en tant que coentreprise et selon la méthode de la mise en équivalence.

Glentel

Glentel est un grand détaillant de téléphones mobiles de télécommunicateurs multiples ayant plusieurs centaines de points de distribution de services sans fil au Canada. Nous détenons une participation de 50 % dans Glentel, tandis que BCE détient la participation restante de 50 %. Notre investissement dans Glentel est comptabilisé comme une coentreprise selon la méthode de la mise en équivalence.

shomi

shomi était une coentreprise détenue en parts égales par Rogers et Shaw Communications (« Shaw ») qui exploitait auparavant un service de vidéo sur demande de qualité supérieure offert par abonnement qui permettait de visionner des films et séries télévisées en ligne et sur les terminaux de télévision. Notre participation dans shomi était comptabilisée en tant que coentreprise et selon la méthode de la mise en équivalence. En 2016, nous avons annoncé notre décision de liquider notre

coentreprise shomi (se reporter à la note 11). En 2017, les actifs restants liés à shomi ont été transférés aux partenaires respectifs et le partenariat a été officiellement dissous.

Ce qui suit constitue un sommaire de l'information financière ayant trait à nos participations et à nos quotes-parts dans les principales entreprises associées et coentreprises.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre ou pour les exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Actifs courants	489	515
Actifs à long terme	3 303	3 269
Passifs courants	(740)	(1 184)
Passifs à long terme	(1 258)	(825)
Total des actifs, montant net	1 794	1 775
Notre quote-part des actifs, montant net	935	927
Produits	1 903	1 706
Charges	(1 902)	(1 686)
Bénéfice net	1	20
Notre quote-part du bénéfice, montant net	—	14

NOTE 18 : EMPRUNTS À COURT TERME

Ce qui suit constitue un sommaire de nos emprunts à court terme aux 31 décembre 2018 et 2017.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2018	2017
Programme de titrisation des débiteurs	650	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	1 605	935
Total des emprunts à court terme	2 255	1 585

Ce qui suit constitue un sommaire des activités relatives à nos emprunts à court terme pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Exercice clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Produit tiré du papier commercial libellé en dollars américains	15 262	1,29	19 752	8 267	1,30	10 712
Remboursements de papier commercial libellé en dollars américains	(14 858)	1,30	(19 244)	(7 530)	1,29	(9 704)
Produit tiré du papier commercial libellé en dollars américains, montant net			508			1 008
Produit tiré de la titrisation de débiteurs		225				530
Remboursements au titre de la titrisation des débiteurs		(225)				(680)
Remboursements au titre de la titrisation des débiteurs, montant net			-			(150)
Produit tiré des emprunts à court terme, montant net			508			858

Une de nos coentreprises a une participation ne donnant pas le contrôle dont les détenteurs ont le droit d'exiger que notre coentreprise fasse l'acquisition de cette participation ne donnant pas le contrôle à une date ultérieure et à la juste valeur.

PROGRAMME DE TITRISATION DES DÉBITEURS

Nous participons à un programme de titrisation des débiteurs conclu avec une institution financière canadienne qui nous permet de vendre certaines créances clients visées par le programme. Au 31 décembre 2018, le produit des ventes était engagé jusqu'à concurrence de 1 050 millions de dollars (1 050 millions de dollars en 2017). Avec prise d'effet le 27 octobre 2017, l'échéance a été reportée au 1^{er} novembre 2020.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2018	2017
Créances client vendues à l'acheteur à titre de sûreté	1 391	1 355
Emprunts à court terme contractés auprès de l'acheteur	(650)	(650)
Surdimensionnement	741	705
 Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars)	2018	2017
Programme de titrisation des débiteurs à l'ouverture de l'exercice	650	800
Remboursements au titre de la titrisation des débiteurs, montant net	-	(150)
Programme de titrisation des débiteurs à la clôture de l'exercice	650	650

Ce qui suit constitue un sommaire des activités liées à notre dette à long terme pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Exercice clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Programme de papier commercial libellé en dollars américains à l'ouverture de l'exercice	746	1,25	935	-	-	-
Produit du papier commercial libellé en dollars américains, montant net	404	1,26	508	737	1,37	1 008
Escompte à l'émission ¹	27	1,33	36	9	1,33	12
Perte (profit) de change ¹			126			(85)
Programme de papier commercial libellé en dollars américains à la clôture de l'exercice	1 178	1,36	1 605	746	1,25	935

¹ Compris dans les charges financières.

Parallèlement aux émissions de papier commercial, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis aux termes du programme de papier commercial libellé en

Nous continuons de gérer les débiteurs que nous vendons et nous en conservons presque tous les risques et avantages, et, par conséquent, ces débiteurs demeurent comptabilisés dans nos états consolidés de la situation financière et le financement obtenu est comptabilisé à titre d'emprunt à court terme. Les droits de l'acheteur relativement à ces créances clients ont priorité de rang sur nos droits. Aux termes du programme, nous ne pouvons pas utiliser les débiteurs comme garantie à toute autre fin. L'acheteur de nos créances clients ne détient aucun droit sur nos autres actifs.

PROGRAMME DE PAPIER COMMERCIAL LIBELLÉ EN DOLLARS AMÉRICAINS

En 2017, nous avons mis sur pied un programme de papier commercial libellé en dollars américains qui nous permettait d'émettre jusqu'à un principal total de 1 milliard de dollars américains. En décembre 2017, nous avons augmenté le principal total permis aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains, le faisant passer à 1,5 milliard de dollars américains. Les fonds peuvent être empruntés aux termes de ce programme selon des durées jusqu'à l'échéance allant de 1 jour à 397 jours, sous réserve de la conjoncture des marchés. Toute émission réalisée dans le cadre de ce programme sera effectuée à escompte. Les emprunts au titre de notre programme de papier commercial sont classés en tant qu'emprunts à court terme dans nos états consolidés de la situation financière lorsqu'ils deviennent exigibles à moins de un an de la date de clôture.

NOTE 19 : PROVISIONS

MÉTHODES COMPTABLES

Coûts de démantèlement et de remise en état

Dans le cadre de certaines de nos activités, nous utilisons les réseaux et d'autres actifs dans des locaux que nous louons. Puisque nous nous attendons à quitter ces locaux dans le futur,

dollars américains (se reporter à la note 16). Nous n'avons pas désigné ces dérivés liés à la dette comme couvertures à des fins comptables.

nous constituons des provisions pour les coûts associés au démantèlement des actifs et à la remise en état des locaux où se trouvent les actifs lorsque l'obligation juridique ou implicite de le faire nous incombe. Nous calculons ces coûts en fonction d'une

estimation actuelle des coûts qui seront engagés, nous extrapolons ensuite les coûts dans l'avenir selon les meilleures estimations de la direction relativement aux tendances futures des prix, l'inflation et d'autres facteurs, et nous actualisons ces coûts. Les prévisions sont revues pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture et des nouvelles exigences technologiques.

Lorsque nous comptabilisons un passif relatif au démantèlement, nous comptabilisons un actif correspondant dans les immobilisations corporelles et l'amortissons selon sa durée d'utilité conformément à nos méthodes d'amortissement des immobilisations corporelles. Nous comptabilisons la désactualisation du passif dans les charges financières dans les états consolidés du résultat net.

Restructuration

Nous comptabilisons une provision pour restructuration si nous avons approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration, et lorsque la restructuration a été amorcée ou que la direction a dévoilé les grandes lignes du plan aux personnes concernées. Les obligations liées à la restructuration dont le calendrier et les montants sont incertains sont comptabilisées à titre de provisions, autrement, elles sont comptabilisées à titre de charges à payer. Toutes les charges sont comptabilisées dans les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges aux états consolidés du résultat net (se reporter à la note 9).

Contrats déficitaires

Nous comptabilisons une provision pour contrats déficitaires lorsque les coûts inévitables que nous devrons engager pour satisfaire aux obligations contractuelles dépassent les avantages que nous nous attendons à recevoir du contrat. La provision est évaluée à la valeur actualisée du montant le moins élevé entre le coût attendu de la résiliation du contrat et le coût attendu de l'exécution du contrat. Avant d'établir une provision, nous comptabilisons toute perte de valeur sur les actifs associés au contrat.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX JUGEMENTS ESTIMATIONS

Une provision est constatée lorsqu'une obligation juridique ou implicite découlant d'un événement passé devra se traduire par

une sortie de ressources économiques dont le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable. Nous comptabilisons une provision même si le moment ou le montant de la sortie demeurent incertains, ce qui peut nous obliger à utiliser des estimations importantes.

JUGEMENTS

Nous devons recourir à d'importants jugements lorsque nous déterminons si des contrats déficitaires comportent des coûts inévitables. Ces jugements peuvent inclure de déterminer si une promesse donnée est juridiquement irrévocable ou si nous parviendrons à négocier avec la contrepartie.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

(en millions de dollars)	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Autres	Total
31 décembre 2017	35	4	39
Entrées	—	—	—
Ajustements apportés aux provisions existantes	2	—	2
Reprises	—	—	—
Montants utilisés	(1)	(1)	(2)
31 décembre 2018	36	3	39
Partie courante (comptabilisée dans les autres passifs courants)	3	1	4
Partie à long terme	33	2	35

Coûts de démantèlement et de remise en état

En règle générale, on s'attend à ce que les sorties de trésoreries attribuables à nos obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se produisent à la date de la mise hors service des actifs connexes, car ces actifs sont à long terme. Le calendrier et l'étendue des travaux de remise en état qui seront ultimement requis pour ces sites sont incertains.

Autres

Les autres provisions comprennent des provisions pour divers frais juridiques, dont le règlement est prévu d'ici cinq ans.

NOTE 20 : DETTE À LONG TERME

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)	Date d'échéance	Montant en principal	Taux d'intérêt	Aux 31 décembre	
				2018	2017
Billets de premier rang	2018	1 400	US 6,800 %	-	1 756
Billets de premier rang	2019	400	2,800 %	400	400
Billets de premier rang	2019	500	5,380 %	500	500
Billets de premier rang	2020	900	4,700 %	900	900
Billets de premier rang	2021	1 450	5,340 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2023	500	US 3,000 %	682	627
Billets de premier rang	2023	850	US 4,100 %	1 160	1 066
Billets de premier rang	2024	600	4,000 %	600	600
Billets de premier rang	2025	700	US 3,625 %	955	878
Billets de premier rang	2026	500	US 2,900 %	682	627
Débentures de premier rang ¹	2032	200	US 8,750 %	273	251
Billets de premier rang	2038	350	US 7,500 %	478	439
Billets de premier rang	2039	500	6,680 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800	6,110 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400	6,560 %	400	400
Billets de premier rang	2043	500	US 4,500 %	682	627
Billets de premier rang	2043	650	US 5,450 %	887	816
Billets de premier rang	2044	1 050	US 5,000 %	1 433	1 318
Billets de premier rang	2048	750	US 4,300 %	1 022	-
				14 404	14 555
Coûts de transaction et escomptes différés				(114)	(107)
Moins la partie courante				(900)	(1 756)
Total de la dette à long terme				13 390	12 692

¹ Correspond aux débentures de premier rang émises à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent des obligations non garanties de RCI, et pour lesquelles RCCI était un garant ordinaire aux 31 décembre 2018 et 2017.

Au 31 décembre 2018, les débentures et billets de premier rang susmentionnés ont pour seule garantie le cautionnement de RCCI et ont également le rang avec l'ensemble des autres débentures et billets de premier rang, ainsi que les facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de RCI. Nous nous servons des dérivés dans le

but de couvrir les obligations relatives au principal et aux intérêts contre le risque de change lié à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains (se reporter à la note 16).

Les tableaux ci-dessous présentent un sommaire de l'activité liée à notre dette à long terme pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Exercice clos le 31 décembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2017		
	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Cours de change	Montant notionnel (\$ CA)
Prélèvements sur les facilités de crédit (\$ CA)			-			1 730
Prélèvements sur les facilités de crédit (\$ US)	125	1,26	157	960	1,32	1 269
Total des prélèvements sur les facilités de crédit			157			2 999
Remboursements sur les facilités de crédit (\$ CA)			-			(1 830)
Remboursements sur les facilités de crédit (\$ US)	(125)	1,26	(157)	(1 110)	1,31	(1 453)
Total des remboursements sur les facilités de crédit			(157)			(3 283)
Remboursements aux termes des facilités de crédit, montant net			-			(284)
Émissions de billets de premier rang (\$ US)	750	1,25	938	-	-	-
Remboursements de billets de premier rang (\$ CA)			-			(750)
Remboursements de billets de premier rang (\$ US)	(1 400)	1,26	(1 761)	-	-	-
Total des remboursements de billets de premier rang			(1 761)			(750)
Remboursements de billets de premier rang, montant net			(823)			(750)
Remboursements sur la dette à long terme, montant net			(823)			(1 034)

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de l'exercice	14 448	16 080
Remboursements sur la dette à long terme, montant net	(823)	(1 034)
Perte (profit) de change	672	(608)
Coûts de transaction différés engagés	(18)	(3)
Amortissement des coûts de transaction différés	11	13
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de l'exercice	14 290	14 448

TAUX D'INTÉRÊT MOYEN PONDÉRÉ

Au 31 décembre 2018, notre taux d'intérêt moyen pondéré effectif sur la totalité de la dette et des emprunts à court terme, compte tenu de l'incidence de tous les dérivés liés à la dette et contrats à terme sur obligations, était de 4,45 % (4,70 % en 2017).

FACILITÉS DE CRÉDIT BANCAIRE ET DE LETTRES DE CRÉDIT

Notre facilité de crédit renouvelable de 3,2 milliards de dollars est entièrement renouvelable jusqu'à son échéance, et aucune réduction du montant disponible n'est prévue avant l'échéance. Les sommes empruntées aux termes de la facilité de crédit renouvelable portent intérêt au taux préférentiel bancaire ou au taux de base majoré de 0 % à 1,25 % par année ou au taux des acceptations bancaires ou au taux interbancaire offert à Londres majoré de 0,85 % à 2,25 %.

En 2017, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable afin, entre autres, de faire passer la date d'échéance de notre facilité de crédit initiale de 2,5 milliards de dollars de septembre 2020 à mars 2022. En outre, nous avons ajouté une tranche de 700 millions de dollars à la facilité qui vient à échéance en mars 2020. Par suite de ces modifications, le plafond de notre facilité de crédit totale s'établit maintenant à 3,2 milliards de dollars.

En 2018, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable afin, entre autres, de faire passer la date d'échéance de la tranche de 2,5 milliards de dollars de mars 2022 à septembre 2023 et de faire passer la date d'échéance de la tranche de 700 millions de dollars de mars 2020 à septembre 2021.

En 2017, nous avons remboursé en entier l'encours de notre facilité de crédit bancaire non renouvelable. Par conséquent, cette facilité a été abrogée.

Au 31 décembre 2018, des liquidités s'élevant à 1,6 milliard de dollars (2,3 milliards de dollars en 2017) étaient disponibles au titre de nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 4,2 milliards de dollars (3,3 milliards de dollars en 2017). Aux termes de ces facilités, nous avions prélevé 1,0 milliard de dollars (0,1 milliard de dollars en 2017) au titre des facilités de lettres de crédit et avions réservé 1,6 milliard de dollars à titre de sûreté à l'égard des montants à rembourser dans le cadre de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains (0,9 milliard de dollars en 2017).

Émission de billets de premier rang

Le tableau qui suit présente un sommaire des billets de premier rang que nous avons émis en 2018. Nous n'avons émis aucun billet de premier rang en 2017.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt et les taux d'escompte)

Date d'émission	Montant en principal	Date d'échéance	Taux d'intérêt	Escompte/prime à l'émission	Produit brut total ¹ (\$ CA)	Coûts de transaction et escomptes ² (\$ CA)
Émissions de 2018						
8 février 2018	750 US	2048	4,300 %	99,398 %	938	16

¹ Produit brut avant les coûts de transaction et escomptes.

² Les coûts de transaction et escomptes sont inclus dans la valeur comptable de la dette à long terme à titre de coûts de transaction et escomptes différés, et sont comptabilisés dans le bénéfice net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Parallèlement à l'émission de 2018, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal (se reporter à la note 16).

Remboursement de billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Ce qui suit constitue un sommaire de nos remboursements sur les billets de premier rang au cours de 2018 et de 2017. Dans le cas des remboursements de 2018, les dérivés liés à la dette connexes ont été réglés à l'échéance. Aucun dérivé lié à la dette ne se rapportait aux remboursements de 2017.

(en millions de dollars)

Date d'échéance	Montant notionnel (\$ US)	Montant notionnel (\$ CA)
Remboursements de 2018		
Avril 2018	1 400	1 761
Remboursements de 2017		
Mars 2017	-	250
Juin 2017	-	500
Total pour 2017	-	750

En avril 2018, nous avons remboursé la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 1,4 milliard de dollars américains (1,8 milliard de dollars) assortis d'un taux de 6,8 %, qui devaient arriver à échéance en août 2018. En parallèle, les dérivés liés à la dette s'y rapportant ont été réglés pour un produit net reçu de

DÉBENTURES ET BILLETS DE PREMIER RANG

Nous payons de l'intérêt sur la totalité de nos débentures et billets de premier rang à taux fixe semestriellement. Nous avons payé de l'intérêt sur nos billets de premier rang à taux variable trimestriellement.

Nos débentures et billets de premier rang à taux fixe sont remboursables en tout temps, en totalité ou en partie, à notre gré, sous réserve du paiement des primes prévues dans les ententes correspondantes.

326 millions de dollars. Nous avons donc remboursé un montant net de 1,5 milliard de dollars, y compris le règlement des dérivés liés à la dette connexes, qui a été financé de façon distincte par notre programme de papier commercial libellé en dollars américains et par notre facilité de crédit bancaire. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous avons comptabilisé une perte de 28 millions de dollars liée au remboursement sur les titres d'emprunt à long terme, qui reflète notre obligation de payer des primes de remboursement (se reporter à la note 10).

REMBOURSEMENTS DE PRINCIPAL

Ce qui suit constitue un sommaire des remboursements de principal sur la dette à long terme, exigibles au cours de chacun des cinq prochains exercices et par la suite, au 31 décembre 2018.

(en millions de dollars)

2019	900
2020	900
2021	1 450
2022	600
2023	1 842
Par la suite	8 712
Total de la dette à long terme	14 404

MODALITÉS

Aux 31 décembre 2018 et 2017, nous respections l'ensemble des clauses restrictives financières, des ratios financiers et des modalités des conventions d'emprunt à long terme. Aucune clause restrictive liée au ratio d'endettement n'était en vigueur hormis celles applicables aux facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit.

Les débentures à 8,75 % échéant en 2032 comportent des restrictions portant sur l'engagement de la dette et sur les placements supplémentaires, la vente d'actifs et le versement de dividendes, restrictions qui seront toutes levées du moment que les titres d'emprunt publics se verront attribuer une cote de crédit de première qualité par au moins deux des trois agences de notation désignées. Au 31 décembre 2018, ces titres d'emprunt publics s'étaient vu attribuer une cote de crédit de première qualité

par chacune des trois agences de notation désignées et, par conséquent, les restrictions ont été levées aussi longtemps que ces cotes de crédit seront maintenues. Nos autres billets de premier rang ne comportent pas de telles restrictions, peu importe la cote de crédit qui leur est attribuée. Les dates de remboursement prévues dans certaines conventions d'emprunt peuvent être devancées si RCI subit un changement de contrôle.

NOTE 21 : AUTRES PASSIFS À LONG TERME

(en millions de dollars)	Note	Aux 31 décembre	
		2018	2017
Montant reporté au titre du passif lié aux régimes de retraite	22	373	460
Régime de retraite complémentaire des dirigeants	22	67	66
Rémunération fondée sur des actions	24	66	66
Autres		40	21
Total des autres passifs à long terme		546	613

NOTE 22 : AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

MÉTHODES COMPTABLES

Avantages postérieurs à l'emploi - régimes de retraite à prestations définies

Nous offrons des régimes de retraite à prestations définies contributifs et non contributifs, lesquels assurent aux membres du personnel une pension mensuelle à vie à leur retraite.

Nous calculons l'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies séparément pour chacun des régimes, au moyen d'une estimation du montant des avantages futurs que les membres du personnel ont gagnés en contrepartie des services rendus pendant l'exercice en cours et les exercices antérieurs; le montant de ces avantages est comptabilisé à sa valeur actualisée.

Nous accumulons les obligations au titre des régimes de retraite à mesure que les membres du personnel rendent les services nécessaires au cumul des droits à leurs prestations. Nous utilisons un taux d'actualisation déterminé en fonction des rendements sur le marché des obligations de sociétés de haute qualité à la date d'évaluation pour mesurer l'obligation au titre des prestations définies. Les réévaluations de l'obligation au titre des prestations définies sont établies en fin d'exercice et comprennent les gains actuariels et les pertes actuarielles, le rendement des actifs des régimes et toute variation de l'effet du plafond de l'actif. Ces réévaluations sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et dans les résultats non distribués.

Le coût relatif aux prestations de retraite est établi par calculs actuariels et prend en compte les hypothèses et méthodes suivantes aux fins de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies :

- les taux attendus des augmentations de salaire pour déterminer les augmentations des prestations futures;

- les taux de mortalité servant au calcul de l'espérance de vie des participants aux régimes;
- les coûts des services passés découlant des modifications apportées aux régimes sont immédiatement passés en charges.

Nous comptabilisons les charges nettes afférentes aux régimes de retraite à prestations définies et les cotisations aux régimes à cotisations définies dans les états consolidés du résultat net, dans les coûts opérationnels, en tant que charges au titre des avantages du personnel pendant les périodes au cours desquelles les services associés sont rendus par les membres du personnel.

Avantages postérieurs à l'emploi - régime de retraite à cotisations définies

En 2016, nos régimes de retraite à prestations définies ont cessé d'accepter de nouveaux participants et nous avons instauré un régime de retraite à cotisations définies. Ce changement n'a pas eu d'incidence sur les participants aux régimes de retraite à prestations définies de l'époque et tout membre du personnel participant à un régime de retraite à prestations définies à cette date continue de gagner les droits à prestations et d'accumuler les années décomptées, conformément aux modalités respectives des régimes.

Nous comptabilisons une charge de retraite relativement à nos cotisations au régime de retraite à cotisations définies lorsque l'employé fournit des services à la Société.

Indemnités de fin de contrat de travail

Nous comptabilisons les indemnités de fin de contrat de travail en charges si nous nous sommes engagés, selon un plan formalisé et détaillé, sans possibilité réelle de se rétracter, à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX JUGEMENTS ESTIMATIONS

Les hypothèses importantes utilisées dans les calculs actuariels pour déterminer le montant de l'obligation au titre des prestations définies et la charge connexe sont présentées en détail ci-après.

D'importantes estimations sont faites afin de déterminer les soldes relatifs aux prestations de retraite. Les estimations actuarielles sont formulées en fonction des projections des niveaux de rémunération des membres du personnel au moment de leur départ à la retraite. Les prestations sont essentiellement fondées sur les gains moyens pendant la carrière, sous réserve de certains ajustements. Les évaluations actuarielles les plus récentes datent du 1^{er} janvier 2018.

Principales hypothèses actuarielles

	2018	2017
Moyenne pondérée des hypothèses importantes		
<i>Obligation au titre des prestations définies</i>		
Taux d'actualisation	3,9 %	3,7 %
Taux de croissance de la rémunération	De 1,0 % à 4,5 %, selon l'âge de l'employé	3,0 %
Taux de mortalité	Table de l'ICA pour le secteur privé et échelle CPM-B	Table de l'ICA pour le secteur privé et échelle CPM-B
<i>Charge de retraite</i>		
Taux d'actualisation	3,7 %	4,1 %
Taux de croissance de la rémunération	3,0 %	3,0 %
Taux de mortalité	Table de l'ICA pour le secteur privé et échelle CPM-B	Table de l'ICA pour le secteur privé et échelle CPM-B

Sensibilité des hypothèses clés

Dans notre analyse de sensibilité présentée ci-dessous, la méthode employée pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies de nos régimes capitalisés est la même que celle ayant servi au calcul de l'obligation au titre des prestations définies que nous avons comptabilisée dans les états consolidés de la situation financière. Pour calculer la sensibilité, nous modifions une hypothèse tout en maintenant les autres hypothèses constantes. Cette façon de faire limite la portée de l'analyse, puisqu'il se pourrait que la variation réelle de l'obligation au titre des prestations définies diffère de ce qui est présenté dans le tableau

ci-dessous, étant donné qu'il est probable que plus d'une hypothèse change simultanément, et que certaines hypothèses soient corrélées.

	Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des prestations définies		
	(en millions de dollars)	2018	2017
Taux d'actualisation			
Incidence d'une augmentation de 0,5 %	(196)	(207)	237
Incidence d'une diminution de 0,5 %	224	237	(21)
Taux de croissance de la rémunération future			
Incidence d'une augmentation de 0,25 %	16	21	(21)
Incidence d'une diminution de 0,25 %	(16)	(21)	49
Taux de mortalité			
Incidence d'une augmentation de 1 an	47	49	(50)
Incidence d'une diminution de 1 an	(50)	(52)	47

INFORMATIONS EXPLICATIVES

Nous sommes les promoteurs d'un certain nombre d'ententes de retraite, tant contributives que non contributives, pour les membres du personnel, notamment des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Nous n'offrons pas d'avantages complémentaires de retraite non liés aux régimes de retraite. Nous prévoyons également des prestations de retraite non capitalisées complémentaires à l'intention de certains dirigeants.

Le régime de retraite à prestations définies de Rogers prévoit des prestations fondées sur les années de service et la rémunération, sans toutefois prévoir d'augmentations des prestations pour tenir compte de l'inflation. Le régime a cessé d'accepter de nouveaux participants en 2016. La participation au régime était facultative, mais les employés participants sont tenus de cotiser au régime de façon régulière. En 2009 et en 2011, nous avons acheté des rentes collectives destinées à nos employés alors retraités. Par conséquent, les participants au régime actuel sont essentiellement des membres du personnel actifs de Rogers et non pas des retraités. Un régime complémentaire de retraite non capitalisé est offert à certains hauts dirigeants. Ce régime fournit des prestations en sus des montants maximaux pouvant être versés aux termes du régime de retraite à prestations définies conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Outre le régime de retraite à prestations définies de Rogers, nous sommes également les promoteurs de régimes de retraite à prestations définies de plus petite envergure. Le régime de retraite des employés de Rogers Communications Inc. et le régime de retraite de Rogers pour les employés de Selkirk sont d'anciens régimes de retraite à prestations définies et ont été résiliés. Le régime de retraite pour certains employés de Rogers Cable

Communications Inc. visés par la réglementation fédérale est comparable au régime de retraite principal, à cela près que seuls les employés du secteur Cable visés par la réglementation fédérale y étaient admissibles; ce régime a cessé d'accepter de nouveaux participants en 2016.

En plus des régimes de retraite à prestations définies, nous offrons divers régimes de retraite à cotisations définies à certains groupes d'employés de la Société et aux employés embauchés après le 31 mars 2016 qui souhaitent participer à un régime. En outre, nous offrons d'autres programmes d'épargne à impôt différé, notamment un REER collectif et un CELI collectif, qui sont comptabilisés à titre d'ententes à cotisations différées.

Au cours de l'exercice, nous avons modifié certains de nos régimes de retraite à prestations définies et avons comptabilisé pour l'exercice à l'étude une réduction de 43 millions de dollars au titre du coût des services passés, laquelle réduction a été imputée à la charge de retraite incluse dans les coûts opérationnels des états consolidés du résultat net.

Le comité de retraite du conseil supervise l'administration de nos régimes de retraite enregistrés, dans les principaux domaines suivants :

- superviser le financement, l'administration, la communication et la gestion des placements des régimes;
- sélectionner toutes les tierces parties affectées à des tâches liées aux régimes et surveiller l'exécution de celles-ci, y compris les services d'audit, d'actuarariat et de gestion de placements;
- proposer, examiner et approuver les modifications;
- proposer, examiner et adopter les changements à tout énoncé relatif aux politiques et aux procédures de placement;
- réviser les rapports de la direction et les rapports actuariels préparés relativement à l'administration des régimes de retraite;
- réviser et approuver les états financiers audités des régimes de retraite.

Les actifs des régimes de retraite à prestations définies sont détenus dans des comptes séparés, isolés de nos actifs. Ces actifs sont investis et gérés conformément à toute réglementation applicable et aux énoncés relatifs aux procédures et politiques de placement, tout en maintenant des fonds suffisants pour payer les prestations promises. Les risques liés aux investissements et aux rendements des marchés sont gérés comme suit :

- en engageant par contrat des gestionnaires de placements professionnels pour mettre à exécution la stratégie d'investissement conformément aux énoncés relatifs aux procédures et politiques de placement et aux exigences réglementaires;
- en précisant le type d'investissements pouvant être détenus dans les régimes et en surveillant le respect de la réglementation;
- en appliquant des stratégies liées à la répartition d'actifs et à la diversification;
- en achetant des rentes, de temps à autre.

Les régimes de retraite capitalisés sont enregistrés auprès du Bureau du surintendant des institutions financières et sont régis au fédéral par la *Loi sur les normes de prestation de pension*. Deux des régimes à cotisations définies sont enregistrés auprès de la

Commission des services financiers de l'Ontario, sous réserve de la *Loi sur les régimes de retraite d'Ontario*. Les régimes sont également enregistrés auprès de l'Agence du revenu du Canada et sont soumis à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Les prestations prévues par les régimes et les cotisations aux régimes sont financées et gérées conformément à toute législation et réglementation applicables.

Les régimes de retraite à prestations définies comportent certains risques liés aux augmentations de cotisation, aux excédents des régimes inadéquats, aux obligations au titre des régimes non capitalisés et aux taux de rendement du marché, que nous atténuons au moyen des pratiques de gouvernance décrites ci-dessus. Toutes modifications importantes apportées à ces éléments peuvent avoir une incidence sur nos flux de trésorerie futurs.

Ce qui suit constitue un sommaire de la valeur actualisée estimée des prestations définies et la valeur de marché estimée de l'actif net disponible pour le paiement de ces prestations à l'égard de nos régimes capitalisés.

	Aux 31 décembre	
(en millions de dollars)	2018	2017
Juste valeur des actifs des régimes	1 965	1 890
Obligations au titre des prestations définies	(2 330)	(2 342)
Montant reporté au titre du passif net lié aux régimes de retraite	(365)	(452)
Composé de ce qui suit :		
Montant reporté au titre de l'actif lié aux régimes de retraite	8	8
Montant reporté au titre du passif lié aux régimes de retraite	(373)	(460)
Montant reporté au titre du passif net lié aux régimes de retraite	(365)	(452)

Ce qui suit constitue un sommaire de nos actifs des régimes de retraite.

	Exercices clos les 31 décembre	
(en millions de dollars)	2018	2017
Actifs des régimes à l'ouverture de l'exercice	1 890	1 619
Produit d'intérêts	73	72
Réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et les capitaux propres	(114)	92
Cotisations des membres du personnel	39	42
Cotisations de l'employeur	148	145
Prestations payées	(68)	(76)
Charges administratives payées à même les actifs des régimes	(3)	(4)
Actifs des régimes à la clôture de l'exercice	1 965	1 890

Ce qui suit constitue un sommaire des obligations au titre des prestations définies découlant des obligations capitalisées.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Obligations au titre des prestations définies à l'ouverture de l'exercice	2 342	2 006
Coût des services rendus au cours de l'exercice	143	137
Recouvrement au titre des services passés	(43)	-
Coût financier	85	81
Prestations payées	(68)	(76)
Cotisations des membres du personnel	39	42
Réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et les capitaux propres	(168)	152
Obligations au titre des prestations définies à la clôture de l'exercice	2 330	2 342

Les actifs des régimes sont investis principalement dans des fonds de placement composés d'actions ordinaires et d'obligations se négociant sur des marchés actifs. Ce qui suit constitue un sommaire de la juste valeur de l'ensemble des actifs des régimes selon les catégories principales d'actifs.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2018	2017
Titres de capitaux propres	1 149	1 134
Titres de créance	810	742
Autres - trésorerie	6	14
Total de la juste valeur des actifs des régimes	1 965	1 890

Ce qui suit constitue un sommaire de la charge nette afférente aux régimes. Le coût financier net est compris dans les charges financières et les autres charges afférentes aux régimes sont incluses dans les charges relatives aux salaires et aux avantages dans les coûts opérationnels des états consolidés du résultat net.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Coût des régimes		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	143	137
Recouvrement au titre des services passés	(43)	-
Coût financier net	12	9
Charge nette afférente aux régimes	112	146
Charge administrative	4	4
Total de la charge de retraite comptabilisée dans le bénéfice net	116	150

Le coût financier net, composante du coût des régimes présenté ci-dessus, est compris dans les charges financières et se présente comme suit :

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(73)	(72)
Coût financier lié à l'obligation au titre des régimes	85	81
Coût financier net comptabilisé dans les charges financières	12	9

La réévaluation comptabilisée dans les états consolidés du résultat global se détaille comme suit :

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
(Pertes liées aux actifs) rendement des actifs des régimes (exclusion faite du produit d'intérêts)	(114)	92
Changements dans les hypothèses financières	158	(168)
Changements dans les hypothèses démographiques	(10)	-
Effet des ajustements liés à l'expérience	20	16
Profit (perte) lié(e) à la réévaluation comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et les capitaux propres	54	(60)

Nous prévoyons également des régimes de retraite à prestations définies non capitalisées complémentaires à l'intention de certains dirigeants. Ce qui suit constitue un sommaire de nos obligations au titre des prestations définies, de la charge de retraite comprise dans les salaires et avantages du personnel, du coût financier net, des réévaluations et des prestations payées.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Obligation au titre des prestations définies à l'ouverture de l'exercice	66	62
Charge de retraite comptabilisée dans la charge au titre des salaires et avantages du personnel	2	2
Coût financier net comptabilisé dans les charges financières	2	3
Réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	1	2
Prestations payées	(4)	(3)
Obligation au titre des prestations définies à la clôture de l'exercice	67	66

Nous avons également établi des régimes de retraite à cotisations définies dont la charge de retraite totale s'est établie à 8 millions de dollars en 2018 (6 millions de dollars en 2017), laquelle est incluse dans la charge au titre des salaires et avantages du personnel.

RÉPARTITION DES ACTIFS DES RÉGIMES

	Répartition des actifs des régimes		Pourcentage de la répartition visée des actifs
	2018	2017	
Titres de participation			
Au pays	11,8 %	11,8 %	De 7 % à 17 %
À l'international	46,7 %	48,1 %	De 33 % à 63 %
Titres de créance	41,2 %	39,3 %	De 30 % à 50 %
Autres - trésorerie	0,3 %	0,8 %	De 0 % à 2 %
Total	100,0 %	100,0 %	

Les actifs des régimes sont investis principalement dans des fonds de placement composés d'actions ordinaires et d'obligations. Les fonds de placement incluent des placements dans nos titres de participation. Ainsi, une tranche d'environ 5 millions de dollars (7 millions de dollars en 2017) des actifs du régime est indirectement investie dans nos propres titres dans le cadre de nos régimes à prestations définies.

Nous cotisons aux régimes afin de garantir les prestations des participants aux régimes et nous investissons dans des placements admissibles selon les fourchettes cibles établies par notre comité des régimes de retraite. Le comité des régimes de retraite revoit annuellement les hypothèses actuarielles.

Ce qui suit constitue le sommaire des cotisations réelles aux régimes.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Cotisations de l'employeur	148	145
Cotisations des membres du personnel	39	42
Total des cotisations	187	187

Nous estimons pour 2019 que les cotisations de l'employeur à nos régimes capitalisés s'élèveront à 177 millions de dollars. La valeur réelle dépendra des résultats des évaluations actuarielles aux fins de la capitalisation de 2019. Au 31 décembre 2018, la durée moyenne de l'obligation au titre des prestations définies était de 18 ans (19 ans en 2017).

Les actifs des régimes ont enregistré une perte nette réelle de 44 millions de dollars en 2018 (rendement net de 160 millions de dollars en 2017).

Au 31 décembre 2018, nous avons comptabilisé une perte cumulée dans les autres éléments du résultat global ainsi que des résultats non distribués de 384 millions de dollars (425 millions de dollars en 2017) liés aux avantages complémentaires de retraite.

NOTE 23 : CAPITAUX PROPRES

CAPITAL SOCIAL

Catégories d'actions	Nombre d'actions dont l'émission est autorisée	Caractéristiques	Droits de vote
Actions privilégiées	400 000 000	<ul style="list-style-type: none"> • Sans valeur nominale • Peuvent être émises en séries; les droits et modalités rattachés à chaque série devant être établis par le conseil avant l'émission de toute série. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
Actions de catégorie A avec droit de vote de RCI	112 474 388	<ul style="list-style-type: none"> • Sans valeur nominale • Chaque action peut être convertie en une action de catégorie B sans droit de vote. 	<ul style="list-style-type: none"> • Chaque action donne droit à 50 votes.
Actions de catégorie B sans droit de vote de RCI	1 400 000 000	<ul style="list-style-type: none"> • Sans valeur nominale 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun

Les clauses de prorogation de RCI en vertu de la *Business Corporate Act* (Colombie-Britannique) imposent des restrictions sur le transfert, le vote et l'émission d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B sans droit de vote afin que nous puissions conserver ou obtenir les licences requises pour exercer certaines de nos activités commerciales au Canada. Nous sommes autorisés à refuser d'enregistrer les transferts de nos actions à toute personne qui n'est pas canadienne, au sens des clauses de prorogation de RCI, afin de faire en sorte que Rogers puisse conserver les licences dont il est question précédemment.

DIVIDENDES

Nous avons déclaré et versé des dividendes sur nos actions de catégorie A et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation comme suit :

Date de déclaration	Date de paiement	Dividende par action (en dollars)
25 janvier 2018	3 avril 2018	0,48
19 avril 2018	3 juillet 2018	0,48
15 août 2018	3 octobre 2018	0,48
19 octobre 2018	3 janvier 2019	0,48
		1,92
26 janvier 2017	3 avril 2017	0,48
18 avril 2017	4 juillet 2017	0,48
17 août 2017	3 octobre 2017	0,48
19 octobre 2017	2 janvier 2018	0,48
		1,92

NOTE 24 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

MÉTHODES COMPTABLES

Régimes d'options sur actions

Les régimes d'options sur actions des membres de notre personnel prévoient un mode de règlement en trésorerie des droits à l'appreciation d'actions (« DAA ») pour toutes les options sur actions attribuées. Ce mode de règlement en trésorerie permet au détenteur de l'option de choisir de recevoir un paiement égal à la valeur intrinsèque de l'option, qui représente l'excédent du cours des actions de catégorie B sans droit de vote sur le prix d'exercice de l'option à la date d'exercice, plutôt que d'exercer l'option pour acquérir des actions de catégorie B sans droit de vote. Nous classons toutes les options sur actions en circulation qui comportent des modalités de règlement en trésorerie à titre de passif et nous les comptabilisons à leur juste valeur, laquelle est déterminée selon le modèle d'évaluation des options Black-Scholes ou un modèle trinomial d'évaluation des options, selon la nature des attributions fondées sur des actions. Nous réévaluons la juste valeur du passif chaque période et nous l'amortissons dans les coûts opérationnels selon la méthode de l'acquisition progressive au cours de la période d'acquisition des droits ou au cours de la période allant jusqu'à la date d'admissibilité du membre du personnel à la retraite, selon la plus courte des deux.

Les porteurs d'actions de catégorie A ont le droit de recevoir des dividendes au taux maximal de 0,05 \$ par action, mais seulement une fois que les dividendes au taux de 0,05 \$ l'action ont été versés ou mis de côté pour les actions de catégorie B sans droit de vote. Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sans droit de vote donnent donc droit aux mêmes dividendes de plus de 0,05 \$ par action.

Le 24 janvier 2019, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, payable le 1^{er} avril 2019 aux actionnaires inscrits le 12 mars 2019.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

En avril 2018, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui nous donne la possibilité de racheter, pendant la période de douze mois close le 23 avril 2019, le moindre de 35,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars. Nous n'avons racheté aucune action dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de l'exercice 2018.

Régime d'unités d'actions de négociation restreinte et régime d'unités d'actions différées

Nous comptabilisons les unités d'actions de négociation restreinte et les unités d'actions différées en circulation à titre de passifs, évaluant nos passifs et nos charges de rémunération en fonction de la juste valeur de l'attribution, laquelle juste valeur est fondée sur le cours des actions de catégorie B sans droit de vote, et les comptabilisons à titre de charge dans les coûts opérationnels pendant la période d'acquisition des droits. Si la juste valeur de l'attribution change après l'octroi, mais avant la date d'exercice des droits, nous comptabilisons la variation dans les passifs inclus dans les coûts opérationnels de l'exercice au cours duquel le changement survient. Pour les unités d'actions de négociation restreinte, le montant du paiement est établi à la date d'acquisition des droits. Pour les unités d'actions différées, le montant du paiement est établi à la date d'exercice des droits.

Régime d'accumulation d'actions des membres du personnel

Les membres du personnel participent, à leur gré, au régime d'accumulation d'actions en versant un pourcentage précis de leurs gains habituels. Nous versons une cotisation équivalant à celle des membres du personnel, jusqu'à un certain seuil, et comptabilisons nos cotisations à titre de charge de rémunération

de l'exercice pendant lequel elles sont versées. Les charges liées au régime d'accumulation d'actions des membres du personnel sont incluses dans les coûts opérationnels.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX JUGEMENTS ESTIMATIONS

La direction fait d'importantes estimations afin de déterminer la juste valeur des options sur actions, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées. Le tableau suivant présente la juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées au cours de 2018 et de 2017 et les principales hypothèses utilisées dans l'application du modèle Black-Scholes pour ce qui est des options non liées à la performance et d'un modèle trinomial d'évaluation des options pour ce qui est des options liées à la performance pour déterminer leur juste valeur à la date d'attribution :

	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Juste valeur moyenne pondérée	8,42 \$	8,52 \$
Taux d'intérêt sans risque	1,7 %	0,8 %
Taux de dividende	3,3 %	3,2 %
Volatilité des actions de catégorie B sans droit de vote	20,1 %	21,2 %
Durée de vie moyenne pondérée attendue	6,2 ans	5,5 ans
Temps moyen pondéré avant l'acquisition des droits	2,5 ans	2,3 ans
Temps moyen pondéré avant l'expiration	10,0 ans	9,9 ans
Taux de sortie des membres du personnel	4,9 %	3,9 %
Facteur d'exercice sous-optimal	1,4	1,4
Étapes treillis	50	50

La volatilité a été estimée en fonction des statistiques réelles sur la négociation de nos actions de catégorie B sans droit de vote.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

Ce qui suit constitue un sommaire de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, dont le montant est inclus dans les charges relatives aux salaires et aux avantages du personnel.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Options sur actions	17	33
Unités d'actions de négociation restreinte	51	51
Unités d'actions différées	30	51
Incidence des dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	(33)	(74)
Total de la charge liée à la rémunération fondée sur des actions	65	61

Au 31 décembre 2018, nous avions inscrit un passif total comptabilisé à sa juste valeur de 252 millions de dollars (223 millions de dollars en 2017) au titre de la rémunération fondée sur des actions, y compris des options sur actions, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions différées. La partie courante de ce passif se chiffre à 186 millions de dollars (157 millions de dollars en 2017) et est incluse dans les créateurs et charges à payer. La partie à long terme de ce passif s'élève à 66 millions de dollars (66 millions de dollars en 2017) et est comprise dans les autres passifs à long terme (se reporter à la note 21).

La valeur intrinsèque totale des passifs acquis, laquelle correspond à la différence entre le prix d'exercice des attributions à base d'actions et le prix de négociation des actions de catégorie B sans droit de vote pour tous les droits à des attributions fondées sur des actions acquis au 31 décembre 2018, s'est établie à 112 millions de dollars (69 millions de dollars en 2017).

En 2018, nous avons versé un montant de 69 millions de dollars (107 millions de dollars en 2017) aux porteurs d'options sur actions, d'unités d'actions de négociation restreinte et d'unités d'actions différées à la date d'exercice, selon le mode de règlement en trésorerie, ce qui représente un prix moyen pondéré par action de 61,84 \$ à la date d'exercice (59,68 \$ en 2017).

OPTIONS SUR ACTIONS

Des options sur actions de catégorie B sans droit de vote peuvent être attribuées à raison de une pour une aux membres du personnel, aux administrateurs et aux dirigeants par le conseil d'administration ou par le comité de rémunération de la direction. Un total de 65 millions d'options a été autorisé aux termes de divers régimes et la durée de chaque option varie de sept à dix ans. En général, l'acquisition des droits se fait graduellement sur quatre ans, mais les modalités d'acquisition peuvent être modifiées par le comité de rémunération de la direction à la date d'attribution. Le prix d'exercice des options correspond à la juste valeur de marché des actions de catégorie B sans droit de vote, déterminée comme étant le cours moyen affiché à la TSX pour la période de cinq jours précédant la date d'attribution.

Options liées à la performance

En 2018, nous avons attribué 439 435 options liées à la performance (489 835 en 2017) à certains hauts dirigeants. Les droits à ces options deviennent acquis graduellement sur quatre ans, à condition que l'action atteigne certains cours cibles à la date d'anniversaire ou après celle-ci. Au 31 décembre 2018, nous avions 1 575 605 options liées à la performance en circulation (1 540 158 options en 2017).

Sommaire des options sur actions

Ce qui suit constitue un sommaire des régimes d'options sur actions, lesquelles comprennent les options liées à la performance.

(nombre d'unités, à l'exception des prix)	Exercice clos le 31 décembre 2018		Exercice clos le 31 décembre 2017	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de l'exercice	2 637 890	49,42 \$	3 732 524	43,70 \$
Attribution	850 700	58,88 \$	993 740	59,71 \$
Exercice	(679 706)	45,20 \$	(1 603 557)	42,10 \$
Renonciation	(89 272)	55,94 \$	(484 817)	50,74 \$
En circulation à la clôture de l'exercice	2 719 612	53,22 \$	2 637 890	49,42 \$
Exercables à la clôture de l'exercice	1 059 590	46,26 \$	924 562	42,32 \$

Ce qui suit constitue un sommaire de la fourchette des prix d'exercice, le prix d'exercice moyen pondéré et la durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée au 31 décembre 2018.

Fourchette des prix d'exercice	Options en circulation			Options exercables	
	Nombre d'options en circulation	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exercables	Prix d'exercice moyen pondéré
37,96 \$ - 39,99 \$	360 248	0,16	37,96 \$	360 248	37,96 \$
40,00 \$ - 44,99 \$	245 052	5,02	44,31 \$	152 901	43,97 \$
45,00 \$ - 49,99 \$	575 064	5,36	48,93 \$	382 303	48,56 \$
50,00 \$ - 59,99 \$	1 011 698	8,53	58,04 \$	41 680	56,70 \$
60,00 \$ - 64,99 \$	489 835	8,44	62,82 \$	122 458	62,82 \$
65,00 \$ - 68,10 \$	37 715	9,68	68,10 \$	-	-
	2 719 612	6,43	53,22 \$	1 059 590	46,26 \$

Au 31 décembre 2018, la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente aux régimes d'options sur actions non comptabilisées s'établissait à 8 millions de dollars (6 millions de dollars en 2017) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des quatre prochains exercices à mesure que les droits à ces options deviennent acquis.

UNITÉS D'ACTIONS DE NÉGOCIATION RESTREINTE

Le régime d'unités d'actions de négociation restreinte permet aux membres du personnel, aux administrateurs et aux dirigeants de Rogers de participer à sa croissance et à son évolution. Aux termes du régime, des unités d'actions de négociation restreinte sont émises à l'intention du participant et les droits aux unités émises deviennent acquis sur une période ne pouvant pas être supérieure à trois ans à partir de la date d'attribution.

À la date d'acquisition des droits, nous rachèterons la totalité des unités d'actions de négociation restreinte des participants contre un montant en trésorerie ou par l'émission d'une action de catégorie B sans droit de vote pour chaque unité d'action de négociation restreinte. Nous avons réservé 4 000 000 d'actions de catégorie B sans droit de vote en vue de leur émission aux termes de ce régime.

Unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance

En 2018, nous avons attribué 263 239 unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance à certains hauts dirigeants (133 559 en 2017). Le nombre d'unités dont les droits deviendront acquis et qui seront payées dans les trois ans suivant la

date d'attribution s'inscrira dans une fourchette allant de 50 % à 150 % du nombre initial d'unités d'actions attribuées sous réserve de l'atteinte de certains objectifs annuels et trisannuels cumulatifs non liés aux marchés.

Sommaire des unités d'actions de négociation restreinte

Ce qui suit constitue un sommaire des unités d'actions de négociation restreinte en circulation, y compris les unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance.

(nombre d'unités)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
En circulation à l'ouverture de l'exercice	1 811 845	2 237 085
Attribution et réinvestissement des dividendes	1 217 487	826 081
Exercice	(597 015)	(984 342)
Renonciation	(213 392)	(266 979)
En circulation à la clôture de l'exercice	2 218 925	1 811 845

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions de négociation restreinte non comptabilisée au 31 décembre 2018 s'est établie à 59 millions de dollars (41 millions de dollars en 2017) et sera comptabilisée dans le bénéfice net sur les trois prochains exercices à mesure que les droits à ces unités deviennent acquis.

UNITÉS D'ACTIONS DIFFÉRÉES

Le régime d'unités d'actions différées permet aux administrateurs, à certains dirigeants clés et à d'autres hauts dirigeants de recevoir un certain type de rémunération sous forme d'unités d'actions différées. Aux termes du régime, des unités d'actions différées sont émises à l'intention du participant et les droits aux unités émises deviennent acquis sur une période ne pouvant pas être supérieure à trois ans à partir de la date d'attribution.

Unités d'actions différées liées à la performance

En 2018, nous avons attribué 40 269 unités d'actions différées liées à la performance à certains dirigeants clés (191 875 en 2017). Le nombre d'unités dont les droits deviendront acquis et qui peuvent être rachetées par le porteur dans les trois ans suivant la date d'attribution s'inscrira dans une fourchette allant de 50 % à 150 % du nombre initial d'unités d'actions attribuées sous réserve de l'atteinte de certains objectifs annuels et triannuels cumulatifs non liés aux marchés.

Sommaire des unités d'actions différées

Ce qui suit constitue un sommaire des unités d'actions différées en circulation, y compris les unités d'actions différées liées à la performance.

(nombre d'unités)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
En circulation à l'ouverture de l'exercice	2 327 647	2 396 458
Attribution et réinvestissement des dividendes	131 051	735 117
Exercice	(334 930)	(333 111)
Renonciation	(119 328)	(470 817)
En circulation à la clôture de l'exercice	2 004 440	2 327 647

NOTE 25 : TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

ACTIONNAIRE DÉTENANT LE CONTRÔLE

Notre actionnaire détenant le contrôle ultime est la Fiducie de contrôle Rogers (la « Fiducie »), laquelle détient le contrôle des voix de RCI. Les bénéficiaires de la Fiducie sont des membres de la famille Rogers. La famille est représentée par certains administrateurs de RCI.

Nous avons conclu certaines transactions avec des sociétés de portefeuille fermées appartenant à la famille Rogers, contrôlées par la Fiducie. Ces transactions ont été inscrites au montant convenu par les parties liées et sont soumises aux conditions énoncées dans les ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Les montants totaux reçus ou payés étaient inférieurs à 1 million de dollars en 2018 et en 2017.

TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs et nos plus hauts dirigeants qui sont les principaux responsables de la planification, de la direction et du contrôle de nos activités commerciales.

La charge au titre de la rémunération fondée sur des actions afférente à ces unités d'actions différées non comptabilisée au 31 décembre 2018 s'est établie à 7 millions de dollars (22 millions de dollars en 2017) et sera comptabilisée dans le bénéfice net au cours des trois prochains exercices à mesure que les droits aux unités des dirigeants deviennent acquis. Les droits afférents à toutes les autres unités d'actions différées sont entièrement acquis.

RÉGIME D'ACCUMULATION D'ACTIONS DES MEMBRES DU PERSONNEL

La participation au régime d'accumulation d'actions est facultative. Les membres du personnel peuvent verser jusqu'à 10 % de leurs gains habituels au moyen de retenues sur la paie régulière (jusqu'à concurrence d'une cotisation annuelle maximale de 25 000 \$). L'administrateur désigné du régime achète au nom des membres du personnel, sur une base mensuelle, nos actions de catégorie B sans droit de vote sur le marché libre. À la fin de chaque mois, nous versons une cotisation allant de 25 % à 50 % des cotisations des membres du personnel pour le mois, et l'administrateur affecte ensuite ce montant à l'achat d'actions supplémentaires au nom des membres du personnel. Nous comptabilisons notre cotisation comme une charge au titre de la rémunération.

La charge au titre de la rémunération relative au régime d'accumulation d'actions des membres du personnel a été de 46 millions de dollars en 2018 (43 millions de dollars en 2017).

DÉRIVÉS LIÉS AUX CAPITAUX PROPRES

Nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres afin de couvrir une partie des charges au titre de la rémunération fondée sur des actions (se reporter à la note 16) et avons comptabilisé un recouvrement de 33 millions de dollars (recouvrement de 74 millions de dollars en 2017) relativement à la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions pour ces dérivés.

Rémunération

La charge au titre de la rémunération associée aux principaux dirigeants a été incluse dans les salaires, avantages et rémunération fondée sur des actions du personnel comme l'illustre le tableau suivant :

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Salaires et autres avantages à court terme	13	10
Avantages postérieurs à l'emploi	2	3
Rémunération fondée sur des actions ¹	18	19
Total de la rémunération	33	32

¹ La rémunération fondée sur des actions ne tient pas compte de l'incidence de la variation de la juste valeur des actions de catégorie B sans droit de vote ni des dérivés liés aux capitaux propres.

Transactions

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent au conseil d'administration de RCI. Ces administrateurs sont :

- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion de nos services juridiques;
- le président du conseil d'administration d'une entreprise qui offre des services d'impression à la Société.

Nous inscrivons ces transactions au montant convenu par les parties liées et elles sont examinées par le comité d'audit et de risque. Les soldes à payer à ces parties liées sont non garantis, ne portent pas intérêt et doivent être réglés en trésorerie à moins de un mois suivant la date de la transaction. Ce qui suit constitue un sommaire des activités entre parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre		Solde impayé aux 31 décembre	
	2018	2017	2018	2017
Services d'impression et services juridiques	13	17	-	-

FILIALES, ENTREPRISES ASSOCIÉES ET PARTENARIATS

Nos principales filiales aux 31 décembre 2018 et 2017 sont les suivantes :

- Rogers Communications Canada Inc.;
- Rogers Media Inc.

Notre participation dans ces filiales est de 100 %. Nos filiales sont constituées au Canada et leur période de présentation des états financiers annuels correspond à la nôtre.

Lorsque cela est nécessaire, des ajustements sont apportés pour harmoniser les méthodes comptables des filiales avec celles de RCI. Aucune restriction importante ne limite la capacité des filiales, des partenariats et des entreprises associées à transférer des fonds à Rogers sous la forme de dividendes en trésorerie, ou de remboursements de prêts ou d'avances, sous réserve de l'approbation d'autres actionnaires, le cas échéant.

Nous avons conclu les transactions commerciales suivantes avec nos entreprises associées et partenariats. Les transactions effectuées entre nous et nos filiales ont été éliminées au moment de la consolidation et ne sont pas présentées à la présente note.

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017
Produits	86	74
Achats	197	198

Les soldes à la clôture de l'exercice sont non garantis, ne portent pas intérêt et doivent être réglés en trésorerie.

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2018	2017
Débiteurs	99	80
Créditeurs et charges à payer	20	26

NOTE 26 : GARANTIES

Aux 31 décembre 2018 et 2017, nous détenions les garanties suivantes dans le cadre normal de nos activités.

VENTES ET REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Dans le cadre d'opérations concernant la cession d'entreprises, la vente d'actifs ou d'autres regroupements d'entreprises, nous pouvons être tenus d'indemniser les contreparties au titre de coûts et de pertes découlant de violations de déclarations et de garanties, d'infraction aux droits de propriété intellectuelle, de pertes ou de dommages causés à la propriété, d'obligations environnementales, de modifications des lois et des règlements (y compris la législation fiscale), du règlement de poursuites contre les contreparties, de passifs éventuels liés à une entreprise cédée ou des réévaluations de déclarations fiscales antérieures de la société qui exerce les activités commerciales.

VENTES DE SERVICES

Dans le cadre d'opérations concernant des ventes de services, nous pouvons être tenus d'indemniser les contreparties au titre de coûts et de pertes découlant de violations de déclarations et de garanties, de modifications des lois et des règlements (y compris la législation fiscale) et du règlement de poursuites contre les contreparties.

ACHATS ET MISE EN VALEUR D'ACTIFS

Dans le cadre d'opérations concernant des acquisitions et des mises en valeur d'actifs, nous pouvons être tenus d'indemniser les contreparties au titre de coûts et de pertes découlant de violations de déclarations et de garanties, de pertes ou de dommages causés à la propriété, de modifications des lois et des règlements (y compris la législation fiscale) et du règlement de poursuites contre les contreparties.

INDEMNITÉS

Nous indemnisons nos administrateurs, nos dirigeants et notre personnel à l'égard de recours auxquels ils pourraient être exposés, dans un contexte raisonnable, et qui résultent de leur prestation de services à Rogers, et nous souscrivons une assurance responsabilité civile pour nos administrateurs et dirigeants de même que pour ceux de nos filiales.

Aucun montant n'a été comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière à l'égard de ces types d'indemnité ou de garantie aux 31 décembre 2018 ou 2017. Dans le passé, nous n'avons jamais fait de paiement important aux termes de ces indemnités ou garanties.

NOTE 27 : ENGAGEMENTS ET PASSIFS ÉVENTUELS

MÉTHODES COMPTABLES

Les passifs éventuels sont des passifs dont le calendrier ou le montant sont incertains et qui ne sont comptabilisés que lorsque nous avons une obligation actuelle résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative des avantages économiques servira à régler l'obligation, et qu'une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

Nous présentons nos passifs éventuels à moins que la probabilité d'une sortie de ressources pour règlement soit faible.

INFORMATIONS EXPLICATIVES

ENGAGEMENTS

Ce qui suit constitue un sommaire des paiements minimaux futurs au titre de nos engagements contractuels qui ne sont pas comptabilisés en tant que passifs au 31 décembre 2018.

(en millions de dollars)	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
Contrats de location simple	208	312	172	287	979
Contrats avec des joueurs ¹	63	8	14	—	85
Obligations liées à des achats ²	448	332	202	80	1 062
Droits de diffusion ³	667	1 048	1 079	1 346	4 140
Total des engagements	1 386	1 700	1 467	1 713	6 266

¹ Les contrats avec des joueurs ont trait aux contrats salariaux des joueurs des Blue Jays de Toronto que nous avons conclus et que nous sommes tenus d'honorer.

² Les obligations liées à des achats sont des obligations contractuelles aux termes de contrats de service, de produits et d'appareils sans fil par lesquels nous nous sommes engagés.

³ Les droits de diffusion sont des ententes d'achat de droits de diffusion d'émissions sportives et de films que nous avons conclues pour des périodes supérieures à un an à partir du moment de la passation du contrat.

Les contrats de location simple et autres contrats de location visent des sites de réseaux, des bureaux et des magasins de détail partout au pays. La majorité des contrats ont une durée de cinq à quinze ans et ne comportent pas d'options de renouvellement. Les charges locatives en 2018 se sont élevées à 228 millions de dollars (228 millions de dollars en 2017).

Ce qui suit constitue un sommaire de nos autres engagements contractuels qui ne figurent pas dans le tableau précédent.

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2018
Acquisition d'immobilisations corporelles	244
Acquisition d'immobilisations incorporelles	183
Engagements liés aux entreprises associées et aux coentreprises	383
Total des autres engagements	810

PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 décembre 2018, nos passifs éventuels avaient trait aux litiges suivants :

Frais d'accès au système - Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif a trait aux frais d'accès au système que les fournisseurs de services sans fil facturent à certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AUX JUGEMENTS

JUGEMENTS

Il est possible que nous subissions des pertes dans le cadre de diverses réclamations ou actions en justice intentées contre nous, dont l'issue est inconnue. Par conséquent, nous posons d'importants jugements lorsque nous déterminons la probabilité que nous subissions des pertes dans le cadre de l'évaluation des passifs éventuels.

remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite exclurait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

En 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande était acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

Au moment où le recours collectif en Saskatchewan a été intenté, en 2004, des réclamations correspondantes ont été déposées auprès de plusieurs administrations au Canada bien que les demandeurs n'aient pris aucune mesure concrète. La cour d'appel de plusieurs provinces a rejeté les réclamations correspondantes pour cause d'abus de procédure. Dans toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, les réclamations ont maintenant été rejetées ou

abandonnées. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Frais liés au service d'urgence 911

En juin 2008, un recours collectif a été intenté en Saskatchewan contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada. La poursuite concerne des allégations, notamment, de rupture de contrat, de fausse déclaration et de publicité mensongère relativement aux frais du service 911 facturés par la Société et d'autres fournisseurs de services de télécommunications sans fil au Canada. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et la restitution. Les demandeurs tentent d'obtenir une ordonnance attestant que la poursuite constitue un recours collectif en Saskatchewan. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Appareils cellulaires

En juillet 2013, un recours collectif a été intenté en Colombie-Britannique contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada et des fabricants d'appareils sans fil. Le recours collectif a trait aux effets néfastes allégués sur la santé subis par des utilisateurs d'appareils cellulaires de longue date. Les demandeurs exigent des remboursements indéterminés en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement d'un montant égal aux produits réalisés par les défendeurs pouvant raisonnablement être attribués à la vente de téléphones cellulaires au Canada. Aucun passif n'a été comptabilisé à l'égard de cette éventualité.

Impôt sur le résultat

Nous sommes d'avis que nous avons comptabilisé une provision adéquate pour l'impôt sur le résultat selon les renseignements

dont nous disposons actuellement. Le calcul de l'impôt et des taxes repose dans bien des cas sur l'interprétation judicieuse (se reporter à la note 12) des règles et règlements fiscaux. Nos déclarations de revenus sont susceptibles de faire l'objet d'audits qui pourraient modifier considérablement les montants des actifs et passifs d'impôt exigible et différé et des provisions, et qui pourraient, dans certains cas, entraîner l'imputation d'intérêts et de pénalités.

Autres actions en justice

Il existe certaines autres actions en justice, actuelles ou éventuelles, contre nous. Celles-ci, prises individuellement ou collectivement, ne devraient pas avoir une incidence défavorable significative sur nos résultats financiers.

Issue des procédures

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net ou les états consolidés de la situation financière.

NOTE 28 : INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT OPÉRATIONNEL

(en millions de dollars)	Exercices clos les 31 décembre	
	2018	2017 (chiffres retraités, voir note 2)
Débiteurs	(133)	(160)
Stocks	(31)	17
Autres actifs courants	(6)	17
Créditeurs et charges à payer	103	9
Passifs sur contrat et autres passifs	(47)	(47)
Total de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(114)	(164)

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

	Exercices clos les 31 décembre		
	(en millions de dollars)	2018	2017
Dépenses d'investissement avant le produit de la sortie		2 815	2 510
Produit de la sortie		(25)	(74)
Dépenses d'investissement		2 790	2 436

Notes

Glossaire de termes propres à l'industrie et liens utiles

3G (technologie sans fil de troisième génération) : Troisième génération de normes et de technologie de téléphonie mobile. L'un des principaux objectifs des normes 3G était de rendre possible la transmission de données mobiles à large bande à des vitesses supérieures à 384 Kb/s. Les réseaux 3G permettent aux exploitants de réseau d'offrir à leurs utilisateurs un éventail plus large de services perfectionnés tout en maximisant la capacité de leur réseau grâce à l'optimisation de l'efficacité spectrale. Les services perfectionnés comprennent notamment la messagerie vidéo et multimédia et la transmission de données sans fil à large bande, le tout dans un environnement mobile.

3.5G (technologie sans fil de troisième génération améliorée) : Mises à niveau évolutives des services 3G qui offrent une amélioration importante du débit de données sans fil à large bande permettant d'atteindre des débits de données se chiffrant en multimégabits. Les principales technologies 3.5G en Amérique du Nord sont les accès HSPA et CDMA-EV-DO.

4G (technologie sans fil de quatrième génération) : Technologie qui offre des capacités de voix, de vidéo et de multimédia améliorées, une plus grande capacité de réseau, une plus grande efficacité spectrale, et des débits de données haute vitesse surpassant les normes de référence 3G actuelles. Aussi appelée LTE.

4.5G (technologie sans fil de quatrième génération améliorée) : Mises à niveau évolutives des services 4G qui acceptent des vitesses de téléchargement de deux à trois fois supérieures à celles de la technologie 4G. La technologie 4.5G est conçue pour prendre en charge la réalité virtuelle et augmentée, la diffusion en continu au format 4K et d'autres nouveaux services.

5G (technologie sans fil de cinquième génération) : Prochaine génération envisagée de normes de télécommunication sans fil. La technologie 5G devrait se traduire par une réduction considérable de la latence par rapport au service LTE, des améliorations de l'efficience et de la portée des signaux émis et la capacité de brancher plus d'appareils en même temps que jamais auparavant.

4K - Visionnement en ultra haute définition : Offre une résolution d'affichage sur écran de télévision précise de 4096 x 2160 pixels. Les téléviseurs actuels en HD intégrale de 1920 x 1080 affichent une image d'environ 2 mégapixels, alors que les écrans de génération 4K affichent des images de 8 mégapixels.

À large bande : Service de communication qui permet la transmission de la voix, des données et des vidéos simultanément et à haute vitesse (débits de 1,544 Mb/s et plus).

Accès HSPA (accès par paquets haut débit, d'après l'anglais High Speed Packet Access) : Technologie IP par paquets à large bande développée sur la base de la technologie WCDMA dans laquelle les données sont transmises par paquets à haut débit sur les réseaux 3G. HSPA+ assure la transmission de données par paquets à haut débit sur les réseaux 4G à des vitesses encore plus grandes que l'accès HSPA.

Architecture de réseau hybride fibre optique-câble coaxial (HFC, d'après l'anglais Hybrid Fibre-Coaxial) : Technologie qui utilise des câbles de fibre optique et des câbles coaxiaux dans différentes parties d'un réseau pour acheminer du contenu à large bande (voix, vidéo ou données) depuis une installation de distribution jusqu'au domicile de l'abonné.

Attrition : Mesure du rendement décrivant le taux de débranchement des clients d'un service de télécommunications. Il s'agit d'une mesure de roulement de la clientèle, laquelle est souvent représentative, du moins partiellement, de la qualité du service offert et de l'intensité de la concurrence. L'attrition est habituellement exprimée en pourcentage et correspond au nombre d'abonnés se débranchant au cours d'une période divisé par le nombre d'unités sur le réseau pendant la même période.

Bandé passante : La bande passante peut avoir deux significations, soit : 1) bande ou bloc de radiofréquences mesurées en cycles par seconde, ou hertz; ou 2) une quantité ou une unité de capacité au sein d'un réseau de transmission de télécommunications. De façon générale, la bande passante est l'espace disponible aux fins de transmission d'un signal. Plus la bande passante est large, meilleure est la capacité de transmission de l'information.

b/s (bit par seconde) : Une mesure de la rapidité de transmission des données utilisée pour mesurer la quantité de données transférée par seconde entre deux points de télécommunications ou entre des dispositifs d'un réseau. Un Kb/s (kilobit par seconde) représente mille bits par seconde, un Mb/s (mégabit par seconde) représente un million de bits par seconde, un Gb/s (gigabit par seconde) représente un milliard de bits par seconde et un Tb/s (téribit par seconde) représente un billion de bits par seconde.

Centre de données : Installation servant à héberger des systèmes informatiques et des composantes connexes, par exemple, des systèmes de télécommunications et de stockage. Comprend généralement des blocs d'alimentation redondants ou de réserve, des connexions redondantes de transmission de données, des contrôles des paramètres environnementaux (p. ex., climatisation, extinction d'incendie) et des contrôles de sécurité.

Clients qui apportent leur propre appareil : Clients qui concluent un contrat de services sans fil pour un appareil qui leur appartient en propre. Auparavant, il était d'usage d'acquérir un appareil par l'intermédiaire d'un contrat à terme.

Communication machine à machine (M2M) : Interconnexion sans fil de dispositifs ou d'objets physiques qui sont intégrés en toute transparence dans un réseau d'information de façon à devenir des participants actifs dans des processus fonctionnels. Des services sont mis à disposition pour interagir avec ces « objets intelligents » dans Internet, les interroger, modifier leur état et capter les informations qui leur sont associées.

Contournement : Média audio, vidéo ou autre distribué par Internet ou d'autres moyens non traditionnels.

CRTC (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes) : Organisme de réglementation du gouvernement fédéral pour les télédistributeurs et les radiodiffuseurs, ainsi que pour les entreprises de télécommunications et de câblodistribution au Canada.

DOCSIS (Data over Cable Service Interface Specification) : Norme de l'industrie non exclusive élaborée par CableLabs qui permet l'interopérabilité du matériel de la tête de réseau au matériel installé chez l'abonné. La dernière version (DOCSIS 3.1) permet le regroupement de multiples canaux pour atteindre des vitesses de téléchargement en aval pouvant atteindre 10 Gb/s et des vitesses de

téléchargement en amont pouvant atteindre 2 Gb/s, selon le nombre de canaux regroupés.

DSL (ligne d'abonné numérique) : Famille de technologies à large bande qui offre une transmission toujours en fonction à bande passante élevée (généralement asymétrique) sur une ligne téléphonique à paire torsadée en cuivre. La technologie DSL partage la même ligne que le service téléphonique, mais occupe une partie différente de la bande passante de la ligne téléphonique.

EDR (entreprise de distribution de radiodiffusion) : Entreprise consacrée à la réception de la radiodiffusion et à sa retransmission par ondes radio ou d'autres moyens de télécommunications à plus d'une unité d'habitation ou résidence permanente ou temporaire, ou à une autre entreprise du même ordre.

ESLC (entreprise de services locaux concurrentiels) : Fournisseur de services de télécommunications qui livre concurrence aux autres fournisseurs de longue date, généralement l'ESLT.

ESLT (entreprise de services locaux titulaire) : L'entreprise de télécommunications dominante fournissant un service téléphonique local dans un secteur géographique donné au début de la concurrence. Habituellement, une ESLT est la compagnie de téléphone traditionnelle ayant été la première entreprise de services locaux à s'établir dans un marché donné.

EVP (enregistreur vidéo personnel) : Appareil électronique grand public ou logiciel d'application qui enregistre les vidéos en format numérique. Le terme englobe les terminaux numériques dotés d'une fonction d'enregistrement direct sur disque qui permettent l'enregistrement vidéo sur un disque dur et la lecture depuis celui-ci.

ERMV (exploitant de réseaux mobiles virtuels) : Fournisseur de services de communications sans fil qui ne possède pas l'infrastructure de réseau sans fil au moyen de laquelle il achemine ses services à ses clients.

FSI (fournisseur de services Internet) : Fournisseur d'accès Internet au grand public et aux entreprises.

FTTH (installation par fibre jusqu'au domicile, d'après l'anglais Fibre-to-The-Home) et FTTP (installation par fibre jusqu'aux locaux de l'abonné, d'après l'anglais Fibre-to-the-Premise) : Permet de relier le câble de fibre optique au domicile ou aux locaux de l'abonné, par exemple à un boîtier fixé sur le mur extérieur d'une habitation ou d'une entreprise.

GSM (Système mondial de communications mobiles, d'après l'anglais Global System for Mobile Communications) : Technologie fondée sur la technologie TDMA et membre de la famille des protocoles mobiles de deuxième génération (2G) qui est largement déployée à l'échelle mondiale, particulièrement aux bandes de fréquences de 850, 900, 1800 et 1900 MHz.

HDR (imagerie à grande gamme dynamique, d'après l'anglais High Dynamic Range) : Technique servant à reproduire une plus grande gamme dynamique de luminosité que ne le permettent les techniques d'imagerie ou de photographie numériques standard.

Hébergement (hébergement Web) : Service consistant à héberger, à servir et à conserver des fichiers pour un ou plusieurs sites Web ou comptes électroniques. Le recours à un service d'hébergement permet à de nombreuses entreprises de partager les frais de connexion Internet haute vitesse pour accéder aux fichiers, de même que d'autres frais liés à la gestion et à l'infrastructure d'Internet.

Hertz : Unité de fréquence représentant un cycle par seconde. Elle est souvent utilisée pour décrire les vitesses auxquelles les signaux électroniques sont émis dans le domaine de la radiodiffusion. Un MHz (mégahertz) désigne un million de hertz, un GHz (gigahertz), un milliard de hertz et un THz, un billion de hertz.

Hors réseau : Qualifie les emplacements client où une infrastructure réseau n'est pas facilement accessible et nécessitant la location d'un accès auprès d'un tiers aux fins de connectivité aux locaux.

HUP (mise à niveau matérielle, d'après l'anglais Hardware Upgrade) : Action d'un abonné au sans-fil existant qui passe à la puissance supérieure en optant pour un nouvel appareil sans fil.

IdO (Internet des objets) : Le concept de connecter des objets et dispositifs de tous les jours (p. ex., électroménagers et téléphones cellulaires) à Internet et entre eux. En leur permettant de capter leur environnement et de communiquer entre eux, on s'assure d'obtenir un flux continu des données.

Infonuagique : Capacité d'exécuter un programme ou une application sur plusieurs ordinateurs connectés de façon simultanée, les logiciels, les données et les services résidant dans des centres de données.

IP (protocole Internet) : Protocole informatique de couche réseau que tous les appareils connectés à Internet doivent connaître pour pouvoir communiquer entre eux. Le protocole IP est un ensemble de règles de commutation et l'acheminement de données qui précise comment l'information est divisée en paquets et comment ces derniers sont adressés aux fins de livraison entre les ordinateurs.

ISDE Canada (Innovation, Sciences et Développement économique Canada) : Ministère du gouvernement fédéral canadien responsable, entre autres, de la réglementation, de la gestion et de l'attribution du spectre des radiofréquences, ainsi que de l'établissement d'exigences techniques pour différents systèmes sans fil.

LTE (technologie d'évolution à long terme, d'après l'anglais Long Term Evolution) : Technologie cellulaire sans fil de quatrième génération (également connue sous le nom de 4G) marquant une évolution et une amélioration par rapport aux normes de téléphonie cellulaire UMTS et HSPA+. La technologie LTE améliore l'efficacité spectrale, réduit les coûts, améliore le service et, surtout, offre un meilleur débit de données. La technologie LTE offre un débit allant jusqu'à 300 Mb/s.

LTE évoluée : Norme de communication sans fil qui représente une amélioration marquée par rapport à la norme LTE. Offrant un débit de données de pointe de 1 Gb/s, la technologie LTE évoluée offre également une commutation plus rapide entre différents modes de consommation et une performance améliorée en bordure de cellule.

Matériel installé chez l'abonné : Matériel de télécommunications, comme un modem ou un terminal, situé dans la résidence ou l'entreprise d'un client.

MFMPA (montant facturé moyen par abonné) : Mesure du rendement exprimée en dollars par mois et utilisée principalement dans le secteur des services sans fil, qui correspond au montant moyen

facturé aux clients par mois. Le MFMPA est un indicateur de la performance opérationnelle d'une entreprise.

Pénétration : Mesure dans laquelle un produit ou un service a été vendu ou adopté par des abonnés ou clients potentiels dans un secteur géographique donné. Généralement exprimée en pourcentage.

PMPA (produits moyens par abonné) : Mesure du rendement, exprimée en dollars par mois, utilisée essentiellement dans les secteurs des services sans fil et de la câblodistribution pour décrire les produits générés par client par mois. Les PMPA constituent un indicateur clé de la performance opérationnelle d'une entreprise de services sans fil ou de câblodistribution.

Point d'accès : Point d'accès au réseau dans un lieu public tel qu'un café, une gare, un aéroport, un immeuble de bureaux ou un centre de congrès.

POP (personnes dans la population) : Terme propre au secteur du sans-fil désignant la population ou le nombre d'abonnés potentiels dans un marché, une mesure de la taille du marché. Une POP fait référence à une personne vivant dans une région qui est incluse complètement, ou en grande partie, dans les secteurs de couverture.

Proche : Qualifie les emplacements client adjacents à une infrastructure réseau permettant d'étendre relativement facilement la connectivité aux locaux.

Regroupement : Jumelage de produits et services distincts en un même produit de détail.

Réseau local : Groupe d'ordinateurs reliés entre eux et situés dans un espace géographiquement limité, comme un immeuble.

Réseaux possédés : Emplacements client où il existe une infrastructure réseau en place capable d'assurer une connectivité aux locaux sans autres travaux ou locations auprès de tiers. Un client sur réseaux possédés peut être servi rapidement.

Services d'accès Internet de tiers : Services d'accès Internet à haute vitesse de gros offerts par les grands fournisseurs de services Internet par câble et permettant aux fournisseurs indépendants de proposer des services Internet de détail à leurs propres utilisateurs.

Services facturés : Méthode conventionnelle de paiement des services sans fil selon laquelle un abonné paie des frais mensuels fixes pour une partie importante des services. L'utilisation (par exemple, les appels interurbains) et les dépassements de forfait sont facturés à terme échu, après consommation des services. Les frais font souvent l'objet d'un contrat de service à durée déterminée.

Services prépayés : Méthode de paiement de services sans fil selon laquelle un abonné paie d'avance un montant établi d'utilisation du réseau ou des données. Généralement, le compte prépayé d'un abonné est débité au moment de l'utilisation; ainsi, l'utilisation ne pourra dépasser celle prévue par le montant prépayé, à moins qu'un autre paiement anticipé ne soit effectué.

Spectre : Terme s'appliquant généralement aux fréquences radio électromagnétiques utilisées pour la transmission de sons, de données et de vidéos. Diverses portions du spectre sont désignées pour l'utilisation par les services cellulaires, la télévision, la radio FM et les transmissions par satellite.

SSFE (services sans fil évolués) : Bande de fréquences de télécommunications sans fil utilisée pour les services de transmission de la voix et des données, les services de messagerie et le multimédia sans-fil.

Taux de pénétration : Nombre total de foyers pouvant être connectés à un réseau câblé dans un secteur géographique défini.

Téléphonie par câble (téléphone) : Transmission des communications vocales en temps réel par l'intermédiaire d'un réseau câblé.

Télévision sur IP (télévision sur protocole

Internet) : Système assurant la transmission d'un signal de télévision numérique par IP. Contrairement à la télédiffusion, les téléspectateurs ne reçoivent que le contenu en continu qu'ils ont demandé (en naviguant d'une chaîne à l'autre ou en commandant des vidéos sur demande).

Terminal numérique : Appareil autonome qui reçoit et décode la programmation de manière à ce qu'elle puisse être affichée sur un téléviseur. Les terminaux numériques peuvent être utilisés pour capter des émissions télédiffusées, par câble et par satellite.

Transmission par fibres optiques : Méthode de transmission d'informations (voix, vidéo ou données) au moyen de laquelle la lumière est modulée et propagée sur des faisceaux de fils de verre très fins portant le nom de câbles de fibre optique. La capacité de bande passante des câbles de fibre optique est de loin supérieure à celle des fils de cuivre et la lumière peut voyager sur des distances relativement grandes sans devoir être amplifiée.

TSU (total des unités de service, d'après l'anglais Total Service Unit) :

Total Service Unit) : Dans l'industrie de la câblodistribution, désigne généralement les abonnés aux services de télévision, aux services d'Internet et aux services de téléphonie par câble. Une personne qui s'abonne aux services de télévision et d'Internet compte pour deux TSU. Une personne qui s'abonne aux services de télévision, d'Internet et de téléphonie par câble compte pour trois TSU, etc.

VoIP (voix sur IP) : Technologie utilisée pour transmettre des conversations en temps réel en paquets de données sur un réseau de données utilisant le protocole IP. De tels réseaux de données comprennent les réseaux des compagnies de téléphone, les réseaux de câblodistribution, les réseaux sans fil, les intranets d'entreprise et Internet.

VoLTE (voix sur LTE) : Plateforme fournit des services de transmission de la voix aux abonnés mobiles sur réseaux sans fil LTE. La norme LTE ne peut prendre en charge qu'une commutation par paquets étant donné qu'elle repose intégralement sur la technologie IP. Les communications vocales sur les réseaux GSM passent par la commutation de circuits, alors l'adoption de la norme LTE oblige les entreprises de télécommunications à reconfigurer leur réseau de communication vocale, tout en assurant une continuité aux réseaux à commutation de circuits traditionnels de 2G et 3G.

VSD (vidéo sur demande) : Service de câble qui permet à un client de sélectionner et de regarder des films et des émissions en tout temps parmi un répertoire de milliers de titres.

VSDA (vidéo sur demande par abonnement) : Service qui offre, moyennant des frais mensuels, un accès sur demande illimité à une programmation donnée.

Wi-Fi : Nom commercial de la norme visant la technologie de réseau pour les réseaux locaux sans fil. Les réseaux locaux sans fil fournissent essentiellement les mêmes services que les réseaux filaires, mais à des débits moindres. Le Wi-Fi permet à tout utilisateur muni d'un appareil compatible avec le Wi-Fi de se connecter à un point d'accès sans fil.

Liens utiles

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)

Le CRTC est un organisme public indépendant qui réglemente et supervise la radiodiffusion et les télécommunications canadiennes. Il relève du parlement par l'intermédiaire du ministre du Patrimoine canadien. www.crtc.gc.ca

Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE Canada)

ISDE Canada est un ministère du gouvernement fédéral qui a pour mission de favoriser l'essor d'une économie canadienne concurrentielle, axée sur le savoir. Pour s'acquitter de cette mission, le Ministère travaille avec les Canadiens de tous les secteurs de l'économie et de toutes les régions du pays à instaurer un climat favorable à l'investissement, à stimuler l'innovation canadienne, à accroître la présence canadienne sur les marchés mondiaux et à créer un marché efficace et concurrentiel.

www.ic.gc.ca

Federal Communications Commission (FCC)

La FCC est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis. La FCC a été établie par la *Communications Act of 1934* [Loi sur les communications de 1934] et est chargée de réglementer la radio, la télévision ainsi que les télécommunications sur fil, par câble et par satellite à l'échelle nationale et dans chaque État. L'autorité de

la FCC s'étend sur les 50 États, le District de Columbia et les territoires des États-Unis.
www.fcc.gov

Association canadienne des télécommunications sans fil (ACTS)

L'ACTS fait autorité pour tout ce qui concerne le sans-fil au Canada - ses préoccupations, son évolution et ses tendances. L'Association représente des fournisseurs de services sans fil et des entreprises qui conçoivent et réalisent des produits et des services pour l'industrie du sans-fil, comme les fabricants de combinés téléphoniques et de matériel, les créateurs de contenu et d'applications et les fournisseurs de services interentreprises.

www.cwta.ca

The Wireless Association (CTIA)

La CTIA est un organisme international à but non lucratif fondé en 1984 qui représente les entreprises de télécommunications et leurs fournisseurs de même que les fournisseurs et les fabricants de services et de produits de transmission de données sans fil. Aux États-Unis, la CTIA fait du lobbying auprès de tous les échelons du gouvernement.

www.ctia.org

GSM Association (GSMA)

La GSMA est une association sectorielle mondiale qui représente près de 800 exploitants, dont plus de 300 entreprises du milieu des télécommunications mobiles (fabricants de combinés téléphoniques et d'appareils, développeurs de logiciels, fournisseurs

de matériel et fournisseurs d'accès Internet) et diverses entreprises de secteurs d'activité connexes. En outre, plus de 180 fabricants et fournisseurs soutiennent les activités de la GSMA en tant que membres associés. La GSMA travaille à des projets et initiatives servant les intérêts de l'ensemble de l'industrie des télécommunications mobiles, et en particulier ceux des exploitants. www.gsma.com

Commission des plaintes relatives aux services de télécom-télévision (CPRST)

Organisation indépendante qui s'emploie à résoudre les plaintes formulées par des consommateurs à l'endroit de fournisseurs de services de téléphonie, de télévision et d'accès Internet. La structure de l'organisme et son mandat ont été approuvés par le CRTC. www.ccts-cprst.ca



Pour obtenir un glossaire complet des termes liés à l'industrie et à la technologie, veuillez consulter rogers.com/glossary

Renseignements relatifs à la Société et à l'intention des actionnaires

SIÈGE SOCIAL

Rogers Communications Inc.
333 Bloor Street East
Toronto (Ontario) M4W 1G9
416-935-7777

SERVICE À LA CLIENTÈLE ET RENSEIGNEMENTS SUR LES PRODUITS

888-764-3771 ou rogers.com

SERVICES AUX ACTIONNAIRES

Si vous êtes un actionnaire inscrit et que vous avez des questions sur votre compte, souhaitez modifier votre nom ou adresse, ou avez des questions à propos de certificats d'actions perdus, de transferts d'actions, du règlement d'une succession ou de dividendes, veuillez communiquer avec l'agent des transferts et agent comptable des registres de la Société :

Société de fiducie AST (Canada)

C.P. 700, Succursale postale B
Montréal (Québec) H3B 3K3
416-682-3860 ou 800-387-0825
inquiries@astfinancial.com

Documents envoyés en double

Si vous recevez en double exemplaire des documents de Rogers Communications destinés aux actionnaires, veuillez communiquer avec la Société de fiducie AST (Canada) aux coordonnées ci-dessus afin de regrouper vos comptes.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers et autres personnes désirant obtenir d'autres renseignements de nature financière sont priés de consulter investisseurs.rogers.com ou de communiquer avec nous au :

647-435-6470 ou
416-935-7777 (à l'extérieur de l'Amérique du Nord)
ou à investor.relations@rci.rogers.com

MÉCÉNAT D'ENTREPRISE

Pour en savoir plus sur les diverses activités philanthropiques de Rogers, veuillez consulter la rubrique « À propos de Rogers » à rogers.com

DURABILITÉ

Rogers est déterminée à poursuivre sur la voie de la croissance responsable. Ainsi, en matière de durabilité sociale et environnementale, nous concentrons nos efforts sur les secteurs qui sont les plus susceptibles d'avoir une influence sur ces deux aspects. Pour en savoir plus, veuillez consulter aproposde.rogers.com/responsabilite

INSCRIPTIONS EN BOURSE

Bourse de Toronto (TSX) :

RCl.A - Actions de catégorie A avec droit de vote (nº CUSIP : 775109101)

RCl.B - Actions de catégorie B sans droit de vote (nº CUSIP : 775109200)

Bourse de New York (NYSE) :

RCI - Actions de catégorie B sans droit de vote (nº CUSIP : 775109200)



TITRES D'EMPRUNT

Pour en savoir plus sur les titres d'emprunt des sociétés Rogers, veuillez consulter la rubrique « Titres d'emprunt » à investisseurs.rogers.com.

AUDITEURS INDÉPENDANTS

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

RENSEIGNEMENTS EN LIGNE

Rogers s'engage à assurer une communication financière transparente et complète et adhère aux meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise. Nous vous invitons à consulter investisseurs.rogers.com afin d'en apprendre plus sur notre entreprise, en ce qui a trait notamment : à nos événements et présentations, à nos communiqués, à nos dépôts auprès des organismes de réglementation, à nos pratiques de gouvernance, à notre responsabilité sociale d'entreprise et à nos documents d'information continue, dont les communiqués sur nos résultats financiers trimestriels, les notices annuelles et les circulaires d'information de la direction. Vous pouvez aussi vous abonner à nos nouvelles par courriel ou fils RSS afin de recevoir automatiquement les communiqués de Rogers par voie électronique.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT

Les dividendes peuvent être déposés directement dans les comptes que les actionnaires détiennent auprès d'institutions financières. Pour bénéficier du service de dépôt direct, veuillez communiquer avec la Société de fiducie AST (Canada) aux coordonnées susmentionnées.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS ORDINAIRES ET LES DIVIDENDES

2018	Cours RCl.B à la TSX			Dividendes déclarés par action
	Haut	Bas	Clôture	
Premier trimestre	59,31 \$	55,63 \$	57,54 \$	0,48 \$
Deuxième trimestre	63,02 \$	60,54 \$	62,44 \$	0,48 \$
Troisième trimestre	68,68 \$	65,89 \$	66,43 \$	0,48 \$
Quatrième trimestre	72,45 \$	68,03 \$	69,96 \$	0,48 \$

Actions en circulation au 31 décembre 2018

De catégorie A avec droit de vote 111 155 637
De catégorie B sans droit de vote 403 657 038

Dates de versement prévu des dividendes en 2019

Date de clôture des registres*	Date de paiement*
12 mars 2019	1er avril 2019
10 juin 2019	2 juillet 2019
9 septembre 2019	1er octobre 2019
11 décembre 2019	2 janvier 2020

* Sous réserve de l'approbation du conseil

Sauf indication contraire, tous les dividendes versés par Rogers Communications constituent des dividendes « admissibles » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et des lois provinciales similaires.

RÉGIME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES (« RRD »)

Rogers propose un régime de réinvestissement des dividendes pratique qui permet aux actionnaires admissibles d'acquérir des actions supplémentaires de Rogers Communications en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans engager de frais de courtage ou d'administration. Pour en savoir plus sur le RRD de Rogers et obtenir les documents nécessaires pour vous y inscrire, veuillez consulter <https://ca.astfinancial.com/InvestorServices/Search-DRIP?lang=fr>, ou communiquer avec la Société de fiducie AST (Canada) aux coordonnées susmentionnées.

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS DESTINÉS AUX ACTIONNAIRES

Les actionnaires inscrits à <https://ca.astfinancial.com/InvestorServices/edelivery?lang=fr> peuvent recevoir des avis par courrier électronique concernant la publication des rapports financiers et des documents de procurations. Cette méthode permet de transmettre l'information aux actionnaires plus rapidement que par la poste, en plus d'aider Rogers à protéger l'environnement et à réduire ses frais d'impression et d'expédition.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS ET LES AUTRES RISQUES

Le présent rapport annuel renferme des énoncés prospectifs concernant la situation financière et les perspectives de Rogers Communications qui sont assujettis à des incertitudes et à des risques importants, lesquels sont décrits en détail sous les rubriques « Risques et incertitudes influant sur les secteurs d'activité de la Société » et « À propos des énoncés prospectifs » du rapport de gestion ci-inclus. Toutes les sections du présent rapport annuel doivent être lues à la lumière de ces énoncés prospectifs.

Facebook
facebook.com/rogers

Twitter
@rogers

LinkedIn
linkedin.com/company/rogers-communications

Le meilleur est à venir.

A handwritten signature in black ink that reads "Ted Rogers". The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke on the left and a more enclosed "R" on the right.

